Supplément « Sans visa »

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE ★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE – N° 14664 – 6 F –

SAMEDI 21 MARS 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Le Parlement réuni à Pékin

Relance des réformes en Chine

La session annuelle de l'Assemblée nationale populaire, le Parlement chinois, s'est ouverte, vendredi 20 mars, à Pékin, par un discours au ton résolument réformiste du premier ministre, M. Li Peng.

M. Li Peng, pourtant connu pour ses idées conservatrices, a lancé un appel à *« innover bravement dans les réformes »* économiques. Il a ainsi repris à son compte la nouvelle ligne du PC chinois, *imposée depuis quelques jours par* M. Deng Xiaoping. Le vieux dirigeant a en effet relancé en février sa politique d'*« approche plus hardie dans la réforme et l'ouverture »*.

Le changement de ton du premier ministre semble indiquer que M. Deng l'a emporté sur ses vieux rivaux marxistes orthodoxes, qui l'avaient accusé de trahir les idéaux de la révolution communiste. L'allocution de M. Li n'a toutefois apporté aucune innovation spectaculaire dans le domaine des réformes politiques.

Lire page 6 l'article de FRANCIS DERON

Changement de cap

UNE des traditions des régimes communistes est de faire prononcer par des dirigeants l'éloge funèbre de leur propre politique, une fois que celle-ci a cessé de plaire. C'est le redoutable exercice auquel a été contraint, vendredi 20 mars, le premier ministre, M. Li Peng, devant la session annuelle du Parlement chinois. Un des derniers bastions du communisme, la Chine populaire, se devait de perpétuer la coutume.

Architecte de la répression du « printemps » de Pékin et du blocage des réformes économiques – qualifié, dans la langue de bois en vigueur, d'« approfondissement ». – M. Li doit désormais sonner la trompette du changement. Ce porte-parole des éléments les plus conservateurs est devenu – rapport de forces, mais aussi opportunisme oblige – le chantre de la ligne de M. Deng Xiaoping. Le patriarche, âgé de quatre-vingt-sept ans, ne veut pas « aller retrouver Marx » avant que « ses » réformes économiques soient solidement ancrées. Et, pour ce faire, il a déclenché depuis trois mois une guérilla incessante contre l'appareil du PCC.

LE père de la célèbre formule « peu importe qu'un chat soit blanc ou noir, pourvu qu'il attrape des souris » veut imposer aux apparatchiks le recours aux méthodes du capitalisme – comme la loi du marché – pour parvenir plus rapidement au communisme. Ayant compris l'inanité du modèle stalino-maoïste dans le contexte actuel, M. Deng est prêt à faire de la Chine un pays à double face : une économie évoluant sur une base capitaliste, et un système politique toujours solidement maintenu dans l'orthodoxie léniniste. La survie du régime est à ce prix et, sans progrès économique, a-t-il prévenu, les gens risquent de redescendre dans la rue.

Cette realpolitik aurait peut-être eu plus de chances d'aboutir si M. Deng n'avait pas, lui-même, bloqué le processus il y a trois ans en organisant la répression du mouvement démocratique de la place Tienanmen. Depuis lors, bien des choses ont changé dans le monde, tandis que la Chine faisait du sur-place, et une expérience qui semblait novatrice au sein du bloc communiste il y a une décennie apparaît désormais comme un combat d'arrière-garde.

COMBIEN, en effet, sont ceux qui, au sein de l'appareil, comme de la population, sont prêts à jouer leur avenir en prenant parti dans la guerre des vieillards qui fait rage à Pékin ? Combien sont ceux qui, après tant de désillusions, croient encore que le régime est perfectible, sur le plan, cette fois, de la liberté et des droits de l'homme ? Qui peut parier sur la conviction réformiste de bureaucrates qui viennent, par exemple, de montrer leur conception de l'information en refusant une accréditation à l'Assemblée au correspondant du « Monde » ?

Les nouveaux développements en Chine vont certes dans le bon sens, même s'il ne faut pas se livrer à un amalgame trop rapide entre « libéralismes » économique et politique. Ils devraient donner un second souffle à une stratégie qui, en dépit de nombreux dérapages, a permis à l'économie chinoise de décoller depuis dix ans. Mais ce nouveau coup de colère de M. Deng risque d'arriver trop tard.

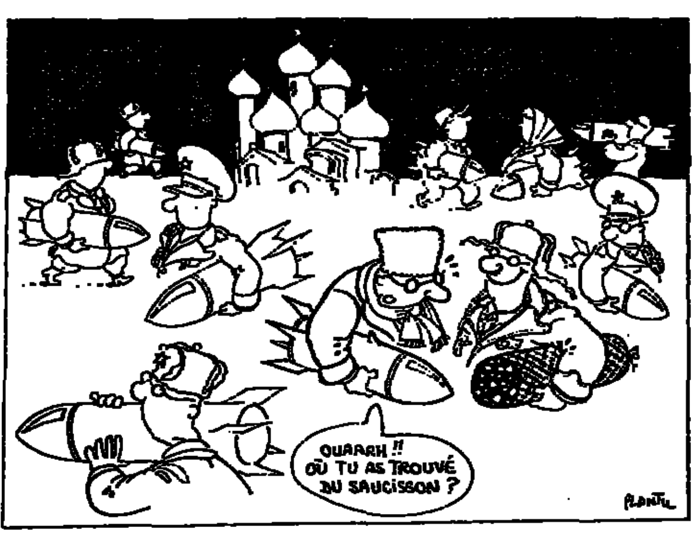
M 0147 - 0321 0 - 6,00 F



Nouveau sommet à Kiev

La CEI s'efforce de surmonter ses divisions

Les présidents de la Communauté des Etats indépendants se sont réunis, vendredi 20 mars à Kiev, et un compromis semblait s'esquisser sur la question du transfert d'Ukraine en Russie des armes nucléaires tactiques. Mais la CEI apparaît de plus en plus comme une institution de transition, au moment où l'intégrité de la Fédération de Russie elle-même est menacée, un référendum devant avoir lieu le 23 mars sur l'indépendance du Tatarstan, situé au cœur de l'Etat russe.



Lire page 3 les articles de JAN KRAUZE, de JEAN-YVES NAU et de SOPHIE SHIHAB

Pour une démocratie modeste

par Jacques Lesourne

« *Impossible de gouverner avec des sondages aussi défavorables.* » « *Il faudra changer le premier ministre après les régionales.* » « *Les prochaines élections vont rendre inévitables des législatives anticipées.* » Ces propos, inutile de les attribuer à tel ou tel, tant ils sont sur toutes les lèvres. Ils témoignent néanmoins d'une conception dangereuse de la démocratie. Une conception qui tient en une phrase : ce que la majorité du peuple veut, le pouvoir doit le faire.

Pour mettre en évidence ce que cette formule a de pernicieux, il suffit de « passer à la limite » ; les moyens d'information modernes le permettent presque. Tous les soirs, le chef de l'exécutif poserait aux électeurs quelques questions sur les décisions à prendre le lendemain... Les citoyens pianoteraient leurs réponses sur leur Minitel, les décisions choisies par la majorité seraient exécutées le matin, les questions suivantes préparées l'après-midi, et ainsi de suite. Caricature ? Certes, mais éclairante, car elle montre que la définition de la démocratie à laquelle souscrivent beaucoup de nos contemporains relève sur deux points d'une conception infantile des systèmes politiques :

1. – Dans une démocratie, la majorité n'a pas tous les droits. Non seulement, elle doit respecter les droits de l'homme et appliquer la Constitution – sauf à la changer dans des formes légales, – mais elle est aussi tenue d'accepter les modes de fonctionnement de la société qui fondent *le consensus national*. C'est au respect des minorités qui adhèrent à ce consensus que l'on reconnaît les vraies démocraties. D'où *la difficulté qu'ont* ces régimes à survivre dans des sociétés trop divisées.

Reste la question délicate de l'attitude à l'égard des extrémismes qui ne respectent pas les valeurs fondamentales. A tout moment, l'alternative est claire : une première voie consiste à réprimer les actes de violence tout en faisant confiance aux processus démocratiques. Ces derniers agissent en effet souvent comme un remarquable dissolvant capable d'éliminer les extrêmes ou de les assimiler en édulcorant leur ardeur révolutionnaire. Rien de plus illustratif à cet égard que l'histoire du Parti communiste français, du congrès de Tours à aujourd'hui. En soixante-dix ans, il a été « biodégradé » par la démocratie...

Il est pourtant des circonstances où une seconde voie – prévue par la Constitution – peut s'imposer, celle du renoncement provisoire à une partie des garanties démocratiques pour mieux protéger la démocratie contre ses ennemis.

Lire la suite page 10

L' Albanie à vau-l'eau

Le parti vainqueur des élections du 22 mars héritera d'un pays en ruine

TIRANA

de notre envoyé spécial

« Si les socialistes gagnent, je me suicide », dit le premier en souriant. *« Moi, je sors mon revolver et je me bats »*, affirme le deuxième, presque sérieux. *« Eh bien, moi, je quitte définitivement l'Albanie par n'importe quel moyen »*, conclut le troisième. Et, lui, on sent qu'il tiendra parole. Ces trois jeunes Albanais rencontrés à Kavaja, une petite ville située à 30 kilomètres au sud de Tirana, vont bien sûr voter, dimanche 22 mars, pour le Parti démocratique, la principale formation de l'opposition, au cours de ces deuxièmes élections générales libres depuis la chute du régime communiste.

A en croire les inscriptions sur les murs – où les allusions scatologiques abondent pour qualifier l'adversaire..., – à en croire aussi la participation aux meetings, l'issue du scrutin ne fait aucun doute.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Lire la suite page 3

Les tentations de l'électoralisme économique

Les élections régionales, l'approche des législatives et l'obsession du seuil des 3 millions de chômeurs font naître des interrogations sur la politique du gouvernement

par Michel Noblecourt

La cause est entendue. Les contraintes économiques s'imposent à tous les gouvernants de droite comme de gauche. L'idéologie ne prime plus et le pragmatisme détermine les politiques économiques. Mais il y a des moments où jeu politique et jeu économique obéissent à une règle commune, celle de l'électoralisme. On le voit tant aux Etats-Unis qu'en Grande-Bretagne, deux pays qui tentent de sortir de la récession. A huit mois de l'élection présidentielle, M. George Bush s'efforce de reconquérir les classes moyennes en recourant à des mesures fiscales. A la veille des élections générales, M. John Major joue la relance quitte à laisser filer le déficit budgétaire. A l'un comme à l'autre, l'impératif électoral s'est imposé.

En France, traditionnellement, chaque consultation nationale donne aux dirigeants politiques l'occasion de mettre quelque peu entre parenthèses les sacro-saints principes sur lesquels ils fondent leur (bonne) gestion économique. *Que la gauche ou la droite soit au* pouvoir, le scénario est le même : l'opposition multiplie les promesses, le gouvernement lâche du lest aux catégories susceptibles de renforcer son assise électorale.

Que le gouvernement annonce un plan de soutien au logement, qu'il renvoie au début avril ses décisions sur l'ouverture dominicale des grandes surfaces ou qu'il reprenne avec opportunisme, mais sans aides publiques, le dossier des chantiers navals de La Ciotat et le soupçon d'électoralisme réapparaît.

Lire la suite page 19

La Libye menacée de sanctions

Les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas ont mis en garde, jeudi 19 mars, leurs ressortissants en Libye en prévision de l'adoption éventuelle par le Conseil de sécurité des Nations unies de sanctions contre le gouvernement de Tripoli.

Le Conseil devrait se prononcer au début de la semaine prochaine sur un projet de résolution prévoyant des sanctions obligatoires contre la Libye, notamment un embargo aérien.

Washington, Londres et Paris accusent les Libyens d'être impliqués dans deux attentats, en 1988 et 1989, contre des avions de ligne, attentats dans lesquels 440 personnes ont trouvé la mort.

Lire nos informations page 5

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

DÉBATS

Avant les élections

Une grande absente : la région

par Joseph Rovan

ELECTEUR, j'ai suivi avec intérêt la campagne pour le renouvellement des conseils généraux, d'autant plus que je suis ressortissant d'une région à forte identité et dont le président est un ancien président de la République. J'ai cru assister à une campagne pour l'élection de l'Assemblée nationale, tant les problèmes et les arguments de la politique générale et même européenne ont dominé les écrits et les discours.

S'il y était parfois question de sujets concernant l'Auvergne (ou la Lorraine), l'institution régionale elle-même n'y apparaissait que rarement. Or, s'il importe évidemment, trois ans après les dernières consultations nationales et devant les bouleversements qui se dessinent dans notre panorama politique, d'utiliser les « régionales » comme une sorte de sondage grandeur nature dont tous les intéressés vont tirer des conséquences pour les prochaines étapes de leur parcours, l'on peut et l'on doit s'étonner que l'utilité, la fonction et l'avenir des régions aient été en quelque sorte le dernier souci des partis, des candidats et – à leur suite – de la plupart des électeurs.

Décidément, les régions n'ont pas de chance, puisque la première grande réforme conçue pour leur donner une réalité puissante échoua en 1969, non point en fonction de ses mérites ou défauts propres, mais parce que le corps électoral dans sa majorité – *« Dix ans c'est assez ! »* – voulait se débarrasser de de Gaulle.

Dans un pays dont l'existence même est due à un effort séculaire de conquêtes, d'héritages provoqués, d'unifications politico-administratives et de centralisation, monarchique et jacobine *(« La France est un Etat qui s'est créé une nation »)*, l'on a trop longtemps hésité à entreprendre un mouvement en sens contraire, et quand Gaston Defferre en eut le courage, il lui a paru nécessaire de camoufler sa véritable visée sous le vocable plus anodin de « décentralisation » en laissant subsister le département, dont le rôle, libéré de la tutelle préfectorale, fut même accru. L'on n'a pas suffisamment pris conscience du fait que les deux mouvements de la réforme Defferre étaient, au moins à moyen terme, en contradiction l'un avec l'autre.

A la fois dans le cadre de la V[e] République, qui a pratiquement annihilé tous les pouvoirs politiques intermédiaires entre le président de la République et le peuple (ce qui n'a évidemment pas été pour déplaire ni à de Gaulle ni à François Mitterrand), et dans celui de l'Europe, des régions fortes à vocation politique sont cependant aujourd'hui indispensables. Elles le seront de plus en plus, à mesure que se poursuivra, irrésistible, le transfert des plus essentielles compétences de l'État national à l'union européenne. La plupart de nos problèmes intérieurs devraient trouver des solutions adaptées aux réalités régionales (le département étant trop petit, de toute évidence), qu'ils s'agisse des conditions d'exercice du métier des infirmières, de la rémunération du personnel de l'enseignement pulic et des programmes (la compatibilité devant faire l'objet de négociations), ou encore de la politique industrielle, dans la mesure où il doit y en avoir une, ou des règlements de la chasse, dont il a été tant question ces jours-ci, sans parler des choix fondamentaux en matière agricole ou rurale.

Une France fédérale dans une Europe fédérale

Il est évident que des régions ayant une véritable identité politique devront aussi jouer leur rôle au plan national. La formule qui faisait du Sénat le grand conseil des communes de France n'a plus de sens, puisque la plupart de nos communes, beaucoup trop nombreuses (36 000 contre 12 000 en Allemagne), ne forment plus un corps électoral digne de ce nom. Il serait normal, au contraire, que le Sénat fût l'émanation des régions (et, à mon avis, plutôt de leurs gouvernements que de leurs assemblées). C'est à travers un Sénat ainsi conçu que pourra en effet s'effectuer au mieux la participation des régions à l'élaboration des décisions européennes, soit que celles-ci aient besoin de l'approbation des régions rassemblées au Sénat, soit que les représentants du Sénat siègent dans les instances où ces décisions majeures se préparent. On se plaint de l'éloignement physique et moral des institutions européennes : or ce n'est pas seulement en accroissant la participation des élus nationaux qu'on y portera remède, mais en y associant les représentants des régions érigées en unités politiques responsables. Les raisons qui avaient fait en France la nécessité et la vertu de l'œuvre unificatrice sont aujourd'hui largement dépassées ; la démocratie réelle et concrète exige au contraire une France fédérale dans une Europe fédérale.

P.S. – Un autre grand avantage de régions ayant une personnalité politique, c'est qu'elles obligeraient normalement le pouvoir national à composer avec l'opposition ou les oppositions qui gouverneraient certaines régions. Cela aurait pour conséquence que l'opposition ne serait jamais totalement absente du pouvoir.

Le laboratoire corse

par Toussaint Luciani

LA Corse constitue un modèle expérimental pour la France, un laboratoire où se trouve répliqué, sinon à l'identique tout au moins en parallèle, le procès sociopolitique français. Nul doute que, dans les deux cas, la crise ne soit fondamentalement politique. En Corse, il est vrai que l'autorité publique – et avec elle l'ensemble des instances représentatives – souffre d'un déficit considérable d'identité, qui empêche qu'elle soit clairement perçue par la population.

Etat, régions, collectivités locales, partis institutionnels, clans ou groupes autonomistes se disputent, dans une confusion croissante, les lambeaux d'un pouvoir laissé à l'encan. Le bilan politique de la Corse est facile a établir dans sa tragique simplicité : vingt années de terrorisme auront inutilement succédé à trente années d'obscurantisme et d'injustice. Différente par sa nature, moins excessive par ses manifestations, la crise de la représentation en France continentale suit la même voie d'une distanciation progressive du citoyen à l'égard du mode d'organisation collectif.

Ce processus, qui semble inéluctable, est aggravé par la forme que prend la supranationalité. La dévolution de certaines compétences à la Communauté européenne, la suprématie récente de la réglementation européenne sur la législation nationale, faute d'avoir été conjuguées en temps opportun par la mise en place des contre-pouvoirs nécessaires, faute aussi de franchise et de clarté suffisante, ont érodé le pouvoir politique par son sommet, tandis que de nombreux Français s'interrogent sur la légitimité démocratique des procédures suivies.

La crise est également générée, sur le continent comme en Corse, par un dysfonctionnement des relais normaux du pouvoir, impuissants à transformer en praxis la volonté théorique émanant du sommet de l'Etat. C'est qu'il y a inadéquation croissante entre les structures traditionnelles du pouvoir et la réalité des besoins nouveaux qu'affirment nos sociétés.

Enfin, les grands partis n'ont pas su répondre aux aspirations nouvelles qui naissaient dans l'opinion. Longtemps, sous la V[e] République, ils n'ont déployé qu'une stratégie nationale pour assurer leur emprise sur un Etat centralisé. La nature de cet objectif comme les modes de scrutin adoptés ont provoqué, on ne le sait que trop, une bipolarisation de la vie politique autour d'une droite et d'une gauche n'ayant plus d'autre vocation, sous le poids de nouvelles contraintes extérieures et intérieures, que de perpétuer une différenciation devenue factice.

La France veut être gouvernée au centre, mais le centre est condamné à n'être qu'un point par la rigidité de notre système politique. De même que sont condamnées à l'échec toutes les tentatives de la société civile pour faire aboutir des revendications correspondant à notre modernité, depuis le respect d'une authentique décentralisation jusqu'à la préservation de notre environnement naturel. Or, à force d'ignorer les mouvements d'opinion jugés mineurs par la classe politique, mais partagés par un nombre croissant de citoyens, puissance politique et partis sombrent dans la paralysie et perdent leur crédibilité.

Régionalisme authentique

Leur impuissance à réduire le chômage, la criminalité, à réorganiser l'éducation nationale ou la fonction publique y aurait déjà suffi. D'où la démission des militants et l'abstention massive que l'on déplore dans toute la France – Corse comprise – à chaque élection. D'où, également, le développement, annoncé comme éphémère par certains politologues, de nouvelles formations politiques.

La Corse a fait l'expérience de cette innovation partisane à travers un régionalisme authentique : c'est notre choix, c'est par ce choix que passera l'avenir de la Corse, c'est ce choix que l'on devrait méditer sur le continent.

Nous sommes convaincu que l'Etat doit conserver ses pouvoirs régaliens et mieux les exercer. Mais un redéploiement des attributions souveraines de l'Etat est indispensable. Autant il lui appartient, par exemple, de défendre les enjeux économiques nationaux dans la compétition mondiale, autant l'Etat doit respecter l'autonomie des régions, y exercer ses missions de contrôle et de tutelle mais s'abstenir d'y effectuer des interventions directes.

La région est le lieu privilégié pour une démocratie de proximité, elle a sa vie propre, ses projets particuliers résultant d'une confrontation directe avec l'expérience et la demande locale, elle bénéficie d'une présence plus immédiate de la société civile, elle est en mesure d'accomplir, à son propre niveau, une action politique plus pertinente et plus efficace que celle de l'Etat. Elle constitue le meilleur niveau d'intervention pour l'exercice des responsabilités économiques dans le domaine de l'emploi, de la formation, des transports et de la culture. Elle constitue un interlocuteur véritable des autorités nationales et supranationales pour la définition de politiques et l'attribution d'aides.

L'économie de marché s'est imposée sans contestation acceptable sur l'économie planifiée selon le modèle du socialisme dit réel. Toutefois, à la lumière de notre corsitude vécue au quotidien, comme à la lumière de l'histoire économique française, nous devons admettre que le développement des forces de production, que le progrès tout court constitue un scandale. Chaque étape de progrès comporte sa catégorie d'exclus. Nous le constatons en Corse où meurt une civilisation agro-pastorale. Nous le constatons aussi dans une France confrontée à la mondialisation de l'économie.

La démocratie nouvelle, c'est pour nous une démocratie d'adultes, c'est aussi une démocratie prévoyante qui établit de nouvelles solidarités et sait réintégrer, à chaque étape du développement, ceux qui ont été exclus par les lois, parfois sauvages, de la libre concurrence.

▶ Toussaint Luciani est ancien élève de l'Ecole polytechnique.

L'écologie par la démocratie

par Agnès Roche

SUITE à l'émergence électorale des Verts, le débat autour de l'écologie politique est enfin ouvert, comme en témoigne l'article de Maurice Duverger du 19 mars. Mais quelques précisions me semblent nécessaires.

L'émergence des Verts remonte aux présidentielles de 1988 (3,78 %). Elle se confirme lors des municipales et des européennes de 1989 (10,59 %), alors que, dans le même temps, les Grünen subissent un recul en RFA (3,9 % aux élections de 1990). Les succès électoraux des Verts français ouvrent la voie à la création de Génération Ecologie par Brice Lalonde en mai 1990.

Néanmoins la pérennité de l'écologie politique dépendra de sa capacité à répondre aux aspirations sociales non satisfaites par les partis de gauche, et donc de sa capacité de se doter de structures démocratiques. Les Verts depuis 1984 ont tenté de faire cohabiter en leur sein, y compris de façon désordonnée, des sensibilités diverses. Ils ont élaboré collectivement et de façon décentralisée des propositions soumises au débat public. Ils ont défini lors de leur dernière assemblée générale à Saint-Brieuc leur stratégie politique dans les conseils régionaux.

A l'inverse, Brice Lalonde a choisi, dans un souci d'efficacité immédiat, la centralisation et la médiatisation. Génération Ecologie et les Verts divergent peut-être idéologiquement, mais seuls des mécanismes démocratiques permettraient de dépasser d'éventuels désaccords.

▶ Agnès Roche est sociologue, chercheur à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

REVUES — FRÉDÉRIC GAUSSEN

Le destin des images

Notre société est gorgée d'images, mais qu'expriment-elles de notre époque ? Par rapport au rôle qu'elles ont joué et aux débats qu'elles ont suscités en d'autres temps, elles apparaissent aujourd'hui comme singulièrement fades – reflétant peut-être notre univers du consensus.

NOTRE société mépriserait-elle l'image ? La question peut paraître saugrenue, alors que la télévision et la publicité règnent sur les esprits, que le cinéma est l'art majeur de notre temps et que les foules se pressent dans les musées. Mais, précisément, quel sens peut-on accorder à toutes ces représentations ? Ne sont-elles pas de plus en plus assimilables à des productions industrielles, fabriquées en série, normalisées et institutionnalisées et peu à peu dépouillées de tout pouvoir de révélation, d'émotion ou de contestation ?

C'est à une réflexion sur ce thème que nous invite le numéro de la *Nouvelle Revue de psychanalyse* consacré aux « destins de l'image ». Sans vouloir se faire polémique ni prophétique, il s'attache plutôt à repérer les vicissitudes du statut de l'image, par des plongées dans la psychologie, l'histoire des religions, la philosophie ou l'esthétique. Le point de départ de la réflexion étant le constat que l'image reste marquée par une mauvaise réputation d'illusion, de leurre, voire de mensonge, face à la solide légitimité du réel et de l'écrit.

Et effectivement, de quel poids pèsent nos images produites à la chaîne et consommées dans l'instant face à ces représentations faites pour affronter l'éternité, évoquées par l'archéologue Jean-Paul Demoule, que des hommes de la préhistoire ont gravées dans des tombes ou des grottes destinées à n'être vues par personne – ou par seulement quelques initiés. Jean-Paul Demoule observe que l'avènement de nouvelles civilisations, de nouveaux pouvoirs se traduit toujours par une recrudescence d'activité plastique, destinée à informer les contemporains, mais aussi la postérité, de la révolution qui s'accomplit. Car parmi les différentes fonctions de l'image, figure toujours celle de communiquer à travers le temps, de transmettre des messages en niant la précarité de la condition humaine.

La « désastreuse postérité » de Duchamp

La charge symbolique transmise par les images est telle qu'elle peut devenir insoutenable. Des civilisations ont interdit les images. D'autres se sont battues pour elles, comme le rappelle Laurence Kahn à propos de la querelle qui a déchiré l'empire d'Orient au VIII[e] siècle, puis a rebondi au XVI[e] siècle avec la Réforme. L'image était alors au centre d'un débat théologique fondamental sur la possibilité de représenter le divin, sur la double nature, divine et humaine, du Christ et sur la primauté du texte pour accéder à Dieu. Si l'icône a survécu à cette bataille, c'est grâce à l'argumentation selon laquelle la main de l'artiste est guidée par le Christ qu'elle dessine. C'est au modèle – c'est-à-dire à Dieu – que renvoie l'œuvre d'art et non à l'artiste qui n'est qu'un truchement anonyme. *« La vénération de l'image transporte vers l'original »*, expliquait Basile le Grand.

Plus tard, lorsque la société se laïcisa, l'image trouva d'autres référents – l'Homme, le Beau – garants de son efficacité. Où en sommes-nous aujourd'hui que, semée à tous vents, elle apparaît comme la petite monnaie de l'imaginaire ? Pour Claude Esteban, sa mission n'a pas changé : elle est toujours de nous parler de la profondeur du monde, de notre relation à la réalité, du temps, de la vie. *« L'image nous informe, rêveusement, sur la présence diffuse du sensible, sur le fait qu'il y a de l'être autour de nous, en nous, plutôt que rien. »*

Mais l'art d'aujourd'hui est-il à la mesure de cette ambition ? C'est ce que conteste vigoureusement la revue *Esprit* dans son dossier sur « La crise de l'art contemporain ». Pour elle, ce dernier s'est perdu dans ce que Marc Le Bot nomme la *« désastreuse postérité »* de Marcel Duchamp et de ses « ready made ». En faisant exposer un urinoir dans un musée, le provocateur surréaliste a certes ridiculisé la prétention de la société à régenter l'art. Mais il a ouvert la voie à une dérive fatale : dire que *« tout est art »* du moment que l'artiste le décide, *« c'est dire que rien n'est art ou que l'art n'est rien »*.

Pour Françoise Gaillard, les suiveurs qui se sont engouffrés – en masse – dans la brèche ont simplement oublié que le geste de Duchamp ne prenait son sens que par rapport à un projet artistique et à un contexte social particulier et qu'il ne suffit pas de faire « n'importe quoi » pour pouvoir s'autoproclamer artiste maudit.

Ainsi à ses yeux, la déroute de l'art qui s'en est suivie est moins de la responsabilité des artistes que de celle des commentateurs, qui, par peur d'être dépassés par la modernité, ont abdiqué leur sens critique pour se mettre au service de la mode et du marché. Cessant d'être scandaleuse, dans une société gagnée par le libéralisme consensuel, la pseudo-avant-garde s'est glissée dans le mercantilisme publicitaire de la consommation de masse. *« Comment, en effet, revendiquer la quête d'une essence, celle de l'art, dans un monde devenu pragmatique ? Comment revendiquer une intention contestatrice dans un monde de consensus ? »*, s'interroge Françoise Gaillard.

Le dessin des villes

Que la signification des images soit les produits de leur époque – et que la nôtre, de ce point de vue, soit en panne – un autre exemple en est donné par l'article du politologue allemand Tilo Schabert, dans la revue *Diogène*, sur « La cosmologie de l'architecture des villes ». Il montre comment le dessin des villes et des monuments exprime l'ordre légendaire du monde : la ville comme centre de l'univers dans les civilisations anciennes (chinoise, romaine, indienne, maya, persane...) ; la cathédrale comme cité de Dieu, dans la théologie médiévale ; la référence aux proportions du corps humain pour concevoir une architecture à la mesure de l'Homme, à partir de la Renaissance. A l'époque moderne, les grands urbanistes – Le Corbusier, F. L. Wright, Gropius... – ont souvent dû chercher dans le spiritualisme ou le mysticisme l'inspiration que ne leur fournissait plus une époque à la recherche de ses valeurs. Abandonnés à eux-mêmes, les architectes se sont pris pour les rédempteurs de la société. Le décalage entre les discours messianiques sur les « cités radieuses » et la réalité de ces villes nouvelles peut prêter évidemment à sourire, mais là encore les artistes ne font que traduire, à leur manière, les fantasmes ou les désarrois de leurs contemporains.

Le destin des images est d'accompagner les errements, les folies ou le génie des hommes. Il est aussi lié à celui des mots. *Graphein* en grec voulait dire aussi bien écrire que graver ou dessiner. Le chercheur suisse Wolfgang Wackernagel nous explique, dans *Diogène*, que le graphisme électronique, dépassant les calligrammes chers à Apollinaire, nous permettra de dessiner l'écriture à l'infini et de créer de nouvelles images à base de lettres. Ainsi pourra-t-on goûter le texte avec les yeux autant qu'avec l'esprit, à la façon préconisée par Rabelais, que l'auteur de l'article résume ainsi : *« Avec des yeux ronds, on boit d'un coup la forme du texte, avant d'ajuster les pupilles pour grappiller, lettre après lettre, le velouté des sens. »*

▶ *Nouvelle Revue de psychanalyse*, n° 44 automne 1991. 120 F. Gallimard.

▶ *Esprit*. Février 1992. 75 F. 212, rue Saint-Martin, 75003 Paris.

▶ *Diogène*, n° 156, 1991. 54 F. Gallimard.

Réunie pour un nouveau sommet à Kiev

La CEI tente de survivre en réduisant ses ambitions

Ouvrant le quatrième sommet de la Communauté des Etats indépendants, vendredi 20 mars à Kiev, le président ukrainien, M. Leonid Kravtchouk, a constaté qu'il se déroule à un moment *«où la situation devient de pire en pire. Le temps est venu,* a-t-il ajouté, *de nous demander si nous sommes vraiment capables de résoudre les problèmes qui existent».*

MOSCOU

de notre correspondant

Cette fois, on n'attend ni miracle ni grande catastrophe. Après une série de réunions aux résultats mitigés, plus proches de l'échec que du succès, la plupart des présidents de la Communauté des Etats indépendants se sont à nouveau retrouvés, vendredi 20 mars, à Kiev cette fois, mais avec des ambitions réduites.

L'ordre du jour est pourtant, comme d'habitude, colossal : les présidents sont censés résoudre en une journée une longue série de problèmes militaires que leurs trois rencontres précédentes ont laissés entiers, s'entendre sur le «partage» des possessions de l'ex-URSS à l'étranger, harmoniser leurs relations économiques, délibérer du financement d'une chaîne de télévision commune et prouver qu'ils ne sont pas totalement impuissants à résoudre le conflit sanglant qui oppose deux membres de la Communauté : l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Priorité aux questions militaires

C'est à l'évidence beaucoup trop, et les participants semblaient décidés à donner la priorité aux questions militaires. L'annonce de la création d'une armée russe (*le Monde* du 18 mars) devrait permettre de discuter *sur des bases plus saines et avec* moins d'hypocrisie. (De son côté la Biélorussie a choisi le 20 mars comme date officielle du début de la constitution de ses forces armées). Mais le sort de la flotte de la mer Noire, *objet de discussions mais* aussi de polémiques acerbes entre la Russie et l'Ukraine, doit toujours être résolu, et d'une manière plus générale, il faut régler les multiples conflits qui opposent le *«commandement des forces unifiées»* (et en réalité la Russie) aux dirigeants des autres Etats membres, à propos de la répartition des équipements militaires et de certains armements.

Il convient aussi de déterminer précisément les compétences de ce «commandement unifié» qui suscite les plus grandes méfiances, en particulier à Kiev et à Minsk, et de procéder à certaines nominations. Mais il faut également se pencher sur des difficultés nouvelles, évoquées de manière spectaculaire ces jours derniers par le président Leonid Kravtchouk lorsqu'il a décidé de *«suspendre»* le transfert vers la Russie des armes nucléaires tactiques déployées en Ukraine. Certes, le président ukrainien a presque immédiatement fait marche arrière, après que cette «décision», ou cette menace, eut provoqué des froncements de sourcils à Washington. Kiev a donc confirmé son engagement à se débarrasser de toutes ses armes tactiques dans les délais prévus, c'est-à-dire avant juillet. Mais il est certain que M. Kravtchouk va vouloir obtenir une contrepartie. Il semble d'ailleurs déjà avoir reçu un commencement de satisfaction, puisque dès son arrivée à Kiev, vendredi matin, le président russe, Boris Eltsine, a annoncé que l'Ukraine allait pouvoir *«superviser»* la destruction des missiles qu'elle transfère en Russie. Le même droit devrait logiquement être reconnu à la Biélorussie, qui avait approuvé le geste de mauvaise humeur de M. Kravtchouk et manifesté elle aussi son *«inquiétude»* à propos du sort ultérieur des missiles acheminés vers la Russie. Mais Kiev pourrait pour sa part avancer des demandes supplémentaires : un responsable ukrainien a par exemple revendiqué pour son pays 70 % des matières fissiles contenues dans les missiles transférés.

Au-delà des «points de détail» – fussent-ils aussi importants que la question des armements nucléaires, – l'état actuel de la Communauté reflète toujours l'opposition fondamentale entre la Russie et l'Ukraine : maintenant qu'il est enfin bien clair pour tout le monde que les Ukrainiens n'accepteront plus leur statut ancien de vassaux, certains Russes souhaiteraient qu'on en tire les conséquences, et que le rival récalcitrant soit exclu. *«Il est temps de reconnaître l'erreur commise il y a quatre mois,* écrit vendredi un historien de *l'Independant* à la «une» du quotidien ; *il est temps de comprendre que l'Ukraine est partie, et de construire sans elle les organes inter-étatiques indispensables.»*

«Faites pression sur moi»

Sans aller aussi loin, le ministre russe de l'économie, M. Andreï Netchaïev, a déclaré récemment qu'en l'absence d'accord au sein de la CEI pour une politique économique coordonnée, la Russie se tournerait vers des partenaires privilégiés comme la Biélorussie et le Kazakhstan. Mais M. Elstine ne semble pas encore résigné à une telle solution de repli : *«La CEI doit continuer avec l'Ukraine»,* a-t-il répété avant son départ pour Kiev. De son côté, le président Kravtchouk ne paraît pas vouloir brûler les étapes ni les ponts, même si certains de ses propos peuvent paraître ambigus. *«Faites pression sur moi»*, aurait-il ainsi dit récemment à un dirigeant du Roukh, l'ex-mouvement indépendantiste ukrainien, qui souhaite que le présent sommet de la CEI à Kiev soit aussi le dernier.

On n'en est pas encore là, mais la Communauté apparait de plus en plus comme une institution de transition. De toute évidence, son pouvoir d'attraction est désormais limité : la Géorgie, à en croire M. Edouard Chevardnadze, son nouveau président «provisoire», n'est pas très pressée de la rejoindre, et table plutôt sur un resserrement de ses liens avec la Russie, et bien entendu avec l'Occident.

De même, sa capacité à agir dans des domaines aussi élémentaires et essentiels que la préservation de la paix entre ses membres est de plus en plus douteuse. L'Arménie a refusé la rencontre proposée avec l'Azerbaïdjan à Kiev à la veille du sommet. Le Kazakhstan devait certes présenter à Kiev un projet d'accord sur la *«résolution pacifique des conflits»*, associé à la création d'une force d'intervention communautaire sur le modèle de l'ONU. Mais qui peut croire aujourd'hui à son efficacité, alors que les «forces unies de la CEI» ont fait la tragique démonstration de leur inefficacité, sinon de leur nuisance, quand elles ont joué le rôle de pourvoyeur d'armes dans le conflit du Karabakh et alors qu'en Moldavie, le commandant de la 14e armée «ex-soviétique» a *été* un moment prisonnier des commandos russophones?

Le pire n'est pas sûr pour autant, et il n'y a pas de raison pour que la CEI ne continue pas, en boitillant, sur l'étrange chemin qui mène tout à la fois à la séparation et, un peu plus loin et si tout va bien, à une union renouvelée. Signe des temps, l'avenir de la Communauté ne semble même plus un motif d'inquiétude majeure à Moscou, où il y en a tellement d'autres. A commencer par le sujet du jour, le référendum sur l'indépendance du Tatarstan, qui remet en question la nature de la Fédération de Russie elle-même. Jeudi 19 mars, M. Boris Eltsine a lancé un appel de dernière minute au Parlement de Kazan, en lui demandant de remettre à plus tard un vote prévu pour samedi. Mais la machine est lancée, le résultat à peu après assuré, et les dirigeants de Moscou vont devoir gérer bon gré mal gré des relations d'un type nouveau avec un «Etat» enserré dans le territoire de la Russie, indépendant sans l'être tout à fait, et qui risque de donner le mauvais exemple à plusieurs autres membres de cette immense «Fédération», elle aussi héritée d'un passé qui n'a pas fini de «craquer».

JAN KRAUZE

Le conflit dans le Haut-Karabakh

La Croix-Rouge internationale s'est implantée des deux côtés du front

L'Arménie a refusé, jeudi 19 mars, à la veille du sommet de la CEI à Kiev, l'offre de rencontre bilatérale du président intérimaire d'Azerbaïdjan. Le président Levon Ter Petrossian a expliqué que les nouveaux dirigeants azerbaïdjanais ont renforcé le blocus économique de l'Arménie, ce qui menace, selon lui, *«d'étendre le conflit au-delà du Haut-Karbakh».* Alors qu'un envoyé iranien poursuit ses efforts de médiation entre Bakou et Téhéran, où l'envoyé de l'ONU, M. Cyrus Vance, mène une simple mission d'information et où une nouvelle mission de la CSCE est attendue, un membre de «l'opposition radicale», M. Rahim Gaziev, a été nommé mardi ministre de la *défense de l'Azerbaïdjan.*

Alors que la multiplication des médiations et des médiateurs entre dirigeants de Bakou et d'Erevan ne semble guère avoir rapproché les positions des deux capitales, sur le terrain, le Comité international de la Croix-Rouge vient d'obtenir un premier succès. Le CICR, qui agit dans la discrétion et la plus grande neutralité possible, a pu obtenir un cessez-le-feu localisé garanti par toutes les parties concernées – à Bakou, Erevan et Stepanakert, chef-lieu du Haut-Karabakh – pour organiser, mercredi 18 mars, le premier passage par la route de la ligne de front autour de l'enclave et s'installer à Stepanakert. Des véhicules marqués de la Croix-Rouge, arborant des drapeaux blancs et transportant deux délégués, sont passés à la mi-journée d'Agdam, porte orientale du Haut-Karabakh côté azéri, à Stepanakert, côté arménien. Le trajet d'une trentaine de kilomètres s'est fait au vu et au su des divers groupes de combattants prévenus à l'avance.

Jusque-là, toutes les organisations humanitaires qui ont pu se rendre dans la région empruntaient soit la voie arménienne, allant d'Erevan à Stepanakert par hélicoptère sans l'aval de l'Azerbaïdjan (un de ces appareils transportant des civils a été abattu le mois dernier), soit la voie azerbaïdjanaise, en se rendant, par la route, de Bakou dans les régions peuplées d'Azéris qui ne sont pas enclavées. Ces derniers jours, cependant, la route menant à Choucha, dernière localité encore aux mains des Azéris au sud-est de l'enclave et abandonnée par la population civile, aurait été coupée.

Contacts entre combattants

«Notre objectif, indique le délégué du CICR à Bakou, M. François Zen Ruffinen, *est maintenant de nous installer à Choucha et à Latchine* (localité azérie fermant le passage le plus court entre l'Arménie et l'enclave). *Le rêve, mais qui reste du domaine de la futurologie,* reconnaît-il, *serait de garder des passages ouverts en permanence pour le CICR, du style Pont-Allenby* (sur le Jourdain).

Ce n'est donc pas encore un «corridor humanitaire» qui a été ouvert entre Agdam et Stepanakert, mais c'est bien un assouplissement des positions de Bakou qui a permis ce premier passage du CICR. Alors que les Azerbaïdjanais refusaient tout contact avec les autorités «sécessionnistes» de l'enclave et ne voulaient traiter qu'avec Erevan, un premier entretien téléphonique a eu lieu le *11 mars, entre le président* intérimaire azerbaïdjanais et le président du Parlement du Haut-Karabakh. Leurs représentants se sont ensuite rencontrés sur la route Agdam-Stepanakert.

Il est vrai que le chef, à Agdam, du Front populaire d'Azerbaïdjan, M. Allahverdi Baguirov, avait déjà ouvert la voie. *«Grâce à ses contacts personnels avec des Arméniens d'en face qui étaient ses amis»,* dit-on couramment – et sans s'en offusquer – à Agdam, ce combattant aux cheveux grisonnants a mené, côté azéri, les premiers échanges d'otages dans cette région, il y a plus d'une semaine. Le CICR, gardien de la convention de Genève sur la protection des civils et des prisonniers en temps de guerre, et mandaté par la CSCE, peut désormais en faciliter la poursuite en visitant les détenus de part et d'autre, comme il a commencé à le faire, jeudi, à Bakou. Présent à la fois à Erevan, Stepanakert, Agdam *et Bakou, il peut aussi* rechercher les personnes ayant besoin de protection, dans ce conflit où les deux camps s'accusent des pires atrocités et où les civils sont les plus nombreux à périr.

S. Sh.

La France va ouvrir huit nouvelles ambassades dans les pays de l'Est

Consécutivement à la dislocation de l'URSS et de la Yougoslavie, huit nouvelles ambassades de France vont être ouvertes. Les futurs ambassadeurs sont déjà désignés et devraient être officiellement nommés dès que les gouvernements concernés auront donné leur agrément.

Le Quai d'Orsay n'a cependant à ce jour pas obtenu un sou de crédits supplémentaires. Parallèlement à l'ouverture de ces ambassades, des postes consulaires devraient être supprimés ailleurs et certains personnels «redéployés» ; mais l'opération, fait-on valoir au quai d'Orsay, n'ira pas sans créations d'emplois. Le ministère a déjà ouvert l'année dernière, sans augmentation de budget correspondante, trois ambassades dans les pays baltes (M. Roland Dumas ira inaugurer lundi les locaux de celle de Tallin) et une à Phnom-Penh.

L'idée de partager des services ou locaux avec d'autres pays de la Communauté n'a pour l'instant que des possibilités d'application limitées. A Alma-Ata, un bâtiment donné par les Kazakhs abritera les ambassades d'Allemagne, de Grande-Bretagne, d'Italie et de France. A Kiev, où la France a été parmi les premiers pays occidentaux à installer une représentation, le consulat offre une base logistique solide. Mais ailleurs, les ambassades françaises sont à créer de toutes pièces.

Six personnalités ont été pressenties pour six Républiques de la CEI : M. Hugues Pernet (déjà chargé d'affaires) en Ukraine, M. Claude Jolif en Biélorussie, Mme France de Hartingh en Arménie, M. Jean Perrin en Azerbaïdjan, M. Bertrand Fessard de Foucault au Kazakhstan et M. Jean-Paul Veziant en Ouzbékistan. M. Bernard Poncet devrait devenir ambassadeur en Slovénie et M. Georges-Marie Chenu en Croatie.

Ayant découvert des pathologies caractéristiques du tiers-monde

L'OMS et l'UNICEF recommandent la mise en œuvre d'un programme d'urgence dans l'ex-URSS

Au terme d'une série de missions menées durant le mois de février dans les Républiques de l'ancienne URSS, l'OMS et l'UNICEF prévoient que si rien n'est mis en œuvre, une «crise imminente» est à craindre dans ces pays. Dans un communiqué publié conjointement, mercredi 18 mars à Genève et à New-York, les deux organisations internationales recommandent qu'un important programme d'appui – estimé à 100 millions de dollars – soit d'urgence mis en œuvre.

«Il s'agit d'un moment historique, où la communauté internationale va prêter une main secourable pour atténuer les effets d'une crise susceptible de prendre des proportions gigantesques», ont déclaré le 18 mars le docteur Hiroshi Nakajima, directeur général de l'OMS, et M. James Grant, directeur général de l'UNICEF. *«Une action immédiate peut permettre d'éviter une tragédie humaine et, en même temps, accélérer les réformes. Nous unissons nos forces afin que les organisations des Nations unies, ainsi que les organisations gouvernementales et non gouvernementales puissent : fournir ensemble l'appui nécessaire. Nous espérons que cela permettra au processus démocratique en cours de se poursuivre au prix d'un minimum de souffrances.»*

Le rapport de l'OMS et de l'UNICEF résulte d'une série de cinq missions menées le mois dernier dans les Républiques de la CEI et dans les Etats baltes. Ces missions visaient à évaluer les *«besoins sanitaires et humains»* les plus urgents d'une population qui, au total, dépasse les 280 millions d'habitants. Selon les observateurs des Nations unies, la crise a été précipitée par la dissolution de l'URSS, l'hyperinflation, les bas salaires et la très forte réduction du pouvoir d'achat des ménages qui en a résulté. Elle atteint des degrés différents selon les Républiques. La situation apparaît particulièrement critique dans les cinq Républiques d'Asie centrale, pour lequelles le rapport indique que la crise *«avait un caractère totalement sans précédent, qu'elle évoluait rapidement et que sa trajectoire et son rythme futurs étaient totalement imprévisibles».*

Approvisionnement matériel et médical désorganisé, production en chute vertigineuse, nécessité urgente d'une mise à jour technologique dans les hôpitaux : le constat est à tous égards accablant pour les systèmes sanitaires, dont les Nations unies mesurent officiellement aujourd'hui à quel point ils pouvaient être *«chroniquement négligés et sous-financés»*. Le rapport de l'OMS et de l'UNICEF met en lumière l'existence d'un ensemble de pathologies souvent caractéristiques des pays du tiers-monde : infections respiratoires aiguës, maladies diarrhéiques, maladies pouvant être prévenues par les vaccinations, tuberculose et carence nutritionnelle. D'autres évaluations sont en cours, qui aboutiront à une réunion coprésidée par les Etats-Unis, la France, et le Japon, et que l'OMS accueillera à Genève en avril prochain.

JEAN-YVES NAU

Conséquence du retour de M. Chevardnadze

La Géorgie devrait être rapidement reconnue par la CEE

L'Allemagne et la France se sont prononcées, jeudi 19 mars, pour une reconnaissance rapide par la CEE de la Géorgie, la seule des Républiques de l'ex-URSS encore exclue des institutions communautaires. Un porte-parole du ministère francais des affaires étrangères a estimé qu'Edouard Chevardnadze, revenu il y a deux semaines à Tbilissi où il a été immédiatement nommé à la tête du Conseil d'Etat au pouvoir, *«est un garant des intentions démocratiques»* de la Géorgie et que ce pays devrait participer à la réunion ministérielle de la CSCE mardi prochain à Helsinki.

De source autorisée allemande, on a précisé jeudi que Bonn avait formulé une demande semblable à ses partenaires de la CEE il y a une semaine.

Dans un entretien publié vendredi par *Libération*, M. Chevardnadze confirme qu'il ne veut pas *«prendre de décision hâtive»* sur une adhésion de sa République à la Communauté des Etats indépendants, *«parce que l'opinion publique en Géorgie s'y oppose».*

Il réclame en revanche *«la signature rapide d'un traité bilatéral avec la Russie»*, car cela est *«beaucoup plus important que de rejoindre la CEI»*. Rappelant que des élections doivent avoir lieu en Géorgie *«au plus tard cet automne»*, il s'en remet à la justice en ce qui concerne le sort de l'ancien président Zviad Gamsakhourdia, objet actuellement d'une enquête dont les résultats seront examinés par des experts internationaux : *«Si les résultats de l'enquête montrent qu'il n'est pas coupable, personne ne le touchera, et la justice le défendra»*, affirme-t-il.

□ *ALLEMAGNE* : **nouveau chef de gouvernement de Mecklembourg-Poméranie occidentale.** – M. Berndt Seite (CDU) a été élu, jeudi 19 mars, chef du gouvernement régional du Land de Mecklembourg-Poméranie occidentale. Ce membre fondateur de Neues Forum, âgé de cinquante et un ans, remplace Alfred Gomolka, désavoué récemment en raison de sa mauvaise gestion. – *(AFP.)*

□ *TCHÉCOSLOVAQUIE* : **le rédacteur en chef de *Rude Pravo* libéré sous caution.** – Le rédacteur en chef du journal (ex-communiste) *Rude Pravo*, M. Zdenek Porybny, arrêté lundi pour «escroquerie» et «concurrence déloyale», a été libéré, jeudi 19 mars, après le versement d'une caution de 500 000 couronnes (environ 95 000 francs). – *(AFP, Reuter.)*

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : avant les élections du 9 avril

Les démocrates-libéraux veulent faire entendre leur « différence »

La campagne électorale devient de plus en plus acerbe. M. Neil Kinnock, leader des travaillistes, accuse M. John Major d'être responsable de la dégradation continue de la situation de l'emploi : 2 647 300 chômeurs, selon les dernières statistiques. Le premier ministre conservateur a répliqué que, si le Labour l'emportait, la Grande-Bretagne retournerait dans la *« camisole de force du socialisme »*. Renvoyant les deux principaux partis dos à dos, les démocrates-libéraux, troisième formation de l'échiquier politique, veulent faire entendre leur *« différence »*.

LONDRES

de notre correspondant

Pas facile, quand on est le « petit dernier », de se faire entendre : les deux grandes formations politiques, les partis conservateur et travailliste, déjà considérablement avantagés par le scrutin uninominal à un tour, accaparent l'essentiel de l'attention médiatique. Dès lors, une seule solution pour le Parti libéral-démocrate de M. Paddy Ashdown : être le « premier » à sa façon, en organisant ses conférences de presse électorales quotidiennes plus tôt que ses concurrents. Elles ont lieu à 7 h 15...

Les démocrates-libéraux ont également été les premiers à rendre public leur programme électoral, avec l'intention déclarée de surprendre. Lecture achevée, les surprises ne sont pas si nombreuses, mais le « ton » reste original. Sans espoir de l'emporter (22 sièges sur 650 aux Communes, et 16 % des intentions de vote), mais avec l'ambition de jouer les arbitres en cas d'absence de majorité absolue, les démocrates-libéraux entendent poser leurs conditions : *« Nous ne soutiendrons ni ne participerons à un gouvernement qui ignorerait les réformes. »* Au premier rang de celles-ci, le remplacement du mode de scrutin actuel par la représentation proportionnelle, seule chance pour les démocrates-libéraux d'accroître leur influence parlementaire.

Mais une telle éventualité suppose que le parti arrivé en tête soit prêt à négocier. Au nom des conservateurs, le premier ministre a clairement marqué son hostilité à la perspective d'un compromis avec *« ces opportunistes qui ne défendent rien d'autre que leur propre intérêt politique étroit »* et se déclare foncièrement hostile à la proportionnelle. M. Ashdown estime que ce sont là propos de campagne et que, relegués dans la position de parti minoritaire, les conservateurs pourraient bien changer d'avis. Dans l'ensemble, les démocrates-libéraux ont cependant plus de points communs avec les travaillistes, même si ceux-ci, d'accord avec la proportionnele pour des élections locales écossaises, sont nettement plus réticents s'agissant du scrutin national.

Plus responsable mais plus dépensier

Partisan d'une large décentralisation administrative, politique et économique pour l'Ecosse, le pays de Galles mais aussi les régions de l'Angleterre qui le souhaiteraient, le parti de M. Ashdown se définit comme plus décentralisateur, plus « social » et plus européen (oui à la monnaie unique et, graduellement, à une défense européenne), plus « vert » et plus responsable sur le plan de l'économie, mais aussi plus dépensier... Son chef souligne ainsi la « différence » : *« Les Tories voudraient acheter l'électorat, et le Labour voudrait le mystifier. Le Labour ne comprend pas l'entreprise privée, et les conservateurs ne comprennent pas ce qu'est l'investissement public. Seuls les libéraux participent à cette élection avec des propositions claires pour mettre fin à la récession. »*

Le choix le plus novateur est de consacrer 2 milliards de livres sterling à l'éducation. Cette somme serait dégagée en augmentant de un point (de 25 % à 26 %) le taux de base de l'impôt sur le revenu. D'autre part, 6 milliards de livres seraient consacrées à un redémarrage de l'économie par l'investissement, avec, au premier rang des priorités, les infrastructures et les services publics. Le parti de M. Ashdown n'hésite pas à augmenter de 2 milliards le montant de l'emprunt public annoncé par les conservateurs (jusqu'à 30 milliards de livres). Ultra-libéral dans le domaine de l'économie, il se veut également « différent » s'agissant des libertés publiques : plusieurs réformes constitutionnelles sont proposées dans un manifeste dont la philosophie est avant tout celle du « changement », même si celui-ci passe par la cohabitation – et le compromis – avec l'un ou l'autre des partenaires de la « bande des deux ».

LAURENT ZECCHINI

L'Albanie à vau-l'eau

Suite de la première page

A écouter ceux qui se précipitent sur le journaliste étranger de passage pour expliquer leur choix de dimanche, il paraît évident que le Parti démocratique devrait l'emporter haut la main. Les *« sondages »* ne le donnent-ils pas vainqueur avec plus de 55 % des voix ? Mais cette impression est trompeuse. L'an dernier, lors des élections d'avril, alors que l'enthousiasme des opposants était bien plus grand, n'avait-on pas assisté à un raz de marée des « silencieux » – les personnes âgées et surtout les paysans – en faveur du Parti du travail (communiste), qui avait obtenu 68 % des voix ?

Ce succès n'avait pas permis à l'ex-parti unique – même s'il s'était entre-temps rebaptisé Parti socialiste – de gouverner durablement. Il devait d'abord le faire seul, puis en coalition avec le Parti démocratique, mais cette brève expérience a finalement contraint les socialistes, sous la pression de la rue et d'une situation économique catastrophique, à remettre leur pouvoir en jeu et à organiser de nouvelles élections.

Si onze partis sont en lice pour dimanche, la compétition se résume en fait à un duel entre le Parti socialiste et le Parti démocratique. Dirigé par le cardiologue Sali Berisha, quarante-six ans, qui fut un des premiers en décembre 1989 à soutenir le mouvement contestataire des étudiants, le Parti démocratique a frôlé la scission en décembre dernier. Emmené par l'économiste Gramoz Pachko, le courant « technocratique » souhaitait continuer l'expérience de cohabitation au pouvoir, mais ces pragmatiques durent s'incliner, Sali Berisha, personnage charismatique et haut en couleur, sûr de son succès dans les villes et auprès des dames, préférant retourner devant les électeurs.

Très proche des Américains (certains ici lui reprochent ses liens plus étroits avec Washington qu'avec l'Europe), Sali Berisha insiste beaucoup dans ses discours – et c'est un des seuls à le faire – sur le soutien aux frères albanais du Kosovo voisin qui sont sous tutelle serbe, mais ce thème n'est guère discuté au cours de la campagne électorale.

Le Parti démocratique, majoritaire dans les villes, dans le nord du pays et parmi les jeunes, parviendra-t-il à faire une percée significative dans le sud et aussi dans les campagnes ? De la réponse à cette question dépendra l'issue du scrutin de dimanche. Le Parti socialiste semble avoir trouvé un second souffle avec la création, en février, du Forum eurosocialiste, une organisation de jeunes qui a redonné confiance aux caciques du parti. Il a pu ainsi drainer vers celui-ci un nombre important de jeunes scandalisés par l'anarchie régnant actuellement dans le pays. Etrange parti qui rassemble aujourd'hui des jeunes dont certains appartenaient à la première équipe d'étudiants opposés au régime communiste, des anciens apparatchiks en mal de recyclage et des « technocrates » comme l'ancien premier ministre, M. Fatos Nano, qui réussit l'exploit de ne pas attaquer l'héritage de l'ancien dictateur Enver Hodja, tout en revendiquant pour l'Albanie une place dans le concert des nations « civilisées ».

Pillages, arbres coupés...

Quel que soit le vainqueur du scrutin de dimanche, il aura à affronter une situation qu'on ne peut comparer à aucune autre. L'Albanie, en effet, est en train de se délabrer totalement. Des scènes de pillage se produisent régulièrement çà et là. Des foules en colère entourent les entrepôts où sont stockées les aides occidentales. Frustrées de ne pas recevoir immédiatement les produits engrangés, elles saccagent tout. Même les gravats qui restent après la bataille sont récupérés !

L'insécurité est telle que certains habitants de Tirana ne sortent plus de chez eux à partir de 3 heures de l'après-midi. Les crimes se multiplient. On tue pour voler ou pour se venger. La vieille loi de la « reprise du sang », version albanaise de la vendetta, est de nouveau appliquée.



On comprend, dans ces conditions, que les investisseurs étrangers ne se pressent pas. A part quelques « businessmen » qui hantent les couloirs des quelques hôtels de la capitale, aucun véritable homme d'affaires n'a encore fait le voyage de Tirana. L'immense majorité des entreprises ne tournent plus, mais les salariés, touchant en tout état de cause 80 % de leur salaire, ne semblent pas se préoccuper outre mesure de cette paralysie. Ne dit-on pas que, dans certaines usines, ce sont les ouvriers eux-mêmes qui ont détruit des machines pour bloquer la production ?

Le long des routes qui mènent à Tirana, les arbres ont pratiquement tous été coupés par les habitants de la capitale qui veulent se chauffer, car il n'y a plus de fioul. Et ces chicots dérisoires à côté des milliers de mini-bunkers construits sous le règne d'Enver Hodja pour protéger l'Albanie *« contre les agressions extérieures »* témoignent de la ruine d'un pays scientifiquement assassiné par plus de quarante ans d'absurdité. Les pontes du régime ne répétaient-ils pas immuablement qu'il fallait *« créer un homme nouveau »* ?

JOSÉ-ALAIN FRALON

A TRAVERS LE MONDE

BELGIQUE

Evasion manquée d'un terroriste

Condamné à la réclusion à perpétuité pour une série d'attentats en 1984 et en 1985, Bertrand Sassoye, un des chefs des Cellules communistes combattantes (CCC), a fait une brève cavale à Tournai, jeudi 19 mars. Malgré son passé, il avait gagné la confiance des autorités et bénéficiait d'un statut d'*« adjoint du comptable »* dans la prison de cette ville. Cela lui a permis, dans la matinée, de brandir un couteau, de libérer deux autres détenus, de droit commun, et d'escalader les murs d'enceinte derrière lesquels l'attendait une voiture. Immédiatement, toutes les polices du royaume (et des pays voisins) étaient mises en alerte. Quelques heures plus tard, l'évadé et ses deux codétenus furent arrêtés dans un appartement de Tournai. Aujourd'hui âgé de vingt-huit ans, Bertrand Sassoye avait été – avec Pierre Carette, Didier Chevolet et Pascale Vandegeerde – la vedette d'un procès mouvementé en octobre 1988 à Bruxelles. Ils répondaient notamment de l'explosion d'une voiture piégée qui avait tué deux pompiers devant le bâtiment du patronat belge, le 1er mai 1985. – *(Corresp.)*

CAMBODGE

Nouvelle mort suspecte d'un opposant

Un opposant au régime de Phnom Penh, M. Yang Horn, est mort, jeudi 19 mars, après avoir été grièvement blessé dimanche dans des circonstances suspectes, suscitant l'*« extrême inquiétude »* du chef de la mission des Nations unies au Cambodge, M. Yasushi Akashi, sur la situation des droits de l'homme dans ce pays. M. Yang Horn était le principal conseiller du plus critique des opposants au régime, M. Oung Phan. Il est mort lors de son transfert vers un hôpital de Bangkok.

Il avait reçu un violent coup à la tête dans une rue du centre du Phnom-Penh. Il était depuis dans le coma. Le premier ministre, M. Hun Sen, a déclaré à l'AFP qu'il croyait que l'opposant *« avait été tué par un buffle »* d'un *« coup de corne »*. M. Oung Phan a répondu qu'aucun buffle n'avait été signalé dans la rue populeuse où Yang Horn a été, selon le récit de l'incident fait à sa famille, renversé par une moto. Sa famille met également en doute cette version, le corps de la victime n'ayant qu'une large balafre au front. – *(AFP.)*

[La mort suspecte de M. Yang Horn est le dernier d'une série d'incidents dont sont victimes des opposants au régime (ex-communiste) depuis le début de l'année, à Phnom-Penh et dans plusieurs provinces. Menacée par les récentes violations du cessez-le-feu par les Khmers rouges, la paix au Cambodge l'est également par les durs du régime de Phnom-Penh, qui s'efforcent de décourager par tous les moyens leurs opposants.]

KENYA

Les Etats-Unis préoccupés par la vague de violences

Les Etats-Unis ont exprimé, jeudi 19 mars, par la voix de leur ambassadeur à Nairobi, M. Smith Hempstone, leur inquiétude face aux violences interethniques qui ont fait cinquante-neuf morts, dans l'ouest du pays, depuis le début du mois de mars. Le diplomate américain a également évoqué les affrontements entre policiers et manifestants, dans la capitale. *« Les charges policières et les jets de grenades lacrymogènes ne contribuent pas à créer la démocratie »*, a estimé l'ambassadeur. Le président Daniel arap Moi est *« le seul qui doit donner l'exemple positif que réclame la population »*, a-t-il ajouté.

L'opposition accuse le pouvoir de provoquer des troubles entre les Kalenjin (l'ethnie du président) et les autres tribus locales, afin d'avoir un prétexte pour imposer l'état d'urgence et éviter les élections législatives. De son côté, le ministre adjoint de l'Environnement, M. Ojwang'K'Ombudo, d'origine luo, a affirmé que les membres de son ethnie sont *« chassés et tués comme des rats »* par les militants de la Kenya African National Union (KANU, ex-parti unique au pouvoir) et des bandes armées kalenjin. – *(AFP.)*

ZIMBABWE

Adoption de la loi sur la nationalisation des terres

Le Parlement a adopté, jeudi 19 mars, à Harare, le projet de réforme agraire, prévoyant la nationalisation de plus de la moitié des terres possédées par des fermiers blancs (*le Monde* du 29 février). Le ministre de l'agriculture, M. Witness Mangwende, a averti ces derniers qu'il serait *« complètement fou »* de continuer à s'opposer aux plans du gouvernement, qui souhaite installer plusieurs dizaines de milliers de Noirs, provenant des zones urbaines surpeuplées, sur les quelque 5 millions d'hectares promis à la nationalisation.

Le ministre a souligné que les Zimbabwéens noirs n'avaient pas réclamé de compensations pour les *« injustices historiques »* commises à leur endroit par les anciens gouvernements minoritaires blancs de l'ex-Rhodésie. M. Mangwende a promis que des *« compensations équitables »* seraient versées pour dédommager les propriétaires expulsés. Le projet de loi doit maintenant être signé par le président Robert Mugabe. – *(AFP.)*

La séparation du duc et de la duchesse d'York

Quelle étrange « maladie » frappe la famille royale ?

LONDRES

de notre correspondant

Après quarante-huit heures de silence officiel et de rumeurs intenses, le *scoop* un peu suspect du *Daily Mail* se révèle exact. Au bout de six ans de mariage, Andrew et Fergie, c'est fini ! Il a fallu ce communiqué de Buckingham Palace pour que les sujets se rendent à l'évidence : *« Eu égard à la spéculation des médias, que la Reine estime tout spécialement indésirable pendant la campagne électorale, sa Majesté a publié la déclaration suivante : « la semaine dernière, des avocats agissant au nom de la duchesse d'York ont entamé des discussions à propos d'une séparation formelle du duc et de la duchesse. (...). La Reine espère que les médias épargneront le duc et la duchesse d'York, ainsi que leurs enfants, de toute ingérence »* .

Certes, ce n'est pas tout à fait une surprise. On parlait depuis longtemps de « problèmes » dans le ménage, et de la conduite « atypique » d'ex-Sarah Ferguson, – la brue de la Reine Elizabeth –, au tempérament probablement trop « nature ». Mais aussi quelle idée de se laisser photographier avec un fils de milliardaire texan, de laisser ainsi accréditer les rumeurs d'un « béguin » ? Le penchant prononcé de la duchesse pour la publicité rémunératrice était plus difficile à pardonnerr : cette façon de récupérer les *royalties* pour le livre dont elle était l'auteur, d'avoir accepté beaucoup d'argent pour prix d'une photo-interview au *Daily Express*... On comprend alors mieux l'extrême sécheresse du communiqué officiel. « Fergie » n'a pas hésité à s'entourer d'avocats pour veiller aux conséquences – financières – de cette séparation . La duchesse a aussi rapporté au *Daily Mail* le détail de ce déjeuner pendant lequel, comme toutes les belles-mères après tout, la Reine a essayé de « recoller les pots cassés » .

« Fergie » est donc quasiment excommuniée pour ne pas avoir respecté les règles : elle n'aura plus aucun rôle officiel et elle aura beaucoup de mal à conserver son titre de duchesse . Tout ceci fait un peu désordre, s'agissant de l'épouse de Andrew, le quatrième dans l'ordre de succession au trône . Après Anne, la princesse royale, séparée du Capitaine Mark Philips, puis Charles et Diana, la princesse de Galles, dont chacun sait qu'ils mènent des existences de plus en plus séparées, voilà maintenant Andrew et Sarah. Reste évidemment Edward, le plus jeune fils, à qui on ne connaît aucune liaison féminine. A en croire un psychiatre de renom, le Dr. Sidney Crown, les enfants ont manqué dans leur jeunesse de cette affection que le protocole interdisait de leur donner, ce qui expliquerait leur incapacité à forger une relation amoureuse durable... Et si cet avis n'est pas convaincant, quelle est donc cette étrange maladie qui frappe la « maison des Windsor » ?

LAURENT ZECCHINI

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, *gérant*.

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

PROCHE-ORIENT

A la veille de l'examen par l'ONU de sanctions contre Tripoli

Les Etats-Unis et la France mettent en garde leurs ressortissants en Libye

Les Etats-Unis et la France ont mis en garde, jeudi 19 mars, après la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, leurs ressortissants en Libye en prévision de l'adoption éventuelle par le Conseil de sécurité des Nations unies de sanctions contre Tripoli. Washington, Londres et Paris ont présenté au Conseil de sécurité un projet de résolution prévoyant notamment un embargo aérien contre la Libye, qu'ils accusent d'être impliquée dans deux attentats contre des avions de ligne en 1988 et 1989 ayant fait 440 morts.

Le colonel Kadhafi a, pour sa part, mobilisé sa diplomatie et dépêché des émissaires dans plusieurs pays arabes, notamment en Arabie saoudite, en Egypte, au Maroc. En outre, dans un message adressé aux dirigeants étrangers, il dénonce la *« grande falsification »* de la Charte des Nations unies faite, selon lui, par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France dans leur projet de résolution, estimant que *« c'est la Libye qui est menacée »*. De son côté, le numéro deux libyen, le colonel Abdessalam Jalloud, a reçu mercredi les ambassadeurs des pays membres du Conseil de sécurité ainsi que des pays est et ouest-européens pour les avertir que les *« menaces américaines contre le territoire libyen »* pourraient avoir pour conséquence la fermeture des frontières terrestres et maritimes du pays.

Le projet soumis au Conseil de sécurité – sur lequel celui-ci se prononcera au début de la semaine prochaine – prévoit également un embargo sur le matériel militaire et la réduction des missions diplomatiques libyennes à l'étranger. Selon le porte-parole du département d'Etat, Mme Margaret Tutwiler, 500 à 1 000 Américains se trouvent en Libye, notamment dans l'industrie pétrolière. *« Nous ne pouvons pas prévoir la réaction de la Libye à des sanctions du Conseil de sécurité »*, a-t-elle expliqué. *« De toute façon, une fois les liaisons aériennes interrompues, il sera évidemment plus difficile de quitter le pays. Le gouvernement conseille fortement aux Américains qui pourraient se trouver en Libye de partir immédiatement »*, a-t-elle ajouté.

« Déclaration de guerre »

La France, qui conserve des relations diplomatiques avec la Libye, a *« conseillé »* à ses quelque 450 ressortissants dans ce pays et aux Français désirant s'y rendre de *« prendre les dispositions utiles »*. La Grande-Bretagne, qui a rompu ses relations diplomatiques avec Tripoli en avril 1984, avait conseillé mardi à ses ressortissants en Libye, estimés à 5 500, de *« réfléchir sérieusement s'ils devaient ou non rester dans le pays »* et appelé ceux souhaitant s'y rendre *« à considérer si leur visite est réellement nécessaire »*. Mercredi, les Pays-Bas avaient déconseillé à leurs ressortissants de se rendre en Libye et demandé aux 150 à 200 Néerlandais qui s'y trouvent de *« bien réfléchir encore une fois à la nécessité de rester »*. Le Conseil de sécurité a voté le 21 janvier une résolution (731) enjoignant à Tripoli de coopérer *« immédiatement »* avec les enquêtes internationales en cours sur les attentats. Londres et Washington exigent l'extradition des deux Libyens qu'ils accusent d'être impliqués dans l'explosion d'un avion de la PanAm en 1988 au dessus de Lockerbie, en Ecosse (270 morts).

La France demande à Tripoli de coopérer aux poursuites contre les suspects de l'attentat contre un appareil d'UTA en 1989 au-dessus du Niger (170 morts).

L'ambassadeur de Libye à l'ONU, M. Ali El-Houderi, avait qualifié mardi le projet de résolution de *« déclaration de guerre »* qui *« met en danger l'ensemble de la région »*. Jeudi, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, a rappelé qu'il avait déjà *« fait de son mieux »* en dépêchant à trois reprises un émissaire spécial à Tripoli et en recevant *« au moins dix fois »* M. El-Houderi.

Il a ajouté avoir reçu mercredi une lettre du ministre libyen des affaires étrangères, M. Ibrahim El-Bechari, dont il n'a pas révélé le contenu. – *(AFP.)*

□ **L'entrée en Israël interdite aux Palestiniens du territoire de Gaza.** – Les autorités militaires ont décidé, jeudi 19 mars, d'interdire l'entrée en Israël aux Palestiniens du territoire de Gaza. Cette mesure a été prise, pour une durée indéterminée, après l'attentat – commis par un habitant de Gaza – qui a fait deux morts et vingt blessés, mardi à Jaffa. Parmi les 750 000 habitants du territoires 30 000 à 35 000 personnes vont travailler quotidiennement en Israël. La dernière mesure de ce genre, pour une longue période, avait été décidée durant la guerre du Golfe. – *(AFP.)*

YÉMEN : l'unification du Nord et du Sud contestée

Violence politique autour des stades de football

Les autorités yéménites ont suspendu *sine die*, lundi 16 mars, le championnat national de football, à la suite d'une vague de violences qui a secoué pendant deux jours Sanaa, la capitale politique du Yémen, et Aden, sa capitale économique. Selon des sources concordantes, deux personnes ont été tuées, une vingtaine blessées et plusieurs dizaines arrêtées lors d'actes de vandalisme commis par des milliers de supporters.

Déjà particulièrement répandue dans les stades du pays depuis le coup d'envoi du championnat, la violence a envahi les rues et les places publiques dans les capitales des ex-Yémens du Nord et du Sud, fusionnés en mai 1990. Elle a été déclenchée lors de deux matches remportés jeudi et vendredi par deux équipes du Nord contre deux équipes du Sud. Les supporters sudistes, venus à Sanaa par milliers, se sont particulièrement acharnés sur les voitures des nordistes, selon des témoins. Les supporters, déchaînés, se sont également attaqués à coups de pierres à des établissements publics et aux forces de l'ordre, intervenues pour contenir les troubles.

Selon la presse officielle, la police est également intervenue à Aden pour mettre un terme aux *« agissements d'une horde d'agitateurs qui s'attaquait à des marchands ambulants dont les étals ont été saccagés »*. Selon des sources bien informées, ces marchands sont originaires des gouvernorats du Nord.

A Aden, comme à Sanaa, les fauteurs de troubles ont aussi scandé des slogans hostiles à l'unité yéménite, a-t-on appris de sources concordantes. *« Rentrez chez vous »*, criaient plusieurs supporters, appelant ainsi à la séparation des deux Yémens. Aussi, la presse – notamment celle proche du Parti socialiste yéménite (PSY), qui partage le pouvoir avec le Congrès populaire général (CPG) – a-t-elle déploré mardi ces *« actes préjudiciables à l'unité nationale et à la démocratie »*.

Des journaux de gauche ont accusé *« des éléments extrémistes »* du Rassemblement yéménite pour les réformes (RYR, principal mouvement islamiste) d'être derrière la vague de violences qui a secoué le pays. *« Les ennemis de l'unité cherchent maintenant à exploiter les stades pour nourrir les sentiments de haine entre les fils de la nation »*, écrivait mardi le journal *Aden*, l'un des organes du PSY. – *(AFP.)*

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : malgré le « oui » massif des Blancs au processus de réforme

M. Mandela demeure opposé à la levée des sanctions

Evoquant le référendum du 17 mars, le président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, a estimé, jeudi 19 mars, au Cap, que le « oui » massif des Blancs en faveur des réformes *« ne justifiait pas la levée des sanctions »* économiques contre l'Afrique du Sud. *« L'apartheid est toujours en place, la plupart d'entre nous ne peuvent pas voter, le processus de normalisation de la situation politique en Afrique du Sud n'est pas encore irréversible »*, a expliqué M. Mandela. Selon le dirigeant de l'ANC, la tâche la plus urgente pour le président De Klerk est de *« faire tout son possible pour parvenir rapidement à un accord prévoyant un gouvernement intérimaire »*. Ce n'est qu'une fois ce gouvernement mis en place que *« nous pourrons lever toutes les sanctions, à part l'embargo sur le pétrole et les armes »* et que *« l'Afrique du Sud pourra reprendre sa place au sein d'organisations telles que les Nations unies »*, a précisé M. Mandela. De son côté, M. De Klerk a confirmé, jeudi, dans une interview accordée à la chaîne de télévision américaine CNN, que les résultats du référendum allaient *« donner un coup de fouet »* au processus des réformes. Exprimant le souhait de conclure rapidement un accord de partage du pouvoir avec la majorité noire, il s'est dit *« pressé de parvenir à une conclusion »* et de voir celle-ci appliquée *« le plus vite qu'il est humainement possible »*. – *(AFP, AP, Reuter.)*

SOUDAN

L'armée est engagée dans une vaste offensive contre les rebelles du Sud

Les troupes gouvernementales soudanaises sont engagées depuis le début du mois dans la plus importante offensive, depuis 1983, contre les rebelles du Sud de l'Armée populaire pour la libération du Soudan (APLS), a-t-on indiqué, jeudi 19 mars, de sources diplomatiques et humanitaires à Nairobi. Selon ces sources, l'armée, alignant plusieurs milliers de soldats et équipée d'armes livrées par la Libye, l'Iran et la Chine, reçoit le soutien du nouveau régime éthiopien qui a renversé, en mai 1991, le président Mengistu Haïlé Mariam, fidèle allié pendant huit ans de l'APLS du colonel Garang. Addis-Abeba a, selon ces sources, permis à l'armée soudanaise de lancer à partir de son territoire, début mars, une opération contre Pochala, une ville frontalière contrôlée par les rebelles, avec la participation de l'armée éthiopienne.

L'offensive gouvernementale est d'une telle ampleur qu'elle entrave les opérations de secours aux quelque deux cent mille personnes déplacées ou victimes de la famine dans le Sud, et tous les vols des organisations humanitaires ont été suspendus, selon des responsables des Nations unies. Des dizaines de membres de ces organisations ont dû être évacués, selon ces sources, qui rappellent l'évacuation ces derniers jours de la ville de Bor, à un millier de kilomètres au sud de Khartoum. Sur le terrain, outre la reprise de Pochala, les avions de l'armée ont bombardé la semaine dernière le quartier-général de l'APLS à Kapoeta, près de la frontière kényane.

Les forces gouvernementales progressent sur plusieurs fronts, en empruntant le cours du Nil ou les routes partant de Malakal et de Wau. Elles tentent notamment de s'emparer des villes stratégiques contrôlées par les rebelles dans les grands marais de l'Ouest, avant le début de la saison des pluies qui, dès le mois prochain, risque de contraindre l'armée à refluer vers le nord.

Selon les diplomates et les experts militaires, l'offensive en cours pourrait marquer un tournant dans le conflit, et les rebelles ont de sérieuses raisons de s'inquiéter. La situation de l'APLS a considérablement changé en raison de la volte-face de l'Ethiopie et au moment où la rébellion connaît une scission dont les chefs ont apparemment permis aux troupes gouvernementales de traverser leur territoire en toute sécurité.

□ **CONGO : la Constitution a été adoptée par 96,32 % des voix.** – Le projet de Constitution soumis, dimanche 15 mars, à référendum, a été adopté avec 96,32 % des voix, a annoncé, jeudi, à Brazzaville, le ministre de l'intérieur. Le taux de participation a été de 70,93 %, a-t-il souligné. – *(AFP.)*

□ **RWANDA : un mort dans l'explosion d'une bombe à Kigali.** – Une personne, au moins, a été tuée et une trentaine d'autres ont été blessées, par l'explosion d'une bombe placée dans un taxi collectif, jeudi 19 mars, en plein centre de Kigali, a annoncé la radio nationale. Selon des sources diplomatiques, le bilan serait de cinq morts. – *(AFP.)*

□ **TCHAD : procès d'un collaborateur de Radio France Internationale.** – Le procureur de la République a requis deux ans de prison avec sursis et une amende de 5 millions de francs CFA (100 000 francs) contre un journaliste tchadien, M. Sosthène Gargoune, collaborateur de Radio France Internationale (RFI), a-t-on appris, jeudi 19 mars, de source informée à N'Djamena. M. Gargoune est poursuivi pour *« divulgation d'informations militaires non officielles »*. – *(AFP.)*

□ **TUNISIE : un millier de prisonniers graciés.** – Le président Ben Ali a gracié, jeudi 19 mars, à l'occasion du 36[e] anniversaire de l'indépendance, 1 055 prisonniers civils et militaires. – *(AFP.)*

DIPLOMATIE

Le rôle des Nations unies

M. Boutros-Ghali souhaite une « décentralisation » de la fonction de « maintien de la paix »

Les Nations unies doivent avoir un rôle complémentaire de celui des instances régionales et s'efforcer de *« promouvoir la diplomatie préventive et la décentralisation du maintien de la paix »*, a indiqué le secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, lors de sa première conférence de presse, jeudi 19 mars.

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

« Pour ce qui est de la Yougoslavie, la Communauté européenne s'occupe de la réconciliation nationale et de l'édification de la paix; les Nations unies, elles, s'occupent du maintien de la paix et du respect du cessez-le-feu. Le même schéma a été adopté à propos du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, où les Européens jouent un rôle important à travers un représentant spécial, en l'occurrence le ministre tchèque des affaires étrangères. Enfin, en Somalie, outre sa mission humanitaire, l'ONU s'efforce de promouvoir la réconciliation entre les différentes factions dans la perspective d'une conférence internationale organisée avec le concours de l'Organisation de l'unité africaine, de la Ligue arabe et de la Conférence islamique », a déclaré M. Boutros-Ghali.

Le secrétaire général s'est déclaré préoccupé par la montée des *« micro-nationalismes »* partout dans le monde. *« Ces demandes nationalistes de plus en plus exigeantes sont une réalité à laquelle l'ONU doit s'adapter, c'est une première phase et, si de plus en plus de micro-nations demandent à adhérer à l'organisation, c'est au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale de se prononcer sur le bien-fondé de ces demandes »*, a-t-il précisé, ajoutant que, au rythme actuel des admissions, il y aurait bientôt trois cents pays membres à l'ONU.

« Encourager la création de fédérations »

« Mais, a-t-il souligné, *on assiste aussi à un processus d'intégration sur le plan régional, comme c'est le cas en Europe. Le rôle futur de l'ONU est sans doute d'encourager ailleurs cette seconde phase, c'est-à-dire la création de fédérations ou de confédérations susceptibles de regrouper en macro-Etats les anciennes micro-nations. C'est à la fois un gage de stabilité et de bon développement économique et politique. »*

Passant en revue les différents dossiers d'actualité, M. Boutros-Ghali a *« salué la décision »* prise par le président afghan, M. Najibullah, de démissionner de ses fonctions. La conférence internationale « officieuse » prévue à la fin avril, à Genève ou à Vienne, va maintenant pouvoir être convoquée, a-t-il souligné. Elle réunira des représentants des différentes factions en vue d'une autre conférence, *« plus importante »*, qui devra s'efforcer de trouver une solution au problème afghan.

A propos du Sahara occidental, un dossier qui est en retard de plusieurs mois sur le calendrier de référendum initialement prévu, le secrétaire général s'est dit prêt à envisager *« d'autres formules »*, sans préciser lesquelles, au cas où les deux parties – le Polisario et le Maroc – ne parviendraient pas à un accord avant la date-butoir de fin mai fixée dans son dernier rapport.

Evoquant la conférence de paix au Proche-Orient, M. Boutros-Ghali a fait savoir que les Nations unies n'accepteraient de participer aux travaux des différentes commissions qu'à la condition *« d'être invitées à part entière »*. En début d'année, le secrétaire général, qui venait de prendre ses fonctions, avait surpris son monde en refusant d'envoyer un représentant aux négociations de Moscou, estimant que le rôle d'observateur muet n'était pas digne de l'ONU.

SERGE MARTI

Le premier ministre polonais en visite en France

Paris et Varsovie vont renforcer la « concertation économique »

M. Jan Olszewski, chef de la fragile coalition de centre droit au pouvoir à Varsovie, a fait, mercredi 18 et jeudi 19 mars, une visite à Paris. L'objectif était notamment d'examiner « entre amis » les dossiers économiques en souffrance. La France, qui a déjà fait *« beaucoup »* pour la Pologne, comme l'a rappelé M. Bérégovoy, en militant pour une réduction de 50 % de la dette de ce pays et en accordant une aide de près de 4 milliards francs, n'avait pas de nouveaux financements à offrir au premier ministre polonais, pourtant très préoccupé par le déficit de son budget.

Le ministre des finances, M. Andrej Olechowski, a expliqué qu'il misait sur la CEE pour compléter le financement du déficit par le FMI. Afin d'accélerer les investissements français en Pologne, M. Olsweszki et Mme Creson sont convenus de mettre sur pied *« une instance »* de concertation. M. Olszewski a annoncé, lors d'une rencontre avec une trentaine d'entrepreneurs français, la prochaine nomination d'un responsable des investissements étrangers dans son pays. Les investissements français en Pologne (au deuxième rang, derrière l'Allemagne) sont jugés insuffisants tant par Paris que par Varsovie, mais pour des raisons différentes.

ASIE

CHINE : ouverture de la session du Parlement

M. Li Peng appelle à « innover bravement dans les réformes »

Le premier ministre, M. Li Peng, a ouvert, vendredi 20 mars, la session annuelle du Parlement chinois par un appel à *« innover bravement dans les réformes »*, dans un discours prononcé, au Palais du peuple à Pékin, devant 2 569 députés et 900 journalistes chinois et étrangers, à l'exception du correspondant du *Monde*, interdit de session parlementaire (*le Monde* du 19 mars).

PÉKIN

de notre correspondant

Cadré en plan américain dans son costume noir, M. Li Peng est apparu à la télévision, en direct, comme un chef d'orchestre chargé d'exécuter une partition qui ne lui était guère familière. Le visage fermé, le premier ministre n'a fait aucun effort pour dissimuler son peu d'enthousiasme pour le texte qui lui avait été imposé. Celui-ci avait été copieusement réécrit pour coller à la ligne la plus récente du régime : l'appel énergique de M. Deng Xiaoping à *« libérer les esprits, oser innover et adopter une approche plus hardie dans la réforme et l'ouverture »* dans le domaine économique.

Reprenant mot pour mot les propos tenus par M. Deng durant sa tournée des zones côtières, M. Li a estimé que *« le développement économique est le seul moyen de prévenir une évolution pacifique vers le capitalisme et de consolider les bases du système socialiste »*. Il a annoncé la fin de la période d'austérité décrétée fin 1988 contre la surchauffe de l'économie.

M. Li a donné un timide feu vert à la relance en avalisant l'idée que des provinces riches puissent connaître un taux de croissance supérieur à celui de 6 % encore imposé pour 1992 à l'échelle nationale, découplage entre économies régionales florissantes et économie nationale en croissance modérée auquel il s'était jadis opposé. Il a entériné la nouvelle *« théorie »* de M. Deng selon laquelle capitalisme et socialisme ne se distinguent pas sur leur usage exclusif du marché ou du plan. Il faut, a-t-il dit, *« tourner la page sur l'égalitarisme »*, tout en préservant l'emploi : dans les entreprises d'Etat déficitaires, *« on préfèrera opter pour leur fusion ou leur réorientation plutôt que de les fermer ou de suspendre leur production »*.

« La voie préconisée par le camarade Deng »

Comme prévu, M. Li n'a annoncé aucune innovation spectaculaire en matière d'ouverture politique. Il a appelé à *« abattre le libéralisme bourgeois dès qu'il dresse la tête »* et à maintenir à tout prix l'ordre par une *« politique des deux mains de fer »* : réforme et lutte contre la criminalité d'une part, amélioration du niveau de vie et embrigadement idéologique de l'autre. Il s'est borné à évoquer une simplification *« graduelle »* d'un appareil gouvernemental *« constitué de structures pesantes, surchargées d'un personnel tatillon et inefficace »*, et l'introduction de *« procédures démocratiques »* dans le cadre restreint de la *« légalité socialiste »*. Il a toutefois répété l'appel récent de M. Deng aux étudiants chinois à l'étranger à revenir au pays *« quelles qu'aient pu être leurs opinions politiques passées »*, c'est-à-dire lors de la crise de Tiananmen en 1989.

Sur la question des régions de minorités ethniques comme le Tibet, il a assuré que Pékin *« ne tolèrera aucun acte susceptible de diviser la patrie »* en provenance de l'extérieur. De même, la Chine s'oppose *« avec la dernière énergie »* à toute tentative, pour Taïwan, d'en arriver à un statut d'indépendance qui consacrerait l'existence de deux Chines *« sous quelque forme que ce soit »*. M. Li s'est gardé de toute approche idéologique en politique étrangère, se contentant de constater la *« dislocation »* de l'URSS, où il a été formé. Il a souhaité un rôle accru du secrétaire général des Nations unies et du Conseil de sécurité dans la vie internationale, mais mis en garde contre les ingérences dans les *« affaires intérieures »* de pays tiers en matière de droits de l'homme.

« Tenace et capable, le peuple chinois poursuivra sa marche en avant sur la voie du socialisme à la chinoise, préconisé par le camarade Deng Xiaoping », a-t-il ajouté. M. Deng, membre du présidium de l'Assemblée, était comme à son habitude absent pour cause de retraite officielle, de même que plusieurs autres vétérans de la Longue Marche, hospitalisés.

FRANCIS DERON

□ **INDE : trente-huit personnes tuées par des militants sikhs au Pendjab.** – La police indienne a imposé, jeudi 19 mars, un couvre-feu à Ludhiana, ville du Pendjab où se sont produits de nombreux incidents, pour contenir des représailles de la communauté hindoue après l'assassinat par des séparatistes sikhs d'au moins trente-huit personnes en vingt-quatre heures. – *(Reuter.)*

AFGHANISTAN : après la chute de la ville de Mazar-i-Sharif

Les jours du président Najibullah semblent comptés

Selon des informations en provenance d'Iran et de la résistance afghane au Pakistan, le régime de Kaboul a perdu, mercredi 18 mars, le contrôle de la ville de Mazar-i-Sharif. Ce désastre militaire et politique intervient au moment où le président Najibullah a annoncé, mercredi, sa décision de démissionner en cas de formation d'un gouvernement interafghan neutre et de transition. Une décision qui a été saluée tant à Washington qu'aux Nations unies et à Islamabad.

La *« capitale du Nord »* semble être tombée comme un fruit mûr, sans combats, les milices anciennement progouvernementales ayant lâché le régime de Kaboul (*le Monde* du 20 mars), ce qui a permis l'arrivée des moudjahidins tadjiks du parti Jamiat-e-Islami du commandant Massoud, mais aussi du parti chiite pro-iranien Hezbe Wahdat, selon notre correspondant à Islamabad Gad Sutherland. Il est d'ailleurs significatif que la chute de ce qui était considéré comme une place forte du régime ait été annoncée d'abord par Téhéran. Selon certaines sources, la volte-face des milices aurait été précédée d'importants transferts d'argent, peut-être venus d'Iran.

La défection des milices, à la suite de conflits entre des minorités ethniques et la majorité pachtoune au pouvoir à Kaboul, a permis aux moudjahidins d'accéder à la ville et d'y installer avec les milices, une administration municipale et régionale. Mais on ne saurait exclure que l'anarchie s'étende à Mazar-i-Sharif, où la situation demeure chaotique. D'autant que les milices semblent prêtes à jouer leur propre jeu, entre Kaboul et la résistance.

Le vice-ministre de la défense et chef de l'armée Nabi Azimi, envoyé sur place il y a quelques jours pour éviter le désastre, n'a pas réussi à s'échapper. Il est, dit-on, *« traité comme un invité »*, en fait aux mains des nouveaux maîtres de la ville à moins qu'il ne pactise avec eux. La grande base militaire et aérienne voisine de Dahdani tenait toujours jeudi, alors que l'offensive s'étendait dans la région frontalière de l'ex-URSS.

Risques d'éclatement

Kaboul n'a pas réagi officiellement à cette lourde perte, due en particulier à une erreur tactique de M. Najibullah, qui, poussé par les « durs » pachtounes du parti et de la sécurité, aurait mal traité avec des milices inquiètes du chauvinisme pachtoune. M. Najibullah, qui a tenté, mais trop tard, de faire marche arrière, aura du mal à s'en remettre. Ses jours paraissent désormais comptés. S'agit-il de quelques semaines, ou de quelques jours ?

Asphyxié lentement depuis l'arrêt, fin décembre, de toute aide soviétique, ayant perdu d'un coup le commandant de son armée et le contrôle de la dernière zone frontière encore tenue par les gouvernementaux, le président se trouve menacé à la fois par des moudjahidins qui exigent son départ en tant que chef d'un régime honni et par des extrémistes de son propre parti qui le jugent trop mou.

Le régime de Kaboul, menacé par des conflits internes, risque donc de se retrouver rapidement encerclé dans sa propre capitale, surarmé face à des maquisards disparates et divisés. Echaudés par l'exemple de Khost, dont les défenseurs avaient été passés au fil de l'épée par des moudjahidins vainqueurs, les partisans du régime risquent par ailleurs de durcir leur position. Les informations manquent pour savoir si de telles violences se répètent à Mazar-i-Sharif.

Une telle situation n'est guère bénéfique pour le plan de paix des Nations unies. La marge de manœuvre du médiateur, M. Benon Sevan, devient de plus en plus étroite. C'est sans doute pourquoi il vient de dénoncer, sans les nommer, les éléments *« non afghans »* qui tenteraient de *« saboter »* un processus de règlement déjà mal accepté par nombre de chefs moudjahidins. Une course de vitesse est donc engagée par l'ONU pour tenter de ramasser les morceaux du puzzle ethnique afghan afin de maintenir un semblant d'unité nationale, indispensable à toute négociation.

Toujours est-il que l'Afghanistan semble aujourd'hui plus proche de l'éclatement que jamais. Son unité, maintenue au long des siècles face à ses puissants voisins, iraniens, russes ou britanniques, est menacée par une recomposition aux dépens de la principale ethnie, les Pachtounes. Le « grand jeu » afghan rebondit à nouveau.

P. de B.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : la course à la Maison Blanche

M. Paul Tsongas se retire, faute d'argent

A court d'argent, Paul Tsongas, ancien sénateur du Massachusetts, a annoncé jeudi 19 mars qu'il se retirait de la course à la présidence, laissant ainsi Bill Clinton, gouverneur de l'Arkansas, sans opposition majeure pour obtenir l'investiture du Parti démocrate l'été prochain.

WASHINGTON

de notre correspondant

Paul Tsongas a déclaré devant une foule de supporters rassemblés à Boston (Massachusetts) qu'il ne voulait pas continuer la campagne et affaiblir les démocrates. *« Ce n'est pas mon style*, a-t-il dit. *Cela ne vaut pas la peine. Je n'ai pas survécu à mon calvaire pour aider à la réélection de George Bush. »* M. Tsongas faisait ainsi indirectement allusion au cancer dont il a été atteint il y a quelques années et dont il se dit « guéri ».

Paul Tsongas, un avocat de cinquante et un ans, était apparu dans la campagne comme le symbole d'une nouvelle ère pour le Parti démocrate. Ce candidat sans charisme et au message d'austérité avait été l'objet de risées lorsqu'il y a près d'un an il avait décidé de devenir candidat à la présidence alors que le taux de popularité du président Bush était encore à 90 %. Ne parlant jamais que d'économie, Paul Tsongas, défenseur de l'entreprise privée, du libre-échange et d'une diminution de l'impôt sur la plus-value, était apparu comme un candidat sérieux mais incapable d'émouvoir les foules. A force de répéter son message sur la nécessité de la croissance économique et grâce à son habileté à rire de ses propres faiblesses, l'ex-sénateur, lui-même surpris de se retrouver en tête, a remporté la première élection primaire le 18 février dernier dans le New Hampshire, voisin de son Etat natal du Massachusetts.

Marqué par l'échec d'un autre candidat à la présidence d'origine grecque et du Massachusetts, Michael Dukakis, battu en 1988 par George Bush, Paul Tsongas avait aussi choisi de répondre aux attaques lancées par ses opposants. Les semaines passant, l'image de Paul Tsongas, politicien ambitieux, s'était peu à peu substituée à l'image d'un homme de conviction, surnommé par son entourage *« saint Paul »*.

Soutenu par la classe moyenne supérieure, Paul Tsongas n'a pas réussi à faire passer son message avec autant de succès dans les Etats du Sud ni, le 17 mars, dans le Michigan et l'Illinois.

En interrompant sa campagne, sans pour autant y mettre officiellement fin, Paul Tsongas garde à son compte les quatre cent trente délégués qu'il a accumulés. Bill Clinton en a actuellement neuf cent soixante-deux et l'ancien gouverneur de Californie, Jerry Brown, cent vingt-neuf. Il en faut deux mille cent quarante-cinq pour être désigné candidat officiel par le parti. Certains observateurs estiment qu'en se retirant avant de subir une autre défaite Paul Tsongas s'est laissé la possibilité de revenir dans le cas où Bill Clinton viendrait à être éliminé de la campagne à cause de révélations scandaleuses dont il n'arriverait pas, cette fois, à se débarrasser.

(Intérim.)

□ **VENEZUELA : la police a dispersé brutalement une manifestion antigouvernementale.** – Trente personnes, dont trois femmes journalistes ont été blessées, jeudi 19 mars, par la police, qui a violemment dispersé une manifestation antigouvernementale à Caracas, ont indiqué les journalistes présents sur place. Réunis à l'appel de plusieurs organisations étudiantes et populaires pour exiger la démission du président Carlos Andrés Pérez et l'amnistie pour les militaires gauchistes qui avaient tenté de le renverser le 4 février dernier, les manifestants se sont séparés à la tombée de la nuit. Pendant plusieurs heures, la police a fait usage de sabres, de gaz lacrymogènes et de canons à eau contre les manifestants. Une journaliste vénézuélienne, Mme Herminia Serrano, a été blessée d'un coup de sabre au cou et deux autres journalistes l'ont été par des grenades lacrymogènes, alors qu'une unité de la police s'en prenait à un groupe de reporters. – *(AFP.)*

ARGENTINE

Soixante mille personnes ont manifesté à Buenos-Aires pour dénoncer l'attentat contre l'ambassade d'Israël

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

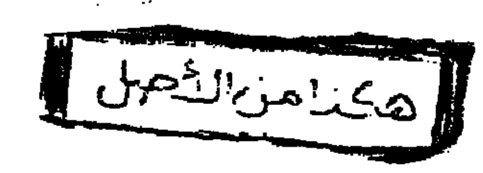
Quelque soixante mille personnes ont participé, jeudi 19 mars, en plein centre de Buenos-Aires, à une marche pour condamner l'attentat du 17 mars contre l'ambassade d'Israël. *« Contre le terrorisme, pour la paix, la vie et la démocratie »*, telle était la consigne lancée par la Délégation des associations israélites argentines (DAIA) qui avait organisé cette manifestation, à laquelle ont assisté le président Carlos Menem, les membres du gouvernement argentin et de nombreux hommes politiques.

Sur une tribune flanquée de drapeaux argentins et israéliens, et qui avait été dressée à quelques mètres seulement des ruines de l'ambassade d'où les sauveteurs continuent à extraire des cadavres déchiquetés enfouis sous les décombres, M. Menem a déclaré : *« Pour chaque soldat de la paix mort comme ici en Argentine se dresseront des milliers de soldats qui continueront à lutter pour la paix. »* Le chef de l'Etat a réaffirmé l'amitié *« inébranlable »* entre l'Argentine et Israël.

Après que le ministre israélien des affaires étrangères, David Levy, eut pointé depuis Jérusalem un doigt accusateur en direction d'un *« axe terroriste Téhéran-Damas »* pour expliquer le sanglant attentat, l'ambassade d'Iran à Buenos-Aires a publié un communiqué démentant *« catégoriquement toute relation entre la République islamique d'Iran »* et l'explosion. *« Nous regrettons l'explosion qui a causé plusieurs morts et plusieurs blessés parmi des innocents »*, ajoute ce texte.

Située dans un quartier résidentiel du nord de Buenos-Aires où se trouvent la plupart des représentations diplomatiques, l'ambassade d'Iran se distingue par ses allures de bunker. L'immeuble, de construction moderne, qui contraste avec les petits hôtels particuliers qui l'entourent, compte trois étages surmontés d'une terrasse grillagée et hérissée de nombreuses antennes.

CHRISTINE LEGRAND



nt Najibullah
nptés

JES

re, faute d'argent

personnes ont manifesté
Aires pour dénoncer
tre l'ambassade d'Israël

ASIE

THAÏLANDE : treize mois après le coup d'Etat

Des élections législatives très ouvertes sous l'œil vigilant des militaires

Treize mois après un coup d'Etat sans effusion de sang, les Thaïlandais retournent aux urnes, dimanche 22 mars, pour élire, aux termes d'une nouvelle Constitution promulguée en décembre dernier, une Assemblée dont les 360 députés partageront le pouvoir législatif avec les 270 membres d'un Sénat désignés, le même jour, par les militaires au pouvoir.

BANGKOK

de notre correspondant

M. Chamlong Srimuang, un ancien général qui mène une vie monacale et dont la popularité est manifeste, a démissionné de ses importantes fonctions de gouverneur de Bangkok pour tenter sa chance. Plus de 2 800 candidats, dont 324 anciens députés, se disputent les 360 sièges de la Chambre basse. Leur campagne, selon des évaluations généralement admises, aura coûté, au bas mot, l'équivalent de 200 millions de dollars, dans un pays de 55 millions d'habitants où le revenu annuel par tête est de l'ordre de 1 500 dollars.

Même quand il ne s'agit que d'élire une Assemblée aux pouvoirs restreints, l'enjeu du scrutin de dimanche demeure donc important aux yeux d'une classe dirigeante dominée par l'armée et les milieux d'affaires. Les efforts entrepris pour discipliner la campagne ont des limites : les partis en présence demeurent tentés par l'achat d'électeurs et, aussi, par la nécessité de rallier des «barons» locaux d'autant plus influents que le système des clientèles prévaut et que les oppositions idéologiques sont souvent inexistantes.

Le statut de député est très recherché, même si le prestige de ces fonctions n'est pas évident pour le grand public. Dans un contexte relativement ouvert, bien des candidats peuvent caresser l'espoir de faire un jour partie d'une coalition gouvernementale. Même un strapontin ministériel offre une position d'influence très appréciée.

Car aucune formation politique ne domine la scène. Selon les derniers sondages, qui valent ce qu'ils valent compte tenu de combines cachées et de l'intérêt relatif du public, trois partis sont nettement en tête, se partageant de manière à peu près égale les deux tiers des intentions de vote. Il s'agit du Samakkhi Tham (Justice et unité), organisation née dans la foulée du coup d'Etat du 23 février 1991 et proche des généraux au pouvoir, du Parti de l'aspiration nouvelle (NAP), bien organisé et fondé, voilà deux ans, par un ancien patron de l'armée, le général Chaovalit, et du Chat Thai, le parti de M. Chatichai Choonhavan, premier ministre renversé par les militaires le 22 février 1991, et qui rassemble de puissants hommes d'affaires.

Toutes les combinaisons sont possibles

Chacune de ces formations bénéficie d'un peu plus de 20 % des intentions de vote. Les suffrages restants devraient se répartir entre quatre mouvements moins importants. Le Parti démocrate (plus de 10 %), vieille formation politique, est surtout bien implanté dans le Sud musulman. Le parti de l'Action sociale (près de 8 %) a une base dans le Nord-Est. Le Palang Dharma de M. Chamlong Srimuang (6 %) devrait remporter la majorité des sièges à Bangkok où le Prachakorn Thaï (5 %) doit également faire un bon score.

La nouvelle Assemblée, à l'image de celle qui avait été renversée il y a un an, ne disposera d'aucune majorité, et seul un gouvernement de coalition est concevable. En Thaïlande, l'expérience le prouve, aucune combinaison ne peut être écartée tant les frontières entre les mouvements politiques sont insaisissables. En outre, comme les 270 membres du Sénat, nommés par les militaires, participeront aux votes de censure du gouvernement, la junte n'aura pas besoin, s'il le faut, du soutien d'une majorité des députés pour imposer un cabinet de son choix. Enfin, le premier ministre peut être choisi en dehors du Parlement. L'homme fort de l'armée, le général Suchinda Kaprayoon, et ses alliés conserveront donc la haute main sur les affaires publiques, quelle que soit la formule adoptée.

Après leur prise du pouvoir il y a treize mois, les chefs des forces armées, regroupés au sein d'un Conseil national de maintien de la paix (CNMP), avaient confié la direction du gouvernement à un ancien diplomate reconverti dans les affaires, M. Anand Panyarachun, qui s'est révélé à la fois bon gestionnaire et excellent agent de relations publiques. Bien entendu, les généraux ont gardé, pendant un an, dans leur domaine réservé, les questions de sécurité et les dossiers les plus pointus de la diplomatie. M. Anand a profité de son année à la tête du cabinet pour mettre de l'ordre dans les finances et pour tenter de moraliser la vie publique. Sous pression – le pillage de leurs forêts, une épidémie de sida – les Thaïlandais s'éveillent aux problèmes écologiques et s'inquiètent, par exemple, de l'étendue de la prostitution dans tous les milieux sociaux.

La forte expansion de l'économie – un taux de croissance de 8 % prévu cette année après plus de 10 % pendant trois années consécutives – est donc moins une fin en soi. On commence, mais ce n'est qu'un début, à en mesurer les coûts sociaux et écologiques. Outre la prostitution, qui atteint des proportions alarmantes, la violence est endémique : plus de 10 000 crimes en moyenne par an, à telle enseigne que les chefs de la police ont défendu, tout récemment, leur droit d'abattre ceux qui sont seulement suspectés d'être des criminels endurcis. La Thaïlande figure également parmi les trois pays du monde au taux de suicide le plus élevé, une triste distinction pour une société au sein de laquelle prévaut un bouddhisme des plus tolérants. Selon de récentes statistiques, 15 % des Thaïlandais souffriraient de problèmes mentaux.

Un pays lancé dans un développement très rapide et qui aspire aujourd'hui à devenir un nouveau «tigre» asiatique ne le fait donc pas sans traumatismes sociaux. Métropole surpeuplée, polluée et aux embouteillages célèbres, Bangkok est aujourd'hui un vaste chantier de quelques centaines de gratte-ciel dans lequel se perdent, peu à peu, les références traditionnelles. Il est même difficile d'imaginer le type d'équilibre que trouvera un jour la vie publique thaïlandaise.

Tout porte à croire, cependant, que le rite électoral y conservera une place. Il est entré dans les mœurs, et les sujets du royaume, sans en attendre beaucoup, s'y plient sans ressentiment. Même les gardiens, militaires, du temple l'estiment indispensable à la légitimisation de leur autorité.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Le rapatriement des réfugiés cambodgiens devra être achevé avant les élections du printemps 1993

nous déclare Mme Sadako Ogata, haut-commissaire des Nations unies

Après avoir effectué une mission au Cambodge en janvier, Mme Sadako Ogata, haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCR), s'est rendue, mardi 17 mars, à Paris. Elle s'est entretenue avec M. François Mitterrand et avec Mme Edith Cresson du problème des réfugiés – en particulier au Cambodge – et a souhaité que la France accroisse sa contribution au HCR.

Mme Ogata est une Japonaise qui parle clair, simple, avec autorité et dans un anglais parfait. Elle est venue demander à la France, dont elle connaît *«la très proche association»* avec le Cambodge et le *«très profond intérêt»* pour les questions humanitaires, de faire un effort. C'est que la contribution de la France au HCR était de 15 millions de dollars en 1991, ce qui la plaçait au treizième rang, alors que le seul coût de l'opération Cambodge du HCR se monte à 126 millions. Pas très brillant pour un des *«cinq grands»*, même si Paris conserve une prédilection pour l'aide bilatérale. M. Mitterrand a promis, a-t-elle déclaré au *Monde*, de donner des instructions à ce sujet au gouvernement.

Avec l'ex-Yougoslavie ou l'afflux de réfugiés birmans au Bangladesh, le Cambodge est l'une des principales préoccupations du HCR : il s'agit de rapatrier – *«volontairement»*, insiste Mme Ogata – plus de 350 000 réfugiés, *«au plus tard avant les élections qui doivent se tenir en avril ou mai 1993»*. Pour cela, il a fallu recenser les terres disponibles dans l'ouest du pays (province de Battambang, mais aussi de Pursat, Sisophon et Siem-Reap), envoyer des missions sur place, déminer, réparer les routes, enfin assurer une sécurité aux réfugiés dans un *«pays totalement détruit»* par vingt ans de guerre.

Le premier convoi doit quitter les camps thaïlandais le 30 mars par autobus vers l'un des six centres de transit. Les réfugiés y recevront du matériel pour construire une paillote, des instruments aratoires, une moustiquaire et de quoi se nourrir pendant au moins un an. Comme les anciennes terres de ces réfugiés, qui ont parfois passé plus d'une décennie dans des camps, ont souvent été reprises par d'autres ou sont encore minées, la plupart se réinstalleront ailleurs. Paysans, ils doivent retourner à la terre. Il faut faire des *«choix réalistes»*, explique Mme Ogata, pour qui *«le pire serait qu'ils affluent vers Phnom-Penh»*.

«La désintégration d'Etats»

Ce ne sera pas chose facile, d'autant que les Khmers rouges persistent – seuls des quatre factions, affirme Mme Ogata – à empêcher l'accès du HCR dans leurs zones. *«Nous ne pourrons empêcher les réfugiés qui veulent aller chez les Khmers rouges, ou dans une autre zone, de le faire. Mais nous devrons être certains qu'ils n'y seront pas forcés (...) Si les Khmers rouges veulent prendre des réfugiés, ils devront ouvrir leurs zones (...) Nous continuons de négocier, mais ils sont toujours soupçonneux envers l'extérieur.»*

Mme Ogata estime que le retard dans le lancement de l'opération de l'ONU – cela fait bientôt quatre mois qu'ont été signés les accords de Paris – *«a rendu les choses très difficiles»*. En particulier l'application de l'accord de novembre entre le prince Sihanouk et Bangkok sur le rapatriement des réfugiés, qui aurait pu débuter plus tôt. *«Lors de ma visite à Phnom-Penh, j'ai senti que l'absence de l'ONU était un très grand désavantage. C'est seulement maintenant, alors que l'ONU commence enfin d'arriver, que les accords peuvent être mis en application.»*

Mais le Cambodge n'est pas tout pour Mme Ogata. Elle accorde beaucoup d'importance à l'Afrique, *«40 % de notre budget, 30 % du total des dix-sept millions de réfugiés»* à travers le monde, sans compter vingt-quatre millions de personnes déplacées. *«J'espère que la communauté internationale s'intéressera à leur rapatriement, tout comme elle s'intéresse au Cambodge. L'Afrique est un très grave problème ; les réfugiés y sont renvoyés vers des zones où la pauvreté est extrême.»*

Pour remplir toutes les missions imparties au HCR, il faudrait *«multiplier plusieurs fois notre budget. Mais, l'important c'est de travailler avec le plus grand nombre de partenaires, gouvernements, organisations internationales, ONG. Sinon, le HCR deviendra un organisme énorme et inefficace»*. En attendant, Mme Ogata estime que les problèmes auxquels le HCR doit faire face sont de plus en plus complexes

En Irak, dit-elle, il a fallu aider la population kurde à l'intérieur de son pays contre son propre gouvernement ; en Afrique du Sud, organiser le rapatriement d'exilés politiques ; dans l'ex-Yougoslavie, il faudra réinstaller les personnes déplacées dans des zones protégées par l'ONU. Ce qui inquiète enfin Mme Ogata, c'est *«la désintégration d'Etats par les guerres intestines ou la violence, et la désagrégation des structures fondamentales des relations internationales entre pays»*, qui risquent de générer encore de nouveaux réfugiés.

PATRICE DE BEER



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Valeo : Résultats 1991

Le Conseil d'Administration de Valeo réuni le 17 mars 1992 a arrêté les comptes du Groupe pour l'exercice 1991 qui seront soumis à l'approbation de la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires.

Les principaux chiffres consolidés se résument ainsi :

En millions de francs	1991	1990	Variation 91/90
Chiffre d'affaires	19 870	20 186	– 1,6 %
Résultat courant	878	676	+ 30 %
Résultat net avant cessions d'activités	600	457	+ 31 %
Activités cédées	–	193	
Résultat net du Groupe	600 (3,0 % C.A.)	650 (3,2 % C.A.)	– 8 %
Résultat net (hors minoritaires)	545	603	– 10 %
Actif net	7 020	6 434	+ 9 %
Endettement net	2 950	3 470	– 15 %

La baisse de 1,6 % du **chiffre d'affaires** traduit une évolution contrastée sur l'ensemble de l'exercice 1991 : une chute de 6,1 % au premier semestre, suivie d'une progression de 3,9 % au deuxième semestre. Sur l'année, les ventes Valeo de première monte ont baissé de 3,5 % dans un marché automobile dont la production s'est réduite de 4 % en Europe de l'Ouest et de 7 % en Amérique du Nord. Sur les marchés de la rechange, comptant en 1991 pour un tiers de l'activité de Valeo, le chiffre d'affaires du Groupe a progressé de 2,5 %.

Valeo a amélioré de 30 % son **résultat courant**, grâce à un effort continu de réduction de ses coûts de production et de ses frais généraux, ainsi qu'à la baisse de ses charges financières. Dans le même temps, l'effort de recherche et de développement a été accentué, pour être porté à hauteur de 4,4 % du chiffre d'affaires.

Le résultat net du Groupe, après impôts et charges de restructuration, et sans le produit exceptionnel des activités cédées en 1990, s'élève à 600 millions de francs, soit 3 % du chiffre d'affaires. Après intérêts minoritaires, le résultat net atteint 545 millions de francs, contre 603 millions en 1990, ce qui correspond à 44,2 francs par action, contre 49,3 francs en 1990.

L'endettement net, qui était de 4,3 milliards de francs à fin 1989, et de 3,5 milliards à fin 1990, a été ramené à 2,95 milliards de francs à fin 1991. L'actif net a pour sa part progressé de 9 %, pour dépasser 7 milliards de francs. Le ratio d'endettement net sur actif net s'établit ainsi à 0,42 à fin 1991, contre 0,54 à fin 1990 et 0,70 à fin 1989.

Le dividende qui sera proposé à l'Assemblée Générale des Actionnaires, convoquée pour le 16 juin 1992, s'élève à 6 francs par action, soit 9 francs avoir fiscal compris, au même niveau que celui de l'exercice 1990. Comme l'an dernier, les actionnaires auront la possibilité d'opter pour le paiement du dividende en actions, à un niveau de cours qui sera fixé le jour de l'Assemblée. On peut remarquer à cet égard que le cours du titre Valeo a évolué en 1991 de manière très positive, en progressant de 64 % entre le 1er janvier et le 31 décembre ; cette tendance s'est prolongée sur les premiers mois du nouvel exercice.

En ce début d'année 1992, dans une conjoncture automobile qui reste faible, Valeo poursuit les trois objectifs qu'il s'est fixés : croissance de son chiffre d'affaires, réduction de ses coûts de production, et diminution de son endettement.



L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE

ENQUÊTE

L'Algérie de la deuxième mémoire

V. – *La nostalgie et la pudeur*

La guerre d'Algérie est une période de l'histoire française que les historiens commencent seulement à apprécier avec quelque sérénité. Elle a laissé des traces plus ou moins avouées chez les jeunes responsables politiques et militaires et reste un héritage que les beurs sont un jour ou l'autre obligés d'assumer (*le Monde* des 17, 18, 19 et 20 mars).

par Agathe Logeart

Il sait que ses parents sont partis après une guerre. Parce qu'ils n'avaient *«pas le choix»*. Et parce que, s'ils étaient restés, *«ça aurait été pire que la guerre»*. Il sait que, dans une époque lointaine, ils ont habité *«un beau pays, où ça a commencé à ne plus aller quand les Arabes sont arrivés»*. Arrivés d'où? *«D'Afrique, peut-être. Et puis ils se sont multipliés, et ils ont fait comprendre aux Français qu'il ne fallait pas qu'ils restent.»* Gilles, qui est élève de seconde, section économique, peine comme s'il passait le grand oral de l'ENA. De toute façon, la guerre d'Algérie sera au programme de terminale; on a le temps de voir venir.

Toute en tendresse, Marlène, la mère de Gilles, soupire : *«Tous nos enfants sont pareils, ça ne les intéresse pas. Et ça nous fait un peu mal, bien sûr...»* Et pourtant, ici, à Montpellier, comment échapper aux souvenirs, à leurs bonheurs et à leurs douleurs mêlés? Marlène avait dix-huit ans, quand elle a quitté Hussein-Dey dans la banlieue d'Alger pour la France, en 1962.

Elle en a emporté sur sa peau le grain des plages algéroises, et les réminiscences de la peur et des bombes. De *«là-bas»*, ses parents n'ont pu récupérer, après l'indépendance, que le frigo, la machine à laver, la cuisinière et le linge, débarqués dans un conteneur de bois. Celui qui allait devenir son mari – il avait dix-neuf ans – dut sans doute à sa jeunesse de n'être condamné, pour ses agissements au sein de l'OAS, qu'à quelques mois de prison avec sursis. Il avait fallu tout recommencer à zéro, puisqu'ils étaient venus *«avec une main devant et une main derrière»*, c'est-à-dire avec rien, et un trop-plein d'écœurement. Elle avait dû retrousser ses manches et se mettre à la cueillette des pommes, dans les champs du Midi, avant de retrouver un emploi, puis une maison.

Rien que de très banal, moins terrible peut-être que pour d'autres. Mais de cette saga familiale, elle qui milite pour la cause des rapatriés, qui vit dans cette cité du Mas Drevon construite tout exprès au début des années 60 pour les «Français d'Algérie» quand ils ont débarqué par dizaines de milliers dans la région, et qui reste une cité essentiellement pied-noir, qu'a-t-elle transmis à la «deuxième génération»?

Garder son histoire pour soi

Son fils aîné, Christophe, dix-neuf ans, qui va passer son bac, reconnaît que toutes ces histoires, il ne *«connaît pas trop»*. *«Ma vie à moi, c'est en France, à Montpellier. L'ambiance pied-noir, l'accent, le côté démonstratif, comme dans les films»*, il n'aime *«pas trop»*. Et lui, en histoire, ce qui lui plaît, c'est plutôt la guerre de 40.

Pudeurs réciproques, peur de raviver des douleurs tues avec peine, peur de questionner, peur d'avoir à répondre? A Montpellier, la «maison des Rap» (pour rapatriés) est à la lisière de la cité du Mas Drevon. Par dizaines, des associations de harkis, de Français d'Algérie, s'y réunissent, pour tenter d'aider les plus démunis, revendiquer toujours ces indemnisations si chichement consenties, se souvenir, se parler. On y fait des fêtes, on y organise des croisières du souvenir vers Malaga, Gibraltar et Cadix, avec, en vedette incontournable, Robert Castel. Michel N. a accepté, à contre-cœur, de nous y rencontrer : *«Les journalistes devraient attendre qu'on crève tous pour parler de l'Algérie.»* A cinquante-quatre ans, il est catégorique, et c'est presque avec violence qu'il dit : *«Il vaut mieux garder l'histoire pour soi. Mes quatre filles, de moi, ne sauront jamais rien.»*

Fils de réfugié politique espagnol, il a subi les conséquences de la guerre d'Espagne, de celle de 40, puis l'Algérie. *«C'est plus que ma dose.»* Engagé à dix-huit ans pour cinq ans dans l'armée française, il a rempilé à sa manière, en passant trois ans dans la clandestinité aux côtés de l'OAS. Son pays, il ne pouvait se résoudre à l'abandonner, à le trahir, et n'a fini par le quitter que lorsqu'il n'a plus vu d'autre solution. Lui, l'homme de gauche, socialiste dans l'âme, jauréssiste par tradition familiale, se retrouva condamné à dix ans de réclusion. *«Vous savez ce que c'est l'atteinte à la sûreté de l'Etat, la prison avec les truands, la privation de droits civiques?»* Il crie presque avant que sa voix ne chavire. Il essuie du poing les larmes qu'il n'arrive pas à retenir, cache sa tête dans ses mains. *«On nous a trahis, et en plus on nous a traités de fachos. Je n'ai pas raconté aux enfants parce que ça faisait trop mal.»*

Roland Dhessy, cinquante-cinq ans, qui est secrétaire général adjoint du RECOURS France (l'une des plus importantes associations de rapatriés), a peut-être la clef de ces silences, de ces pannes de transmission, et il la laisse filer, l'air de rien, entre deux phrases : *«Peut-être, au fond, est-ce parce que, finalement, c'est un peu honteux, pour nous, d'être partis de là-bas...»* Ils finissent par parler, les anciens, laborieusement parfois. Contenant difficilement la colère, l'émotion qui les prend par surprise. Et ils s'étonnent eux-mêmes de revivre aussi intensément devant l'inconnu ce qu'ils ont préféré taire à leurs enfants.

Ils font des choix dans leur mémoire, des tris pas toujours très conscients, et c'est de préférence l'Algérie heureuse que l'on tente de perpétuer. La fille de Roland Dhessy, Pascale, vingt-quatre ans, n'a qu'à fermer les yeux et penser à sa grand-mère pour s'enivrer d'odeurs de jasmin et de melon. Elle a dans la tête des récits d'une Algérie fraternelle, où colons et Arabes vivaient en harmonie. Le reste, la politique, elle préfère ne pas en parler, pour ne pas blesser. *«Si on parle avec les parents, il faut adhérer à leur point de vue. Ils sont tellement impliqués... Et ils ne peuvent comprendre qu'on puisse avoir des points de vue différents.»*

Retrouver des racines

Des idées farfelues viennent parfois à ceux de la deuxième génération qui ne peuvent se résoudre à voir mourir leur culture. A Issy-les-Moulineaux, un proviseur de lycée, Gérard Garcia, dans son appartement transformé en musée algérianiste, tente de rédiger un dictionnaire de pataouète, la «langue» pied-noir, qu'il ne veut pas voir mourir. Dans le Midi, le mouvement Pied-noir deuxième génération propose sérieusement de créer dans le Sahara une mer intérieure en reliant les chotts algéro-tunisiens à la Méditerranée par un canal jusqu'à Gabès, ce qui permettrait *«à des millions d'êtres humains»* de s'y fixer...

Plus sérieusement, certains, pourtant, au-delà d'une Algérie française mythique et de l'épopée tragique de l'exode, cherchent à savoir d'où ils viennent. Cela les prend souvent vers la trentaine, quand ils voient les anciens peu à peu mourir, et commencent à donner la vie à leur tour. Et ce qu'ils cherchent, moins sans doute que de faire revivre les déchirements, les incompréhensions, les images parfois terribles des souffrances endurées, les haines encore vivaces, ce sont des racines.

Ce fut la démarche de Danielle Michel-Chich, qui publia en 1990 *Déracinés*, un livre d'entretiens avec des rapatriés (1). *«Je suis d'Alger»*, dit-elle, utilisant le présent, comme tous les enfants de pieds-noirs que nous avons rencontrés. Née en 1951, dans une famille juive, elle a entrepris d'aller *«écouter l'histoire des autres en découvrant la sienne»*. Elle s'y est sentie poussée lorsqu'elle a compris que son mari, originaire du Pas-de-Calais, avait des racines à offrir à leurs quatre enfants, et qu'elle avait les mains vides. Lorsqu'elle s'est sentie exaspérée d'entendre une amie dire : *«Cette lampe vient de chez ma grand-mère»*, alors que sa grand-mère à elle avait tout laissé de l'autre côté de la Méditerranée. Elle a voulu aller chercher au-delà de l'Algérie exotique *«où on allait tout le temps à la mer»*, et comprendre pourquoi ses grands-parents parlaient toujours de la beauté, et jamais de la douleur.

L'hiver de l'abbé Pierre

Et pourtant, bien qu'elle renâcle à en parler, cette douleur, elle aussi, toute petite fille, elle l'avait connue : dans l'attentat du Milk Bar, le 30 septembre 1956, Danielle Michel-Chich a été grièvement blessée. On a dû, alors qu'elle avait cinq ans, l'amputer d'une jambe. L'une de ses grand-mères est morte des suites de l'attentat. Sans violence, sans esprit de revanche, la jeune femme a fait le voyage à l'envers. *«J'avais minimisé la souffrance de l'arrivée. J'ignorais tout des cités de transit. J'ai mesuré à quel point l'intégration mentale ne s'était pas faite. La moitié des entretiens se sont faits avec des paquets de Kleenex sur la table.»* Et puis il y a ce sentiment enfoui, difficilement admis, que Danielle Michel-Chich appelle *«le syndrome du déraciné»*, et qui s'est longtemps accompagné de l'hostilité des Français de métropole.

Jean-Jacques Courtine, quarante-cinq ans, professeur d'université aux Etats-Unis, est issu d'une famille de pieds-noirs installée en Algérie depuis le milieu du siècle dernier. Son grand-père, magistrat, y avait été exilé par Napoléon III. Du côté d'Oran, on lui avait affecté un lot de terre : le numéro 31. Quand il allait aux champs, par plaisanterie, il disait : *«Je me mets sur mon trente et un!»* Petit à petit, la famille avait retrouvé des postes dans la fonction publique. Son père avait été chef de cabinet d'un gouverneur général d'Algérie. La famille vivait à El Biar, un quartier résidentiel «européen», dans les hauts d'Alger. Partisan d'une transition douce, il avait vite senti que les choses *«allaient mal tourner»*. Un jour de 1956, c'est un taxi qui est venu chercher la famille. La mère avait serré ses petits garçons dans ses bras et leur avait dit en quittant Alger : *«Regardez-bien. Vous ne verrez plus jamais ça.»* Pour Jean-Jacques Courtine, tout son *«mal à être en France, professionnel, personnel»*, vient de là. *«Il y a toujours eu chez les Français quelque chose qui m'est étranger.»* Et puis il y eut l'arrivée en France, *«l'hiver de l'abbé Pierre, où il faisait si froid. On a eu un arbre de Noël en papier, dans une chambre d'hôtel. Et dehors, les fontaines étaient gelées.»* Ce n'est pas de la tragédie. Ce sont des souvenirs d'enfant déplacé, qui commence petit à petit à comprendre qu'il est *«d'ailleurs»*, et le sera toujours un peu. La propriété de la famille avait pu être vendue. Un an après, ceux qui l'avaient rachetée ont été retrouvés égorgés.

Un jour, à trente ans, jeune professeur, il est retourné enseigner quelques semaines en Algérie. *«C'était un retour sur les lieux du rêve. C'est comme l'inquiétante étrangeté de Freud. L'impression de connaître parfaitement quelque chose qu'on ignore; ou d'ignorer quelque chose que l'on connaît parfaitement. Pour les pieds-noirs, l'Algérie, ce n'est pas un pays, c'est une construction imaginaire. Un régal pour les psychanalystes.»*

A la fin de sa vie, le père de Jean-Jacques Courtine a pris un grand cahier. Il y a écrit l'histoire de sa vie, y a collé les photos de son Algérie. Pour son petit-fils, Thomas, pour tenter de lui donner, avant de mourir, sa part de racines.

(1) *Déracinés. Les pieds-noirs aujourd'hui.* Editions Plume. 1990. 98 F.

Demain :

Un entretien avec M. Michel Rocard

De la honte à la rage

Trente ans ont passé, mais l'oppressante conviction n'a fait que s'amplifier : *«On a voulu nous cacher, nous étouffer.»* Hocine a vingt-six ans, un diplôme d'une grande école de commerce en poche et a fondé un cabinet d'ingénierie. Mais le fringant jeune homme dans son élégant costume-cravate refuse d'oublier le fils de harki.

Dans la honte de l'après-62, sa famille fut parquée à Rivesaltes, puis déplacée dans un «hameau forestier» de Lozère où il est né, avant de connaître le régime militaro-carcéral du camp de Bias (Lot-et-Garonne). Hocine appartient à cette génération qui veut en finir avec l'occultation totale de ces trente années d'histoire. L'été dernier, le mouvement de révolte des fils de harkis a achevé de le convaincre qu'une reconstitution fidèle de cette mémoire-là devait nécessairement accompagner la satisfaction des revendications matérielles de ceux qui se définissent eux-mêmes comme des «oubliés de l'histoire». Le voilà donc qui, entre deux rendez-vous d'affaires, reconstitue l'itinéraire de ses parents à travers des bribes de conversation, des confidences maternelles, et de lourds silences.

«Mes parents vivaient dans une campagne isolée, en pleine montagne. Mon père avait vingt-cinq ans et déjà une famille à nourrir lorsqu'il a dû faire son service militaire. La nuit, le FLN recrutait; le jour, c'était l'armée française. La mort était partout. En choisissant la France, il a dû penser qu'il aurait plus de chances de sauver sa famille. A mon avis, il n'a pas eu à choisir. Il n'entre jamais dans les détails quand il aborde ce sujet, car il a dû souffrir. D'ailleurs, il porte encore des traces sur le corps.» Hocine marque un temps. *«Si c'était à refaire, mon père s'engagerait de l'autre côté. Depuis cette époque, il n'a cessé d'accumuler les désillusions. Il a tiré la conclusion que le musulman était une cible quoi qu'il fasse.»*

«Un monde de terreur»

Les termes dans lesquels il rapporte le récit fait par sa mère du rapatriement de l'été 62 sont brutaux dans leur sécheresse.

«Ils se terraient tous. Le camion bâché de l'armée française est passé. Ma mère est montée avec ses cinq enfants. Elle n'a pas eu le temps de dire au-revoir à quiconque. Elle n'avait pas de valise. Mon père les a rejoints plus tard. Il n'avait que sa chemise. Ils se sont entassés sur le pont d'un bateau. Là-bas, ils possédaient une maison et un petit domaine où ils cultivaient céréales, légumes et melons. Mais mes parents n'ont jamais revu l'Algérie, même pour l'enterrement de leurs propres parents.»

De la France, ils connaissent d'abord les tentes humides installées dans un village du Massif Central où la bronchite fait des ravages chez les paysans habitués à l'aridité de l'Atlas. Puis la famille passe par les camps de Rivesaltes, de Lozère et, enfin, de Bias (Lot-et-Garonne) où Hocine passe une partie de son enfance, qu'il évoque avec hargne. *«Deux mille familles vivaient entassées dans des baraques crasseuses de l'armée sous l'autorité d'un chef de camp nommé par le préfet. Tous les matins, il fallait saluer le drapeau tricolore. Le couvre-feu était imposé à dix heures du soir. Un grillage de trois mètres de haut nous isolait du monde extérieur. La guerre continuait.»*

«Là-bas, ils revivront»

Hocine s'étrangle de rage en évoquant *«un monde de terreur»* et *«la répression quotidienne par une administration constituée essentiellement de Pieds-Noirs, qui régentait tous les aspects de notre vie»*. *«Ils décidaient de tout pour nous, au point que l'autorité du chef du camp remplaçait celle de nos pères. L'administration attribuait un tour de douche hebdomadaire à chaque famille. Elle interdisait à nos mères de porter le foulard. Elle distribuait des tranquillisants aux nombreux vieux qui perdaient les pédales. Elle ouvrait notre courrier, gérait la boulangerie et l'épicerie du camp, nous faisait accompagner chez le médecin à l'extérieur, nous interdisait de fréquenter l'école du village voisin. De la maternelle au CM2, nous étions scolarisés à l'intérieur du camp, par des instituteurs spéciaux, très durs, qui pratiquaient un emploi du temps bien particulier : classe le matin, bricolage et sport l'après-midi.»*

Deux images de l'école de Bias se détachent du cauchemar, deux images d'humiliation : le retour à la maison la tête en sang après une raclée appuyée, pour cause de bavardage, et le souvenir d'avoir été *«pendu à un porte-manteau, en CE 1.»* Cela se passait au début des années 70...

De ce désastre, bien peu d'enfants de harkis sont sortis indemnes. *«La plupart de mes copains de Bias ont sombré soit dans la drogue, soit dans la délinquance*, constate Hocine aujourd'hui. *S'ils ne sont pas morts de surdose, ils sont maquereaux ou pourrissent en prison.»* Hocine, ses frères et sœurs, doivent à leur mère d'avoir échappé au sort commun. *«Sa lucidité a été exemplaire. Elle était terrorisée par la camionnette de la police qui venait chercher les enfants pour la maison de correction. Quand le J7 rôdait, elle nous ordonnait en hurlant de nous cacher sous les lits. Elle avait remarqué que les enfants des fonctionnaires du camp ne fréquentaient pas la même école que nous. Notre mère a vite compris que notre salut se trouvait au-delà des grilles. Elle a osé inscrire mes frères à l'école primaire de Villeneuve-sur-Lot.»* Ce choix clairvoyant d'une femme illettrée va précipiter le départ du camp de Bias. La famille, considérée comme *«irrécupérable»* par l'administration, saute le pas et acquiert une petite maison payée grâce au labeur de tous.

Hocine se retrouve *«le seul Maghrébin dans une classe de CM1»*. Il n'a jamais perdu de vue cet *«instituteur super»* qui a repéré les potentialités de cet élève quasi analphabète et a réussi, dit-il, [le] *«récupérer en y mettant le paquet»*. Si bien que le fils de harki échappé du camp a suivi une scolarité exemplaire, qui l'a conduit à un troisième cycle universitaire.

Mais sa *«success story»* personnelle n'a nullement éclipsé de la mémoire de Hocine les humiliations subies par des milliers de familles, comme la sienne. L'apaisement pourrait venir d'abord, selon lui, de la mise à plat des responsabilités de la France dans les massacres de harkis livrés par l'armée au FLN après l'indépendance, et dans l'enfermement des survivants dans les camps français, puis dans des ghettos.

Il est temps aussi, pour Hocine, de tisser des liens nouveaux avec l'Algérie, un pays qu'il vient de découvrir, à vingt-six ans. Il y a fait un pèlerinage dans la maison de sa famille, pris quelques contacts d'affaires, et surtout préparé le retour de ses parents. *«Ici, ils ont toujours vécu comme enfermés dans un aquarium*, regrette-t-il. *Là-bas, ils revivront.»*

Enfin, il rêve de l'émergence d'un lobby harki autonome *«aussi puissant que le Recours-France. Nous ne pouvons continuer d'être représentés par les pieds-noirs, laissant ainsi se perpétuer les rapports coloniaux*, lance-t-il. *L'inverse serait-il seulement imaginable?»*

Le jeune chef d'entreprise s'est senti solidaire des émeutiers de Narbonne et d'Amiens qui *«ont mis les pouvoirs publics face à leurs responsabilités»*. Une solidarité scellée par l'histoire et par l'apparence physique. L'étiquette «fils de harki» reste honteuse : *«Fils de collabo, c'est quand même difficile à porter*, rappelle Hocine. *J'ai beaucoup d'amis parmi les fils de combattants FLN. Nous avons la même tête et les mêmes difficultés. Mais je ne dévoile mes origines qu'à ceux qui peuvent comprendre.»* Pour réussir comme ingénieur commercial, Hocine a francisé son nom. Comme si, trente ans et beaucoup de succès après, il lui fallait encore et toujours se cacher.

PHILIPPE BERNARD

La nuit, ça me revient...

Le mas est au bout du chemin de terre, bordé de chênes verts. Les pêchers sont en fleurs, les vignes tirées au cordeau, faussement paisibles. Ce pourrait être une belle vieille ferme, avec ses trente-neuf hectares de terre riche. Mais c'est une ferme morte. Devant un bouquet de roses rouges tricotées, Edmond, soixante-quatre ans, n'est qu'une plaie. Il survit grâce au RMI et à la retraite de sa femme, 3 400 francs par trimestre. Son exploitation agricole vient d'être mise en liquidation judiciaire. Il lui faudrait 1 million de francs pour s'en sortir. Il a prévenu tout le monde : *«On m'a mis la mitraillette sur le ventre pour me faire quitter l'Algérie. Je ne sortirai d'ici que les armes à la main.»*

Il dort avec un revolver sous son drap. Une balle déjà a été tirée dans la fenêtre de sa chambre. Cet homme n'en peut plus. C'est en parlant de ses enfants qu'il craque. Ses petits qui avaient dix, sept et trois ans en 1962, quand il a été obligé de *«se sauver»*. En 1962, la famille avait échoué dans le Tarn-et-Garonne. A un moment, ils dormaient à quatorze dans une pièce d'un vieux château, au loyer démesuré. *«La nuit, on cherchait à la lampe électrique les puces qui grouillaient sur le plancher.»* Il travaillait dans les champs pour 1,30 F de l'heure. *«Il fallait vivre.»*

Et puis un jour, les enfants sont tombés malades. Et lui, Edmond, *«qui a toujours travaillé toute sa vie comme un âne»*, n'avait pas d'argent, ni pour le médecin ni pour les médicaments. Ce sont deux dames *«bien»* qui lui ont *«donné ce qu'il fallait»*. La honte d'Edmond, de ne pas avoir pu faire face, lui brouille les yeux.

«La nuit, ça me revient. Je rêve que je suis reparti là-bas, et que je suis pris.» De l'Algérie, avec les enfants, Edmond parle le moins possible. Jamais on ne regarde les photos. *«Ils savent que ça fait trop mal.»*

Et il faudrait tout recommencer, encore?

Ag. L.

□ **Rectificatif.** – M. François Mitterrand était ministre de l'intérieur du gouvernement Mendès France et responsable à ce titre des départements français d'Algérie lorsqu'a éclaté la rébellion du 1er novembre 1954, et non ministre de la justice comme nous l'avons indiqué par erreur dans *le Monde* daté 15-16 mars (page 2). M. Mitterrand est devenu ministre d'Etat, garde des sceaux, dans le gouvernement Guy Mollet de février 1956.

La préparation des élections régionales

PERSONNALITÉS EN CAMPAGNE

L'ascension de Frédérique Bredin

Deuxième sur la liste de Laurent Fabius, le ministre de la jeunesse et des sports fait partie de ces nouveaux venus que le premier secrétaire du PS a imposés sur la scène normande

FÉCAMP

de notre envoyé spécial

C'est jour de marché dans la cité portuaire du pays de Caux. Entre les étals des commerçants, un groupe de militants du PS distribuent des tracts. Jean-Paul, Christine, Jean-Claude et quelques autres tendent leurs feuilles ornées d'un gros titre «Energie Normandie» et d'un discret poing à la rose. *«Voter Energie Normandie aux élections régionales, c'est voter pour Fécamp»*, expliquent-ils, en surveillant du regard une petite femme qui serre des mains.

Mme le Maire est en campagne, Mme le Ministre de la jeunesse et des sports sourit aux passants. Frédérique Bredin profite de l'intermède dans ses fonctions officielles pour acheter 200 grammes de crevettes. Depuis son élection comme député de cette circonscription de la Seine-Maritime, en 1988, l'ancienne élève de l'ENA a découvert les joies et les contraintes du «travail de terrain». Une présence constante lui a permis, l'année suivante, de renforcer son implantation en enlevant la mairie de Fécamp à son adversaire UDF des législatives, M. Jean-Pierre Deneuve.

Cette ascension politique rapide, Frédérique Bredin l'explique par sa jeunesse. *«Les électeurs ne faisaient plus confiance au personnel en place. Dans ces terres lointaines du pays de Caux, ils voulaient, eux aussi, participer au changement, et, surtout, les femmes ont joué un rôle important dans ma victoire.»* L'ancienne chargée de mission auprès de François Mitterrand oublie de signaler qu'une triangulaire a favorisé son élection, mais elle n'omet pas de rappeler le soutien que lui a apporté, pendant toute sa campagne, Laurent Fabius.

Derrière le premier secrétaire du PS, elle s'active pour tenter de *«sortir la région Haute-Normandie de son immobilisme»*. Elle fait partie, avec François Zimeray, maire du Petit-Quevilly, Christian Bècle, maire de Canteleu, et quelques autres, des «Fabius boys», ces nouveaux venus sur la scène normande que le premier secrétaire a réussi à imposer aux vieux militants.

«Une présence constante»

Maître de la fédération socialiste, habile à tisser des réseaux influents, Laurent Fabius a fait de la Seine-Maritime son jardin privé. Vainqueur de Jean Lecanuet, grâce à la stratégie de contournement qui lui a permis de devenir président du SIVOM de l'agglomération rouennaise sans affronter le maire de la ville, l'ancien premier ministre compte bien pousser son avantage. Dans un département qui, sur douze députés, a envoyé dix socialistes et un communiste à l'Assemblée nationale en 1988, il entend résister à toutes les Cassandre qui parlent d'un recul du PS.

«Je suis une personnalité qui compte dans la région», aime-t-il répéter en évoquant *«le travail mené depuis quatorze ans»*. Pas d'affichage, pas de campagne spectaculaire, mais, selon son expression, *«une présence constante»* et surtout de nombreux relais qui, de mairies en salles de fêtes, vont répétant que *«Laurent Fabius souhaite présider la région avec une équipe nouvelle»*. Équipe qui pourrait remplacer celle de Roger Fossé (RPR), président sortant, poussé à la retraite par ses amis à l'âge de soixante-douze ans.

La chance de Laurent Fabius réside peut-être dans ce changement au sein de la majorité régionale. Changement voulu par tous les responsables de la droite pour essayer de dynamiser une région endormie dans son confort et ses angoisses et souhaité du bout des lèvres par Jean Lecanuet, pas très désireux de voir arriver un autre homme fort dans son fief départemental. Pour respecter la règle établie entre l'UDF et le RPR, le postulant au siège de président de la région ne pouvait être qu'un RPR. Le choix s'est donc porté sur le seul député d'opposition en Seine-Maritime, Antoine Rufenacht, ancien secrétaire d'Etat et conseiller général du Havre.

Mais l'élu d'un port rival peut-il séduire les rouennais? La question fait sourire Laurent Fabius, qui affirme que *«la droite classique ne fera pas un bon score»*. La présence d'une liste divers droite constituée par Jean-Pierre Deneuve, le prédécesseur de Frédérique Bredin à la mairie de Fécamp, et même d'une liste de socioprofessionnels, très critiques envers la politique menée par la région dans le domaine de l'emploi, ne peut que lui donner de nouveaux espoirs. *«Non à l'alliance droite-extrême droite»*, martèle Laurent Fabius, qui ne se prive pas de rappeler que Roger Fossé avait eu besoin de l'apport des trois élus du Front national pour faire voter son premier budget. Comme en écho, le responsable de ce parti annonce qu'il ne veut plus *«jouer les harkis sans un accord écrit»*.

Laurent Fabius peut rassurer sa jeune élève Frédérique Bredin, l'avenir est prometteur pour *«une équipe nouvelle, dynamique, animée par un esprit de rassemblement»*. Equipe qui serait, par exemple, prête à tendre la main à des écologistes, divisés ici comme ailleurs, mais dont certains sont d'anciens élus du PS.

SERGE BOLLOCH

«Génération Ecologie trompe les électeurs»

affirment les Verts

Les Verts ont vigoureusement critiqué, jeudi 19 mars, lors d'une ultime conférence de presse, le bilan du ministre de l'environnement, en estimant que celui-ci *«colmate les fissures, sans s'attaquer à ce qui, dans les fondations, cause ces fissures»*. Dans une note de vingt pages qui s'emploie à répondre précisément au bilan dressé, en début d'année, par le ministère sous le titre «1 229 jours pour l'environnement», ils affirment notamment : *«Ne pas gêner les lobbies, se faire financer par les entreprises et mettre tous les moyens du ministère au service de sa communication, voilà la puissance de Brice Lalonde. (...) En faisant semblant de réussir là où il a échoué, Brice Lalonde cache l'échec des socialistes dans ce domaine.»*

Mme Andrée Buchmann, porte-parole nationale des Verts et tête de liste dans le Bas-Rhin, a affirmé que 55 % des listes présentées par M. Lalonde seraient conduites par d'anciens militants du PS, du MRG, du PC, du centre ou du RPR. *«Génération Ecologie trompe les électeurs*, a-t-elle ajouté. *Une fois élus, ces candidats vont retrouver leur famille politique d'origine. C'est pourquoi il n'y a pas, contrairement à ce que l'on dit souvent, désunion des écologistes, mais une opération de diversion.»*

Le président de Génération Ecologie a répondu, quelques heures plus tard, à ces accusations, en précisant qu'il était *«plutôt favorable à la constitution de groupes écologistes dans les conseils régionaux»*, incluant donc des élus Verts et des représentants de Génération Ecologie. *«Nous ne souhaitons pas participer à des exécutifs régionaux auxquels les communistes seraient associés»*, a ajouté M. Lalonde.

Des candidats franciliens prennent position sur l'urbanisme parisien

En réponse aux questions qui leur ont été posées par le Comité de liaison des associations de quartier (CLAQ), groupant une soixantaine de comités, certaines des formations politiques briguant les suffrages des électeurs franciliens ont pris position sur *la politique d'aménagement* de l'agglomération parisienne. Les responsables du Front national, de Génération Ecologie et de Lutte ouvrière sont restés muets. Au nom de la liste d'Union régionale pour l'Ile-de-France (RPR et *UDF*), M. Alain Juppé a choisi l'esquive, en envoyant au CLAQ quelques documents et une missive courtoise précisant qu'il répondrait... une fois les élections passées.

Le PC, les Verts, le PS et le CNI (Centre national des indépendants) s'accordent sur la démocratisation des procédures d'urbanisme souhaitée par les associations. Ils reconnaissent qu'il faut mettre fin aux incessantes modifications des plans d'occupation des sols que la décentralisation a laissées à la discrétion des conseils municipaux, ceux-ci en décidant par un vote à la majorité simple.

Les candidats se déclarent tous favorables à une meilleure participation des habitants à l'élaboration des projets d'aménagement touchant leurs quartiers par la création soit de commissions extra-municipales, soit, pour les Verts, d'ateliers d'urbanisme d'arrondissement. Ils sont également d'accord avec l'idée que toute opération d'aménagement devrait être précédée d'une étude de son impact sur la population. Le consensus se fait encore sur la nécessité d'ouvrir dans le tissu urbain des espaces verts de proximité. Sur les déplacements en ville, les quatre formations qui ont répondu acceptent que la priorité soit désormais accordée aux transports en commun, aux cyclistes et aux piétons. Le PS et les Verts se prononcent même pour la suppression des axes rouges récemment créés par M. Chirac.

M. A.-R.

La Réunion : le PCR change de démarche

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION

de notre correspondant

Treize élus en 1986, dix conseillers régionaux sortants : le Parti communiste réunionnais (PCR) a traversé non sans difficulté les six années de mandature du conseil régional. Si, il y a six ans, la formation dirigée par M. Paul Vergès avait voulu avant tout compter ses voix, cette fois-ci sa démarche est autre. Le secrétaire général du PCR a constitué une plate-forme suffisamment large pour que chacun puisse s'y reconnaître, suffisamment floue aussi pour masquer le recul du parti dans certaines communes de l'île comme Saint-Benoît et surtout Sainte-Rose et Saint-Leu, deux municipalités perdues en 1989.

Pour ses détracteurs, M. Vergès a réalisé une fausse ouverture dans la mesure où les personnes non communistes présentes sur la liste aux élections régionales étaient déjà aux côtés du PCR, comme M. Camille Gérard, adjoint au maire de Saint-Pierre, M. Elie Hoarau, ou encore M. Christophe Kichenin (ex-RPR), qui a rejoint M. Vergès en 1989 pour les élections municipales à Saint-Paul. Le secrétaire général du PCR renvoie ses adversaires à leurs propres contradictions : *«Le rassemblement est une des conditions du développement de la Réunion*, dit-il. *Beaucoup en parlent, nous l'avons réalisé.»* Selon M. Vergès, seul *«un examen d'ensemble des problèmes réunionnais, sans tabous»*, permettra de dégager des solutions tenant compte du contexte local et régional.

A. D.

Le renouvellement des conseils généraux

Vaucluse : la fin d'une époque

Elu président en 1970, M. Jean Garcin (PS) est pour la première fois sérieusement menacé

AVIGNON

de notre envoyée spéciale

Quarante-sept ans de mandat de conseiller général, dont vingt-deux à la présidence, ont de quoi forger quelques certitudes. M. Jean Garcin est élu sans interruption depuis le 30 septembre 1945, et il ne voit pas du tout pourquoi cela changerait. Pourtant, dans les couloirs du conseil général du Vaucluse, on murmure que, pour la première fois, le «président» serait menacé. La nouvelle candidature du patron socialiste du département, annoncée par coquetterie dix minutes avant l'expiration du délai légal, serait-elle, selon le mot de l'un de ses adversaires, *«un combat de trop»*?

M. Garcin accueille la question avec un sourire vaguement agacé. Ainsi donc on soupçonnerait de traîtrise ou d'ingratitude ses électeurs du canton de L'Isle-sur-la-Sorgue? Tant de kilomètres de routes goudronnées, entretenues avec autant de soin qu'un chemin privé, tant de châteaux restaurés, de rangées de pommiers plantées, de bouquets de fleurs déposés sur les tombes, de subventions, de lettres de félicitations, de condoléances, de meilleurs vœux, l'auraient été en vain? M. Garcin ne peut pas l'imaginer. Pourquoi douterait-il aujourd'hui d'un système qui fonctionne merveilleusement depuis si longtemps?

Le système Garcin dans le Vaucluse, c'est d'abord l'aura de la Résistance *et du colonel Bayard, son nom* d'emprunt pendant la guerre, sous lequel il continue de signer les éditoriaux de ses journaux de campagne. C'est aussi, depuis cette époque, un réseau d'amitiés indéfectibles, tant auprès des vieux communistes que de certains gaullistes du canton. C'est encore un membre incontesté de la famille socialiste et une fidélité sans faille à M. François Mitterrand depuis qu'en 1971, au congrès d'Epinay, il a pris sa carte du PS. Sans aller toutefois jusqu'à commettre l'imprudence de s'inscrire dans un de ses courants ou d'en épouser les querelles : *«Mon seul courant, c'est la Sorgue»*, a t-il coutume de répondre aux curieux. Le président Garcin, c'est enfin, et surtout, le Vaucluse. Comme l'observe crûment un des conseillers généraux de sa majorité, M. Michel Maurin : *«Garcin, lorsqu'il pisse contre un arbre, l'arbre le reconnaît.»*

D'insidieuses fêlures

Dimanche 22 mars, ils seront pourtant six à venir lui disputer sur ses terres les suffrages des électeurs. *«Ils en ont le droit»*, observe placidement M. Garcin. La présence d'un candidat de Génération Ecologie, M. Robert Fidenti, adjoint au maire (PS) d'Avignon et conseiller au cabinet de M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, l'inquiète-t-elle? *«Il n'est pas du coin»*, lâche, souverain, le président. Celle, plus surprenante encore, de M. Christian Galy (majorité présidentielle), ancien président de la Fédération des œuvres laïques et directeur d'école à L'Isle-sur-la-Sorgue, le déçoit-elle? Un regard impérieux vous indique qu'il serait inconvenant d'attendre de sa part davantage de commentaires. Sa campagne? *«Je fais mon train-train auprès de ma clientèle habituelle.»*

Mais la sérénité affichée du président ne suffit pas à masquer les insidieuses fêlures apparues dans le système Garcin : un musée de la Résistance jugé trop dispendieux à Fontaine-de-Vaucluse, la fermeture annoncée de l'usine Peaudouce et le licenciement de cent quatre-vingts salariés aux portes mêmes de sa propriété familiale à Châteauneuf-de-Gadagne, un clientélisme qui lasse, un autocratisme qui irrite, un âge – soixante-quinze ans depuis le 11 janvier – qui n'en finit pas d'avancer, une époque qui se termine. Même ses fidèles en conviennent : on a beau être en Provence, la «passion du département» défendue par M. Garcin a du mal à résister aux nouveaux enjeux. *«En dépit du très bon bilan du conseil général*, observe M. Jean Gatel, député (PS) et conseiller général d'Orange, *les milieux socio-profesionnels rêvent de quelqu'un de plus moderne, de plus dynamique.»*

Ses adversaires en jouent, *moderato*. Surtout M. Germain Giraud, maire du Thor (divers droite), qui apparaît comme le principal challenger du conseiller général sortant. Agé de cinquante-trois ans, directeur de la minoterie qui porte son nom, M. Giraud a créé la surprise de cette campagne. Lui, l'ami du président, s'est soudainement découvert une ambition fort peu amicale et se verrait bien *«prendre le relais»*. Un peu pressé en besogne, il n'hésite pas à affirmer que *«Garcin, c'est fini, les gens n'en veulent plus»*.

La pêche aux écrevisses dans la Sorgue

Son discours de chef d'entreprise qui prend soin de préciser, en ces temps de rejet de la politique, qu'il *«ne s'en est jamais mêlé de près ou de loin, tout en s'y étant toujours intéressé»*, passe bien. D'autant que le cadet a retenu quelques utiles leçons de son aîné. Pourfendre le système Garcin ne le dispense pas de s'en approprier impunément les plus grosses ficelles : un curriculum vitae certifiant conforme l'appartenance au «pays», qui va même jusqu'à préciser que ses deux enfants ont effectué leurs études secondaires au *«lycée Mistral d'Avignon»* ou encore l'évocation nostalgique d'une *«enfance campagnarde heureuse dans le Vaucluse»*, du *«braconnage des oiseaux la nuit»* et de la *«pêche aux écrevisses dans la Sorgue»*.

La candidature de M. Giraud et la dissémination des voix à gauche ne suffiront peut-être pas à détrôner l'un des trois derniers conseillers généraux de France élus fidèlement depuis la Libération. Mais à le faire vaciller, sûrement. Si le respect qu'il continue d'imposer à ses électeurs lui garde, cette fois encore, son canton, il est en revanche plus probable que M. Garcin ne retrouvera pas son fauteuil de président du conseil général.

L'actuelle majorité de gauche (quatorze sièges contre dix à la droite) devrait sortir affaiblie du renouvellement de huit des cantons qu'elle détient. Mais dans le Vaucluse personne n'oublie que le second tour des élections cantonales dépendra pour beaucoup de l'équilibre politique issu des élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur. *En attendant*, sourd aux éclats de voix du lointain port marseillais, M. Jean Garcin ne voit toujours pas pourquoi on l'empêcherait de continuer tranquillement à soigner sa *«clientèle habituelle»*.

PASCALE ROBERT-DIARD

Après la demande d'un couple genevois

Le tribunal de grande instance de Paris refuse de faire saisir «VSD»

Le vice-président du tribunal de grande instance de Paris, M. Alain Lacabarats, a refusé d'ordonner la saisie de l'édition de *VSD* du 19 au 25 mars, demandée par M. Jean-Pierre Aubert, gérant de fortunes à Genève, et son épouse Brigitte. Dans un article intitulé *«Prison à crédit pour le banquier fana de Le Pen»*, l'hebdomadaire, faisant état de l'inculpation en Suisse de M. Aubert dans une affaire de narcodollars, donnait son adresse personnelle à Genève.

M. et Mme Aubert avaient saisi la justice en référé, expliquant que M. Aubert, actuellement en liberté provisoire, devait prendre des précautions pour sa sécurité, et que la révélation par *VSD* de l'adresse de son domicile *«constituait une atteinte intolérable à sa vie privée»* et à celle de son épouse. Il demandait la saisie de l'hebdomadaire sous astreinte de 1 000 francs par numéro et une condamnation de 10 000 francs.

Le tribunal de grande instance souligne que la saisie ou le retrait de la vente d'un journal constitue *«une mesure d'une exceptionnelle gravité, contraire au principe de la liberté d'expression»*. Tout en notant que *«les inculpations dont Jean-Pierre Aubert fait l'objet impliquent des personnages appartenant au milieu du grand banditisme et l'obligent à prendre des précautions considérables»*, il a rejeté la demande de M. et Mme Aubert, en stipulant qu'aucune pièce du dossier de M. Aubert ne fait état de *«menaces»* et que l'adresse privée du couple *«figure à l'annuaire téléphonique de Genève ainsi qu'à l'annuaire d'un organisme dénommé Cercle de la Renaissance, à Paris»*.

□ **Un mouvement pied-noir contre le Front national.** – Dans les Pyrénées-Orientales, le Mouvement pied-noir deuxième génération, association qui regroupe de jeunes pieds-noirs et des enfants de harkis, soutient une liste, «Espace Méditerranée», et présente également des candidats aux élections cantonales. M. Christian Schembre, président du mouvement, se fixe comme objectif d'enlever *«des milliers de voix au Front national»*.

□ ***GUYANE* : trêve électorale.** – Les socioprofessionnels guyanais de la production et des activités annexes, en grève depuis plus de dix jours, ont décidé d'*«arrêter leurs actions pendant un mois»*, a annoncé, jeudi 19 mars, le président de leur intersyndicale, M. David Donzenac. Cette trêve aura pour conséquence immédiate de permettre à la population guyanaise d'*«accomplir son devoir électoral»* les 22 et 29 mars. – *(Corresp.)*

CORRESPONDANCE
Une lettre de M. Henri Josseran

Nous avons reçu de M. Josseran, cofondateur du Cercle Alexis-de-Tocqueville, la lettre suivante en réponse à notre article du 5 février sur les réseaux du Front national.

S'il est vrai, et j'en suis fier, que je me suis engagé «très jeune» pour maintenir l'Algérie dans la République française, idéal auquel je restai alors fidèle, je n'ai jamais été membre du mouvement Occident. Je suis fier aussi d'avoir été l'un des premiers membres des comités pour la défense de la République que j'ai rejoints dès le 17 mai 1968. A cette époque-là, et aujourd'hui encore, j'ai cru et je crois toujours que les auteurs de la chienlit – les mêmes qu'aujourd'hui – abaissaient leur pays et l'Etat.

C'est dans cet esprit que j'ai soutenu le Raymond Barre du refus de la cohabitation en animant «les gaullistes pour Raymond Barre» et en participant au comité national de soutien à sa candidature. Lorsque j'ai créé le Cercle Alexis-de-Tocqueville, mes buts étaient simples : ils ont été résumés dans le discours d'accueil que j'ai prononcé – et non M. Anfrol – le 25 novembre 1991 et dont vous avez cité quelques passages tronqués. Vos collaborateurs auraient pris contact avec moi, je leur aurais fourni toutes les informations qu'ils auraient souhaitées. Ils ne l'ont pas fait. C'est regrettable.

POLITIQUE

La préparation des élections régionales

Les socialistes redoutent l'usage qui sera fait de leur défaite

Opposé à la proportionnelle, le PS n'est pas certain qu'elle ne lui soit pas imposée néanmoins par M. Mitterrand

Les socialistes ont depuis deux mois et demi un nouveau premier secrétaire. Le 18 mars, lors d'un meeting régional à Nanterre, dans les Hauts-de-Seine, M. Laurent Fabius a confié que, au terme de la campagne pour les élections régionales, il avait *« cru ressentir un climat assez nouveau »* au sein du PS. Il a cité la chanteuse Barbara : *« Quelque chose a changé, (...) c'est indéfinissable... »*

En empruntant ainsi quelques mots de *l'Homme à la rose*, chanson dédiée à M. François Mitterrand, le premier secrétaire suggérait que, avec son arrivée rue de Solferino, le président de la République était en quelque sorte, par procuration, rentré chez lui dans un PS qui, depuis 1988, faisait la sourde oreille à ses volontés.

Le député de la Seine-Maritime s'est toujours présenté comme le continuateur légitime de l'homme qui avait rassemblé les socialistes au congrès d'Epinay, en 1971, et les avait conduits à la victoire dix ans plus tard. A ses yeux, ceux qui avaient contrarié sa propre accession à la direction du PS, en 1988, puis au congrès de Rennes, en mars 1990, étaient entrés en dissidence par rapport au chef de l'Etat et avaient rompu le fil de l'histoire commune. Depuis la décision de M. Pierre Mauroy de se retirer, au début de janvier dernier, la parenthèse ouverte en mai 1988 serait sur le point de se refermer.

Cependant, les conditions dans lesquelles M. Fabius a été intronisé le 9 janvier par le comité directeur font que sa présence à la tête du PS est grevée d'une double hypothèque : d'une part, elle implique la reconnaissance du statut de M. Michel Rocard comme *« candidat virtuel »* du PS à la présidence de la République; d'autre part, elle procède de la convergence qui s'était dégagée entre les deux hommes pour refuser le rétablissement de la représentation proportionnelle intégrale aux élections législatives.

« Candidat virtuel », M. Rocard a été assuré par M. Fabius, à Nanterre, de son *« amitié fraternelle »*. Proche de l'ancien premier ministre, M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice et chef de file des socialistes aux élections régionales dans les Hauts-de-Seine, avait préventivement cité M. Mitterrand en saluant M. Rocard comme *« l'homme de tant de renouveaux »*, ce qui avait suscité des rires dans une assistance où les rocardiens étaient en force. Les mitterrandistes ont répondu un peu plus tard, par des applaudissements moins denses, mais appuyés, lorsque M. Rocard a rendu hommage, dans son discours, à l'action européenne du chef de l'Etat. Mais quand l'homme de la « deuxième gauche » a tiré l'une des leçons de l'expérience des socialistes au pouvoir, de façon lapidaire, en expliquant que les nationalisations s'étaient révélées être, économiquement, une *« fausse piste »*, il a fait naître sur le visage de M. Fabius un sourire... indéfinissable.

Est-ce le socialisme de M. Rocard qui s'impose aujourd'hui à un parti en quête d'un second souffle – l'ancien premier ministre ne manque pas une occasion de s'approprier le projet adopté par le congrès extraordinaire de décembre dernier, – ou bien ce débat-là est-il dépassé et l'avenir appartient-il à l'« écosocialisme », dont M. Fabius s'est fait le promoteur? Autrement dit, y a-t-il une vie pour les socialistes après la défaite qu'ils anticipent aux élections législatives de l'an prochain, ou bien devront-ils attendre une réincarnation plus tardive, après une alternance complète – présidentielle comprise – au profit de la droite? C'est entre ces deux hypothèses de long terme que se joue la paradoxale association de M. Rocard et de M. Fabius.



A court terme, elle repose sur leur commun refus, réaffirmé cette semaine encore, de la représentation proportionnelle départementale, pure et simple, pour l'élection de la future Assemblée nationale. L'un et l'autre sont d'accord pour envisager, conformément à la position officielle du PS, d'introduire un correctif proportionnel dans le mode de scrutin actuel, à condition que sa logique majoritaire soit respectée. Le premier secrétaire paraît douter sérieusement que ce soit possible, tandis que les rocardiens avancent une formule mixte à géométrie variable (*le Monde* daté 15-16 mars), ne serait-ce que pour faire preuve de bonne volonté aux yeux des écologistes. Ils craignent, cependant, que le président de la République ne mette tout le monde d'accord.

Chacun dans sa région

A entendre certains d'entre eux, en effet, M. Mitterrand pourrait décider de maintenir Mme Edith Cresson et son gouvernement en place pour la durée de la session parlementaire de printemps, occupée par la ratification des accords européens de Maastricht et, peut-être, par un projet de loi électorale rétablissant le scrutin de liste départemental de 1986. Mis en demeure de laisser passer cette réforme ou de censurer le gouvernement, alors que le PS serait sorti en piètre état des élections régionales, que pourraient faire les députés socialistes, y compris les rocardiens, sinon s'incliner? Et M. Fabius, à qui il arrive pourtant de dire, en privé, qu'après les affaires de fausses factures et celle de la transfusion sanguine, le retour de la proportionnelle achèverait de discréditer la gauche, pourrait-il, lui, se dresser contre le président de la République?

Suspendues à un « après 29 mars », qui leur échappe, les réflexions des socialistes leur ont laissé le loisir de mener, dans leurs régions respectives, une campagne dont ils attendent des résultats contrastés. M. Lionel Jospin, tout à son espérance de forcer le destin en Midi-Pyrénées, s'est tout entier donné à son entreprise régionale après avoir tiré, le 26 février, au bureau exécutif qui devait statuer sur les indisciplines électorales, un coup de semonce contre la façon dont s'y prenait M. Fabius. Celui-ci a visité les deux tiers des régions métropolitaines, mais consacré l'essentiel de ses soins à la sienne, la Haute-Normandie, où le PS nourrit, aussi, un espoir de victoire. M. Michel Delebarre, rassuré sur ses chances de garder le Nord-Pas-de-Calais à gauche et de s'asseoir enfin dans le fauteuil de président du conseil régional, ne quitte pas non plus son terrain d'un œil.

Les enjeux régionaux les requièrent si fort qu'ils en oublient l'existence d'un gouvernement ou, à tout le moins, d'un premier ministre dont ils constituent l'assise parlementaire. Au meeting de Nanterre, on n'a pas entendu prononcer, ne serait-ce qu'une fois, le nom de Mme Cresson.

PATRICK JARREAU

MM. Fabius et Rocard rappellent l'hostilité du PS à la proportionnelle intégrale

M. Laurent Fabius a déclaré, mardi 17 mars, au micro de la station locale parisienne Radio-Communauté-Judaïques FM, que le Parti socialiste souhaite *« un scrutin à dominante majoritaire »* pour les élections législatives et que s'il se révélait impossible d'introduire dans ce scrutin *« des éléments de proportionnelle »*, la loi électorale *« resterait comme aujourd'hui »*. *« Il n'est pas question d'avoir une proportionnelle intégrale »*, a souligné le premier secrétaire du PS.

Dans un entretien publié jeudi 19 mars par *l'Est républicain*, M. Michel Rocard explique que si l'on adopte *« un scrutin de liste où l'on vote pour une étiquette partisane et des candidats anonymes, le discrédit qui touche les élus politiques s'amplifiera »*. Pour M. Rocard, *« le redémarrage de la rumeur sur la proportionnelle ne s'accompagne d'aucun changement au PS »*. *« Le congrès de l'Arche*, souligne-t-il, *a pris, en décembre, position pour un scrutin à dominante majoritaire, comme M. Fabius l'a récemment rappelé. »*

France unie affronte le baptême du feu électoral

Lancé en 1990 pour regrouper les membres non socialistes de la majorité présidentielle, le mouvement de M. Soisson subit, aujourd'hui, la concurrence de Génération Ecologie.

Retour en arrière : au printemps 1990, les non-socialistes de la majorité présidentielle lancent France unie. L'objectif de ce nouveau mouvement est de regrouper tous ceux qui *« accompagnent François Mitterrand »* sans pour autant adhérer au PS. M. Jean-Pierre Soisson, qui se souvient avoir été à l'origine de l'UDF en 1978, imagine une structure souple réunissant aussi bien les gaullistes de gauche de M. Jean Charbonnel que les radicaux – qu'ils soient de gauche ou valoisiens – et les centristes qui, au moment des élections (présidentielle et législatives) de 1988, ont rejoint le camp de M. Mitterrand. L'objectif proclamé de France unie était non seulement d'être une structure d'accueil, mais aussi d'assurer à ce camp-là la majorité absolue.

A l'Assemblée nationale, les tentatives pour constituer un groupe autonome se sont soldées, à l'automne dernier, par un échec que le score plus qu'honorable réalisé par Mme Huguette Bouchardeau, le 22 janvier, au premier tour de l'élection à la présidence de l'Assemblée, n'a peut-être pas rendu irrémédiable.

Pour son baptême du feu électoral, France unie s'est heurtée aux intérêts parfois divergents de ses composantes. Les gaullistes de gauche de M. Charbonnel n'ont pas participé aux discussions entre PS et France unie, lesquels n'ont pas signé d'accord électoral global, à la différence du MRG, une des composantes du mouvement. Ce dernier a vu certains des siens se mettre en congé de parti pour mener ou participer à des listes de Génération Ecologie. L'Association des démocrates, dont le président, M. Jacques Pelletier, vient d'être nommé médiateur de la République, est peu apparue dans les négociations... Le mouvement de M. Soisson affronte donc les régionales et les cantonales en ordre un peu dispersé.

France unie n'a pas profité de la désaffection qui touche le PS, dont le bénéfice est plutôt revenu à Génération Ecologie. Elle n'a pas non plus réussi à attirer des déçus d'une droite qui a durci son discours sur le Front national. A défaut d'apparaître comme le deuxième pôle de la majorité présidentielle, les dirigeants de France unie attendent du scrutin au moins une confirmation : la solidité de leurs bastions locaux.

ANNE CHAUSSEBOURG

Pour une démocratie modeste

Suite de la première page

COMMENT ne pas penser à l'Italie de 1921 ou à l'Allemagne de 1932 ? Une certitude pourtant : cette voie ne peut être que celle du dernier recours, car elle est pleine d'aléas. A l'évidence, elle ne répond pas aux nécessités françaises : le Front national doit être combattu avec vigueur, mais telles que se présentent les choses les moyens qu'autorise la démocratie y suffisent.

2. – Dans une démocratie, le pouvoir exécutif n'est pas tenu d'agir en fonction de l'opinion majoritaire de l'instant. Elu pour une période déterminée, il est, pendant ce laps de temps, libre d'agir, pour autant qu'il respecte les règles essentielles rappelées plus haut. Si les démocraties fonctionnent, ce n'est pas parce qu'elles impliquent une liaison rigide entre les désirs des citoyens et les décisions des dirigeants, c'est parce qu'elles établissent une corrélation – et une corrélation seulement – entre les deux : soumis à date fixe au verdict de l'élection, les hommes au pouvoir savent qu'ils prennent un risque en s'écartant des souhaits de leurs électeurs, mais ils peuvent le faire et échapper aux fluctuations de l'opinion s'ils le jugent souhaitable pour que leur action soit cohérente. Quant aux citoyens, nul besoin d'avoir de bonnes raisons pour remercier des dirigeants à l'heure du vote. Qu'ils soient las du timbre de leur voix et de la coupe de leur costume ou qu'ils militent pour une politique différente importe peu. Seuls comptent les votes.

Vus sous cet angle, les résultats, favorables ou défavorables, de scrutins cantonaux ou régionaux n'affectent en rien la légitimité des dirigeants nationaux. Vouloir donner, du côté du gouvernement comme de l'opposition, un autre enjeu à des votes locaux est déjà une forme de perversion de la démocratie. Quant aux sondages, ils donnent certes des informations utiles, mais les élus n'ont pas l'obligation d'en tenir compte. Il a été parfaitement admis d'ailleurs que la peine de mort soit abolie, alors que les sondages indiquaient que la majorité des Français n'approuvaient pas cette mesure.

C'est avec le même pragmatisme qu'il faut traiter du choix des lois électorales. Aucun mode de scrutin n'est paré de toutes les vertus, et la meilleure procédure n'est pas nécessairement celle qui répercute à l'Assemblée toutes les nuances de l'opinion. Car la loi électorale n'est pas une simple loi de représentation des votes des électeurs. Elle façonne aussi les opinions, organise le débat politique, structure les partis... A cet égard, l'ouverture en France d'un véritable débat sur une réforme du mode de scrutin pour l'élection à l'Assemblée nationale peut se comprendre.

Cette conception de la démocratie peut apparaître à certains trop terre à terre. C'est pourtant cette démocratie-là, cette démocratie modeste, avec ses imperfections et ses insuffisances, qu'il faut défendre. Bec et ongles.

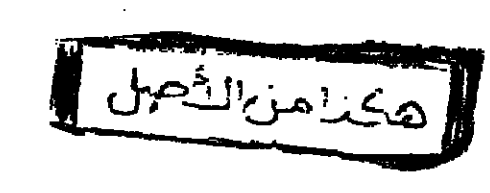
Mais cette démocratie repose sur un socle : la régularité des élections et la participation des électeurs au vote. Nombreux sont les régimes autoritaires qui ont bénéficié à l'origine du soutien ou du consentement de la majorité de la population. Néanmoins, ces régimes ont mal vieilli, ils se sont sclérosés, coupés des citoyens, refermés sur eux-mêmes, car, en renonçant à des élections libres, ils avaient détruit la corrélation entre le pouvoir et les aspirations des individus.

Dans une démocratie, il n'y a pas de petites et de grandes élections, car le vote est l'acte fondateur. Allons voter dimanche.

JACQUES LESOURNE

□ **M. Chirac : barrer la route à l'extrémisme.** – M. Jacques Chirac, qui tenait à Franconville (Val-d'Oise), jeudi 19 mars, le dernier meeting de sa campagne, s'en est pris à la *« démagogie dangereuse »* du Front national. *« Pour nous, les choses sont claires*, a-t-il dit. *Il ne s'agit plus tant de dénoncer les socialistes – la situation s'en charge – que de barrer la route à l'extrémisme et de remobiliser les Français autour d'une ambition commune. »* Le président du RPR a dénoncé vivement *« une extrême droite porteuse de violence qui psalmodie son unique message, celui de l'exclusion, et qui n'a pas l'ombre d'un projet social, éducatif, économique et culturel »*.

□ **Précision.** – A la suite de notre compte rendu de la manifestation du 18 mars contre le Front national (*le Monde* du 18 mars), la Confédération nationale du travail (anarchiste) nous précise que *« du début à la fin de la manifestation [ses] militants ont défilé pacifiquement »* et qu'elle *« n'a participé à aucun moment aux affrontements avec les forces de l'ordre »*.



ÉDUCATION

Après les manifestations à Paris et en province

L'opposition au projet de réforme universitaire semble s'essouffler

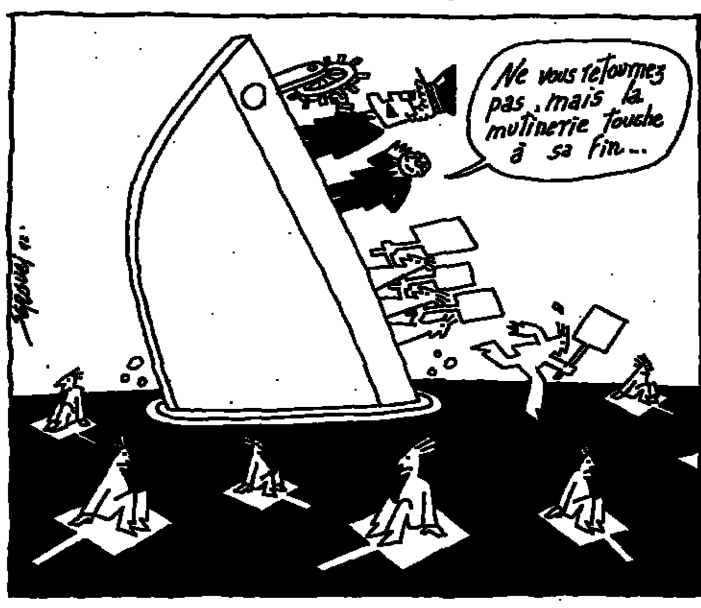
Des manifestations ont eu lieu, jeudi 19 mars, dans la capitale et de nombreuses villes de province pour protester contre les projets ministériels de rénovation des lycées et des premiers cycles universitaires. A Paris, entre 15 000 et 20 000 étudiants et lycéens ont défilé de la Bastille à Denfert-Rochereau. A l'issue de brefs incidents, on comptait 43 jeunes interpellés, qui ont tous été relâchés, et sept blessés légers, dont cinq CRS.

En province, les manifestants ont été 100 000 en tout, notamment à Toulouse (8 000), à Clermont-Ferrand (7 000), à Nice (5 000), à Rennes et à Lille (3 000), à Grenoble, à Nantes, à Angers, à Brest, à Dijon, à Marseille, à Bordeaux, à Caen ou à Lorient. A Annecy, un lycéen a été gravement brûlé par un câble électrique en tentant de monter sur une locomotive pour obtenir de la SNCF la gratuité du transport vers Paris.

Dans l'ensemble, malgré une mobilisation plus forte en province, la protestation contre les « projets Jospin » semble avoir du mal à trouver son second souffle, comme en témoignent les incertitudes sur la suite du mouvement et la réunion, jeudi soir, de deux coordinations étudiantes concurrentes, l'une décidée à maintenir sa demande de retrait de la réforme, l'autre disposée à négocier. Il est vrai qu'à l'issue de la manifestation le ministre de l'éducation nationale s'est déclaré prêt à discuter avec les jeunes *« dans les prochains jours »*, pour leur donner *« toutes précisions et garanties nécessaires »*, mais dans le cadre de son projet de rénovation.

« Vade retro Jospinas ! »

Ce fut pourtant une vraie « manif ». Avec un soleil printanier. Et l'inusable Aguigui Mouna, venu saluer les étudiants de 1992 au nom de leurs devanciers du 22 mars 1968. Sans oublier ces éternelles grand-mères, solidaires au balcon, qui se taillent un éphémère succès d'estime au passage des cortèges. Une vraie « manif », précédée d'une fière banderole de tête *(« Ni pause ni négociation, retrait du projet Jospin »)*, agitée de slogans rabâchés (*« Jospin si tu savais... »*) et de quelques ritournelles originales comme la *« Jospignole »*, électrisée enfin, place d'Italie et à Denfert-Rochereau, par des frictions avec les forces de l'ordre. Une vraie manif, avec ses vieux briscards et ses néophytes, comme ces élèves de Melun, lâchés à la gare par leurs organisateurs et qui déploraient de *« se faire récupérer par n'importe qui »*...



Les étudiants du centre Saint-Charles de Paris-I, mobilisés les premiers, fin janvier, contre le projet de rénovation universitaire, avaient abandonné leurs chapeaux de carton pour des masques de plâtre. Ceux de la Sorbonne présentaient leur nouvelle mascotte, un panda, cette *« espèce en voie de disparition »*. Les géographes affichaient un lacanien *« Géo-reur de la réforme »*. Les latinistes brandissaient un Lucrèce vengeur et prévenaient : *« Vade retro Jospinas ! »*. Quelques étudiants en médecine, même, étaient venus de Saint-Antoine (Paris-VI) pester contre la baisse du numerus clausus.

Des groupes avaient fait le voyage, depuis Tours ou Orléans, Amiens ou Nancy, Clermont-Ferrand et Rennes. Ceux de Montpellier avaient financé leur voyage en vendant, 5 francs, un *« diplôme Jospin's »* qui permettra de devenir *« concierge, ministre, technicien de surface, ingénieur manutentionnaire, philosophe Alcatel ou pornostar »* ...

Des lycéens de Saint-Maur, du Tremblay, de Gennevilliers, Clichy, Evry, Argenteuil, Créteil ou Sarcelles, mais aussi ceux de villes plus huppées comme Orsay, Sceaux et l'Ecole alsacienne, ou plus lointaines comme Senlis ou Coulommiers, s'étaient également donné rendez-vous pour mêler leurs voix à celles de leurs aînés étudiants. Décousu et joyeux, mais sans excès, leur cortège exprimait l'addition de micro-milieux lycéens, comme ces sept filles du lycée professionnel Charles-Baudelaire d'Evry (Essonne) bien serrées sous leur banderole : *« BEP sanitaire et social : touche pas à ma section »*.

Manifestation accompagnée

« Je fais trois langues et des sciences éco, expliquait de son côté un élève de seconde du lycée Blaise-Pascal d'Orsay. *La réforme supprime l'option sciences éco en seconde et réduit les langues. Si je me plante cette année et que je dois redoubler, j'aurais bossé pour rien. »* Même inquiétude chez son copain, également élève de seconde, *« options informatique et grec »*, inquiet de *« l'avenir de la France dans l'Europe avec une telle réduction du poids des langues au lycée »*.

Ce fut même une manif originale, où les forces de l'ordre ont inauguré une nouvelle technique : la manifestation accompagnée. Placés en tête du cortège, marchant à reculons, face aux premiers rangs des étudiants, ils canalisaient, freinaient, accéléraient, donnaient le rythme, ne laissant se créer aucun de ces no man's land propices aux *« éléments incontrôlés »*.

D'où vient, dès lors, ce sentiment d'inachevé ? De la mobilisation plus faible que ne l'espéraient les organisateurs, sans aucun doute. Les gros bataillons des universités les plus mobilisées avaient fondu depuis quinze jours, comme ceux de Paris-XIII-Villetaneuse, Saint-Charles, Orsay ou Nanterre. De même, les enseignants avaient totalement boudé une manifestation à laquelle leur syndicat, le SNES, avait appelé, il est vrai du bout des lèvres. Enfin planait l'incertitude sur la manière de poursuivre le mouvement. *« La mobilisation continue, il ne faut pas baisser les bras et aller jusqu'au retrait du projet »*, lançaient les uns, tandis que d'autres, plus sceptiques, s'interrogeaient : *« Est-ce qu'on ne va pas dans le mur avec ces manifs qui restent limitées ? »*.

Deux coordinations concurrentes

Vieille loi politique : lorsque les mouvements ne gonflent pas, ils se divisent. Au soir de la manifestation nationale des étudiants et des lycéens, la règle s'est à nouveau vérifiée. Le succès relatif de la mobilisation à Paris a entraîné, au sein des étudiants, de profondes fractures. Ainsi, *dans la soirée de jeudi 19 mars*, deux coordinations rivales se sont réunies. La première, prévue et annoncée, a rassemblé les délégués mandatés pour le retrait du projet de rénovation universitaire. La seconde, inattendue et créée *ex nihilo*, a permis aux étudiants proches de la tendance majoritaire de l'UNEF-Indépendante et démocratique (proche du Parti socialiste) d'exprimer leur volonté de négocier avec le ministère.

La coordination « historique » des étudiants, regroupant à Jussieu les délégués de vingt-huit universités de province et de onze parisiennes et animée par des étudiants communistes, trotskystes et proches de SOS-Racisme, a montré la difficulté de trouver un prolongement au mouvement. Au terme d'une nuit de discussions harassantes, de nombreux votes annulés, d'inopinées coupures d'électricité et de violentes altercations entre organisations politiques, ils ne sont pas parvenus à proposer de nouvelles perspectives et se sont *séparés au petit matin sans avoir* pu adopter d'appel ni de mot d'ordre. Ils devraient se réunir à nouveau mardi 24 mars.

La seconde coordination, baptisée pour la circonstance « coordination unitaire de province » a été beaucoup plus efficace. Rassemblant des étudiants de vingt-trois universités hors Paris sur la ligne du syndicat UNEF-ID, elle a réclamé la *« réécriture d'un projet de réforme sur la base de nouvelles garanties »*. Ces étudiants souhaitent voir supprimer le certificat d'études universitaires (CEU), institué à la fin de la première année universitaire et les réductions d'horaires prévues par le texte gouvernemental. Ils veulent avoir l'assurance d'une orientation non sélective, du caractère national des diplômes *et de l'absence de modules éliminatoires*. Ils demandent à être reçus au ministère sur la base de ses propositions.

Ils pourraient être entendus, dans la mesure où M. Lionel Jospin a déclaré, mardi 19 janvier, qu'il avait *« bien noté le sentiment d'inquiétude de la jeunesse »* et qu'il était prêt à fournir *« toutes les précisions et garanties »* nécessaires. Des représentants de la seconde coordination pourraient être reçus au ministère dans le courant de la semaine prochaine.

M. A.

REPÈRES

CATASTROPHES

Coulée de boue meurtrière dans un bidonville au Brésil

Une coulée de boue a déferlé, jeudi 19 mars, sur le bidonville de Barraguinha, bâti à flanc de colline dans les faubourgs de Belo-Horizonte, la capitale de l'Etat de Minas-Gerais, au Brésil. Les équipes de secours avaient dégagé, jeudi soir, vingt et un morts et une soixantaine de blessés, mais les recherches se poursuivaient pour retrouver soixante-quinze disparus. La plupart des victimes sont des enfants et des personnes âgées. Cette catastrophe vient de la pression exercée par une décharge qui avait été placée sur une hauteur dominant le bidonville de Barraguinha. Quelques jours avant la catastrophe, les habitants du bidonville avaient envoyé au maire de la ville une pétition dans laquelle ils s'inquiétaient des risques de glissement de terrain. – *(AFP, AP.)*

ENVIRONNEMENT

Nouveau déclenchement du plan antipollution à Mexico

Pour la deuxième fois en une semaine – et la cinquième fois *depuis le début de l'année*, – les autorités municipales de Mexico ont déclenché, jeudi 19 mars, le plan d'urgence antipollution atmosphérique. Après la phase deux, mise en œuvre lundi 16 mars, avec la fermeture de toutes les écoles, la phase un a été déclenchée, qui prévoit de réduire de 30 % l'activité industrielle et de 50 % la circulation des véhicules officiels.

Mexico souffre d'une pollution atmosphérique comme nulle autre ville au monde. Située à 2 200 mètres, à une altitude où l'oxygène est raréfié, dans un cirque de montagnes qui bloque la circulation de l'air, cette métropole de 18 millions d'habitants est parcourue par quelque 2 millions de véhicules, qui brûlent 20 millions de litres de carburant par jour. Parmi les 30 000 installations industrielles de la ville, 200 sont considérées comme très polluantes. – *(AFP., AP.)*

JUSTICE

Séance mouvementée à la chambre d'accusation de Paris

Un mois de réflexion sur le dossier Touvier

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris se prononcera le 13 avril prochain sur le renvoi ou non de l'ancien chef milicien Paul Touvier devant une cour d'assises. Lors d'une audience à huis clos, jeudi 19 mars, les avocats de la FNDIRP (Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes), partie civile, et la défense ont présenté leurs observations sur le rapport de la commission d'historiens, présidée par René Rémond, consacré à *Paul Touvier et l'Eglise*, publié aux éditions Fayard.

Ni l'histoire de l'Occupation et le contexte plus général de la deuxième guerre mondiale, ni la passion n'ont été absents devant la chambre d'accusation. L'histoire d'abord : il s'agissait pour M° Joë Nordmann (Paris) et le bâtonnier Ugo Iannucci (Lyon) de s'appuyer sur le rapport Rémond pour souligner l'imbrication de la milice dans l'appareil d'État de Vichy. Il fut donc rappelé que son chef, Joseph Darnand, cumulait cette responsabilité avec son poste de secrétaire d'Etat au maintien de l'ordre dans le gouvernement de Pierre Laval et que ce dernier présidait lui-même, de loin, aux destinées de cette police supplétive prompte à exécuter les basses œuvres du régime.

Les deux avocats de la FNDIRP devaient alors indiquer que Paul Touvier occupait au sein de cette milice la position non négligeable d'inspecteur national, en même temps qu'il dirigeait son service des renseignements sur toute la région Rhône-Alpes. *« Les historiens nous apprennent que Touvier faisait partie du clan des politiques de la milice »*, précisa le bâtonnier Iannucci, laquelle avait opté pour l'idéologie nazie dès la fin 1943, au point que son chef Darnand prêta serment à Hitler et entra dans la SS avec le grade de lieutenant. Les crimes commis pour le compte de la milice et reprochés à Paul Touvier sont ainsi, sans contestation possible selon les parties civiles, des crimes contre l'humanité puisque perpétrés au nom d'une *« politique d'hégémonie idéologique »*.

M° Jacques Trémolet de Villers, l'avocat de l'ancien milicien, a contesté ces conclusions en estimant qu'on ne peut comparer *« une structure d'Etat comme la SS et la milice »*. Selon lui, *« les actes même horribles de la milice »* constituent des crimes de guerre, et il rappelle que ceux de la SA allemande ne furent pas poursuivis devant le tribunal de Nuremberg.

Une « force d'interposition »

« La milice avait au moins un rôle de force d'interposition entre les Allemands et la Résistance, a soutenu M° Trémolet de Villers. *C'était l'idée de Pierre Laval. »* Ainsi le défenseur de Touvier affirme-t-il que les crimes dont son client est accusé n'ont pas participé d'une *« politique d'hégémonie idéologique »*. *« La tentative de crimes contre l'humanité n'existe pas dans notre droit,* a-t-il insisté. *Vichy ne peut pas être jugé comme Berlin. »*

Les parties civiles et la défense reconnaissent volontiers que l'audience fut animée. Mais elle fut aussi tendue, âpre. *« La plus mouvementée que nous ayons eue »*, admet M° Trémolet. Ce dernier, en citant un article paru dans *l'Arche*, mensuel du judaïsme français, sous la plume de l'essayiste Annie Kriegel, qui stigmatise l'engagement communiste de M° Joë Nordmann, provoqua un incident mémorable.

M°° Iannucci et Alain Lévy, qui voulaient que soient actés les propos de M° Trémolet, n'obtinrent pas gain de cause au motif que l'audience était déjà levée. *« La partialité de la chambre d'accusation à l'audience permet de s'interroger sur son impartialité »*, devait déclarer M° Lévy en sortant du prétoire. M° Trémolet, pour sa part, a confié son optimisme en considérant que la chambre d'accusation s'oriente vers *« un inévitable non-lieu »*.

LAURENT GREILSAMER

L'affaire Saincene

M. Jean-Claude Gaudin sera entendu par le juge d'instruction après les élections régionales

M. Jean-Claude Gaudin, président (UDF-PR) du conseil régional *et sénateur des Bouches-du-Rhône*, doit être entendu dans la semaine du 30 mars au 4 avril, c'est-à-dire après l'élection du président du futur conseil régional, fixée au 27 mars, par le juge Jean-Pierre Murciano, qui instruit, à Grasse, l'affaire Saincene.

Cette audition devrait porter sur les conditions dans lesquelles M. Fernand Saincene, ancien vacataire du conseil régional, inculpé, le 18 octobre 1991, de corruption et trafic d'influence pour sa participation à un racket fiscal, a été employé, depuis 1986, au sein du cabinet de M. Gaudin.

Il a été établi, dans le cours de l'instruction, que M. Saincene n'occupait pas les fonctions pour lesquelles il était rémunéré mais se livrait à une action occulte de renseignements. Ce qui avait valu à M. Claude Bertrand, directeur du cabinet de M. Gaudin, d'être inculpé, le 18 décembre dernier, d'escroquerie et complicité d'escroquerie pour création d'un emploi fictif. M. Bertrand, incarcéré par la suite durant une semaine, avait, toutefois, dégagé la responsabilité de M. Gaudin en affirmant qu'il avait imité la signature de celui-ci sur les ordres de mission renouvelés, chaque mois, à M. Saincene.

Un proche de M. Gaudin, M. Dominique Tian, conseiller général (UDF-PR) des Bouches-du-Rhône, a, par ailleurs, été entendu, lundi 16 mars, par les gendarmes d'Aix-en-Provence, en tant que trésorier d'une fête des républicains de Provence organisée, le *6 octobre* 1991, à Miramas. C'est au cours de cette fête qu'un garagiste marseillais, M. Albert Bensoussan, aurait remis, de la main à la main, à M. Bertrand une somme de 200 000 francs provenant du racket fiscal.

D'après M. Bensoussan, il fallait que ces fonds soient « noyés » dans les recettes de la fête. Dans un premier temps, les responsables de la fédération du PR des Bouches-du-Rhône avaient soutenu qu'il n'y avait pas eu d'autres recettes que celles comptabilisées en chèques bancaires. M. Tian a dû admettre que la manifestation avait permis de recueillir 70 000 francs en espèces, laissant un bénéfice net d'environ 50 000 francs dont il avait disposé pour ses propres frais de campagne électorale. Selon ses déclarations, il aurait agi de sa propre initiative sans en informer M. Bertrand, ni d'autres dirigeants du PR.

Député socialiste des Vosges

M. Christian Pierret est « susceptible d'être inculpé » dans l'affaire CIPA

En vertu du privilège de juridiction, qui impose le « dépaysement » des dossiers concernant des élus, le parquet de Paris a transmis à la Cour de cassation une requête concernant M. Christian Pierret, député socialiste des Vosges et maire de Saint-Dié. Aux yeux de M. Etienne Guilbaud, juge d'instruction au tribunal de Paris, M. Pierret est *« susceptible d'être inculpé »*, selon les termes du code de procédure pénale, dans l'affaire CIPA, une société fabriquant des rétroviseurs déclarée en faillite frauduleuse en 1986 *(le Monde* des 22 et 30 avril 1987, du 22 mai 1987, du 16 juin 1987). Depuis l'ouverture de l'information judiciaire, en 1986 à Evry (Essonne), quatorze personnes ont été inculpées.

La requête, qui a été présentée pour *« recel d'abus de biens sociaux »*, vise des facturations effectuées entre le Comptoir des inventions pour l'automobile (CIPA) et une société dont M. Pierret est actionnaire. La procédure complexe du privilège de juridiction est obligatoire lorsque les élus sont *« susceptibles d'être inculpés »*. La chambre criminelle de la Cour de cassation est alors chargée de désigner une nouvelle juridiction d'instruction.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Un jugement du tribunal de Carcassonne

Le vin sans alcool est bien du vin

Le tribunal correctionnel de Carcassonne (Aude) a tranché, mercredi 18 mars, la délicate question de savoir si le vin non alcoolisé est encore du vin ou simplement du jus de raisin. Il a relaxé le président de l'Union des caves coopératives de l'Ouest audois et du Razes (UCCOAR) qui comparaissait pour publicité mensongère parce qu'elle avait commercialisé du vin «0°».

L'UCCOAR avait lancé en septembre 1988, en collaboration avec l'INRA (Institut national de la recherche agronomique), ce vin à 0°, s'attirant aussitôt les foudres de la direction départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes. L'administration condamnait l'utilisation de la mention *«vin sans alcool»* et assignait l'UCCOAR pour tromperie sur la marchandise et publicité mensongère.

La réponse apportée par le tribunal a nécessité plus de deux ans de procédure. Lors des deux audiences, en juin 1989 et décembre 1991, le président de l'UCCOAR, M. Roger Guitard, avait expliqué à la barre que le breuvage mis en cause *«était produit à partir d'un vin dont on enlève l'alcool par un procédé secret de distillation sous vide à basse température qui préserve les arômes, et enrichi avec des moûts concentrés de raisin»*. Le défenseur de l'UCCOAR confirmera en plaidant *«l'innovation salutaire pour la viticulture que représente le 0°»* et demandera *«la relaxe.... sinon rien!»*.

Au fil des procès, le réquisitoire s'était quelque peu atténué, passant d'une peine d'emprisonnement de trois mois avec sursis à une amende de 250 000 francs. Mercredi, le tribunal, qui avait repoussé d'un mois le délibéré, a finalement donné raison aux coopératives contre l'administration. – *(AFP.)*

EN BREF

□ **Remise en liberté d'Alain Verrando, inculpé de l'assassinat du berger de Castellar.** – Alain Verrando, inculpé d'assassinat après la mort de Pierre Leschieria, le berger de Castellar (Alpes-Maritimes) blessé de tirs de chevrotine avant d'être achevé à coups de crosse de fusil le 17 août 1991 *(le Monde* du 24 août 1991), a été remis en liberté, jeudi 19 mars, par Mme Patricia Lanfranchi, juge d'instruction au tribunal de Nice.

□ **Nucléaire : aide française aux pays de l'Est.** – La Russie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Bulgarie viennent de décider le lancement de nouvelles mesures de sûreté nucléaire pour leurs réacteurs à eau pressurisée (VVER) en liaison avec l'Institut de protection et de sûreté nucléaire français. A cette fin, les différents partenaires devraient développer à partir de programmes informatiques existants en France (code Escadre), un code de calcul qui modélise le comportement des réacteurs des pays de l'Est lors d'accidents graves allant jusqu'à une fusion de cœur. Ainsi pourraient être mieux définies les actions de prévention à réaliser sur ces réacteurs, au nombre de 33 : 14 VVER 213 et 19 VVER de 1 000 mégawatts. Les VVER 230 ne sont pas concernés par cette mesure car ils devraient, en principe, être rapidement arrêtés en raison de leur état. – *(AFP.)*

□ **Soyouz TM-14 a rejoint la station orbitale Mir.** – Les trois cosmonautes Alexandre Viktorenko, Alexandre Kaleri et Klaus-Dietrich Flade – deux Russes et un Allemand – ont rejoint, jeudi 19 mars, la station orbitale Mir où séjournent depuis plusieurs mois leurs confrères Serguei Krikalev et Alexandre Volkov. Le vaisseau spatial Soyouz TM-14, lancé mardi de la base de Baïkonour (Kazakhstan), s'est arrimé sans problème à13 h 33 (heure française). Deux heures plus tard, les nouveaux arrivants pénétraient dans la station où ils vont se livrer, durant six jours, à des expériences sur le comportement de l'homme en apesanteur. Le retour sur terre de Flade, Krikalev et Volkov est prévu pour le 25 mars, tandis que Viktorenko et Kaleri demeureront dans la station jusqu'au 9 août. – *(AFP.)*

□ **Le premier fabricant américain d'implants mammaires en silicone se retire du marché.** – Dow Corning, le premier fabricant américain d'implants mammaires en silicone, a annoncé, jeudi 19 mars, sa décision de se retirer définitivement de ce marché. La Food and Drug Administration (FDA) américaine avait, le mois dernier, vivement critiqué ces implants et recommandé d'en interdire la pose pour des raisons purement esthétiques. La firme a annoncé, en outre, qu'elle allait décider d'un train de mesures destinées à dédommager les femmes victimes d'éclatement d'implants ou de fuite de gel de silicone dans l'organisme. – *(AFP, Reuter.)*

□ **SKI ALPIN : double sacre pour Carole Merle.** – En gagnant, jeudi 19 mars, le super-G de Crans-Montana (Suisse), Carole Merle a enlevé pour la quatrième fois consécutive la Coupe du monde de la discipline. Elle est également assurée de terminer en tête la Coupe du monde de géant. Sa rivale, l'Autrichienne Petra Kronberger, a en effet déclaré forfait pour l'ultime épreuve.

□ **PRÉCISION.** – Une coupe malencontreuse dans la notice nécrologique d'Yves Rocard, parue dans *le Monde* du 18 mars, laissait à penser que le physicien français avait obtenu le prix Nobel de physique 1966 pour ses travaux sur le pompage optique. Ces recherches, rendues possibles en pleine période de pénurie grâce la fourniture, par Yves Rocard, de batteries de sous-marins, ont été menées par Alfred Kastler qui, pour cela, a reçu le prix Nobel en 1966.

MÉDECINE

Devant les risques d'accident

Les autorités sanitaires lancent une «procédure d'information» pour certains porteurs de valves cardiaques

M. Gérard Vincent, directeur des hôpitaux au ministère de la santé, a annoncé, vendredi 20 mars, la mise en place d'une *«procédure d'information»*, concernant les personnes porteuses d'un certain type de valves cardiaques, produites par *la firme Shiley. Cette procédure* hors du commun vise à prévenir les accidents mortels dus à la rupture accidentelle de ces valves.

Les valves cardiaques sont des prothèses mécaniques introduites par voie chirurgicale au sein du muscle cardiaque, afin de pallier certaines défaillances graves de son fonctionnement. Le remplacement des valves cardiaques humaines par ces prothèses a commencé dans les années 60. La firme américaine Shiley (Irvine, Ohio) fut l'une des premières à produire industriellement ce type de mécanisme. Ce sont aujourd'hui les patients porteurs de certaines prothèses Shiley qui sont concernés par la *«procédure d'information»* qu'a décidé de mettre en place le ministère de la santé. Plus précisément, les valves concernées sont des valves convexo-concaves dénommées Björk Shiley 60 degrés CC et 70 degrés CC, dont on sait, depuis plusieurs années déjà, qu'elles peuvent présenter un risque anormalement élevé de rupture aux conséquences souvent mortelles.

On estime qu'à travers le monde, 2 500 000 prothèses valvulaires ont été implantées. Parmi celles-ci, on en dénombre environ 500 000 – dont 86 000 convexo-concaves – produites par la firme Shiley. En France, 65 000 valves ont, au total, été d'ores et déjà implantées. Parmi celles-ci, 13 000 valves Shiley ont été distribuées (ce qui ne signifie donc pas qu'elles ont été toutes posées). Sur ces 13 000 valves, 7210 sont convexo-concaves.

La valve Björk 60 degrés CC a été fabriquée à partir de 1976 et la valve 70 degrés CC à partir de 1979. Non agréée aux Etats-Unis pour manque de données cliniques, la seconde a toutefois été commercialisée dans de très nombreux pays, dont la France. Au total, 476 cas de rupture de valves auraient été recensés dans le monde, parmi lesquels 320 ont entraîné le décès du malade (1). En France, jusqu'à présent, trois cas de rupture ont été observés . On estime, en ce qui concerne les valves 70 degrés, qu'une rupture survient dans près de 17 % des cas. Heureusement, douze valves seulement de ce type ont été implantées en France et il semble que ces douze malades ont pu être joints à *temps par leur chirurgien.*

Un organisme de «valvo-vigilance»

La découverte d'un risque élevé de rupture et ses différentes conséquences ont pris, ces dernières années outre-Atlantique, des dimensions judiciaires, un tribunal de Cincinnati (Ohio) allant jusqu'à condamner la firme productrice de valves à informer l'ensemble des personnes concernées à travers le monde du risque qu'elles pouvaient courir. Plusieurs organes de presse devraient ainsi, dans quelques jours, publier sous forme d'encarts publicitaires les principales données de cette affaire.

Pour prévenir les risques d'affolement, le ministère de la santé a décidé, non sans quelque précipitation, de mettre en place un dispositif hors du commun, incitant notamment les personnes concernées à prendre contact avec leur chirurgien, afin de déterminer la meilleure conduite médicale à tenir et, éventuellement, de procéder au remplacement de la valve. On souligne toutefois, au ministère de la santé, que seulement vingt-trois personnes porteuses de prothèse ont un risque *«assez élevé»* de rupture (11 personnes sont porteuses d'une valve 60 degrés et 12 d'une valve 70 degrés).

Deux cent quarante-cinq autres malades – tous porteurs d'une valve 60 degrés – ont un risque *«moyen»* de rupture. Ce sont essentiellement ces derniers malades qui sont appelés à prendre contact avec leur chirurgien, les autres, porteurs d'un risque plus élevé, ayant pu, semble-t-il, être tous retrouvés.

C'est en réalité la seconde fois que les pouvoirs publics français prennent une initiative dans ce domaine. Alerté par la Food and Drug Administration américaine, le ministère de la santé avait prévenu, en décembre 1990, les DASS et les directeurs d'hôpitaux de ce problème. Il semble hélas qu'aucune évaluation de cette mesure n'ait été réalisée. Compte tenu de l'émotion que pourrait provoquer la diffusion – imposée – de ce type d'information auprès du grand public, on peut se demander pourquoi on ne dispose pas de travaux épidémiologiques plus précis. Cette affaire pose par ailleurs au grand jour la question de l'homologation des matériels implantables dans le corps humain. Le gouvernement pourrait annoncer dans les prochains jours la mise en place d'un organisme de «valvo-vigilance».

JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

(1) Sur ce thème, on peut se rapporter à l'article paru dans *The Lancet* (daté du 1er février 1992) consacré à l'étude du risque de fracture de ces valves, à partir de l'observation, sur plusieurs années, de 3 300 personnes vivant aux Pays-Bas.

Vingt-six mille cas recensés en 1990 aux Etats-Unis

La tuberculose se propage de manière alarmante dans les grandes villes américaines

La tuberculose est en train de gagner spectaculairement du terrain à New-York et dans les grandes métropoles nord-américaines. La maladie ne touche pas seulement les personnes *atteintes du sida*, et l'on constate qu'un nombre croissant de cas résistent à tous les traitements. Comme les crédits fédéraux sont en diminution, la lutte est inégale et l'épidémie pourrait s'étendre.

NEW-YORK

de notre correspondant

La propagation de la tuberculose, qui avait été sensiblement réduite aux Etats-Unis (où l'on ne pratique pas la vaccination) au début des années 80, a enregistré une forte augmentation depuis deux ans dans les grandes villes américaines sous l'effet de la pauvreté et des manques de soins. Pour l'instant, la maladie, qui s'est rapidement développée en milieu carcéral et dans les centres d'hébergement des sans-abri (on compte 80 000 *homeless* à New-York), frappe surtout les personnes atteintes du sida, immunodéficitaires par définition, qui constituent plus de la moitié des cas de tuberculose. Mais la contamination, qui exige toutefois un long contact avec la personne malade, s'étend rapidement *via* les hôpitaux, les transports en commun et les autres endroits à forte promiscuité. Selon le docteur Barry Bloom, chercheur new-yorkais qui joue un rôle de consultant auprès de l'Organisation mondiale de la santé, une personne tuberculeuse, si elle n'est pas soignée convenablement, peut en contaminer 10 à 12 autres par an et entraîner ainsi 2 400 cas supplémentaires en l'espace de deux ans.

La maladie frappe davantage les enfants (le nombre de cas a doublé en deux ans dans la population enfantine), et des personnes travaillant en milieu hospitalier ont aussi été contaminées. Le plus préoccupant est qu'un nombre croissant de cas résistent à tous les traitements connus à ce jour, condamnant ces malades à une issue fatale.

Si toutes les grandes villes américaines sont touchées, avec des pointes particulièrement marquées à Houston, Chicago et Los Angeles, la ville de New-York est la plus concernée. Sur les quelque 26 000 cas recensés en 1990 dans le pays (le chiffre de 1991, non encore officiel, est largement supérieur), cette agglomération de 7 millions d'habitants a déclaré près de 3 700 cas. A ce niveau, le taux de contamination dépasse la barre des 50 pour 100 000 habitants qui classe désormais New-York dans la liste des villes à épidémie de tuberculose.

Dans les quartiers les plus déshérités du Bronx, de Brooklyn, du Queens et même de Manhattan, cette moyenne est largement dépassée. Dans le cas extrême de Central Harlem, on recense 233 cas pour 100 000 habitants, un taux de pays du tiers-monde. D'après certains calculs, près d'un million d'habitants auraient été contaminés par le bacille. Ce qui ne signifie pas qu'ils tomberont malades pour autant. *«La propagation devrait rester limitée aux populations à risque,* assure un médecin new-yorkais. *Mais il est vrai que les nouveaux bacilles virulents sont plus difficiles à cultiver et qu'on n'arrive pas à les isoler.»*

Promiscuité et négligence

A New-York, où la population infectée par le virus du sida est évaluée à 200 000 personnes, un chiffre comparable à celui de la *population droguée, environ* 200 cas de tuberculose résistant à un maximum de 7 médicaments différents ont été constatés dans les hôpitaux de la ville. Les trois quarts des personnes atteintes sont mortes. De nombreux malades, surtout ceux atteints par le HIV, refusent de se faire hospitaliser par crainte d'être contaminés. Le même phénomène est constaté dans les prisons de la ville, où une douzaine de détenus et deux gardiens sont morts de tuberculose en 1990, le chiffre de l'année dernière n'étant pas encore connu. A lui seul, le centre pénitentiaire de Rikers Island a fourni plus de 600 cas de tuberculose, dont le tiers sont résistants à tout traitement.

Pour Mme Margaret Hamburg, responsable des services de santé de la ville de New-York, la propagation de la maladie s'explique autant par la promiscuité que par le fait qu'un certain nombre de malades (40 % environ) interrompent leur traitement par simple négligence. Comme ses collègues des autres zones urbaines américaines, elle est confrontée à une explosion des besoins de santé alors que les ressources de la ville ont été considérablement réduites par les effets de la récession mais aussi par les coupes budgétaires pratiquées par le gouvernement fédéral. Mme Hamburg affirme avoir besoin de 40 millions de dollars et de 350 personnes pour tenter d'enrayer l'épidémie. Ses possibilités financières et humaines atteignent à peine le tiers de ces chiffres.

SERGE MARTI



WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS

Samedi 21 mars

Drouot-Richelieu, 14h : tableaux contemporains, tapis d'Orient ; **Porte de Versailles**, 19 h 30 : automobiles de collection.

Dimanche 22 mars

Drouot-Montaigne, 15 h 30 : tapis anciens.

ILE-DE-FRANCE

Samedi 21 mars

Fontainebleau, 14 h 30 : tableaux modernes ; **Pontoise**, 14 h : mobilier, objets d'art ; **Versailles** (Rameau) : peintres russes.

Dimanche 22 mars

Chartres, 10 h 30 : gravures ; 14 h : livres ; **Enghien**, 14 h 30 : vente sur le thème de la boxe ; **Fontainebleau**, 14 h : tableaux modernes ; **L'Isle-Adam**, 14 h 30 : estampes, tapis d'Orient ; **La Celle-Saint-Cyr**, 14 h 30 : gravures, mobilier ; **La Varenne-Saint-Hilaire**, 14 h 30 : tableaux et sculptures modernes ; **Meaux**, 14 h : mobilier, objets d'art ; **Mortefontaine**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; **Nogent-sur-Marne**, 14 h 30 : art africain ; **Provins**, 14 h : armes ; **Rambouillet**, 14 h 30 : tableaux modernes ; **Saint-Germain-en-Laye**, 14 h : tapis d'Orient ; **Tonnerre**, 14 h 30 : mobilier, faïence, argenterie ; **Verrières**, 14 h 30 : monnaie, bijoux.

PLUS LOIN

Samedi 21 mars

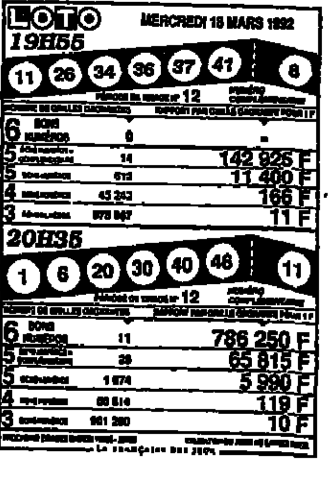
Autin, 14 h 30 : peintures et sculptures modernes ; **Bergerac**, 14 h : mobilier, objets d'arts ; **Bourg-en-Bresse**, 15 h : tableaux anciens ; **Cahors**, 10 h et 14 h : mobilier, objets d'art ; **Granville**, 14 h 30 : livres, affiches ; **Laval**, 14 h 15 : bandes dessinées ; **Nantes**, 14 h 30 : Extrême Orient ; **Orléans**, 14 h 30 : tableaux, objets d'art.

Dimanche 22 mars

Alençon, 14 h 30 : mobilier, argenterie ; **Alès**, 14 h 30 : tableaux, sculptures ; **Avignon**, 14 h : mobilier, argenterie ; **Avranches**, 14 h : mobilier, bibelots ; **Bourg-en-Bresse**, 14 h 30 : tableaux, objets d'art ; **Charleville-Mézières**, 14 h : mobilier, argenterie ; **Chaumont**, 14 h : mobilier, objets d'art ; **Cherbourg**, 14 h : mobilier, objets d'art ; **Coulommiers**, 14 h 15 : art d'Asie ; **Douai**, 14 h 30 : tableaux et sculptures modernes ; **Evreux**, 14 h 30 : Préhistoire, archéologie ; **Mayenne**, 14 h : vins, alcools ; **Montauban**, 14 h 30 ; mobilier, objets d'art ; **Nancy**, 14 h : armes, uniformes ; **Parthenay**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; **Pont-Audemer**, 14 h 30 : mobilier, objet d'art ; **Saint-Dié**, 14 h : mobilier, céramiques ; **Saint-Etienne**, 14 h 30 : tableaux russes ; **Saint-Nazaire**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; **Soissons**, 14 h 30 : tableaux russes.

FOIRES ET SALONS

Paris, avenue du Maine, Rosny-sous-Bois, Gex, Saint-Quentin, Nîmes, Vertou, Montigny-le-Bretonneux, Castres, Moissac, Château-du-Loir et Saint-Augustin.


LOTO — MERCREDI 18 MARS 1992

19H55 : 11 26 34 36 37 41 — numéro complémentaire : 8

6	0	–
5 + compl.	14	142 925 F
5	613	11 400 F
4	45 243	166 F
3	875 867	11 F

20H35 : 1 6 20 30 40 46 — numéro complémentaire : 11

6	11	786 250 F
5 + compl.	39	65 815 F
5	1 874	5 990 F
4	88 514	119 F
3	161 280	10 F

TACOTAC

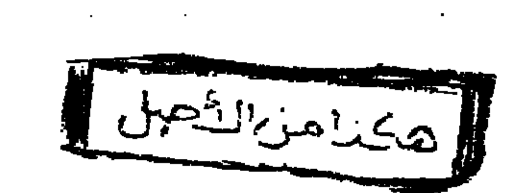
LE N° 244 369 GAGNE 400 000 F

TOUS LES BILLETS SE TERMINANT PAR

44 369	GAGNENT	40 000 F
4 369		4 000 F
369		400 F
69		40 F
9		10 F

DATE LIMITE DE PAIEMENT DES LOTS : MERCREDI 17 JUIN 1992

12e TRANCHE
TIRAGE DU 19 MARS 1992



CULTURE

MUSIQUES

Médée, soleil noir

Pascal Dusapin compose pour instruments anciens un prologue au « Didon et Enée » de Purcell sur la « Médée » d'Heiner Müller

BRUXELLES

de notre envoyée spéciale

C'est une idée toute simple. Une idée qui signe néanmoins du sceau de l'exigence et de l'originalité la programmation d'un grand opéra européen – lieu de routine, le plus souvent. Une idée qui ne pouvait naître qu'à la Monnaie, et dont la réussite réjouit, comme le succès. C'est un acte un peu symbolique aussi, une sorte d'engagement de la part de Bernard Foccroulle, tout nouveau directeur de l'établissement bruxellois, qui avait juré, en succédant à Bernard Mortier, de donner leur chance à des compositeurs vivants en les sortant du ghetto de la musique contemporaine. C'est fait. Au bénéfice de Pascal Dusapin, compositeur français de trente-sept ans, invité à composer comme il l'entendait le prologue manquant du *Didon et Enée* de Purcell (et un bref intermède pour deux voix de femmes alternées). L'opération se fait au bénéfice de Purcell aussi, de sa musique plus exactement, révélée dans toute sa passion, et toute sa perfection, par ce raccourci dans le temps.

Cruelle expressivité de la tragédie

Il faut dire que Dusapin y est allé carrément. Au lieu de se couler dans le style dix-septième anglais et de trousser en prologue une petite chose bien venue, vite fait, il est allé piocher dans la mythologie une héroïne brûlante et sanguinolente, dans la littérature un texte tout à fait inclassable, tout à fait particulier – le *Matériau/Médée* d'Heiner Müller, soit une longue déploration, presque un monologue, en allemand. Et ce *lamento*, aux riches connotations monteverdiennes, il l'a habillé de son «style représentatif» à lui : voix de Médée sonorisée dans le registre parlé, à l'état naturel dans le registre chanté, dédoublée par d'autres voix sonorisées en fond de scène; voix de Jason et de la nourrice «off», préenregistrées; soit tout un appareillage technique aussi moderne que discret (bravo au technicien-son de la Monnaie!). Mais double chœur à l'antique dans la fosse (le Collegium Vocale), formation d'instruments anciens (l'Orchestre de la Chapelle royale) et, aux dires du maître d'œuvre principal (le chef d'orchestre Philippe Herreweghe), une conscience aiguë de la manière de bien écrire pour instruments anciens (diapason, accord, battements d'harmoniques), même si un synthétiseur occupe dans la fosse, pour de strictes raisons de commodité, le rôle polarisant de l'orgue positif.


PHOTO LOU HERION

Hilde Leidland : du grave vers l'aigu

Pointé fièrement entre ancien et moderne par la mise en scène de Jacques Delcuvellerie (l'homme du théâtre expérimental liégeois, qui signe avec ce double spectacle magnifique sa première mise en scène d'opéra), par les décors de Johan Daenen (un transfuge du théâtre et de la danse), comme par la chorégraphie de José Besprosvany (Mexicain formé par Béjart, qui a fait son chemin d'insolence), *Medeamaterial* est, avec la neige cathodique de ses moniteurs vidéo en enfilade, avec ses sacs-poubelle en guise de cercueils, un exemple parfaitement excitant d'opéra-ballet revisité par notre fin de siècle, un raccourci de tragédie antique, antique non par archaïsme de style, mais par son elliptique et cruelle expressivité.

Oui, tout est expressif ici. La retenue vocale, les infantilismes schizophréniques, l'extraordinaire présence théâtrale d'Hilde Leidland, Médée venue de Suède dont Dusapin ignora d'abord la tessiture exacte (mezzo ou soprano?). Ce qui nous doit, au fil de la partition, une ascension du rôle du grave vers l'aigu, expressionniste en diable.

Expressifs aussi, les mélismes lancinants frangeant le modelé imperturbable de la ligne vocale (mélange de droiture et de déclivités qu'on ne connaissait qu'à Monteverdi), *le léger décalage des voix* et de leur écho instrumental – ombres portées – l'agencement architectural des chœurs, le symbolisme clair des figurations orchestrales. Peut-être intimidé par la proximité de Purcell, Dusapin, après les sophistications formelles de son *Roméo et Juliette*, retrouve l'urgence sanglotante et glacée de sa *Niobé* (œuvre ancienne pour voix et vents, qui traitait déjà, bizarrement, de meurtres d'enfants). Mais finies les contorsions de la glotte et de l'archet, censées rendre le son plus riche, plus intéressant, plus actuel. Cette *Médée* est d'une droiture, d'une simplicité intemporelles.

Signe des temps et preuve décisive de décloisonnement : la première représentation de *Medeamaterial* et de *Didon* s'inscrivait à la fois dans la programmation de l'Opéra de la Monnaie et dans celle d'*Ars Musica*, vaste festival d'avant-garde bruxellois dont Pascal Dusapin, avec Nono, Dufourt, György Kurtag et Kagel, est l'un des VRP de l'année. Avec notamment, en coproduction avec le Châtelet (qui en accueillait la création mardi 17 mars) une *Mélancholia* inspirée de Dürer, sous-titrée «opératorio», confiée à l'Orchestre de la Monnaie, à la baguette exigeante de Luca Pfaff, aux BBC Singers, à un quatuor de solistes vocaux avec voix d'enfant «off» et intervention d'un cor, d'une trompette et d'un trombone en coulisses. Grande frise aux symétries byzantines, entièrement axée sur le symbolisme des nombres. De l'opéra encore, quelque peu abscons et abstrait, mais toujours placé sous le *«soleil noir de la mélancolie»*, entre humeur sombre et hystérie.

ANNE REY

▶ *Prochaines représentations de Medeamaterial* et de *Didon et Enée* : les 22, 24, 25 et 27 mars, Théâtre de la Monnaie. tél. : 19/322-217-22-11.

DANSE

Humour volupté et claquettes

Trois créations légères et musclées par trois chorégraphes différents

GEORGES APPAIX HERVÉ ROBBE ET MATHILDE MONNIER
au Théâtre de la Bastille

On peste trop souvent, ici, contre la longueur excessive de certaines pièces à la substance trop mince, pour ne pas féliciter le Théâtre de la Bastille d'avoir composé ce menu équilibré : trois créations, trois chorégraphes qui ont trouvé la bonne distance pour dire ce qu'ils avaient à dire. De surcroît, ces œuvres ont un petit air de famille qui donne une certaine unité à la soirée.

Il y a dans les pièces de Georges Appaix une absence de prétention qui n'est pas la chose du monde la plus répandue, et qui lui attire d'emblée la sympathie. *Erre de trois* ne fait pas exception, qu'il danse lui-même avec l'épatante Michèle Prélonge et Marco Berretini. Presque pas de texte, pour une fois (il adore ça), mais d'amusantes études sur le rythme des claquements de mains ou de pieds, alternant avec des séquences dansées d'une écriture à la fois incisive et coulée. Humour, légèreté et vivacité, on ne s'ennuie pas une seconde.

Après son consternant *En attendant l'éclipse*, maigre butin rapporté d'un voyage en Espagne et en Amérique du Sud, Hervé Robbe fait un peu remonter sa cote avec *Slenne*, un solo composé pour Nathalie Sembinelli. Elle est très jeune, rousse et joliment dodue, silencieuse comme un chat, sorte de petite Alice énigmatique surgie de l'autre côté d'un miroir. Sur de romantiques musiques de Zoltan Kodaly (le *Duo pour violon et violoncelle*, la *Sonate pour violoncelle seul*), elle arpente le plateau sur la pointe des pieds ou au contraire se livre, au sol, à des séries de mouvements insolites, ramassés, étirés, chastement voluptueux.

On attendait avec curiosité les noces de la danse contemporaine et des claquettes : eh bien, voilà, c'est fait et fort bien fait par Mathilde Monnier, dans un duo intitulé *Dimanche*. L'art des claquettes, qui nous semblait jusqu'ici d'une virtuosité un peu démonstrative et sans arrière-pensées, s'enrichit, sans lourdeur, de toute cette «problématique du couple» qu'affectionnent nos jeunes chorégraphes : provocations, agaceries, complicités, tendresse. Violaine Vericel et Bertrand Davy y sont à la fois brillants et malins, parfaits.

SYLVIE DE NUSSAC

▶ **Théâtre de la Bastille, les 20 et 21 mars à 21 heures, le 22 à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14.**

Lorca terre à terre

Cristina Hoyos et Manolo Marin adaptent « Yerma »

YERMA
aux Champs-Elysées

Une femme qui fait le geste de montrer un ventre rond pour interroger son amie : est-elle enceinte ou non? Si un tel début ne vous choque pas, vous apprécierez peut-être *Yerma*, la création de Cristina Hoyos donnée au Théâtre des Champs-Elysées, en avant-première de l'Exposition de Séville.

Quand on sait à quel point le flamenco est une danse née pour exprimer des états intérieurs, on enrage de ce parti-pris de raconter si naïvement ce drame de la stérilité inspiré d'une pièce de Federico Garcia Lorca, créée au Teatro Espanol de Madrid, en 1934, deux ans avant la mort du poète. Beau sujet, pourtant, peu traité par la danse : exaspération d'une femme qui a honte de n'être qu'un objet sexuel parce qu'elle ne devient pas mère. Elle tuera son mari. Désolation de l'homosexuel qu'était Garcia Lorca de se savoir sans descendance. Abîme de cette Espagne en train de basculer dans le fascisme.

Le corps est le lieu idéal où peut s'inscrire la frustration. Toutes les frustrations, qu'elles soient affectives, sociales ou politiques. C'étaient ces états du corps que l'on aurait voulu voir. Surtout pas les moqueries des copines ou la relation «machiste» avec le mari, autant de saynètes convenues et longuettes. Le corps de ballet, plutôt bien entraîné, ne communique aucune émotion.

Si seulement Cristina Hoyos avait fait de *Yerma* un long solo féminin, elle qui possède à merveille les esquives du flamenco, la dualité permanente qu'il exprime entre la mort et l'amour. Elle aurait pu aussi danser avec un double masculin : Juan Ortega ou Javier Venegas qui nous ont paru bons danseurs. Pourquoi faut-il que la danse suive pas à pas les mots du théâtre? Quand on apprend que Lorca était fasciné par le pèlerinage de Monclin où se rendaient les femmes stériles, que ce lieu prit, au début du vingtième siècle, une dimension orgiaque, on se dit que, décidément, un beau ballet aurait pu voir le jour.

La musique du jeune guitariste, présent sur scène, Paco Arriaga, n'arrange pas l'affaire, avec ses envolées à la John MacLaughlin, période vishnou. La deuxième partie, intitulée *Lo Flamenco* (une démonstration des grandes figures de cet art), remporte le triomphe habituel. La Hoyos se taille une part de lionne, bien méritée.

DOMINIQUE FRÉTARD

▶ ***Yerma* et *Lo Flamenco*, les 24, 25, 27, 28 et 29, à 20 h 30, Théâtre des Champs-Elysées. Tél : 47-20-36-37.**

Sidonie Rochon : bel et bref

Depuis 1991, Sidonie Rochon travaille le petit format : de courtes chorégraphies de cinq à dix minutes. Il y a déjà eu les *Brèves de Dijon*, puis les *Brèves de Rennes*, créées après une résidence au Théâtre national de Bretagne. Le spectacle, très honnête, qu'elle vient de donner au Théâtre de la Bastille, est une sélection des deux premières créations.

La forme et le contenu, à rapprocher de la nouvelle, ou plutôt des *Choses vues* d'un Victor Hugo, brodent sur le thème du déséquilibre et de la disparition. L'unité de temps est donnée par trois blocs de glace qui s'égouttent en fondant sur scène. Une jolie idée de métronome, fort bien éclairée par Pierre Jacot-Descombes. On s'aperçoit qu'une brève peut être longue parce que bavarde (solo avec le banc), mais parfois aussi être fulgurante : comme les interventions de la danseuse Marie-Jo Fagianelli, enceinte de sept mois, qui capte l'attention avec les gestes les plus simples. Son duo, exécuté les yeux fermés, en compagnie du très énigmatique Félix Ruckert, incarne l'idée et la réalité de la tendresse avec seulement quelques mouvements de bras en offrande.

L'évocation des petits métiers qui disparaissent laisse, en revanche, de glace. Il manque aussi un parti pris dramaturgique, sans lequel il vaudrait mieux ne pas hésiter à passer au «noir» entre chaque séquence.

D. F.

▶ **Prochaines *Brèves*, le 5 mai, à Aubusson.**

Les silences de la Soule

Peio Serbielle chante en basque mais pour tout le monde

PEIO SERBIELLE
Théâtre de la Ville

«Je suis Basque, mais non conservateur.» Chanteur-auteur-compositeur arrimé dans les rythmes et les silences de la campagne soulétaine, Peio Serbielle est un ardent défenseur de la «variété», de la chanson qui *«va vers le public, celle de Brel, Brassens ou Barbara»*. A ceux qui lui reprochent de marcher avec des synthétiseurs en guise de béquilles, sur les sentiers sauvages du géant basque Benat Atchiary (discocraphie chez Ocora et Silex), Peio Serbielle répond par un hommage à l'aîné féru de jazz et de mélanges inconnus : *«J'ai beaucoup d'admiration pour lui, mais nous n'allons pas dans la même direction.»* Explication : l'élitisme, le confidentiel ne font pas partie de son paysage.

Le paysage de Peio Serbielle est un collage flamboyant, où cohabitent certitudes humanistes et désillusions critiques. D'un côté le monde, *«un ennui permanent»*, où l'on peut éviter de sombrer à condition de pratiquer *«l'interdisciplinarité»*, philosophie transversale mue par le puissant moteur de l'hédonisme. Un art difficile à cultiver *«tant les gens s'accrochent à leur parcelle de pouvoir»*. Dans ce monde agité, Serbielle se contente de puiser des citations à tout vent pour apporter de l'eau à son moulin : Saint-Exupéry, poète retenu en exemple de l'esprit de tolérance, Georges Simenon, qui aimait les complots de l'imagination, ou François Mitterrand, épinglé pour non-respect des droits de l'homme.

Derrière et partout, il y a la différence basque. *«Je ne suis*, explique-t-il, *pas un hérault partant en croisade pour ce pays. Mais j'habite la banlieue d'un village de trois cents habitants. C'est spécial. Ma vie est ponctuée de silences. Là-bas, si j'arrête de marcher, je n'entends plus rien. Et là, la voix peut se lancer. Pour comprendre le pays Basque, j'ai dû en apprendre la sonorité, la respiration, les inflexions, et donc la langue. Celui qui ne parle que le français ressemble à un unijambiste.»*

Au milieu des années 60, Peio, adolescent paysan, s'exerce à la musique sur une guitare *Made in China* gagnée par son oncle à la Foire du Trône. Puis, entend une mélodie du compositeur Manex Pagola, *Jo Bezate Ezkilek* (Que les cloches sonnent!) : les mots, les notes s'imbriquent dans la *«basquitude»*. Peio s'immerge dès lors dans la langue basque, puis dans l'œuvre de Mikel Laboa, médecin, musicien, chanteur, et dévoué à la recherche sur les enfants autistes.

En 1990, Peio Serbielle a fait une entrée remarquée sur les ondes nationales, avec un titre, superbe envolée mélodique, *Koblalariak*. Il vient d'intégrer – chose peu commune pour un artiste «de pays» – l'écurie d'une major, Polydor. Sur la scène du Théâtre de la Ville, accompagné d'un clavier-échantillonneur, d'une percussionniste et d'un violoniste, il devra rassurer les uns et les autres. Ceux qui le voient déjà avalé par la logique du marché et ceux qui viendront y chercher les prémices de la *«world music française»*.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

▶ **Le 21 mars à 18 heures. Tél. : 42-74-22-77.**

□ **Etudiants et café-théâtre.** – Deux associations d'élèves des grandes écoles organisent un Festival européen de café-théâtre qui se tient au TLP Déjazet, à Paris, les 23 et 24 mars.

▶ **Renseignements : 45-55-08-71.**

Jean-Claude Vannier et son orchestre

Sept femmes en fanfare légère autour d'un chanteur charmeur

JEAN-CLAUDE VANNIER
Auditorium des Halles

Pleurez-pas les filles, le spectacle de Jean-Claude Vannier – auteur-compositeur (*Supernana*, interprété par Michel Jonasz), arrangeur (*Mélodie Nelson* de Serge Gainsbourg) et chanteur à ses heures – ressemble à un mariage. Tout commence par un coup de foudre. Nous sommes dans un salon-cuisine, moitié mondain, moitié bigoudis, où sept jeunes femmes jouent du cornet, de la clarinette ou du trombone. Sur les chansons-graffitis de Jean-Claude Vannier, qui brossent *«les petites retouches de l'amour, le cocktail «clin d'œil du barman» qui ne prolonge pas la vie, mais la fait passer plus vite»*, ces musiciennes font tout : le rythme sur leurs tasses de thé, la fanfare félinienne, des *Valses inconsolables*, le bruit des villes avec des apeaux, et des numéros de comique en la personne de Hélène Colombi, la percussionniste en instance de permanente et en pleine activité ménagère tout au long du concert.

Le souffle de l'aspirateur, le *pschitt* de la bombe astiquante, le frôlement du chiffon sur une colonne sonore, le bruissement d'un Bottin déchiré ou refermé comme une grosse-caisse, tout lui est bon. C'est drôle, et Vannier, nostalgique à pas feutrés, reste au piano comme si de rien n'était.

Inventif au piano, celui qui fut l'arrangeur de Barbara, Higelin, Bashung et Piazzola, est médiocre au chant. Il l'avoue. Une cantatrice, Evelyne Razimowski, munie d'un vaste chapeau rose style champ de courses, est donc conviée sur une mélodie fabriquée sur mesure : *Houhou* (petit chiffon ou vieille peluche utilisés par les enfants pour se rassurer). Puis il en va comme de tout mariage prolongé. Les jours (les chansons) passent et l'on s'en aperçoit à peine. Des délices du commencement subsiste une douce sensation ensommeillée. On voudrait voir les jeunes dames quitter leurs trompettes, assister à un quelconque déraillement. Mais Jean-Claude Vannier se contente, et c'est beaucoup, d'être l'homme-orchestre d'un des spectacles les plus originaux du moment.

V. Mo.

▶ **Les 20 et 21 mars à 21 heures. Entrée par la porte Saint-Eustache. Tél. : 40-28-28-00.**

ARCHITECTURE

□ **TGB : lettre de mission pour M. André Miquel.** – MM. Jack Lang, ministre de la culture, et Emile Biasini, secrétaire d'Etat aux grands travaux, viennent d'adresser à M. André Miquel, président du Conseil supérieur des bibliothèques, une lettre de mission au sujet de la commission de spécialistes qu'il préside à la Bibliothèque de France. *«Cette commission*, indique la lettre, *aura pour mission de recueillir tous les avis souhaitables et formuler des propositions»* sur quatre points : *«l'organisation et le fonctionnement de la Bibliothèque de France, l'accueil des publics, ainsi que l'ensemble des problèmes techniques et intellectuels ayant trait aux conditions de communication des documents; les futurs statuts des deux institutions ainsi que la nature de leurs relations; la destination des collections conservées dans chacune des institutions en veillant à la complémentarité des deux institutions; la politique de recrutement, de formation et de gestion des personnels»*.

CULTURE

THÉATRE

L'esprit de ne pas aimer

L'actrice préférée de Bernard Shaw sut combattre gaiement son harcèlement sexuel

CHER MENTEUR
au Petit Marigny

« La harpe d'un ange, vous en arracheriez les cordes pour ficeler vos paquets », disait George Bernard Shaw à Stella Campbell. Mais, auteur-metteur en scène, il n'en soumettait pas moins cette irrésistible actrice au harcèlement sexuel d'usage, et, pour se défiler, elle lui répondait : *« Si je ne vous dis pas embrassez-moi, c'est parce que la vie est trop courte pour le genre de baiser que mon cœur imagine. »* Bernard Shaw était marié et il tenait à sa femme : il voulait ne pas lui faire de la peine. Miss Campbell voulait jouer le rôle de la marchande de violettes, dans *Pygmalion*, mais elle ne se voyait pas devenir la bien-aimée de ce bonhomme acariâtre, égoïste. Faute de mieux, on s'écrivait. Un demi-siècle, presque, de correspondance, dont un choix, adapté pour la scène par Jérôme Kilty sous le titre *Cher menteur*, est souvent joué, rejoué, un peu partout, par d'excellents acteurs.

C'est Jean Cocteau qui, en 1960, traduisit cette pièce ; il venait de passer à Londres quelques semaines : il avait dû décorer une chapelle, mais il n'y avait aucune hauteur de plafond, à peine de quoi peindre le bas de la croix, à peine les doigts de pied du Christ, ce qu'il fit, pour ne pas tricher ; l'aventure avait un petit goût de sel de mer, à la Shaw, peut-être est-ce pourquoi il traduisit ces lettres, en prenant garde, très habilement, à leur ôter leur substance de lettres, afin, disait-il, que les acteurs puissent *« jouer, au lieu de citer »*.

Jean-François Balmer et Catherine Arditi jouent aujourd'hui *Cher menteur*. Bien dans l'esprit de Cocteau : ils ne lisent pas ni ne récitent, ils jouent vraiment. Émus, méchants, désemparés, drôles. Jean-François Balmer est un de nos acteurs les plus fascinants, il est de ceux pour qui les planches restent un lieu pas tranquille du tout : on l'imagine, juste avant d'entrer en scène, tâtant en douce la résistance du sol, du bout du pied. Puis il se lance carrément dans la magie, jongle avec ses dialogues comme s'il faisait valser plusieurs mondes à la fois. C'est le grand art, l'émotion, et en même temps Balmer ne semble jamais être vraiment là, il semble plutôt inventer comme ça, à tout hasard, un texte, parce qu'il a oublié, ou n'a pas appris, le bon. Bref, il n'est pas plan-plan du tout.

Et, fascinée par lui, maîtrisant sa panique ou ses agacements, la Miss Campbell qu'invente Catherine Arditi sait garder la vivacité, les pieds par terre, les ironies, de la gosse de *Pygmalion*. Voir jouer ces deux as est un rare bonheur, au point que c'est un vrai chagrin de voir s'approcher le rideau de la fin : le couple impossible Shaw-Campbell n'a plus que des cheveux blancs, ils vont bientôt devoir se quitter, nous quitter, ils en sont aux jours où l'on oublie tous les noms propres, où l'on s'embrouille même les pinceaux dans les noms communs, et, comme disait Jean Cocteau, *« ce sont les interminables derniers jours, attachez vos cigarettes, éteignez les ceintures »*.

MICHEL COURNOT

▶ Du mardi au samedi à 21h. Matinées samedi à 17 h 30, dimanche à 15h.

Tél. : 42-25-20-74

Debout les morts

LA NUIT DE L'AN 2000
au TEP

Dans huit ans, nous célébrerons l'entrée dans le vingt et unième siècle. Trois personnages fortement médiatisés, autrement dit habitués aux interviews et à la télévision, vont pendant quatre-vingts minutes préparer la cérémonie : un mystico-hindouiste – Philippe Avron – un comédien stanislavskien – Claude Evrard – et une voyante – Marianne Sergent. Ils veulent ranimer la mémoire de ceux qui ont fait les vingt siècles précédents, les réincarner, servir de médiums... Balzac, Rabelais, Proust, Colette, Louise Labé...

Tous les trois sur un escalier blanc, ils replacent des souvenirs littéraires et, d'une certaine manière, refont le monde. Ou plutôt le passé, mêlant et affrontant les époques, les utopies, les philosophies... Ce serait, en somme, une sorte de *Dialogue des morts*, mais sur un ton badin. Philippe Avron, auteur du texte, a évité les pièges de la cuistrerie. Il enveloppe le tout d'un humour léger, trop léger pour tenir les quatre-vingts minutes du spectacle, qui, après la première moitié, tourne en rond. Il faudrait une réponse du public, quelque chose qui le relance. Ce serait possible dans un cabaret. On peut faire confiance au trio et à son expérience pour trouver le remède.

C. G.

▶ Mardi, mercredi, vendredi, samedi à 20 h 30. Jeudi à 19 h. Dimanche 15 h. Jusqu'au 26 avril. Tél. : 43-64-80-80.

□ **Festival du conte de Blois.** – Le quatrième festival « Le conte dans tous ses états », qui se tient à Blois du 20 au 29 mars, se passe dans différents lieux insolites. Au théâtre, mais aussi dans les écoles, et en famille. Il est complété par un stage de formation, organisé par Suzana Asquinezer.

▶ Pour tous renseignements : 54-44-50-50.

ARTS

L'Anglais volant

Coloriste, ironiste, peintre et sculpteur, un Britannique expose à Paris

MALCOLM MORLEY
à la galerie Montenay

C'est tout simple : Malcolm Morley, Londonien de naissance – en 1931, – américain de carrière, expose à Paris quelques tableaux récents et quelques sculptures. Comme il passe sa vie en voyages, de la Scandinavie au Rajasthan et de la Chine aux Caraïbes, ces tableaux dépeignent paysages et gens de ces contrées. On y voit des Indiens accroupis contre un mur, une carriole du genre de celles qui servent aux enterrements chinois, des cargos, des remorqueurs, des planches à voile et les pyramides d'Egypte. Des souvenirs de touriste, en somme, comme en accumulaient les peintres voyageurs d'autrefois, Delacroix ou Matisse.

C'est simple, et c'est stupéfiant, stupéfiant de maîtrise, de liberté, de justesse et d'élégance. Morley exécute des portraits et des paysages au mépris de toute convention moderniste, fidèle à lui-même et à ses débuts. Dans les années 60, il interrogeait l'image photographique. En 1971, il exposait à Chicago à l'enseigne du *radical realism*. Depuis, à l'huile et à l'aquarelle – qu'il est l'un des seuls à savoir employer de nos jours, – il figure ce qu'il voit. A l'aquarelle, il exécute des études et des esquisses. Sur la toile, il les reprend, les organise en compositions, surperpose ou juxtapose ses observations, épure et développe. La structure d'ensemble obéit d'ordinaire à un dispositif limpide, symétrie ou centrage, afin d'assurer la cohérence visuelle de l'œuvre.

Mais celle-ci tient essentiellement à la couleur, une couleur violente, aigre, dissonnante, passée à courtes touches obliques, d'autant plus vive que le blanc de la toile transparaît par endroits. Le prodige est que, de cette addition de notes acides, naît une harmonie. Dans l'une des toiles, ironiquement dénommée *André Malraux survole Gustavia dans son Spad-Herbement S20* et adornée d'un biplan en carton écarlate fixé en avant de la toile, Morley s'abandonne à une débauche de tons ennemis, verts trop tendres, bleus trop violets, jaunes trop clairs, rouges trop rouges. N'empêche : ils tiennent ensemble, ils s'allient même. Il y a du Derain et du Dufy dans cet art du chromatisme exaspéré.

Une esthétique de la liberté

Du fauvisme, en somme. Dans le catalogue, Jean-Claude Lebensztejn évoque la période marocaine de Matisse à propos d'une autre œuvre, *Asia Minor*. Il n'a pas tort. On ne peut douter que Morley ait en mémoire cette époque de l'art français et qu'il lui plaise de pasticher de temps en temps ces peintres limpides. D'autres références viennent à l'esprit : Manet, Cézanne, Picasso et Hockney, le contemporain compatriote, autre coloriste, autre ironiste. Que l'on ne croie pas pour autant à une peinture de citations cousues bord à bord. Morley n'imite aucun de ceux que l'on a énumérés. Mais il s'efforce, comme eux, de suggérer des sensations et des sentiments, le plus justement possible – et y parvient sans que l'effort se sente.

Ses sculptures, bronzes sombrement patinés, relèvent de la même esthétique de la liberté. Ce sont des stèles verticales sur lesquelles il pose la maquette d'un bateau de guerre, d'un tank de 1917 ou d'une carcasse de véhicule, autant d'images de la destruction et de la violence. Dans l'exposition, leur mélancolie de vanités s'oppose à l'intensité des peintures et ajoute à leur force d'expression.

PHILIPPE DAGEN

▶ Galerie Montenay, 31, rue Mazarine, 75006 Paris ; tél. : 43-54-85-30 ; jusqu'au 28 mars.

AGENDA

THÉATRE

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). L'amour est aveugle : 19 h. Rel. dim., lun. 1, 71 m et 53 kg d'héroïne pure : ven., sam., mar., mer., jeu. (dernière) 20 h 30. Dépressions verbeuses : 22 h. Rel. dim., lun.
AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Don Juans : ven., sam., lun., mar., mer., jeu. (dernière) 20 h 30 ; dim. 15 h.
ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Pleins Feux : 20 h 45 ; sam. 17 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.
ARCANE (43-38-19-70). L'Ange de l'information : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 17 h.
ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). Vassa Geleznova : jeu. 19 h ; ven., sam., mar., mer. (dernière) 20 h 30 ; sam., dim. 16 h.
ATELIER (46-06-49-24). L'Antichambre : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle Louis Jouvet. Bérénice : ven., sam., mer., jeu. 20 h 30 ; dim. 16 h ; mar. 19 h.
BASTILLE (43-57-42-14). Nature : ven., sam. 19 h 30 ; dim. 15 h 30.
BATEAU-THÉATRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53). Les Plumes Sergent Major : ven., sam., mer., jeu. 20 h 30 ; dim. 17 h.
BOBINO (43-27-75-75). Bouvard du rire : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
BOUFFES DU NORD (46-07-34-50). Ruy Blas : 20 h ; sam. 15 h. Rel. dim., lun.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). George et Margaret : 20 h 45 ; sam. 17 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
BOUFFONS-THÉATRE DU XIXE (42-38-35-53). Lilith, ex-femme de Dieu : 20 h 30. Rel. dim., lun.
LE BOURVIL (43-73-47-84). Ma souriante Algérie : 20 h 30. Rel. dim., lun.
LA BRUYÈRE (48-74-76-99). C'était bien : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Thé à la menthe ou t'es citron : 20 h 15. Rel. dim., lun. Les Couloirs de la honte : 22 h. Rel. dim., lun. Festival d'expression artistique : dim. 20 h.
CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-97-04). Septième Ciel : mer., jeu., ven., sam. 20 h 30 ; dim. 16 h.
CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle I. L'Eveil du printemps : mar., mer., jeu. 20 h 30. Salle II. La Mangeuse de crottes : 21 h ; dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun.
CASINO DE PARIS (49-95-99-99). Le Quatuor : ven. 20 h 30.
CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Y a-t-il un communiste dans la salle? : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Le Jeu de l'amour et du hasard : mer., jeu., ven., sam. 20 h 30 ; dim. 17 h 30.
CIRQUE D'HIVER-BOUGLIONE (48-05-95-95). Les Sept Jours de la Bible : mar. 21 h.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Histoire d'amour : ven., sam. (dernière) 21 h. Minna von Barnhelm : mer., jeu., ven., sam. 20 h 30 ; dim. 15 h.
COLLÈGE NÉERLANDAIS (40-78-50-00). Kreacja : ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 45 ; dim. 16 h 30.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Bernard Mabille : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. mer., dim. soir.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Grand-Peur et misère du IIIe Reich : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim., lun. Voltaire's Folies : mer., jeu., ven., sam. 19 h.
COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). Pièce montée : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Caligula : dim., mer. 14 h ; lun. 20 h 30. Le roi s'amuse : dim., mar., jeu. 20 h 30. La Vie de Galilée : sam., mer. 20 h 30.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). L'Epouse prudente : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
CONSERVATOIRE NATIONAL SUPÉRIEUR D'ART DRAMATIQUE (42-46-12-91). La Tragédie de l'homme : lun., mar., mer., jeu. 20 h 30.
DAUNOU (42-61-69-14). Couacl le Grand Orchestre du Splendid : jeu., ven., sam., lun. 20 h 45 ; dim. 15 h 30.
DÉCHARGEURS (TLD) (42-36-00-02). Dieu est absent des champs de bataille : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 17 h. Le Rôdeur : mar., mer., jeu. 20 h.
DEUX ANES (46-06-10-26). Cresson qui s'en dédit : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). Rosencrantz et Guildenstern sont morts : 20 h 30 ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.
EDGAR (43-20-85-11). Femmes à lunettes : 20 h 30. Rel. dim. Les Babas cadres : 22 h. Rel. dim.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-92). Décibel : 20 h 45 ; sam. 17 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
EGLISE SAINTE-ELISABETH (45-48-20-25). Le Voyage de saint-brendan : ven., sam., dim., lun., mar. 20 h 30.
ELDORADO (42-49-60-27). Monsieur Amédée : 20 h 45 ; sam. 18 h, 21 h. Rel. dim.
ESPACE KRONEMBOURG AVENTURE (44-31-16-31). Aztèques : sam. 18 h ; mar., mer. 20 h.
ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le Mariage de Figaro : 18 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. La Mouette : 20 h. Rel. lun.
ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle II. La Quête de la femme oiseau : 20 h 30 ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.
FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves : 20 h 45 ; sam., dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAURANT (42-23-88-83). Histoires camiques : 20 h 30. Rel. dim., lun.
GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Roland Magdane dans Rire : 20 h 15 ; sam. 18 h. Rel. dim. Tu es gentil, tu laisses Marie-Madeleine en dehors de tout ça : 22 h. Rel. dim.
GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Le Chant du cygne : 18 h 45. Rel. dim. Trois petites planches et trois petits clous : 20 h 30. Rel. dim. Le Premier : 22 h 15. Rel. dim.
GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). Elle et Moi... : 20 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
HÉBERTOT (43-87-23-23). C'était hier : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. Rel. dim. La Leçon : 20 h 30. Rel. dim. Les Gastronomades : 21 h 30. Rel. dim.
LIERRE-THÉATRE (45-86-55-83). L'Histoire de Kandu et Pramlotcha : mer., jeu., ven., sam. 20 h 30 ; dim. 16 h.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Rel. dim. Guerres privées, 1969 : 20 h. Rel. dim. La vie n'est pas un film de Doris Day : 21 h 30. Rel. dim. Théâtre rouge. La Journée du maire : ven., lun., mar., mer. 20 h. Entre chien et loup où la véritable histoire de Ah Q : 21 h 30. Rel. dim. Bereshit : 18 h. Rel. dim. Comme une légère angoisse : sam., jeu. 20 h.
MADELEINE (42-65-07-09). N'écoutez pas, mesdames : 21 h ; sam. 17 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
MAISON DE LA POÉSIE (TERRASSE DU FORUM DES HALLES) (42-36-27-53). Du bout du monde au coeur de Blaise : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 16 h.
MARAIS (42-78-03-53). L'Ecole des femmes : 21 h. Rel. dim.
MARIE STUART (45-08-17-80). Estelle : ven., sam., mar., mer., jeu. (dernière) 20 h. Savage Love : 22 h. Rel. dim., lun.
MARIGNY (42-56-04-41). Le Misanthrope : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). Cher Menteur : 21 h ; sam. 17 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
MATHURINS (42-65-90-00). Caligula : 20 h 45 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
MÉTAMORPHOSIS (42-61-33-70). Marchand de rêve : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
MICHEL (42-65-35-02). Chacun pour moi : 21 h 15 ; sam. 17 h 30, 21 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
MICHODIÈRE (47-42-95-22). Je veux faire du cinéma : 20 h 30 ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.
MOGADOR (48-78-04-04). Les Misérables : 20 h 15 ; sam., dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
MONTPARNASSE (43-22-77-74). Cuisine et dépendances : 21 h ; sam. 18 h 30, 21 h 15 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-30). Dali ou le Journal d'un génie : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
NAUTILIUS BATEAU-THÉATRE (40-51-84-53). Par si, par la... : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.
NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Aliénor ou L'aigle se réjouira : mer., jeu., ven., sam. 20 h 30 ; dim. 15 h 30. R, P,... I. E. R. T. Q. C.I : mer., jeu., ven., sam. 18 h.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Les Jumeaux : 20 h 30 ; sam. 18 h 30, 21 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (42-86-88-83). Le Fantôme de l'Opéra : mer., jeu., sam., mar. 20 h 30 ; sam., dim. 14 h 30 ; dim. 19 h.
PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Grande salle. Jean-Marie Bigard : 20 h 30. Rel. dim., lun.
PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). Sans rancune : 20 h 30 ; sam. 17 h 30, 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Petite salle. Le Voyage : Archéologie et Domus : ven., sam. 20 h 30.
POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle I. Clotilde et moi : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32). Célimène et le Cardinal : 20 h 30 ; sam. 17 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
POTINIÈRE (42-61-44-16). Zizanie : 20 h 45 ; sam. 16 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
PROCRÉART (42-06-59-91). Don Juan ou l'Homme de cendres : jeu., ven., sam. 20 h 30 ; dim. 15 h 30.
RANELAGH (42-88-64-44). L'Illusion comique : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 17 h. Les Nouveaux Nez dans Cinq folies en cirque mineur : mar., mer., jeu. 20 h 30.
RENAISSANCE (42-08-18-50). Le Voyage en Italie, le Bout de la nuit, le Champ de betteraves : jeu., ven., sam., lun., mar. 20 h 30.
SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Enfin seuls : 20 h 45 ; sam. 17 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
SHOW-BUS (42-62-36-56). Show Bus : dim. 14 h 30.
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Charité bien ordonnée : 20 h 30. Rel. dim., lun.
STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-35-10). A propos de Martin : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
THE SWEENEY (46-33-28-12). Hope Street : dim., mer. (dernière) 20 h 30.
THÉATRE 13 (45-88-62-22). L'Echange : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-45-49-77). La Maison de la nuit : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.
THÉATRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17). Prends garde à toi : 20 h 30. Rel. dim., lun. Sarclo : ven., sam. (dernière) 22 h.
THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). La Nuit de l'an 2000 : ven., sam., mar. 20 h 30 ; dim. 15 h.
THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-67-89). De la paille pour mémoire : 21 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.
THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Le Fou de bassan : jeu., ven., sam., lun. 22 h ; dim. 20 h 30. Piment cannibale : ven., sam., lun., jeu. (dernière) 20 h 30 ; dim. 18 h 30.
THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Ne m'oublie pas : ven., sam. (dernière) 21 h.
THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Roro er Saoz : ven., sam., lun., mar., mer., jeu. (dernière) 20 h 30. Mais où est donc Dada? : ven., sam., lun., mar., mer., jeu. (dernière) 22 h. Lorsqu'un poète meurt... Federico Garcia Lorca : ven., sam., lun., mar., mer., jeu. 18 h 45.
THÉATRE DE PARIS (48-78-22-00). Je vous demande plaît-il : 20 h 30. Rel. dim., lun. Smain : 21 h ; sam. 18 h. Rel. dim., lun. Hot House : dim. 15 h.
THÉATRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Lettres de Louise Jacobson : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. Don Quichotte : ven., sam., dim., lun., mar., mer., jeu. 18 h 45.
THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). Un soir au bout du monde : 20 h 30. Rel. dim., lun.
THÉATRE MAUBEL-MICHEL GALABRU (42-23-15-85). Maria Ducceschi : 22 h. Rel. dim., lun.
THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). La Galerie. Un coeur sous une soutane : mar., mer., jeu. 18 h 30. Salle Gémier. Andromaque : mar., mer., jeu. 20 h 30. Salle Jean Vilar. Maître Puntila et son valet Matti : ven., sam. 20 h 30 ; sam. (dernière) 15 h.
THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (43-25-70-32). L'étau ; Je rêve (mais peut-être pas) : mar., mer., jeu. 18 h 30.
THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Le Vieil Hiver, Fragile Forêt : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 15 h 30. Petite salle. Les Videurs : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.
THÉATRE PARIS-PLAINE (40-43-01-82). Teatr : mar., mer., jeu. 20 h 30.
THÉATRE SILVIA MONFORT (45-31-10-96). Le Soir des rois : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.
THÉATRE VALHUBERT (45-84-30-60). Ces dames aux chapeaux verts : mer., ven., sam., mar. 20 h 30 ; sam., dim. 15 h.
TOURTOUR (48-87-82-48). Le Charlot : ven., sam., mar., mer., jeu. (dernière) 19 h.
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Patrick Timsit : 21 h. Rel. dim. Le Troisième Témoin : ven., sam., dim. 15 h.
VARIÉTÉS (42-33-09-92). La Trilogie marseillaise : 20 h 30 ; sam. 16 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Le Supplément au voyage de Bougainville : mer., jeu., ven., sam. 20 h 30 ; dim. 17 h.

Nous publions le *vendredi* (daté *samedi*) la liste des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).

SPECTACLES NOUVEAUX

L'AFRIQUE FANTOME. Saint-Denis (Théâtre Gérard-Philipe) (42-43-00-59), mer., jeu., ven., sam. 20 h 45 et dim. 17 h (18).
HENRY VI. Epinay-sur-Seine (Maison du théâtre et de la Danse (48-26-45-00), 20h30 ; dim. 17 h (18).
L'HISTOIRE DE KANDU ET PRAMLOTCHA. Lierre-Théâtre (45-86-55-83), mer., jeu., ven., sam. 20 h 30 et dim. 16 h (18).
ON EST DANS LA MERDE, MAIS ON GARDE LE MORAL. Au bec fin (42-96-29-35) (mar.), 22h (18).
ROSENCRANTZ ET GUILDENSTERN SONT MORTS. Dix-Huit Théâtre (42-26-47-47) (dim. soir, lun.), 20h30 ; dim. 16 h (18).
LE SUPPLÉMENT AU VOYAGE DE *BOUGAINVILLE*. La Vieille Grille (47-07-22-11), mer., jeu., ven., sam. 20 h 30 et dim. 17 h (18).
LA VIE N'EST PAS UN FILM DE DORIS DAY. Lucernaire Forum (45-44-57-34) (dim.), 21h30 (18).
DON JUAN OU L'HOMME DE CENDRES. Procréart (42-06-59-91), jeu., ven., sam. 20 h 30 et dim. 15 h 30 (19).
DON QUICHOTTE. Théâtre du Tambour royal (48-06-72-34), 18h45 (19).
KREACJA. Collège néerlandais (40-78-50-00) (dim. soir, lun.), 20h45 ; dim. 16 h 30 (19).
LORSQU'UN POÈTE MEURT... FEDERICO GARCIA LORCA. Théâtre de Nesle (46-34-61-04) (dim.), 18h45 (20).
PANDORA. Bobigny (Maison de la culture) (48-31-11-45) (dim. soir, lun.), 20h30 ; dim. 15 h 30 (20).
ANDROMAQUE. Théâtre national de Chaillot (47-27-81-15) (dim. soir, lun.), 20h30 ; dim. 15 h (24).
L'ÉTAU ; JE RÊVE (MAIS PEUT-ÊTRE PAS). Théâtre national de l'Odéon (petite salle) (43-25-70-32) (lun.), 18h30 ; dim. 18 h 21 h 30 (24).
L'EVEIL DU PRINTEMPS. Cartoucherie Théâtre de la Tempête (43-28-36-36) (dim. soir, lun.), 20h30 ; dim. 16 h (24).
LE MALADE IMAGINAIRE. Vincennes (International Visual Theatre) (43-65-63-63) (dim., lun.), 20h30 (24).
***LES NOUVEAUX NEZ DANS CINQ* FOLIES EN CIRQUE MINEUR.** Ranelagh (42-88-64-44) (dim. soir, lun.), 20h30 ; dim. 17 h (24).
LE RODEUR. Déchargeurs (TLD) (42-36-00-02) (dim. soir, lun.), 20h ; dim. 16 h (24).
RUMEUR A WALL STREET. Nanterre (Théâtre des Amandiers) (46-14-70-00) (dim. soir, lun.), 21h ; dim. 16 h 30 (24).
LES SEPT JOURS DE LA BIBLE. Cirque d'hiver-Bouglione (48-05-95-95), mer. 21 h (24).
TEATR. Théâtre Paris-Plaine (40-43-01-82) (dim. soir, lun.), 20h30 ; dim. 17 h (24).
UN CŒUR SOUS UNE SOUTANE. Théâtre national de Chaillot (47-27-81-15) (dim., lun.), 18h30 (24).

RÉGION PARISIENNE

AUBERVILLIERS (THÉATRE DE LA COMMUNE) (48-34-67-67). Grande salle. La Mort de Pompée : 20 h 30 ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.
AUBERVILLIERS (THÉATRE ÉQUESTRE ZINGARO) (48-04-38-48). Opéra équestre : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 17 h 30.
AULNAY-SOUS-BOIS (ESPACE JACQUES-PRÉVERT) (48-68-00-22). Ferdydurke (2e partie) : ven. 21 h.
BAGNEUX (THÉATRE VICTOR-HUGO) (47-35-58-78). Moral d'acier : ven. 20 h 30.
BEYNES (LA BARBACANE) (34-89-55-99). La Dispute : sam. 21 h.
BOBIGNY (MAISON DE LA CULTURE) (48-31-11-45). Grande salle. Pandora : ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 30 ; dim. 15 h 30. Petite salle. Une sale histoire : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.
CERGY-PONTOISE (THÉATRE DES ARTS) (30-30-33-33). Les Horaces, les Curiaces et leurs enfants : ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 30 ; dim. 16 h.
CHAMPIGNY-SUR-MARNE (TBM CENTRE GÉRARD-PHILIPE) (48-80-90-90). Samedi de rire : sam. 21 h.
CHARENTON-LE-PONT (THÉATRE) (43-68-55-81). Valérie Lemercier : sam. 21 h.
CHOISY-LE-ROI (THÉATRE PAUL-ELUARD) (48-90-89-79). Petites Scènes pour se perdre : sam. 20 h 30.
COURBEVOIE (ESPACE CARPEAUX) (47-68-51-50). Dernier Hôtel avant la Pentecôte : ven., sam., lun. 20 h 45 ; dim. 15 h 30.
LA COURNEUVE (CENTRE JEAN-HOUDREMONT) (48-36-11-44). La Traversée : sam. 21 h.
CRÉTEIL (MAISON DES ARTS) (49-80-18-88). Petite salle. La Nuit des rois : ven., sam., mar., mer. 20 h 30 ; dim. 15 h 30.
ENGHIEN (THÉATRE MUNICIPAL DU CASINO) (34-12-94-94). Roger Pierre et Jean-Marc Thibault : sam. 20 h 30.
EPINAY-SUR-SEINE (MAISON DU THÉATRE ET DE LA DANSE) (48-26-45-00). Henry VI : ven., sam., lun., mar., mer., jeu. (dernière) 20 h 30 ; dim. 17 h.
FONTENAY-AUX-ROSES (THÉATRE DES SOURCES) (46-61-30-03). Les Parents terribles : ven. 20 h 30.
GENNEVILLIERS (THÉATRE) (47-93-26-30). Je suis Hiroshima, 100 000 degrés de plus que toi : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. Quatre heures à Chatila : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.
HERBLAY (CENTRE CULTUREL) (39-97-40-30). Les hommes naissent tous égo : sam. 20 h 45.
IVRY-SUR-SEINE (THÉATRE DES QUARTIERS) (46-70-21-55). Oh les beaux jours : ven., sam. 20 h 45 ; dim. 16 h.
MONTREUIL (STUDIO-THÉATRE DU TEM) (48-58-92-09). Honorée par un petit monument : lun., mar., mer., jeu. 21 h.
MONTREUIL (TJS) (48-59-93-93). Caramel-Blues : mer. 15 h ; sam. 20 h 30 ; dim. 17 h.
MONTROUGE (THÉATRE) (40-16-92-24). Le Neveu de Rameau : ven., sam., mar., mer., jeu. (dernière) 14 h 30.
NANTERRE (THÉATRE DES AMANDIERS) (46-14-70-00). Grande salle. Un homme pressé : 20 h 30 ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. Salle polyvalente. Rumeur à Wall Street : mar., mer., jeu. 21 h.
NEUILLY-PLAISANCE (SALLE DES FÊTES) (43-00-96-16). Le Bourgeois gentilhomme : sam. 20 h 30.
NOISY-LE-GRAND (ESPACE MICHEL-SIMON) (49-31-02-02). Héritage : sam. 21 h ; dim. 15 h.
LE PLESSIS-ROBINSON (AMPHITHÉATRE PABLO-PICASSO) (46-30-45-29). La Cantatrice chauve ; la Leçon : ven., sam., jeu. 21 h ; dim. 17 h.
RIS-ORANGIS (CENTRE ROBERT-DESNOS) (69-06-72-72). Grugru : sam. 20 h 45.
ROSNY-SOUS-BOIS (ESPACE GEORGES SIMENON) (49-35-38-88). Anne Roumanoff : ven. 20 h 45.
RUEIL-MALMAISON (THÉATRE ANDRÉ MALRAUX) (47-32-24-42). Trois partout : ven., sam. 20 h 45 ; dim. 16 h 30.
SAINT-CYR (CENTRE ELSA TRIOLET) (30-45-11-10). Faut de la fuite dans les idées : ven. 21 h.
SAINT-DENIS (THÉATRE GÉRARD-PHILIPE) (42-43-00-59). Grande salle. L'Afrique fantôme : ven., sam. 20 h 45 ; dim. 17 h.
SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS (SALLE D'ARSONVAL) (42-83-47-22). Le Tartuffe : sam. 21 h.
SUCY-EN-BRIE (CENTRE CULTUREL COMMUNAL) (45-90-25-12). L'île des esclaves : ven., sam. 20 h 45.
SURESNES (THÉATRE JEAN-VILAR) (46-97-98-11). Salle Jean Vilar. Héritage : mar., mer. 21 h.
TREMBLAY-EN-FRANCE (CC ARAGON) (49-63-70-50). Jouvet-Diderot-le Paradoxe : ven. 21 h.
VANVES (THÉATRE LE VANVES) (46-45-46-47). Lettres clandestines : ven., sam., jeu. 20 h 30 ; dim. 15 h.
LE VÉSINET (CENTRE DES ARTS ET DES LOISIRS) (39-76-32-75). Les Palmes de M. Schutz : mar. 21 h.
VILLEJUIF (THÉATRE ROMAIN-ROLLAND) (47-26-15-02). Ah! Le grand homme : ven. 20 h 30.
VINCENNES (INTERNATIONAL VISUAL THEATRE) (43-65-63-63). Le Malade imaginaire : mar., mer., jeu. 20 h 30.
VINCENNES (THÉATRE DANIEL-SORANO) (48-08-60-83). George Dandin : ven., mer., jeu. 21 h ; dim. 18 h.
YERRES (STUDIO 269 DU C. E. C.) (69-83-96-48). Le Paysan millionnaire : mer., jeu. 14 h 30 ; sam. 20 h 30 ; dim. 16 h.

CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

VENDREDI

Nuit féline (1979), de G. Marx ; Mona et Moi (1989), de Patrick Grandperret, 18 h 30 ; Symphonie pour mon bien-aimé (1991, v.o. s.t.f.), de Go Hak Rim, 19 h ; le Brasier (1990), d'Eric Barbier, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

VENDREDI

Hommage à la Warner Bros : Alice n'est plus ici (1975, v.o. s.t.f.), de Martin Scorsese, 14 h 30 ; Chasseur blanc, coeur noir (1989, v.o. s.t.f.), de Clint Eastwood, 17 h 30 ; Barry Lyndon (1975, v.o. s.t.f.), de Stanley Kubrick, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

VENDREDI

Voisins, voisines : F comme faits divers : Appelez le 17 (1957) d'Edouard Molinaro, le Petit Vieux des Batignolles (1970) de Jean-Pierre Marchand, 14 h 30 ; U comme utopie : Un dîner avec M. Boy et la femme qui aime Jésus (1989) de Pascale Ferran, le Chant du départ (1975) de Pascal Aubier, 16 h 30 ; T comme tapage : le Groupe Téléphone chante Ca (1982), Boléro (1982) de Jean Boyer, 18 h 30 ; Soirée spéciale abonnés : Clouzot tourne (1968) de Jacques Brissot, la Prisonnière (1968) d'Henri-Georges Clouzot, 20 h ; X comme xénophobie : Bande annonce : Dupont la Joie (1974) d'Yves Boisset, l'Il au beurre noir (1987) de Serge Meynard, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

BETTY (Fr.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
DIÈN BIÊN PHU (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).
MÉCHANT GARÇON (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).
OMBRES ET BROUILLARD (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
TALONS AIGUILLES (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).
TRUST ME (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

PARIS EN VISITES

SAMEDI 21 MARS

« Les passages marchands du dix-neuvième siècle (premier parcours), une promenade hors du temps », 10 h 30, 19, rue Jean-Jacques Rousseau (Paris autrefois).

« La Cité universitaire, un musée d'architecture en plein air », 11 heures, sortie du RER Cité Universitaire (Monuments historiques).

« Exposition Lalique », 13 heures, 107, rue de Rivoli (M. Hager).

« *Maison Victor Hugo. Place des Vosges. Hôtel Sully, cours* », 14 h 30, 6, place des Vosges (M. Brumfeld).

« Chez Ary Scheffer, rendez-vous du tout-Paris *romantique* », 14 h 30, 16, rue Chaptal (L'Art et la manière).

« A la découverte du tracé et des vestiges de l'enceinte de Philippe Auguste rive gauche », 14 h 30, square Gabriel-Pierné, angle rue de Seine et rue Mazarine (A nous deux, Paris).

« La Défense, un lieu à la mode », 14 h 30, hall RER La Défense, sortie L (D. Fleuriot).

« Sur l'ancien lit de la Bièvre : depuis la poterne des Peupliers jusqu'au site de la reine Blanche », 14 h 30, place de l'Abbé-Hennoque (Paris, capitale historique).

« La Salpêtrière, une ville dans la ville », 14 h 30, entrée, 47, boulevard de l'Hôpital (Paris et son histoire).

« Les salons du ministère de la marine » (Carte d'identité. Places limitées), 14 h 45, 2, rue Royale (I. Hauller).

« Montmartre, une butte sacrée, un village pittoresque », 15 heures, sommet du funiculaire, au fanion (Paris autrefois).

« Salons pompéiens de l'hôtel Bony et de l'hôtel de Bourrienne », 15 heures, 13, rue Bleue (D. Bouchard).

« L'Opéra Garnier et son musée », 15 heures, en haut des marches, à gauche (Tourisme culturel).

« Les salons de l'hôtel Potocki », 15 heures, 27, avenue de Friedland (S. Rojon-Kern).

« L'étrange quartier de Saint-Sulpice », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

« Exposition Bonington », 15 heures, hall d'entrée du Petit Palais (Approche de l'art).

DIMANCHE 22 MARS

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 10 h 30, métro Hôtel-de-Ville, 2, rue des Archives (Paris autrefois).

« Le Marais. Hôtels et jardins. Place des Vosges », 10 h 30 et 14 h 30, métro Saint-Paul (Art et histoire).

« Exposition Bonington », 10 h 45, hall du Petit Palais (D. Bouchard).

« L'hôtel de Sully », 11 h 30, 62, rue Saint-Antoine (Monuments historiques).

« L'Opéra Garnier insolite », 14 h 30, en haut des marches, à gauche (Tourisme culturel).

« L'Arc de triomphe : le songe de l'aigle », 14 h 30, sous l'Arc de triomphe (Sauvegarde du Paris historique).

« Histoire de l'Académie française sous la coupole de l'Institut de France », 14 h 30, 23, quai de Conti (Europ explo).

« L'Hôtel-Dieu et la médecine autrefois », 14 h 40, entrée Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (Paris autrefois).

« Les salons de l'hôtel de la Marine, ancien garde-meuble de la couronne », 14 h 45, 2, rue Royale (Paris livre d'histoire).

« Les fontaines de Paris : fontaines des dix-septième et dix-huitième siècles au Marais », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine (Monuments historiques).

« Salons et jardins de l'hôtel Mole-Cambacérès, ministère de la ville » (places limitées), 15 heures, 246, *boulevard Saint-Germain* (D. Bouchard).

« L'hôtel de Bourbon-Condé, ancienne ambassade de Perse », 15 heures, 12, rue Monsieur (I. Hauller).

« L'hôpital Saint-Louis et les pestiférés, l'admirable réaglisation d'Henri IV », 15 heures, entrée, avenue Claude Vellefaux (Approche de l'art).

CONFÉRENCES

SAMEDI 21 MARS

Centre associatif Mesnil-Saint Didier, 25, rue Mesnil, 14 h 30 : « Prague. Le baroque à marche forcée », par J. Thabuis (Le Cavalier bleu).

Conservatoire national des arts et métiers, 292, rue Saint-Martin, 15 heures : « L'aventure des hommes préhistoriques dans le sud de la France pendant un million d'années. L'homme de Tautavel, vingt ans de recherche », par H. de Lumley. Entrée libre (AFAS, Cité des sciences et de l'industrie).

DIMANCHE 22 MARS

Centre associatif Mesnil Saint-Didier, 25, rue Mesnil, 14 h 30 : « Des steppes asiatiques aux rives du Danube, l'épopée des Scythes », par K. Vanderhaeghe ; 16 h 30 : « Les Olmèques, peuple du caoutchouc », par K. Vanderhaeghe (Le cavalier bleu).

ÉCONOMIE

Un projet de loi examiné à la session parlementaire de printemps

L'épargne des Français

Avec l'annonce par M. Pierre Bérégovoy de la naissance prochaine d'un plan d'épargne en actions, l'épargne des Français apparaît décidément l'objet de toutes les sollicitudes.

Déjà, les mesures prises à la fin de 1989 avaient beaucoup réduit la fiscalité des revenus de l'épargne en favorisant les placements mobiliers à revenus fixes, c'est-à-dire les obligations et les titres de créances négociables. La crainte d'une évasion massive de l'épargne française vers des cieux plus cléments avait aussi poussé le gouvernement – avant la libération totale des capitaux au sein de la CEE prévue pour juillet 1990 – à permettre aux épargnants de capitaliser dividendes et intérêts au sein de sicav de capitalisation. La mesure n'était pas d'un mince intérêt puisqu'elle leur permettait d'être imposés au taux des plus-values, soit 17 % (18,1 % avec la contribution sociale généralisée), au lieu de subir les rigueurs du barème de l'impôt sur le revenu qui comprend une tranche supérieure taxée à 56,8 %.

La question se posait déjà de savoir ce que valait le refus du président de la République de réduire l'impôt sur le revenu, puisque de multiples mesures en faveur de l'épargne aboutissaient à peu près au même résultat. Le barème n'était pas modifié mais de plus en plus souvent contourné.

Toutes ces réflexions ont, bien sûr, pesé sur les décisions que M. Pierre Bérégovoy est en train de prendre pour inciter les Français à s'intéresser davantage aux placements en actions. Le problème était d'annoncer des mesures fiscales suffisamment séduisantes pour détourner les Français des placements liquides, dont ils raffolent (parce que ceux-ci ont été, il y a quelques années, imprudemment favorisés avec les sicav monétaires), pour les orienter vers ces formes d'épargne stables et productives que sont les actions. En même temps, un gouvernement de gauche pouvait difficilement annoncer des mesures favorisant trop ouvertement l'épargne, c'est-à-dire les gens fortunés. Il était enfin difficile de s'engager sur des incitations fiscales trop coûteuses pour l'Etat à un moment où le déficit budgétaire s'accroît fortement.

Le résultat de ces contraintes politico-financières est le Plan d'épargne populaire-actions que M. Bérégovoy va porter sur les fonts baptismaux début avril. Un produit financier qui, sans bouleverser les foules et sans probablement créer d'épargne véritablement nouvelle, connaîtra un certain succès.

ALAIN VERNHOLES

M. Bérégovoy précise les règles du futur plan d'épargne en actions

« Le PEP-actions repose sur trois idées simples déjà appliquées avec succès au PEP : une durée d'épargne longue, l'absence d'imposition des revenus accumulés pendant cette durée, la capitalisation de l'ensemble de ces revenus jusqu'au terme du plan », a indiqué M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, dans un communiqué publié jeudi 19 mars.

« La gestion du PEP sera simple », a assuré M. Bérégovoy. Les épargnants s'engageront pour huit ans et seront libres de la date de leur versement qui devra obligatoirement se faire en numéraire. Le ou les versements seront globalement plafonnés à 600 000 francs, soit 1,2 million pour un couple. Cette somme pourra être placée en une seule fois ou progressivement. La limite de ce plafond ne prendra pas en compte les revenus ou plus-values accumulés.

« Les épargnants seront libres du choix de leur placement, qu'ils achètent directement des actions ou qu'ils souscrivent des parts de sicav ou de fonds communs de placement investis en actions ; ils pourront également acheter des actions de sociétés non cotées, à l'occasion d'augmentation de capital, de sorte que les PME pourront elles aussi recueillir l'épargne des Français. Ils seront libres de vendre leurs actions à tout moment, sous la seule condition de réinvestir en actions le produit de la vente. Les dividendes, avoirs fiscaux et plus-values seront capitalisés en franchise d'impôt. » M. Bérégovoy souhaite un vrai débat sur son projet lors de l'examen au Parlement en avril.

POINT DE VUE

L'ANPE est sollicitée 80 000 fois par jour

En décembre 1989, Mme Raymonde Gonon est licenciée de son emploi de chef caissière dans un libre-service de Draguignan (Var). Au terme d'une action devant les prud'hommes, nous indique notre correspondant à Toulon, la société Azoula Benhamou, qui l'employait, est condamnée le 28 mars 1991 à lui verser 34 200 francs pour licenciement sans cause réelle. Inscrite depuis à l'ANPE, Mme Gonon vient de recevoir une proposition d'emploi ; elle est priée de se présenter sans retard auprès de la responsable du recrutement de la société Azoula Benhamou... Il est précisé dans ce courrier qu'aux termes de l'article R 313-3-4 du code du travail, elle pourrait être éventuellement radiée de la liste des demandeurs d'emploi si elle refuse celui qui lui est proposé. Cette affaire fait suite à de nombreuses mises en cause du rôle de l'ANPE.

par Jean-François Colin

A Draguignan, un chômeur mécontent fait la « une » d'une radio. Dans une autre ville, un chef d'entreprise fâché est en ouverture du journal télévisé. Un autre jour, l'ANPE a été assimilée au chômage, en première page d'un grand quotidien national.

Ça suffit, l'ANPE n'est pas une caricature. Chaque problème individuel est regrettable, mais il est nécessaire de rappeler la réalité de l'ANPE au travers de quelques chiffres : pour les offres d'emploi provenant des entreprises, des inscriptions de chômeurs, des mises en relation entre offres et demandes d'emploi, pour des visites en entreprise..., l'Agence est sollicitée environ 80 000 fois par jour, et non par an, comme on pourrait finir par le croire.

En 1991, 4 700 000 demandes d'emploi ont été adressées à l'établissement et presque autant de sorties de chômage ont été traitées par les agents. 1 116 000 offres d'emploi ont été collectées et plus de 700 000 ont été satisfaites. On oublie souvent ces flux d'entrée et de sortie pour ne retenir qu'une notion statistique de stock. Et pourtant la réalité du travail de l'Agence, ce sont les réponses quotidiennes qu'elle apporte à la grande masse des sollicitations qui lui sont faites. On ne parle jamais des trains qui arrivent à l'heure.

Pour autant, l'Agence n'ignore ni ses difficultés ni ses faiblesses, elle est en train de changer pour progresser afin de rendre un meilleur service aux usagers : un service immédiat s'est mis en place pour que les chômeurs bénéficient sur-le-champ de tous les services de base, des équipes professionnelles se sont constituées pour améliorer nos liens avec l'entreprise et collecter plus d'offres d'emploi afin d'augmenter les solutions à offrir aux chômeurs, et bien d'autres améliorations concernant l'accueil, les locaux, l'utilisation de photocopieurs et de téléphones, etc. Les personnels de l'ANPE sont mobilisés sur ce projet.

Objectif : zéro défaut

Le zéro défaut est bien notre objectif. On doit continuellement chercher à l'atteindre. Mais dans un domaine, un métier, aussi difficile que le nôtre, où la moindre erreur est un drame humain qui se multiplie, où la moindre faiblesse d'un agent est vécue comme une injure personnelle, je demande que la réalité de notre travail, que l'effort quotidien pour être plus efficace ne soit pas systématiquement gommé au profit d'un sensationnel de mauvais aloi.

Encore deux chiffres pour conclure. Deux sondages viennent d'être réalisés auprès d'un très grand nombre de demandeurs d'emploi et d'entreprises qui ont un contact réel avec l'établissement. Il révèle que sept personnes sur dix sont satisfaites de leur visite dans l'Agence et neuf entreprises sur dix qui ont déposé une offre déclarent vouloir réutiliser nos services. L'ensemble de ces enquêtes est globalement positif, même s'il révèle des domaines dans lesquels il va falloir progresser. Je voulais réserver la primeur de ces premiers résultats aux agents de l'ANPE. Ils seront rendus publics dans une quinzaine de jours. Encore une fois, l'actualité déformée, les critiques injustifiées, m'obligent à défendre l'Agence. Tout cela perturbe notre travail. Que ceux qui nous critiquent systématiquement nous apportent plutôt leur aide. Nous nous sentirons moins seuls dans la lutte contre le chômage et l'exclusion.

► Jean-François Colin est directeur général de l'ANPE.

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guiu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès
Jacques Amalric
Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

Pour le dernier exercice de M. Raymond Lévy

Renault affiche un bénéfice de 3 milliards de francs

A trois mois de son départ à la retraite en juin, M. Raymond Lévy termine en beauté son mandat de patron du groupe Renault. Dans un marché mondial de l'automobile en régression, son groupe affiche, selon les résultats présentés, jeudi 19 mars, pour l'exercice 1991, un chiffre d'affaires de 166 milliards de francs, en légère progression sur 1990 (+1,4 %), et un résultat net de 3,08 milliards de francs.

« Il faut que Renault s'habitue à ne pas aller mieux seulement quand le marché est bon », déclarait M. Raymond Lévy en septembre 1987. Celui qui avait pris ses fonctions en décembre 1986, année où, après un redressement amorcé par M. Georges Besse, le constructeur au losange enregistrait son dernier déficit (– 5,5 milliards de francs), aura donc tenu son pari.

Certes, la réunification de l'Allemagne l'aura aidé dans sa tâche. Sur un marché dont les ventes ont progressé de plus de 36 %, Renault a amélioré sa pénétration, gagnant deux points de part de marché. A cette cause conjoncturelle s'ajoutent deux raisons structurelles. Un programme de réduction des coûts a permis de dégager 2,5 milliards de francs. Au détriment de l'emploi : 4 620 postes ont été supprimés en 1991.

En outre, l'alliance avec Volvo (annoncée en février 1990, mais conclue effectivement en janvier 1991) commence à dégager des économies d'échelle. Cette alliance a aussi contribué à l'augmentation des fonds propres de Renault, dont le capital a augmenté de 14,3 milliards de francs en 1991 pour atteindre 31,33 milliards de francs. Ce qui a permis au groupe automobile de réduire son endettement, et donc ses frais financiers, qui sont passés de 1,8 à 1,1 milliard de francs.

Les grèves de Flins et Cléon

Depuis le 1er janvier 1988, le groupe a augmenté ses fonds propres de 39 milliards de francs, *« dont 10 milliards en provenance de l'Etat »*, a précisé M. Lévy, montrant ainsi que l'amélioration de la structure de bilan de son entreprise n'était pas à mettre au seul crédit de son principal actionnaire.

En revanche, le groupe a souffert durant l'année de la baisse des ventes en France, en raison de la guerre du Golfe mais aussi des grèves survenues en fin d'année à Flins et à Cléon. Des grèves qui auraient coûté au groupe 1,5 milliard de francs, soit le même ordre de grandeur que pour la baisse du résultat d'exploitation, qui est passé de 6 à 4,6 milliards de francs. Si la part de marché de Renault en Europe est restée stable, à 10,7 %, elle a diminué en France, passant de 29,9 % en 1990 à 29,1 % en 1991. Or la marge réalisée sur les véhicules vendus hors de France est inférieure à celle obtenue sur l'Hexagone. L'internationalisation du groupe a aussi un impact négatif sur le résultat d'exploitation.

Augmentation des bénéfices, réduction de l'endettement, hausse des fonds propres, autant d'éléments qui permettent aujourd'hui à Renault de présenter *« une structure de bilan normale »*, a insisté M. Lévy. De là à penser que Renault se trouve en bonne position pour une ouverture de son capital au public, il n'y a qu'un pas... que M. Lévy n'a pas voulu franchir. *« La question est à poser à l'autorité publique... La démarche générale va dans ce sens* [d'une privatisation]. *Et Volvo détient déjà 20 % du capital. Le reste est affaire d'opportunité politique, d'image, mais aussi d'opportunité financière ; il faut que la Bourse soit bonne. »* Ce qui pour son directeur général et dauphin, M. Louis Schweitzer, ne serait guère le cas : *« La Bourse, dans la conjoncture actuelle, n'est pas propice à l'industrie automobile. »*

Les investissements de Renault, qui ont légèrement diminué en 1991, passant de 10,67 à 9,43 milliards de francs, devraient à nouveau augmenter en 1992. Le renouvellement complet de la gamme, engagé il y a cinq ans, devrait être achevé à la mi-1993, a confirmé M. Lévy. S'estimant satisfait des progrès réalisés en matière de qualité, il estime qu'un effort reste à accomplir quant aux délais et aux prix de revient.

Autant d'objectifs fixés à son sucesseur, qui aura aussi pour tâche de préparer l'entreprise à l'Europe ouverte de l'an 2000, année où les accords de limitation de la pénétration japonaise arriveront à échéance, selon l'accord CEE-Japon de 1991. Un accord qui laisse M. Lévy serein : *« J'ai la conviction que, si l'Europe exige que cet accord soit appliqué dans sa lettre et dans son esprit, les Japonais l'appliqueront dans sa lettre et dans son esprit. »* M. Lévy termine son mandat confiant et optimiste. Difficile dans ces conditions pour les pouvoirs publics de ne pas ratifier la nomination de M. Schweitzer.

ANNIE KAHN

Volvo sort du rouge malgré un résultat négatif pour l'automobile

STOCKHOLM

de notre correspondante

L'année 1991 aura été comme prévu exceptionnellement mauvaise pour le constructeur suédois Volvo, selon les résultats qu'il a présentés jeudi 19 mars. Tout en affichant un résultat net financier de 1,528 milliard de couronnes suédoises (1,43 milliard de francs), contre un déficit de 327 millions en 1990, il présente un résultat négatif pour son activité principale, l'automobile, dont le déficit, de 1,7 milliard de couronnes (1,59 milliard de francs), est deux fois plus important qu'en 1990. Le chiffre d'affaires est passé de 83,1 milliards en 1990 (77,8 milliards de francs) à 77,2 en 1991.

La division poids lourds a réduit ses bénéfices pratiquement de moitié (788 millions contre 1,4 milliard). Les bus et les moteurs de marine et industriels (Volvo Penta) passent dans le rouge. L'aéronautique est la seule division du groupe qui améliore ses résultats, en partie grâce à sa nouvelle subdivision Volvo Aero Support (maintenance et réparation de moteurs d'aviation mililtaire et civile) : ses bénéfices sont passés de 43 à 128 millions de couronnes.

« La récession qui touche nos trois marchés les plus importants (Etats-Unis, Grande-Bretagne et Scandinavie) depuis 1990 s'est aggravée en 1991 », a commenté M. Chirster Zetterberg, PDG du groupe. Sans les *« contributions substantielles »* de Procordia et Renault – ses *« sociétés associées »* qui ont rapporté respectivement 1,16 milliard et 561 millions de couronnes – et sans le gain de plus de 2 milliards de couronnes retiré de la vente d'actions, le résultat du groupe pour 1991 aurait été plutôt désastreux.

FRANÇOISE NIÉTO

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

• **Balances extérieures : amélioration.** – Le déficit du commerce extérieur des Etats-Unis s'est réduit en janvier, revenant à 5,77 milliards de dollars (32,7 milliards de francs) contre 6 milliards en décembre et 7,4 milliards en janvier 1991. Les exportations ont légèrement baissé, revenant de 35,9 milliards de dollars en décembre à 35,5 milliards. Sur un an (janvier 1992 comparé à janvier 1991), les exportations progressent de 4 %. Les importations ont elles aussi reculé, passant de 41,9 milliards de dollars en décembre 1991 à 41,3 milliards en janvier (-1,5 %). Sur un an, les importations sont stables. En 1991, le déficit du commerce extérieur des Etats-Unis a atteint 66,2 milliards de dollars contre 101,7 milliards de dollars en 1990. Cette amélioration explique en partie (avec les contributions étrangères de la guerre du Golfe) la très forte réduction du déficit de la balance des paiements courants des Etats-Unis, qui, après avoir atteint 106 milliards de dollars en 1989, puis encore 92 milliards en 1990, s'est réduit à 8,6 milliards de dollars en 1991.

FRANCE

• **Paiements extérieurs : déficit ramené à 32,3 milliards de francs.** – Le déficit des paiements courants de la France (commerce extérieur des marchandises, services et revenus de placements) s'est nettement réduit en 1991, revenant à 32,3 milliards de francs contre 52,9 milliards en 1990 (29,6 milliards en 1989).

GRANDE-BRETAGNE

• ***Chômage : nouvelle progression.*** – Le chômage a encore progressé en février en Grande-Bretagne, le nombre des demandeurs d'emploi augmentant de 40 200 par rapport à janvier et atteignant 2,65 millions de personnes, soit 9,4 % de la population active contre 9,2 % le mois précédent.

• **Produit intérieur brut : – 0,3 % au quatrième trimestre 1991.** – L'office central des statistiques britannique a confirmé que le produit intérieur brut avait de nouveau reculé au quatrième trimestre 1991 (-0,3 %), entraînant une baisse du PIB de 2,4 % sur l'ensemble de 1991 par rapport à 1990.

JAPON

• **Croissance : nulle au quatrième trimestre 1991.** – L'économie japonaise a enregistré au dernier trimestre de 1991 un taux de croissance nul par rapport au trimestre précédent, et en recul de 0,2 % en rythme annuel. Pour l'ensemble de l'année 1991, la croissance nippone a été de 4,5 %, un chiffre inférieur aux estimations des experts. A l'origine de ce ralentissement, on trouve principalement la faible progression des dépenses des ménages (+2,6 % en 1991 contre 4,2 % en 1990). Les dépenses d'investissement des entreprises n'ont progressé l'an dernier que de 6,1 %, contre 12,4 % en 1990. Quant aux achats de logements, ils ont chuté de 8 % en 1991, après avoir crû de 4,6 % l'année précédente.

EN BREF

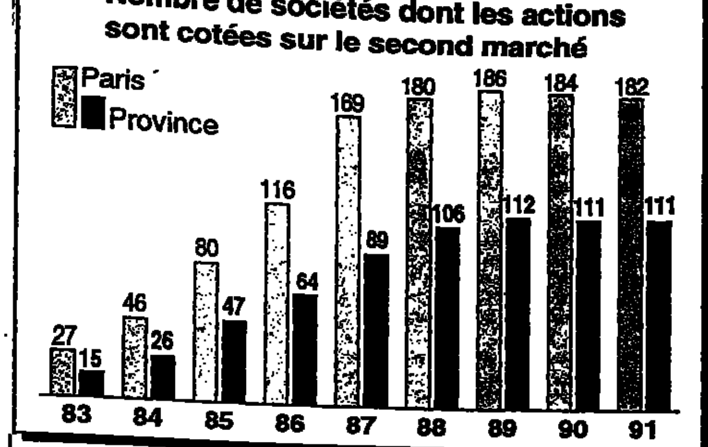
□ **Un ticket vert dans le métro parisien.** – La RATP met en vente, à partir du samedi 21 mars, son ticket vert qui se substituera à l'ancien ticket de couleur jaune lancé en 1969. Le ticket vert portera le nouveau logo de la RATP, qui représente de manière stylisée une tête tournée vers le ciel. Le vert se veut le symbole des valeurs écologiques et de la fluidité des transports d'Ile-de-France, note la RATP. Le nouveau ticket sera en vente dans les stations de métro, les points de vente du réseau d'autobus et les gares RER de la RATP. Les actuels tickets jaunes restent cependant valables.

□ **Canadian Airlines et American Airlines envisagent une alliance.** – Les compagnies aériennes Canadian Airlines et American Airlines ont confirmé, jeudi 20 mars, qu'elles envisageaient une *« alliance stratégique globale »* qui pourrait inclure des participations croisées. De telles participations seraient nécessairement limitées, au moins dans un premier temps, le Canada et les Etats-Unis imposant des limites strictes à d'éventuelles prises de participations étrangères dans leurs compagnies aériennes. Les responsables de Canadian et d'American envisagent également une prospection mondiale commune et des services communs. – *(AFP.)*

□ **Le 6e Salon du cabriolet.** – Le 6e Salon du cabriolet ouvre ses portes du 20 au 22 mars, au Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris. Le cabriolet a le vent en poupe. En cinq ans, les immatriculations ont triplé en Europe où en 1990 plus de cent mille décapotables y ont été vendues. La France n'est pas en reste, qui double pour la première fois l'Italie avec 13 384 immatriculations en 1991.

► Salon de l'automobile cabriolet : 20, 21 et 22 mars. Parc des expositions, Paris, porte de Versailles, hall 22. Vendredi 20 et samedi 21 mars : de 11 h à 22 h ; dimanche 22 mars : de 11 h à 19 h. Prix d'entrée : 50 F.

ÉCONOMIE



Bourse : le second marché essaie de surmonter sa crise

MM. Jean-François Théodore, président de la Société des Bourses françaises (SBF), et Pierre Fleuriot, directeur général de la Commission des opérations de Bourse (COB), ont annoncé, jeudi 19 mars, la création d'un groupe de travail rassemblant tous les acteurs de la place pour étudier une relance du second marché. Des propositions devront être formulées d'ici à l'automne pour tenter d'enrayer la crise qu'il traverse. Les pistes de réflexion sont : le renouvellement du concept marketing du second marché, le rôle des intermédiaires (banques et sociétés de Bourse), une méthode de cotation adaptée à ce marché et la formation des émetteurs.

Dans une étude qu'elle vient de publier, la COB décrit la vie de ce marché, créé voici près de dix ans pour attirer les PME et PMI en Bourse. *«De 1983 à 1987, le nombre de sociétés inscrites a augmenté, en moyenne, de 54 par an. Le rythme des introductions nettes s'est ralenti à partir de 1988 avec seulement 28 sociétés supplémentaires cette année-là, 10 en 1989 et, pour la première fois en 1990 et 1991, les sorties l'ont emporté sur les introductions.»* L'an dernier, en effet, si une quinzaine de firmes ont été transférées sur le marché à règlement mensuel, ou radiées de la cote à la suite d'un rachat ou d'un dépôt de bilan, seules 11 sont entrées sur le second marché.

Mais ces nouvelles sociétés cotées sont de petite taille. Leur chiffre d'affaires moyen était de 277,3 millions de francs l'an dernier contre 535,6 millions de francs en 1990. Le volume des transactions s'est quant à lui régulièrement amenuisé depuis 1987, passant de 64,4 milliards de francs à 27,1 milliards en 1991.

COMMUNICATION

La presse pour les jeunes

Les éditions Milan lancent un hebdomadaire d'actualités pour les 14-18 ans

Les éditions Milan ont publié, jeudi 19 mars, leur neuvième titre à diffusion nationale, *les Clefs de l'actualité*. Destiné aux 14-18 ans, cet hebdomadaire de douze pages a été conçu après des tests de quatre mois portant sur un millier d'adolescents. De format tabloïd, imprimé sur papier journal, il fait largement appel aux illustrations en couleurs (dessins, graphiques, schémas) et conserve l'organisation classique des quotidiens : étranger, France, société, culture, etc., avec chaque semaine un «dossier».

D'une vocation clairement pédagogique – la profession de foi de l'hebdomadaire s'inscrit dans son sous-titre *«l'Actualité pour comprendre-comprendre l'actualité»*, – le premier numéro des *Clefs de l'actualité* a été tiré à 200 000 exemplaires.

Diffusé en kiosques (8 francs) par les Messageries lyonnaises de presse et vendu par abonnement, le journal espère vendre 80 000 exemplaires pour atteindre son équilibre. Financé par les éditions Milan, il est réalisé par une rédaction de quatre personnes, dont un correspondant à Paris, dirigée par Richard Clavaud (venu de *l'Expansion*) et bénéficie d'un réseau d'une cinquantaine de pigistes.

Les Clefs de l'actualité complète la palette des journaux pour enfants et pour jeunes édités par les éditions Milan, deuxième maison d'édition du secteur après Bayard-Presse : *Diaboli* et *Picoti* pour les 9 mois-2 ans, *Toupies* (2 à 4 ans), *Toboggan* (4 à 7 ans), *Diabolo* (7 à 9 ans) et *Mikado* (9 à 13 ans).

La maison d'édition toulousaine, qui a retrouvé l'équilibre financier en 1991 après deux années difficiles, édite aussi deux titres pour enfants sur la nature et l'environnement (*Wakou* et *Wapiti*) et des magazines «de territoires», *Alpes magazine* et *Pyrénées magazine*, en plus d'ouvrages régionalistes et de beaux livres.

□ **La SFP étudie la vente de son immeuble des Buttes-Chaumont.** – La direction de la Société française de production (SFP) a soumis, jeudi 19 mars, à son conseil d'administration son projet de vente de l'immeuble des Buttes-Chaumont, siège historique de la société dans le dix-neuvième arrondissement de Paris, à un groupe d'investisseurs. Cette cession prévoit un *«droit à construire»* sur le site et l'intéressement de la SFP à un futur développement immobilier. Elle abandonnerait les Buttes-Chaumont d'ici deux ans, pour se réimplanter dans la proche banlieue : une partie de ses activités ont déjà été décentralisées à Bry-sur-Marne (Val-de-Marne). La Fédération nationale des syndicats du spectacle CGT a affirmé que les salariés de la SFP *«s'opposent à ce nouveau dépeçage de la société»* et veulent *«obtenir le retrait du projet de la direction»*.

En sus de la lettre hebdomadaire

Parution du mensuel «le Nouveau Politis»

Le Nouveau Politis est sorti jeudi 19 mars, mensuel cette fois. Il a été tiré à 100 000 exemplaires (prix de vente : 30 francs). Dans son éditorial, Bernard Langlois, directeur de *Politis*, hebdomadaire fondé il y a quatre ans et qui a survécu à divers avatars, explique que cette nouvelle publication est clairement un *«journal d'opinion»* de gauche, fondé sur *«l'horreur du mensonge et de la frime, le dédain du fric, le refus de l'injustice, individuelle ou sociale, le souci de la démocratie et des valeurs de la République (...)»*, tout en précisant qu'il ne *«roule pour personne»*.

Imprimé en 100 pages sur papier glacé, abondamment illustré de photos couleurs le premier numéro de ce mensuel «ouvre» sur une troublante enquête de Fabrice Nicolino concernant l'explosion qui ravagea un immeuble de Toulon, le 15 janvier 1989, faisant treize morts. Sont également au sommaire plusieurs entretiens (avec Jean-Pierre Chevènement, Pierre Bourdieu, Annie Ernaux), un portrait du numéro deux du Front national, Bruno Mégret, ainsi que des chroniques, des bonnes feuilles de la biographie de René Dumont à paraître, un cahier actualités et d'intéressants carnets de route sur les Pygmées.

Le Nouveau Politis complète la lettre hebdomadaire du même nom, diffusée par abonnements (10 000 exemplaires) et en vente chez les marchands de journaux (4 000 exemplaires).

En 1991

Résultat à la baisse pour «Libération»

Le quotidien *Libération* a enregistré en 1991 une baisse de son résultat net (12 millions de francs) de 37,2 % par rapport à 1990. Cette baisse est imputable à la récession publicitaire qui frappe l'ensemble de la presse écrite, et donc les recettes publicitaires de *Libération* qui ont baissé de 3,7 %.

Toutefois, la stabilité de la diffusion du journal en 1991 alliée à l'augmentation du prix de vente (de 5 francs à 5,50 francs en mars 1991), ainsi que le fait que la publicité ne représente que 27 % des recettes du journal, ont contribué à l'augmentation du chiffre d'affaires; il a atteint 429,2 millions de francs, soit 3,4 % de plus qu'en 1990.

Septembre 1992 devrait être une date charnière pour *Libération*, avec la nouvelle formule du quotidien, en chantier depuis deux ans, et le lancement d'un magazine de fin de semaine d'une centaine de pages.

□ **Le quotidien communiste *l'Echo du Centre* réduit ses effectifs.** – Le quotidien communiste *l'Echo du Centre* (Limoges) a décidé de comprimer ses effectifs en supprimant 14 emplois sur 200 par licenciements, préretraites ou retraites. Le quotidien, déjà affecté par l'incendie de sa rotative en 1988, traverse des difficultés financières dues, selon sa direction, au fait que les quotidiens régionaux ne l'ont pas admis dans leur structure d'offre publicitaire commune, le «66-3», et à la baisse de l'aide de l'Etat aux quotidiens à faibles ressources publicitaires, dont il bénéficie comme *la Croix*, *l'Humanité* et *la Marseillaise*.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

NE PERDONS PLUS DE TEMPS !
VOUS RECHERCHEZ : un responsable de zone export expérimenté, 3 ans, prds techniques, rapidement fonctionnel, parlant anglais, espagnol, allemand. Nombreux déplacements : Europe, pays de l'Est, Moyen-Orient.
QU'ATTENDONS-NOUS POUR NOUS RENCONTRER !
(Section BCO/HP 2160.)

J. F. QUADRILINGUE Américaine, 29 ans, permis de travail français, ancienne élève de l'université de Paris et de la London School of Economics *avec 4 ans expérience dans le journalisme.*

RECHERCHE : emploi dans la communication à Paris, niveau langue maternelle, français, anglais, allemand, russe références. (Section BCO/HP 2161.)

DIRIGEANT PME-PMI, ingénieur ENS, 47 ans, expérience internationale direction générale et commerciale de *stés* pétrole, forage, parapétrolière, taille internationale, contacts fréquents organismes internationaux.

RECHERCHE : direction générale PME ou département meneur d'hommes sachant organiser et motiver des équipes, concevoir politique financière et commerciale, anglais courant. Disponible. (Section BCO/JV 2162.)

J. F., 33 ANS, anglais, allemand, russe courants, bonne pratique chinois, diplômée sciences humaines (DEA), Sciences-Po. (DEA) et commerce international. Expérimentée en export, publicité, communication et organisation d'événements. Disponible pour tous déplacements à l'étranger (Europe occidentale et orientale, Russie, Chine, Pacifique, pays anglophones).

PROPOSE : collaboration dans tout projet de développement commercial ou culturel dans les régions du monde citées. (Section BCO/HP 2163.)



ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

J.F. 28 ans, 3e cycle R.H., maîtrise droit + 2 ans exp., rech. poste gestion personnel ou fonction commerciale. *Etudie ttes propositions.* Mme Benesty Ilane, 5, pl. Gambetta, Paris-20e.

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS
Le plus formidable choix. *« Que des affaires exceptionnelles »,* écrit le guide « Paris pas cher ». Ts bijoux or, ttes pierres précieuses, alliances, bagues, argenterie. ACHAT-ÉCHANGE BIJOUX
PERRONO OPÉRA
Angle bd des Italiens. 4, Chaussée-d'Antin. *Magasin à l'Etoile :* 37, av. Victor-Hugo. Autre grand choix.

Cours

Prof d'anglais expérimenté, diplômé, langue mat., donne cours partic. 43-38-59-23.

PRÉPARATIONS AUX
ENTRETIENS DE MOTIVATION COURS DE MÉTHODE
PRÉP' ATHENA. Tél. : 48-24-16-11.

Minéraux

RENNES
7e BOURSE
EXPOSITION – VENTE
MINÉRAUX et FOSSILES
Pierres précieuses et fines. Sam. 28 et dim. 29 mars 92 de 9 h à 19 h, *salle Rennes Congrès :* 27, bd Solferino.

Maisons de retraite

92. FONTENAY-AUX-ROSES (près). Proche RER. Maison de *retraite entièr. rénovée.* Chbres individuelles, salle de bains, w.-c., douches, TV, téléphone dans chaque chambre. Ascens. Terrasse, jardin aménagé. Ambiance familiale dans décor chaleureux. Reçoit valides, invalides, démences, séniles, maladie d'Alzheimer, toutes pathologies. 46-61-10-69.

Séjours linguistiques

FRANCO-IRISH EXCHANGE PROGRAMME
IRLANDE pour 12-18 ans. UN ÉCHANGE : la meilleure formule linguistique. Passer *3 sem. en Irlande,* recevoir 3 sem. en France. *3 700 F* AVION INCLUS. Renseig. : Michael Mac Bride.
LA FUAJ, dépt linguistique, 10, rue N.-D.-de-Lorette, Paris-9e. 40-30-22-88.

Vacances Tourisme

Belle maison LAUSANNE (Riviera). Splend. vue, jard. Gd salon, piano à queue, 2 ch., 4 lits. Cuis., s.d.b., w.-c. 3 700 F/ms. Réf. n° 8501. *Le Monde Publicité,* 15-17, *rue du Col.-P.-Avia,* 75902 Paris Cedex 15.

JURA. Altitude 1 000 m., à 6 *km* de la Suisse. A 3 h de Paris, TGV. Lacs, piscines, forêts, châteaux, excursions, etc. LOUE APPART. 2-5 pers., toutes saisons. (16) 81-49-10-25.

AIGREFEUILLE-D'AUNIS (17290)
Juin, juillet, septembre. Maison, jardin, 4 chambres, salle à manger, cuisine, salle de bains, appareils ménagers.
Prix :
Juin-septembre : 4 000 F.
juillet : 5 500 F.
Ecrire ou téléphoner à : M. René PERRET, 23, rue Mosiard, 92700 Colombes. Tél. : 42-42-51-56.

ENTRE NIMES et MONTPELLIER au *GRAU-DU-ROI (30)* Part. loue STUDIO dans petit imm. avec petite terrasse pour couple et 1 enfant. Confort, 200 m plage, bien situé, tous commerces. Juin : 3 000 F. Juillet-août : 5 000 F/mois + STUDIO indépendant, petit jardin. Juillet : 6 000 F. Tél. à partir de 19 h 30 : 48-47-59-26 ou (16) 76-56-55-38.

Le Monde IMMOBILIER

appartements ventes

3e arrdt

HOTEL DE SERILLY
SUPERBE HOTEL 17e s. *rénové.* 2e ét., soleil. 3 ch., 3 bns. Parf. état. 4 950 000 F. 48-04-35-35.

4e arrdt

CHATELET (4e). Immeuble pierre de taille. Bel appt d'artiste, 5e étage, 150 m² + 20 m² terrasse, 6 PIÈCES, original, charme, soleil, calme. 2 parkings possibles. Prix : 4 millions de francs. URGENT. 42-89-24-63.

6e arrdt

PRIX INTÉRESSANT
Mo ODÉON
Bon imm. rénové s/rue calme. Studio, entrée, kitch., bns, w.-c. Poutres. 30, rue Mazarine. *Sam., dim. : 14 h à 17 h.*

9e arrdt

MÉTRO CADET
Pierre de t. BEAU 5 PCES sur rue. Entrée, cuis., salle de bns, w.-c. 2 400 000 F. Tél. : 48-04-35-35.

9e. Mo CADET
Imm. Napoléon III. Beau *STUDIO, 2e ét. s/cour arborée.* Cuis., tout confort. 520 000 F. 48-04-84-48.

PRIX TRÈS INTÉRESSANT
Mo CADET – 95 m²
Pierre de t., asc. 3e ét. Vue dégagée. Liv. dble, 2 ch., cuis., 2 bains. A rénover. 40, rue ROCHECHOUART. Sam., dim. : 14 h 30 à 17 h.

10e arrdt

GARE DE L'EST
A *SAISIR.* Bel immeuble. STUDIO, cuis., tt confort. 250 000 F. 48-04-84-48.

Mo J.-BONSERGENT
Bd Magenta. EXCEPTIONNEL. Pierre de t. 4-5 PIÈCES SUR RUE. Grande cuis., tt conft. 2 000 000 F. 48-04-35-35.

14e arrdt

IMM. PIERRE DE T.
Ascenseur
2 PIÈCES et 3 PIÈCES
Surfaces aménageables.
A PARTIR 19 000 F/m²
Visite samedi 21 mars, de 13 h 30 à 16 h 30. *5, rue Poirier-Narcay.*

26, R. HENRI-REGNAULT
2 PCES, studio à rénover. A PARTIR DE 450 000 F. Visite samedi et lundi, de 13 h 30 à 16 h 30.

Mo ST-JACQUES
2, 3 PIÈCES, 42 m². 3e ét. Clair, ensoleillé. Prix : 900 000 F. Tél. : 45-89-94-76 (répondeur).

ALESIA
VILLA LES GLYCINES
– 300 m² + jardin
– 1 appt duplex, 125 m² + terrasse. S/pl. le 19-03, 14-17 h., 7, r. de Châtillon. 43-29-76-07.

16e arrdt

BD MURAT
Partic. vend dans petit imm. ancien, faibles charges
BEAU 2 P., 42 m²
Rez-de-ch. s/jardins et cour. Living 21 m² + ch. 14 m². Petite cuis. équipée, salle de bns. Refait neuf. Très calme. 950 000 F. 42-80-16-23.

PRIX INTÉRESSANT
Mo PASSY – 103 m²
Pierre de t., tout cft s/verdure. 3 gdes PCES, cuis., bns + serv. Appt angle poss. Box. 22, square ALBONI. Sam., dim., de 14 h à 17 h.

19e arrdt

GAMBETTA. Près PLACE. *2 PCES. Cuis., tt confort.* Ref. neuf. Chauff. indiv. S/rue. Faibles charges. 478 000 F. CRÉDIT. 43-70-04-64.

91 - Essonne

VERRIÈRES-LE-BUISSON
TRÈS URGENT. 4 P., 75 m², 3e ét. ss asc. ds parc boisé. Sél., 3 ch., loggias, park., *cave. Près ttes commodités.* 1 030 000 F. 60-11-66-92.

92 Hauts-de-Seine

MONTROUGE. Imm. stand. 1988. 5 P., 125 m², balcon, park. s/sol. 6e et dernier ét. Notaire réduit. 2 450 000 F. Exclusiv. S.I. 39-89-92-37.

Etranger

Vente Portugal de imm. grd prestige en plein cœur de Lisbonne (Quart. RATO). Appt 280 m², 5 400 000 F Tél. : 46-72-82-52

locations non meublées offres

Paris

PARIS 16e
Studio tout confort 35 m², refait neuf, à partir de 4 829 F TCC
ETOILE, 2 pièces tout confort 50 m² 7 347 F TTC. 45-24-02-50

propriétés

RECHERCHONS
Pour notre clientèle européenne, *propriétés, domaines,* châteaux. Expertises gratuites. Discrétion assurée. Demander personnellement EMILE GARCIN. Tél. : (16) 90-92-01-58. FAX : (16) 90-92-39-57.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
et tous services. 43-55-17-50.

automobiles ventes

de 8 à 11 CV

A VENDRE
PEUGEOT 405 SR. 1,9 L, 9 CV, 13 200 km, mars 1991. Rouge vif. Nbreuses options. Tél. : 49-60-34-24 (bur.) et 39-91-26-50 (dom.).

de 12 à 16 CV

Mercedes 300 SL Gullwing, *mod. 1957, 180 000 $ US.*

Mercedes 300 SL Roadster, mod. 1962, 150 000 $ US.

Entièrement révisées, vendues par M. Arendt, industriel allemand. Fax : 00595-21-445903.

ASSOCIATIONS

Appel

UTOPIE OU RÉALITÉ ?
Famines, misère, chômage, pollutions ne sont pas fatales « L'ECOSOPHIE », mouvement soutenu par diverses hautes personnalités, permet de les surmonter et les résoudre. Info. : 30 mars à 18 h 45, 28, rue de l'Abbé-Grégoire (6e) (pkg-métro St-Placide). Rens. . 30-71-12-21.

LA FORMATION : UN ENJEU PHILOSOPHIQUE pour repenser *les pratiques et les questions* actuelles. Cycle des conférences en *mars :* mardi 17 mars à 18 h. Groupe de travail avec B. LIETARD (CNAM) : « La reconnaissance des acquis ». Jeudi 19 mars à 19 h. J.-M. VINCENT (prof. Paris-VIII) : « Théorie du social, nouvelles identités ». Jeudi 26 mars à 19 h. D. SIBONY (Psychanalyste, philosophe) : « De la Technique ». Prog. complet & rens. : I. F. RECHERCHE, 40, rue de Belleville 75002 Paris. Tél. : 40-33-04-30.

RECHERCHE
ANIMATEURS BÉNÉVOLES
Pour encadrer camps d'enfants et d'adolescents « difficiles » (juil. août).
Contact : CAMPS AJD
3, montée du Petit Versailles
69300 CALUIRE.
Tél. : 78-08-23-83.

Sortir de la pharmaco-dépendance ! *le 6-04-92 à 14 h 30* Palais des Congrès 75017. Pour en savoir plus : 3616 CRDT

30e anniversaire du CLUB DES POÈTES
Jean-Pierre Rosnay et ses amis, poètes, comédiens, chanteurs, fêteront *le mardi 24 mars :* 30 ans d'action poétique (radio, TV, spectacles, éditions). Louis Amade signera son dernier recueil à partir de 17 h 30 : 30, rue de Bourgogne, Paris-7e. 47-05-06-03.

Sessions et stages

YOGA
SIVANANDA : stages d'introduction commençant les 2, 4 ou 14 avril. Essai gratuit. Méditation, vacances yoga, professorat, boutique. Centre Sivananda, 123, bd Sébastopol. 40-26-77-49.

Le centre international de formation européenne organise un stage pour étudiants à Marly-le-Roi (près Paris) sur l'union économique et monétaire, du 13 au 18 avril 1992. Droit d'inscription : 440 F. Séjour gratuit. rembours. 70 % voyage. Renseignements : CIFE, 32, rue de Lépante Nice. Tél. : 93-85-85-57.

ÉCONOMIE

Selon un rapport de l'OCDE

L'Espagne doit enrayer d'urgence l'inflation pour renouer durablement avec la croissance

Si l'Espagne veut renouer durablement avec une croissance économique rapide, capable de faire reculer un chômage très élevé, elle doit *« prendre d'urgence des mesures pour enrayer l'inflation et mettre un terme à la dégradation tendancielle de la compétitivité extérieure »*, indique l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) dans un rapport, publié vendredi 20 mars, sur ce pays.

L'OCDE nous avait habitués à des formulations plus circonspectes. Cette fois, les experts du château de la Muette ne mâchent pas leurs mots : le voisin du Sud a beaucoup de progrès à faire et de réformes à entreprendre. Il doit non seulement combattre l'inflation par les moyens classiques de politiques monétaire, budgétaire et salariale restrictives mais aussi réduire des dépenses sociales trop généreuses, lutter contre la fraude et les abus en matière de santé, mieux contrôler les allocations de chômage, réduire une fraude fiscale massive, soumettre à la concurrence des professions et des entrepreneurs responsables des hausses excessives des prix des services... On en passe.

Les observations de l'OCDE sont aussi tranchantes que sévères. *« Sans gains importants d'efficience,* est-il écrit, *les entreprises n'auront pas la possibilité de se développer, ce qui limitera leur capacité à créer des emplois nouveaux à long terme. »* Avertissement peu réjouissant dans un pays où le taux de chômage – l'un des plus élevés en Europe avec l'Irlande – atteint encore 16 % de la population active.

Toute l'analyse de l'OCDE tourne autour du thème de la lutte indispensable contre l'inflation. La hausse des prix doit être ramenée *« au taux moyen des partenaires du SME »* (système monétaire européen). *« Mais cet objectif sera difficile à atteindre sans le concours de tous les protagonistes sur le plan politique, économique et social. »* Aussi les experts de l'organisation internationale soulignent-ils que c'est d'abord au gouvernement de montrer la voie à suivre, *« premièrement en maintenant une orientation macroéconomique restrictive, et deuxièmement en menant une action efficace et soutenue pour éliminer les rigidités institutionnelles et structurelles qui sont à l'origine de la propension de l'économie espagnole à l'inflation ».*

Tout sur la politique monétaire

La lutte contre l'inflation passe par un rééquilibrage dans le partage des efforts demandés aux politiques monétaire, budgétaire et salariale. *Grosso modo,* l'OCDE critique le fait que les pouvoirs publics espagnols fassent supporter à la première des trois, sous forme de taux d'intérêt très élevés, l'essentiel des efforts de rigueur qui doivent être faits, alors même que les dépenses budgétaires et salariales dérapent. *« Cela s'est traduit parfois,* note le rapport, *par des taux d'intérêt bien supérieurs à ce qui était souhaitable au regard de l'activité (...). Le resserrement monétaire, en comprimant les bénéfices, a des effets nocifs sur l'investissement et les branches du secteur concurrentiel, et il nuit à la croissance potentielle de l'économie, de par le redéploiement de ressources vers des secteurs abrités à faible productivité ».*

Davantage de rigueur budgétaire est donc demandée. L'OCDE estime pourtant que le dérapage des dépenses publiques va continuer *« non seulement parce que l'élargissement de la couverture sociale et la mise en place de prestations généreuses depuis 1989* (...) *alourdissent les obligations pour l'avenir »,* mais aussi parce que *« le système actuel ouvre trop de possibilités d'abus et de fraude ».* Il existe pourtant *« une large marge de manœuvre pour réduire les dépenses sociales sans nécessairement porter atteinte aux prestations en faveur des personnes censées en bénéficier ».* L'OCDE cite très précisément les pensions d'invalidité comme champ de fraude à contrôler, ajoutant qu'il faut également réformer l'INEM (l'agence nationale pour l'emploi) et exiger notamment une *« période d'emploi beaucoup plus longue pour l'ouverture des droits à allocation ».*

L'OCDE reconnaît que les rigidités sur le marché du travail se sont réduites depuis le milieu des années 80, mais elle souligne la dualité du système, qui se traduit par *« une protection excessive des travailleurs sous contrat à durée indéterminée contrastant avec la souplesse du régime des contrats à durée déterminée ».* Poursuivant son réquisitoire, l'OCDE dénonce vertement les méfaits de la fraude fiscale, massive est-il dit en matière d'impôt sur le revenu et de TVA : *« L'assainissement budgétaire exige également plus de détermination ».*

Un satisfecit est tout de même accordé à la nouvelle loi sur la concurrence qui *« représente un grand progrès ».* Mais *« il subsiste d'importants obstacles à la concurrence auxquels la politique actuelle ne s'attaque guère ».* Les services en général, et en particulier les professions libérales, les artisans, les travailleurs indépendants ou les petits employeurs, devraient être contraints, selon l'OCDE, *« à adopter un comportement plus responsable dans le domaine des prix »* par des incitations ou des sanctions.

Al. V.

EXPOSITION MINERALOGIQUE
SAMEDI 21
DIMANCHE 22 MARS
(10 heures à 19 heures)
VENTE - ECHANGE
MINERAUX
FOSSILES - BIJOUX
PIERRES PRECIEUSES
HOTEL HILTON
18, avenue de Suffren, 75015 PARIS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SOCIETE DU GROUPE EXXON

RÉSULTATS 1991 DU GROUPE ESSO S.A.F. DES PROGRES ENCOURAGEANTS

Le Conseil d'Administration, au cours de sa réunion du 18 mars 1992, a examiné les comptes consolidés de l'exercice 1991.

Le résultat net du Groupe est un bénéfice de 850 millions de francs. Ce résultat s'analyse de la façon suivante :
- Le résultat d'exploitation s'élève à 1 497 millions de francs incluant un effet prix sur stocks négatif de 570 millions de francs.
- Le résultat courant comptable est positif de 1 489 millions de francs.
- Le résultat exceptionnel, 233 millions de francs, négatif, inclut essentiellement l'amortissement des frais d'exploration d'ESSO REP et le prélèvement fiscal exceptionnel sur sa production de pétrole brut.
- Le résultat net du Groupe, de 850 millions de francs, est obtenu après prise en compte de la charge d'impôts, de la participation des salariés et de la part des minoritaires dans le résultat d'ESSO REP.

La Société ajoute les commentaires suivants :

Le résultat net de l'activité Exploration/Production est de 245 millions de francs, en retrait de 7,5 % sur le résultat de 1990, essentiellement à cause de la baisse des prix du pétrole brut. La production, bien qu'en légère baisse, a pu être maintenue au niveau de 1,4 million de tonnes grâce à des forages complémentaires sur les champs existants. L'exercice a été marqué par une découverte prometteuse en cours d'évaluation commerciale (les Arbousiers 1 sur le permis de Lège en Gironde).

Le résultat courant économique de l'activité Raffinage/Distribution, positif de 1 339 millions de francs, atteint un niveau satisfaisant compte tenu des capitaux engagés et des investissements à réaliser. Ce résultat provient de l'amélioration des marges de raffinage sur le plan international et de la marche à pleine capacité des raffineries d'Esso Raffinage S.A.F. Il s'explique également par une recherche permanente d'efficacité ainsi que par un effort continu d'innovation et de qualité dans la gamme de produits et services offerts par la Société.

C'est ainsi qu'une nouvelle unité d'huiles blanches a été démarrée en 1991 et qu'une unité d'alkylation destinée à accroître la production d'essence sans plomb, d'un coût de 350 MF, est en cours de construction à la raffinerie de Port-Jérôme.

Cependant, les marges de distribution des carburants restent, dans un marché très concurrentiel, insuffisantes en regard des investissements nécessaires pour moderniser l'outil de distribution et en particulier pour poursuivre l'amélioration de la protection de l'environnement.

La vente du site du siège social actuel à La Défense pour 1 685,5 millions de francs, objet d'une promesse de vente signée en mars 1991, sera finalisée au cours du premier semestre 1992 et suivie du transfert du siège social dans l'immeuble en cours de construction à Rueil.

DIVIDENDE PAR ACTION PROPOSÉ

Le Conseil d'Administration a arrêté les comptes d'ESSO S.A.F., Société mère du Groupe, pour l'exercice 1991. Le résultat net est un profit de 1 174 millions de francs. Le Conseil recommandera à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 596 millions de francs, représentant un dividende net de 50 francs par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 25 francs, soit un revenu global de 75 francs. Il est rappelé que le dividende net avait été de 25 francs par action au titre de 1990.

Un acompte de 25 francs par action ayant déjà été versé le 14 février 1992, le solde du dividende ressort à 25 francs par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 12,50 francs.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE ESSO S.A.F.

(millions de francs)	1991	1990
Résultat d'exploitation	1 497	1 263
Résultat financier	(8)	22
Résultat courant comptable	1 489	1 285
Résultat exceptionnel	(233)	(264)
Impôts courants et différés	(331)	(429)
Participation	(49)	(36)
Minoritaires	(26)	(29)
Résultat net du Groupe	850	527

RÉSULTAT COURANT ÉCONOMIQUE RAFFINAGE / DISTRIBUTION

(millions de francs)	1991	1990
Résultat courant comptable	942	887
Élimination de l'effet prix sur stocks net	570	(132)
Élimination du dividende d'ESSO REP	(173)	(226)
Résultat courant économique raffinage/distribution	1 339	529
Capacité d'autofinancement hors effet prix sur stocks	1 256	650
Ventes sur le marche intérieur (milliers de tonnes)	9 550	9 060

Les tentations de l'électoralisme éc



ÉCONOMIE

Les tentations de l'électoralisme économique

Suite de la première page

Cette année pourtant, la France aurait dû échapper à cette règle. L'enjeu des élections régionales et cantonales est d'abord local : les électeurs sont invités à se prononcer sur le bilan de leur conseil régional et de leur conseil général. Théoriquement, ils n'ont pas entre les mains l'avenir du gouvernement.

Si la France n'est pas en récession – la croissance a été de 1,2 % en 1991 et elle pourrait être de 2 % en 1992, – certaines activités et certaines catégories sociales sont en pleine déprime. Fondée sur l'impression, à beaucoup d'égards excessive, que l'économie est en crise – parce que le chômage augmente, – la sinistrose s'est répandue depuis quelques mois. L'attentisme saisit les décideurs, et le pouvoir politique, à bout de souffle, cherche à limiter une *déroute électorale* qu'il sait ne plus pouvoir empêcher. D'où la tentation de l'électoralisme économique qui de nouveau se manifeste.

A première vue, le gouvernement de Mme Edith Cresson, au plus bas dans les sondages, semble y résister. M. Pierre Bérégovoy ne cesse de proclamer que sa politique économique est la meilleure et la seule possible et qu'il n'en changera pas quelle que soit sa position au lendemain des élections. La France ne se situait-elle pas en février au quatrième rang des grands pays industrialisés, derrière le Canada, le Japon et les Etats-Unis, pour le glissement annuel des prix ? N'est-elle pas la seule dans la CEE, avec le Luxembourg, à remplir aujourd'hui les critères de performance nécessaires pour accéder à la phase de la monnaie unique européenne ?

Paradoxalement, c'est avec M. Michel Rocard que M. Bérégovoy polémique sur la réalité de la croissance, tandis que son prédécesseur, M. Edouard Balladur, lui décerne un satisfecit quant aux *« bons effets »* de sa politique de lutte contre l'inflation et de défense de la monnaie, tout en le jugeant trop dépensier. L'important dépassement du déficit budgétaire pour 1991 – 131,7 milliards de francs, soit 1,9 % du PIB – laisse en effet planer une ombre sur la rigueur de la gestion budgétaire... même s'il est dû pour l'essentiel à une baisse exceptionnelle des rentrées fiscales.

En dehors de quelques mesures, salariales et qualitatives, pour les fonctionnaires, le gouvernement n'a pas, ces derniers mois, particulièrement privilégié son électorat. L'octroi de prêts bonifiés pour l'agriculture comme la fermeté affichée dans les négociations commerciales internationales sur le volet agricole ont sans doute calmé les campagnes mais n'ont pas apporté d'électeurs supplémentaires. On peut en dire autant du plan PME annoncé en fanfare par Mme Cresson, en septembre 1991, qui a permis à la CGPME d'obtenir satisfaction sur de nombreuses revendications, après avoir été associée très étroitement à son élaboration. La CGPME a applaudi mais, là aussi, le gain électoral a toutes les chances d'être nul. Aujourd'hui, M. Lucien Rebuffel figure même, en septième position, avec son titre de président de la CGPME, sur la liste parisienne de M. Alain Juppé pour les élections régionales en Île-de-France, liste qui appelle à *« sanctionner les socialistes »*.

Nul parfum évident d'électoralisme non plus dans la décision de M. Bérégovoy de présenter à la session parlementaire de printemps un plan d'épargne en actions.

L'échec principal

L'objectif du ministre de l'économie de relancer l'épargne longue n'est pas nouveau. Dans l'immédiat, il vise à renforcer les fonds propres des entreprises qui sont, pour la plupart, sous-capitalisées. Mais il n'exclut pas aussi, même si le sujet est renvoyé à une nouvelle concertation avec les partenaires sociaux, la création de fonds de pension, ce qui ouvrirait la voie, en supplément, à des régimes de retraites complémentaires par capitalisation. Le souci du long terme est ici clair.

Si globalement, pour la conduite de sa politique économique, le gouvernement a plutôt su y résister jusqu'à présent, le risque de l'électoralisme va devenir de plus en plus grand pour tout ce qui concerne la politique de lutte contre le chômage. En 1981, M. François Mitterrand a été élu en grande partie parce que son prédécesseur avait échoué dans ce domaine. Aujourd'hui, son bilan ressemble à un constat d'impuissance. Le nombre de demandeurs d'emplois flirte dangereusement avec les trois millions. Pour l'opinion, c'est le principal échec de M. Mitterrand. D'où l'obsession du gouvernement de tout faire pour éviter le franchissement de ce seuil. Certes, on n'a pas pour autant renoué avec les pactes pour l'emploi des jeunes qui, à la fin de la décennie 70, plaçaient à bon compte des centaines de milliers de jeunes en formation – *« stages-parkings »*, disait-on alors – sans que celle-ci débouche nécessairement sur un emploi qualifié. On ne s'est pas davantage livré à un grand nettoyage de printemps des statistiques de l'ANPE.

Ayant redéployé les multiples stages et dispositifs d'insertion existants, Mme Martine Aubry s'efforce au contraire de jouer le long terme, quitte à ne pas récolter tous les fruits de son action. Le ministre du travail plaide pour un traitement économique du chômage, convaincue que c'est en renforçant la compétitivité des entreprises que l'on développera l'emploi, une politique basée sur une nouvelle organisation du travail et une amélioration de la qualification des salariés. Mais tous au gouvernement n'ont pas la même prudence, estimant qu'il y a urgence et qu'il faudra de nouveau relancer le traitement social. Les mesures annoncées par le premier ministre le 8 janvier en faveur des jeunes en difficulté et des chômeurs de longue durée répondaient déjà à cette logique. La réunion de six cents hauts fonctionnaires, le 25 février au Creusot, sous la houlette de Mme Cresson et de quatre autres ministres, a renforcé cette impression de mobilisation d'urgence, au risque de jeter la confusion entre traitement « social », « local » voire « statistique » du chômage en attendant que l'économie retrouve la voie d'une *« croissance plus riche en emplois »*.

Dans ce contexte, la déclaration de Mme Cresson affirmant, comme M. Bérégovoy, que *« nous n'atteindrons pas le seuil des trois millions de chômeurs »* conduit à s'interroger. De deux choses l'une. Ou la reprise de la croissance se concrétise au second semestre – mais cela ne dépend-il pas de ce qui se passera outre-Atlantique ? – et le mouvement de création d'emplois repartira, même s'il ne joue qu'à la marge sur le noyau dur du chômage. Ou elle sera plus lente et plus molle que prévu et le gouvernement, obnubilé par sa volonté d'éviter la catastrophe aux élections législatives, sera effectivement tenté de parer au plus pressé en réactivant la pompe du traitement social. Tentera-t-il alors de multiplier les opérations de privatisation partielle pour financer la politique de l'emploi ? A moins qu'il n'infléchisse sa politique de rigueur en laissant filer les dépenses publiques...

Tout se passe comme si le gouvernement avait acquis la conviction que les vertus de sa bonne gestion ne seront pas reconnues tant que le chômage continuera de monter. Peu importe que l'inflation soit maîtrisée, le déficit commercial limité, la santé du franc consolidée, voire même le pouvoir d'achat préservé, si les Français n'ont d'yeux que pour la courbe du chômage. Cette obsession pourrait conduire demain le gouvernement à demander à des entreprises publiques de différer des suppressions d'emplois ou d'opérer de surprenants revirements, comme celui, au résultat aléatoire, qu'il a donné l'impression d'effectuer pour les chantiers de La Ciotat. Si l'impératif électoral guide seul alors la politique économique du gouvernement, les risques de dérive sont grands. La précipitation est rarement une bonne conseillère.

MICHEL NOBLECOURT

LA VIE DES ENTREPRISES

Avec la constitution de Global Delivery Express

La Poste intègre une vaste alliance dans la messagerie rapide internationale

Les postes publiques n'entendent pas abandonner aux seuls spécialistes privés les services de messagerie express internationale. Cinq d'entre elles, parmi lesquelles la *Poste française, ont choisi de s'allier* à l'un de ces «intégrateurs», le groupe australien de transport privé TNT, pour rivaliser avec les ténors du secteurs, les DHL, UPS et autres Federal Express.

Les discussions ont duré près de neuf mois. Le 29 juillet 1991, TNT *et les postes française, allemande,* néerlandaise, suédoise et canadienne décidaient de regrouper leurs activités messagerie internationale dans une société commune. Baptisée Global Delivery Express, celle-ci a officiellement vu le jour le 19 mars 1992, une fois obtenu l'aval de Bruxelles et des différentes tutelles. L'apport en capital des six partenaires devrait, au total, avoisiner le milliard de francs. *Global Delivery Express* (GDE) sera contrôlée à 50 % par TNT, pour les 50 % restants par Global Delivery Net, le holding de *droit néerlandais* rassemblant les postes française (25 % du capital), allemande (30 %), néerlandaise (18 %), suédoise (15 %) et canadienne (12 %). Le poids respectif des différentes postes publiques a été fixé en fonction de deux critères : l'importance des activités courrier express transférées à la joint-venture et le fonds de commerce potentiel incarné par chaque administration postale.

L'investissement total en capital des six partenaires n'a pas été révélé. Il est évalué à 200 millions de dollars, soit un peu plus d'un milliard de francs. La Poste française apportera *«environ 300 millions de francs»* à la société commune, a indiqué jeudi 20 mars son *président, M. Yves Cousquer. Global* Delivery Express démarre en tout cas avec un avantage certain.

L'un de ses plus puissants rivaux, l'américain Federal Express (40,6 milliards de francs de chiffre d'affaires) a annoncé son retrait des liaisons intra-européennes.. *Avec un chiffre d'affaires potentiel* estimé à 7 milliards de francs pour 1992, GDE se classe d'emblée comme le numéro deux européen. *et le numéro trois mondial du secteur*... loin derrière DHL et Fedex. Ses promoteurs tablent sur le marché allemand, où la messagerie express a été jusqu'ici relativement peu exploitée, pour tirer leur croissance ainsi que sur l'élargissement de cette alliance, notamment aux deux autres postes scandinaves.

CAROLINE MONNOT

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

PRIME

□ **Le président de Coca-Cola reçoit pour 81 millions de dollars de titres en 1991.** – M. Roberto Goizueta, président de Coca-Cola, premier fabricant mondial de boissons gazeuses, a reçu un paquet de titres évalué à 81 millions de dollars (454 millions de francs) en plus de ses appointements de quelque 5 millions de dollars, selon le rapport annuel du groupe transmis aux actionnaires. M. Goizueta s'est vu attribuer un million d'actions spéciales de Coca-Cola dans le cadre d'un programme destiné à *récompenser les cadres dirigeants* du groupe, précise le document.

RÉSULTATS

□ ***Cerus : nouvelle perte en 1991.*** – Cerus a subi une perte de 1,3 milliard de francs en 1991, qui fait suite à une perte de 2,05 milliards de francs en 1990. Le holding de M. Carlo De Benedetti, présidé par M. Michel Cicurel, a voulu *«présenter des comptes totalement apurés», en amortissant,* d'abord, une survaleur comptable de 470 millions de francs sur la filiale COFIR, fortement pénalisée par la *chute des marchés espagnols depuis* 1990. Ensuite, Cerus a enregistré une perte consolidée de 350 millions de francs sur la filiale à 76 % *Dumenil-Leblé*, en déficit de 460 millions de francs, dont une part est imputable à des provisions sur risques immobiliers. Enfin, des *provisions ont été constituées sur* 700 millions de francs «d'actifs non stratégiques», promis à la vente.

□ **LVMH : bénéfice en hausse de 11 %.** – Le numéro un mondial du luxe LVMH (Moët-Hennessy-Louis Vuitton) a publié, mercredi 18 mars, ses résultats pour 1991. A 22 milliards de francs, le chiffre d'affaires est en hausse de 11,1 % par rapport à l'année précédente. Le résultat net atteint 3,7 milliards de francs contre 3,3 milliards en 1990, soit une progression de 10,7 %. Les effets de la guerre du Golfe et de la récession mondiale *ont été différents suivant les secteurs*. Si le résultat des champagnes et vins est comparable à 1990, en revanche celui de la branche cognac et spiritueux progresse de 21 %. Les bagages et la maroquinerie sont en hausse de 7 % et les parfums et produits de beauté de 5 %.

CRISES

□ **MAAF à Niort : la suppression de 808 emplois est évoquée.** – Au cours d'une réunion d'information du personnel le 19 mars, qui faisait suite à la réunion du comité central d'entreprise, les syndicats (CGT, CFDT, CGC) de la Mutuelle assurance artisanale de France (MAAF) de Niort (Deux-Sèvres) ont annoncé que la direction *envisageait un plan de réduction* de la masse salariale, pour 1993, pouvant entraîner la suppression de 808 emplois. Le projet de la MAAF, qui emploie 4 032 personnes – dont 1 500 à Niort au siège de Chauray, – porte sur 143 départs en préretraite et, au choix, sur 665 licenciements «secs» ou une diminution générale des salaires de 14,6 %. L'économie recherchée serait de 186 millions de francs, pour une masse salariale *qui dépasse le milliard (1 076 millions)*. Les syndicats ont demandé un rapport d'expertise qui sera remis le 18 mai.

□ ***BASF envisage la suppression de*** **9 500 emplois.** – Le groupe chimique allemand BASF s'attend à une nouvelle année difficile en 1992, après avoir déjà enregistré un recul de 6,1 % de son bénéfice net consolidé en 1991. Sur les deux premiers mois de l'année, le groupe annonce un résultat *«insatisfaisant»*, en retrait par rapport à celui dégagé en janvier-février 1991, a indiqué M. Juergen Strube, président du directoire de BASF, sans vouloir donner de chiffres précis. Afin de faire front à la mauvaise conjonture et tenir bon devant une concurrence toujours plus nombreuse (d'Asie du Sud-Est notamment), BASF a décidé de supprimer des emplois et abandonner différentes activités accessoires afin de se concentrer sur son activité première de chimiste. D'ici à la fin de l'année, BASF veut ainsi réduire de 9 500 postes ses effectifs à 120 000 personnes (contre 129 434 fin 1991). Cette réduction de 7 % affectera 4 000 postes en Allemagne et 5 500 à l'étranger.

INVESTISSEMENT

□ **Cadbury Schweppes investit 1,8 milliard de francs dans l'eau minérale mexicaine.** – Cadbury Schweppes, groupe britannique de boissons et de confiserie, a acquis le 18 mars le producteur mexicain d'eau minérale FEMSA Aguas Minerales pour 188 millions de *livres (1,8 milliard de francs), afin* de développer ses activités existantes sur le marché mexicain, le deuxième du monde pour les *boissons gazeuses*. En 1991, FEMSA a réalisé un chiffre d'affaires de 73 millions de livres et un bénéfice imposable de 13 millions avant *frais financiers*. Ses actifs nets s'élèvent à 60 millions de livres.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 19 mars ⬇

Grande hésitation

Dans un marché sans affaires, la tendance a été très hésitante, jeudi à la Bourse de Paris, qui manquait d'infor*mations susceptibles de la sortir de* l'ornière. Stable à l'ouverture, l'indice CAC 40 a fait une légère incursion, en *début de séance, dans le vert avant de s'effriter légèrement pour céder, vers* 14 heures, 0,28 % ont du cloturer en *recul de 0,32 %.*

Après avoir craint mercredi dans le courant de la journée une hausse des taux d'intérêt en Allemagne, les milieux financiers étaient plus sereins jeudi matin estimant notamment que la présence du chancelier Helmut Kohl à la réunion de la Bundesbank empêcherait toute velléité de durcissement de la politique de crédit. Ils avaient raison car, à l'issue de cette séance, la banque centrale n'a pas modifié ses taux directeurs. En revanche, il n'est plus question de baisse des taux cette année.

La Deutsche Bank en est convaincue plus que jamais, précisant que la «Buba» *ne pourra assouplir sa politique* que lorsque tous les signes en faveur d'une baisse de l'inflation seront là. Il n'est donc pas étonnant qu'à Paris les taux d'intérêt à court terme restent élevés. Jeudi, le loyer de l'argent au jour *le jour était à 10 %. Lors de son adjudi*cation de jeudi la Banque de France n'a pas modifié ses taux d'intérêt. Les grandes lignes de la nouvelle réglementation concernant les OPA à 100 % présentées par le Conseil des Bourses *de valeurs n'ont pas suscité de réac*tions particulières à la Bourse, un consensus ayant été réalisé dans ce sens ces dernières semaines dans les milieux financiers.

M. Pierre Bérégovoy a indiqué, jeudi, qu'il allait homologuer le nouveau règlement proposé par le CBV. Les quelques ventes se sont manifestées dans un marché creux, les investisseurs se montrant réticents avant les échéances *électorales de dimanche.*

NEW-YORK, 19 mars ⬆

Petite hausse

Soutenue par l'annonce d'une légère contraction du déficit commercial américain en janvier et d'une diminution des demandes d'allocations chômage en mars, *Wall Street* a enregistré, jeudi 19 mars, une petite hausse. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes gagnait en clôture 7,15 points, soit 0,22 %, à 3 261,40 points. Près de deux cents millions d'actions ont changé de mains et le nombre de titres en progression (912) était supérieur à celui des valeurs en baisse (773).

Pour autant, les investisseurs sont restés prudents et craignent toujours un retour de l'inflation. La progression du Dow Jones a ainsi été entravée par le recul d'IBM, après qu'un analyste eut recommandé de vendre ce titre. Le léger mieux sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, descendu à 7,96 % contre 8,01 %, n'ont pas totalement convaincu.

VALEURS	Cours du 18 mars	Cours du 19 mars
Alcoa	70 1/4	70 3/8
ATT	39 3/8	38 7/8
Boeing	45 1/2	45 1/4
Chase Manhattan Bank	24 1/4	24 5/8
Du Pont de Nemours	45 1/8	45 5/8
Eastman Kodak	40 3/8	40 3/8
Exxon	55 7/8	55 1/4
Ford	39	40 1/8
General Electric	78 1/2	78 1/8
General Motors	38 1/8	38 3/8
Goodyear	82 1/4	84 1/8
IBM	87 1/2	85 7/8
ITT	64 3/8	65
Mobil Oil	60 1/8	59 3/4
Pfizer	71 1/8	71 1/8
Schlumberger	58	57 1/8
Texaco	58 5/8	57 1/2
UAL Corp. ex-Allegis	148 1/8	151
Union Carbide	25 1/8	25 1/4
United Tech.	52 3/4	53 3/8
Westinghouse	19 3/4	19 3/4
Xerox Corp.	77	78 5/8

LONDRES, 19 mars ⬆

Indécise

Les valeurs ont fluctué en dents de scie, jeudi 19 mars, à la Bourse de Londres, *stimulées* d'un côté par un sondage favorable aux conservateurs, mais affectées de l'autre par de mauvais indicateurs économiques britanniques. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs était en très légère hausse de 2,9 points (0,1 %).

Au début de la séance, il gagnait près de 10 points mais a plongé avec l'annonce d'une nouvelle progression du chômage en février qui le porte à son plus fort niveau depuis septembre 1987. *Si on y ajoute le recul de* 0,3 % du PIB (produit intérieur brut) au dernier trimestre de 1991, qui confirme la profondeur de la récession outre-Manche, les analystes *considèrent que la Bourse a fait* preuve d'une certaine résistance.

TOKYO, 20 mars

Clos

La Bourse et le marché des changes de Tokyo étaient fermés vendredi 20 mars, jour férié au Japon *pour l'équinoxe de printemps.*

SHENZHEN

Elaboration des règlements

La Bourse de la Zone économique spéciale de Shenzhen (Chine) a rendu publiques ses conditions d'adhésion et ses règles provisoires de fonctionnement dans le cadre de son développement (*le Monde* du 8 janvier). Elles prévoient que les sociétés représentées pourront appartenir à deux catégories distinctes : celles du groupe A, qui devront limiter leur clientèle à leurs employés et celles du groupe B ouvertes au grand public et aux investisseurs étrangers.

Les premières doivent avoir au moins dix millions de yuans (9,5 millions de francs) d'actifs avant de pouvoir proposer des actions tandis que les secondes doivent pouvoir annoncer des avoirs de 30 millions de yuans (28 millions de francs) au minimum. Les monopoles d'Etat comme le tabac, l'alcool, l'or ou l'industrie du diamant ne pourront émettre d'actions. Les transactions de titres B ont commencé le 28 février à Shenzhen, soit une semaine après Shanghai, l'autre place boursière chinoise.

PARIS :

Second marché *(sélection)*

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	4220	4240	Immob. Hôtelière	1215	1205
Arnault Associés	273	....	Interm. Computer	153	....
B.A.C.	78	....	I.P.B.M.	70	....
Bque Vernes	780	....	Locamic	71	....
Boiron (Ly)	380	399	Matra Comm.	137 90	140 50
Boisset (Lyon)	229	....	Molex	181	....
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	890	880	Publ.Filipacchi	429	424 80
Calberson	364	328 60 o	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	325	....
Cardif	849	835	Select Invest (Ly)	81 60	....
C.E.G.E.P.	175	....	Serbo	321	...
C.F.P.I.	275	....	Sopra	329	....
C.N.I.M.	1040	1049	TF1	381	381 50
Codetour	286	....	Thermador H. (Ly)	355	....
Conforama	1042	....	Unilog	236	....
Creeks	209	....	Viel et Cie	100	....
Dauphin	325	....	Y. St-Laurent Groupe	870	870
Delmas	1030	....			
Demachy Worms Cie	344	....			
Devanlay	1035	1050			
Deville	220	....			
Dolisos	115	....			
Editions Belfond	190	....			
Europ. Propulsion	230	226 10			
Finacor	119	....			
G.F.F. (group.fon.f.)	117 80	117			
G.L.M.	360	....			
Gravograph	190	....			
Guintoli	880	....			
I.C.C.	192	....			
Idianova	88	....			

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 19 mars 1992
Nombre de contrats estimés : 158 067

COURS	ÉCHÉANCES Mars 92	Juin 92	Sept. 92
Dernier	106,06	107,68	108,14
Précédent	106,44	107,98	108,26

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Juin 92	Sept. 92	OPTIONS DE VENTE Juin 92	Sept. 92
109	0,26	0,76	1,48	–

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 13 615

COURS	Mars	Avril	Mai
Dernier	1 934	1 947	1 972
Précédent	1 939	1 959	1 986

CHANGES

Dollar : 5,6820 F ⬆

Le dollar poursuivait sa hausse à 5,6820 F vendredi 20 mars au cours des premiers échanges à Paris contre 5,6585 F au fixing à Paris et 5,6740 F à la clôture à New-York mercredi. Vendredi 20 mars étant un jour férié au Japon, le marché des changes était fermé à Tokyo.

FRANCFORT	19 mars	20 mars
Dollar (en DM)	1,6690	1,6720/30
TOKYO	19 mars	20 mars
Dollar (en yens)	132,55	Fermé

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (20 mars)	9 7/8 - 10 %
New-York (19 mars)	4 1/16 %

BOURSES

	18 mars	19 mars
PARIS *(INSEE, base 100 : 31-12-91)*		
Valeurs françaises	111	110,70
Valeurs étrangères	103,30	103,20
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	524,45	522,30
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 928,18	1 921,99
NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*	18 mars	19 mars
Industrielles	3 254,25	3 261,40
LONDRES *(Indice « Financial Times »)*	18 mars	19 mars
100 valeurs	2 464,70	2 467,60
30 valeurs	1 925,80	1 923,10
Mines d'or	121,30	122,10
Fonds d'Etat	86,20	86,10
FRANCFORT	18 mars	19 mars
Dax	1 732,18	1 724,63
TOKYO	19 mars	20 mars
Nikkei Dow Jones	20 185	Clos
Indice général	1 451	Clos

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT Demandé	Offert	COURS TERME TROIS MOIS Demandé	Offert
$ E-U	5,6910	5,6940	5,7723	5,7783
Yen (100)	4,2425	4,2475	4,2978	4,3058
Ecu	6,9355	6,9375	6,9296	6,9376
Deutschemark	3,3930	3,3935	3,3953	3,3981
Franc suisse	3,7396	3,7441	3,7528	3,7598
Lire italienne (1000)	4,5130	4,5150	4,4901	4,4954
Livre sterling	9,7050	9,7100	9,6911	9,7024
Peseta (100)	5,3690	5,3745	5,3365	5,3472

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS Demandé	Offert	TROIS MOIS Demandé	Offert	SIX MOIS Demandé	Offert
$ E-U	4 3/16	4 5/16	4 1/4	4 3/8	4 7/16	4 9/16
Yen (100)	5 1/8	5 1/4	4 3/4	4 7/8	4 5/8	4 3/4
Ecu	10	10 1/8	10 1/16	10 3/16	10 1/16	10 3/16
Deutschemark	9 9/16	9 11/16	9 9/16	9 11/16	9 9/16	9 11/16
Franc suisse	8 5/8	8 3/4	8 7/16	8 9/16	8 3/16	8 5/16
Lire italienne (1000)	11 7/8	12 1/8	11 7/8	12 1/8	11 7/8	12 1/8
Livre sterling	10 5/8	10 3/4	10 5/8	10 3/4	10 11/16	10 13/16
Peseta (100)	12 5/16	12 9/16	12 1/4	12 1/2	12 1/4	12 1/2
FRANC FRANÇAIS	9 15/16	10 1/16	10	10 1/8	10	10 1/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

BOURSE DU 2

BOURSE DU 20 MARS

Cours relevés à 10 h 12

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
4300	C.N.E 3%	4376	4380	4380	+ 0 11
888	B.N.P. T.P.	877	881	881	+ 0 46
842	Cr.Lyon. T.P.	872	869	869	- 0 34
1245	Renault T.P.	1340	1340	1340	....
1460	Rhone Poul. T.P.	1575	1603	1603	+ 1 78
1073	Saint Gobain T.P.	1092	1100	1100	+ 0 73
901	Thomson T.P.	908	....	....	....
775	ACCOR	750	746	746	- 0 53
740	Air Liquide	759	755	753	- 0 79
605	Alcatel-Alsthom	595	595	595	....
1500	Als.Superm.	1675	1680	1680	+ 0 30
330	A L S P I	315	315	315	....
530	AGF Sté Centrale	508	498	499	- 1 77
1110	Aux. Entrepr.	1002	1001	1001	- 0 10
161	Avenir H. Média	158	155	155	- 1 90
930	Axa (ex Cie Midi)	931	926	922	- 0 97
139	Bafip	166 10	166 10	166 10	....
129	Bail-Equipem.	138	135 10	135 10	- 2 10
760	Bail Investiss.	780	780	780	....
490	Bancaire	475	471	476	+ 0 21
680	Bazar H.-V.	774	761	761	- 1 68
585	Beghin-Say	619	615	617	- 0 32
1090	Berger (M.)	1236	1231	1231	- 0 40
340	Bertrand Faure	410	410	410	....
670	Bic	669	669	663	- 0 90
1040	B.I.P.	1089	....	....	....
320	BIS	353	350 10	350 10	- 0 82
365	B N P (CI)	380	379	379	- 0 26
775	Bolloré Tech.	800	800	800	....
2900	Bongrain	2869	2870	2870	+ 0 03
800	Bon-Marché	816	820	820	+ 0 49
590	Bouygues	601	601	600	- 0 17
123	BP France	120 10	119 10	119 10	- 0 83
1110	B S N	1082	1081	1080	- 0 18
1080	Canal Plus	1076	1076	1075	- 0 09
300	Cap Gem.S.	319	317	317	- 0 63
2460	Carrefour	2560	2552	2551	- 0 35
158	Casino	159 10	158	157 20	- 1 19
100	Casino ADP	99	99	99	....
1920	Castorama D.I.	2055	2056	2056	+ 0 05
193	C.C.F.	187 60	188	187 10	- 0 27
63	CCMC Ly.	55	55	55	....
370	C.D.M.E.	360 50	....	....	....
192	C.E.G.I.D.	187 50	....	....	....
159	Centrest (Ny)	145	147	147	+ 1 38
385	C.E.P. Comm.	406	410	410	+ 0 99
124	Cerus	131 10	132	132	+ 0 69
730	Cetelem	810	820	820	+ 1 23
305	CF Int.	298	298 10	298 10	+ 0 03
350	CGI Info.	338	340	340	+ 0 59
1170	C G I P	1227	1225	1190	- 3 02
675	CGP	680	680	680	....
1140	Chargeurs S A	1179	1178	1177	- 0 17
375	Christian Dior	383	385	385	+ 0 52
580	C I C A (M)	610	....	....	....
315	Ciments franc.	325	320 20	320 20	- 1 48
705	Clarins	750	747	750	....
510	Club Médiler.	528	528	525	- 0 57
193	CMB Packa.	197	196	196 10	- 0 46
790	Colas	834	820	820	- 1 68
270	Cpt. Entrep.	254 50	256	256	+ 0 59
1220	Compt Mod.	1270	1266	1266	- 0 31
270	CPR (Paris Rés.)	275 10	277	277	+ 0 69
1000	Créd. Foncier	881	885	881	....
235	Crédit Loc France	233	232 10	233	....
590	Cr Lyon (CI)	573	573	573	....
1110	Crédit Nat.	1112	1110	1110	- 0 18
245	CSEE	305	306 40	306 40	+ 0 46
2850	Damart	2675	2630	2630	- 1 68
345	Dassault Aviation	340	342	342	+ 0 59
195	Dassault Electr.	200	199 90	199 90	- 0 05
1410	De Dietrich	1515	1519	1519	+ 0 26
90	Dév.P.d.C.(Li)	102 50	102 50	102 50	....
188	Dév.R.Sud-Est	165	165	165	....
280	D M C	310 40	....	....	....
405	Docks France	412	413	413	+ 0 24
330	Dynaction	380	....	....	....
2200	Eaux (Gle)	2252	2241	2232	- 0 89
800	E.B.F.	885	900	900	+ 1 69
410	Ecco	434	432 90	432 90	- 0 25
375	Elf Aquitaine	359 50	357	356 50	- 0 83
....	ElfSanofi(ExSanofi)	1175	1185	1182	+ 0 60
250	Esso-Elf (Certif)	243	243	243	....
380	Essilor	401 50	400	400	- 0 37
181	Essil.Int.(DP)	185 50	184	184	- 0 81
670	Esso	730	733	733	+ 0 41
1440	Eurafrance	1625	1613	1613	- 0 74
575	Eurocom	600	600	600	....
149	Eurodisneyland	161 30	161 50	161 50	+ 0 12
890	Europe 1	911	....	....	....
44	Eurotunnel	42 30	42 05	42 20	- 0 24
1490	Exor	1442	1442	1442	....
118	Fimextel	120	120	120	....
325	Fives Lille	380	379	379	- 0 26
2740	Fromager. Bel	2995	2950	2950	- 1 50
1470	Gal.Lafayette	1784	1770	1770	- 0 78
1950	G.A.N.	1950	1960	1960	+ 0 51
500	Gascogne (B)	567	567	567	....
1280	Gaz et Eaux	1430	1435	1435	+ 0 35
625	Geophysique	620	....	....	....
665	Gerland Ly.	689	....	....	....
....	Groupe André SA	755	765	765	+ 1 32
475	Groupe Cité	520	520	520	....
390	GTM-Entrep.	376	376	376	....
1510	Guyenne-Gasc.	1645	1620	1620	- 1 52
155	Hachette	174	173 30	173 30	- 0 40
485	Havas	489	486	486 10	- 0 59
370	Idia	350	....	....	....
300	Imétal	312	311	311	- 0 32
145	Immob. Phénix	146 60	146 10	146 10	- 0 34
81	Ingénico	88	89	89	+ 1 14
5650	Inst. Mérieux	6020	5990	5990	- 0 50
445	Interbail	450	450	450	....
700	Intertechnique	815	825	820	+ 0 61
900	J. Lefebvre	945	940	940	- 0 53
580	Klepierre	636	636	636	....
705	Labinal	713	726	726	+ 1 82
355	Lafarge	349 80	347 30	347 10	- 0 72
315	Labon	310	....	....	....
4100	Legrand	4140	4100	4093	- 1 14
2340	Legrand (DP)	2300	2280	2280	- 0 87
415	Legris Industries	443	443	443	....
695	Locindus	710	724	724	+ 1 97
4610	L.V.M.H.	4489	4485	4462	- 0 82
510	Lyon.Eaux/Dumez	496 40	494	494	- 0 48
116	Majorette Ly.	128 50	123 50	123 50	- 3 89
340	Mar. Wendel	338	332	332	- 1 78
172	Matra	164 80	164 10	162 10	- 1 64
535	Merlin-Gerin	519	519	519	....
83	Metaleurop	89 90	89	89	- 1 00
42	Métrologie In.	50	48 80	48 80	- 2 40
168	Michelin	164 40	163 90	163 60	- 0 49
156	Min. Salsig (Ny)	156 10	....	....	....
75	MMB	79 90	78	78	- 2 38
166	Moulinex	182 90	183	183	+ 0 05
1180	Navig. Mixte	1130	....	....	....
101	Nord-Est	112 50	111 90	111 90	- 0 53
280	Nordon (Ny)	270 10	....	....	....
455	Nouv Galeries	550	550	550	....
168	Olipar	165	168	168	+ 1 82
780	Oréal	783	782	782	- 0 13
395	Paribas	388 10	386 10	386 10	- 0 52
190	Pechiney Int.	197	198	197 50	+ 0 25
330	Pechiney (CIP)	335	330	330	- 1 49
1490	Pernod Ricard	1508	1505	1505	- 0 20
730	Peugeot	718	719	717	- 0 14
275	Pinault	286 80	288	285	- 0 63
630	Plastic-Omn.	660	658	658	- 0 30
470	Poliet	522	522	522	....
705	Primagaz	715	710	710	- 0 70
850	Printemps	860	858	860	....
3030	Promodès	3460	3460	3480	+ 0 58
545	Radiotechn.	626	625	633	+ 1 12
5390	Redoute (La)	5440	....	....	....
184	Rémy Cointreau	191	188	188	- 1 57
610	R. Poulenc CIP	584	585	585	+ 0 17
310	Robur Financ.	355	....	....	....
61	Rochette(La)	69 50	69 70	69 70	+ 0 29
2130	Roussel Uclaf	2180	2180	2180	....
2900	R. Impér.Ly *	3180	3150	3150	- 0 94
183	Sade (Ny)	186	183	183	- 1 61
1780	Sagem	1736	1768	1768	+ 1 84
530	Saint Gobain	531	527	526	- 0 94
1300	Saint Louis	1315	1310	1308	- 0 53
1870	Salomon Ly	1839	....	....	....
330	Salvepar (Ny)	340 10	338	338	- 0 62
1530	S A T	1515	....	....	....
230	Saul. Chât.	237 20	237 20	237 20	....
1060	Saupiquet (Ny)	1154	1150	1150	- 0 35
690	Schneider	666	665	661	- 0 75
19 50	SCOA	18 40	18 45	18 50	+ 0 54
460	Scor s.a.	460	450	450	- 2 17
1970	S.E.B.	2050	2010	2010	- 1 95
460	Sefimeg	458 80	458 80	458 80	....
113	Selectibanque	112	112 10	112 10	+ 0 09
220	Sextant A.	230	....	....	....
830	S F I M	850	850	850	....
235	S.G.E.	243 50	244 90	244 90	+ 0 57
460	Simco	461 50	461 90	459	- 0 54
835	St. Rossignol	775	767	767	- 1 03
500	Sligos	475	474 90	474 90	- 0 02
545	Société Géné.	519	516	514	- 0 96
65	Sodexco(B)	67	67	67	....
144	Sodero(Ny)	141	....	....	....
970	Sodexho	1000	992	992	- 0 80
78	Sogenal(Ny)	84 50	84 50	84 50	....
385	Sogerap	397	395	395	- 0 50
1430	Somm-Allib.	1349	1350	1348	- 0 07
415	SOPHIA	400 10	405	405	+ 1 22
1517	Source Perrier	1579	1555	1556	- 1 46
810	Sovac	817	840	840	+ 2 82
330	SPEP	326 20	....	....	....
330	Spie-Batignol.	336	335	335	- 0 30
780	Strafor Facom	780	780	780	....
340	Suez	331 30	331 70	331 50	+ 0 06
1170	Synthélabo	1199	....	....	....
162	Thomson CSF	155	155 10	155 10	+ 0 06
280	Total	233	233	230 50	- 1 07
170	- (certif.)	154 80	153	153	- 1 16
220	Trailfast Fin.	219	220	220	+ 0 46
570	U.A.P.	535	529	525	- 1 87
285	U F B Locab.	310	310	310	....
730	U I C	743	738	738	- 0 67
460	U I F	474	473	473	- 0 21
720	U I S	721	....	....	....
515	Unibail	540	531	531	- 1 67
705	Valéo	700	705	705	+ 0 71
275	Vallourec	265	259 20	259 20	- 2 19
325	Via Banque	324	....	....	....
370	Worms et Cie	357	353 10	353 10	- 1 09
1300	Zodiac	1312	1310	1310	- 0 15
1030	Elf Gabon	1061	1061	1061	....
123	Amax	109 50	....	....	....
155	Amer. Barrick	140 50	140 90	140 90	+ 0 28
119	Amer. Express	124 50	125 50	125 50	+ 0 80
215	A.T.T.	221 40	226 40	226 40	+ 2 26
178	Anglo Amer.C.	189 30	192 80	192 80	+ 1 85
360	Amgold	329 40	....	....	....
250	Banco Santander	248	255	255	+ 2 82
840	B.A.S.F.	826	830	830	+ 0 48
1020	Bayer	1005	1010	1010	+ 0 50
41	Blesheim Plc	44 90	....	....	....
45	Buffelsfont.	35 30	38 70	38 70	+ 8 61
138	Chase Manh.	133 70	140	140	+ 4 71
2540	Daimler Benz	2601	2605	2605	+ 0 15
132	De Beers	142 20	144 60	144 60	+ 1 69
2460	Deutsche Bank	2448	2455	2455	+ 0 29
1220	Dresdner Bank	1212	1214	1214	+ 0 17
61	Driefontein	61	61 40	61 40	+ 0 66
285	Du Pont-Nem.	255	258 50	258 50	+ 1 37
280	Eastman Kodak	230	231 50	231 50	+ 0 65
15 50	East Rand	14 20	14 20	14 30	+ 0 70
40	Echo Bay	38 25	39	39	+ 1 96
230	Electrolux	246	254	254	+ 3 25
105	Ericsson	127	125 30	125 30	- 1 34
325	Exxon Corp.	314 50	313 70	313 70	- 0 25
220	Ford Motor	225	227 20	227 20	+ 0 98
48	Freegold	46 50	46 25	46 25	- 0 54
16	Gencor	16 40	17 30	17 35	+ 5 79
450	Gén. Elect.	446	446 10	446 10	+ 0 02
220	Gén. Motors	220	219 90	219 90	- 0 05
360	Gén. Belgique	358	....	....	....
92	Gd. Métropol.	86 50	88	88	+ 1 73
56	Guinness	54	54 55	54 55	+ 1 02
21	Hanson PLC	21 40	21 35	21 35	- 0 23
31	Harmony Gold	30 35	30 65	30 65	+ 0 99
425	Hewlett Packard	451	460 10	460 10	+ 2 02
37	Hitachi	33 70	33 20	33 20	- 1 48
860	Hoechst	862	....	....	....
90	Homestake	75	74 90	74 90	- 0 13
125	I.C.I.	121 50	123 10	123 10	+ 1 32
510	I.B.M.	486	488 10	488 10	+ 0 43
345	I.T.T.	363 20	371 60	371 60	+ 2 31
179	Ito Yokado	174	170 10	170 10	- 2 24
58	Matsushita	55 35	56 60	56 60	+ 2 26
3 55	Maxwell	3 55	....	....	....
235	Mc Donald's	249	247 10	247 10	- 0 60
825	Merck	840	845	845	+ 0 60
525	Minnesota M.	509	511	511	+ 0 39
48	Mitsubishi	48 60	....	....	....
340	Mobil corp.	340	....	....	....
340	Morgan J.P.	331 10	....	....	....
35480	Nestlé	35700	35500	35500	- 0 56
118	Norsk Hydro	127 10	129	129	+ 1 49
105	OFSI.	103	103	103	....
1740	Pétrofina	1715	....	....	....
415	Philip Morris	440	440	440	....
98	Philips	108 50	109 20	109 20	+ 0 65
58	Placer Dome	54 70	55 25	55 25	+ 1 01
580	Procter Gamble	559	561	561	+ 0 36
139	Quilmès	214 90	....	....	....
26	Randfontein	24 20	24	24	- 0 83
345	Rhone Poul. Rorer	329 80	324 60	324 60	- 1 58
420	Royal Dutch	428 40	430	430	+ 0 37
52	R T Z	53 80	54 25	54 25	+ 0 84
1 65	Saat.& Saatchi	1 69	1 68	1 68	- 0 59
35	St Helena	33 20	33 50	33 50	+ 0 90
340	Schlumberger	325	325 60	325 60	+ 0 18
43	Shell transp.	44 20	....	....	....
2310	Siemens	2268	2266	2266	- 0 09
470	Siemens Nixdorf	449 90	....	....	....
176	Sony	169 50	172	172	+ 1 47
76	Sumitomo Bank	74	75 10	75 10	+ 1 49
181	T.D.K.	189	180 50	180 50	- 5 03
63	Telefonica	62 50	62 55	62 55	+ 0 08
27	Toshiba	25 10	25	25	- 0 40
595	Unilever	553	553	553	....
290	Unit.Techn.	293 20	303	303	+ 3 34
335	Vaal Reefs	311	313	313	+ 0 64
1180	Volkswagen	1239	....	....	....
350	Volvo	382	382	382	....
184	West. Deep.	153 10	156	156	+ 1 89
440	Xerox Corp.	435 30	....	....	....
124	Yamanouchi	118	118	118	....
1 67	Zambia Cop.	2 07	2 06	2 06	- 0 48

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8%77	124 10	7 28
Emp.Etat 9,8%78	100	6 74
10,80% 79/94	101 50	5 84
Emp.Etat 13,4%83	105 90	3 29
Emp.Etat 12,2% 84	100 95	5 46
10,26% mars 86	104	0 22
OAT 10% 5/2000	107	8 14
OAT 9,9% 12/1997	....	2 65
OAT 9,8% 1/1996	102 24	1 33
PTT 11,2% 85	105 25	3 19
CFF 10,30% 86	....	1 52
CFF 10,25% nov 90	....	0 14
CNA 10 % 1979	....	0 78
CNB Bques 5000F	....	1 94
CNB Paribas 5000F	....	1 94
CNB Suez 5000F	....	1 94
CNE 11,5% 85	100 95	8 22
CNI 1/82 5000F	....	1 94
CNT 9 % 86	....	7 70
CRH 10,90% déc.85	106 10	2 17
CHARB FCE 3% 100	....	....
CNCA	981	....
Cons.	....	....
Alcatel 6 % janv. 89	....	....
Ly. Eaux cv 6,5%	....	....
Thoms. cv 9,2% 86	870	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ste fin.)	995	985
Applications Hydr.	1520	....
Arbel	480	481
Bains C.Monaco	1100	1100
B.Hypoth.Europ.	377	....
B.N.P. Intercont.	369 70	365
Beghin-Say (C I)	479	480
Bénédictine	2600	....
Bidermann Internat.	470	....
Blanzy Ouest	2300	....
B T P	86 70	86 40
Cambodge	900	....
Carbone Lorraine	506	....
Case Poclain	9	9
C.E.G.F (Frigor.)	575	....
Centenaire Blanzy	366	....
Cerabati	72	....
Champex Ny	84	....
CIC (CIP)	218	215
C.I.M.	1215	1205
C.I.T.R.A.M. (B)	1815	....
Cogifi	347 10	....
Comiphos	552	....
Cie Industrielle	8580	....
Cpt Lyon Alemand	370	365 50
Concorde	880	880
Constr.Méc.Prov.	28 05	....
Crédit Gén.Ind.	126 20	....
Cr Universel (Cie)	420	....
Darblay	695	....
Degremont	1840	1830
Delmas Vieljeux	3100	....
Didot Bottin	850	....
Docks Fr. R. Picardie	1170	....
Eaux Bassin Vichy	2600	....
Eaux Vittel	953	960
Ecia	320	317
Est.Mag. Paris	4200	....
Etex (ex Eternit)	1809	1818
Finalens	291 90	....
F.I.P.P.	86	....
F.N.A.C.	1805	1860
Foncière (Cie)	539	....
Fonc.Lyonnaise	884	855
Foncina	382	....
Fougerolle	825	825
France I.A.R.D.	769	....
France SA (La)	2395	2385
From. Paul-Renard	2380	....
Gaumont	633	633
Genefim	324	324
Gévelot	450	....
G.F.C.	342 50	....
Groupe Victoire	1390	....
G.T.I (Transport)	230	....
Immobail	335	....
Immobanque	675	....
Im.Marseillaise	5330	....
Immofice	445	437
Invest.(Ste Cle.)	3300	....
Lambert Frères	290 50	....
Lille Bonnières	1120	....
Locafinancière	475	....
Louis Vuitton	731	....
Louvre	2735	2730
Lucia	1000	....
Machines Bull	32	32
Mag.Uniprix	186	....
Magnant	760	....
Métal Déployé	436 10	....
Mors	90 05	91 70
Navigation (Nie)	215	....
Optorg	318	....
Oriel (Ct)	378 10	376 50
Origny-Desvroise	720	....
Palais Nouveauté	1290	....
Paluel Marmont	640	....
Parfinance	162	....
Paris France	239	....
Paris Orléans	207 50	....
Parthena Invest.	287 50	....
Pathé Cinéma	883	....
Piper Heidsieck	1349	....
Porcher	483	....
Promodès (CI)	1660	....
Publicis	744	744
Rochefortaise	107	....
Rosario	172 50	164
Rougier	250	249 90o
S.A.C.E.R.	445 10	....
S.A.F.A.A.	228	....
S.A.F.I.C Alcan	215	....
Saga	340	....
Saint Dominique (F.)	111	112
Salins du Midi	580	580
Savoisienne M.	157	....
S.C.A.C.	700	....
Senelle	408	396 20
S.Ecol.Part. (M)	134	....
Silic	575	....
Sinvim	188	188
S.I.P.H.	228	....
S.M.C.I.	115	126 70d
Sofal	740	740
Soffo	378	....
Sofical	1200	1200
Solitam (ex Sansen)	70 10	....
Solegi	2412	2401
Soudure Autogène	925	925
Sovabail	463 60	....
Stemi	486 10	....
Taittinger	2800	2804
Testut-Aequitas	350	....
Tour Eiffel	233	....
Ufiner	1110	....
Vicat	449	448
Vielprix	1580	....
Virax	116 10	....
Maroc Sté Brasserie	250	....

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	718	....
Akzo Nv Sico	450	....
Alcan Aluminium	111	....
American Brands	248 50	....
Arbed	849	....
Asturienne Mines	124	....
Banco Popular Espa.	600	....
B.Reglements Int.	19400	....
Can.Pacifique	76	....
Chrysler Corp.	98	....
C I R	8	....
Commerzbank	860	....
Dow Chemical	330	....
Fiat	21	....
GBL (Brux Lamb.)	540	....
Gevaert	1030	....
Glaxo Holdings Ltd	77	....
Goodyear Tire	340	....
Grace and Co (WR)	236	....
Honeywell Inc.	400	....
Johannesburg	72	79 20d
Koninklijke Pakhoed	140	....
Kubota	22	....
Midland Bank	30 10	....
Noranda Mines	75 70	....
Olivetti priv.	10 40	....
Pfizer Inc.	402 10	....
Ricoh	23 80	20 40o
Robeco	294 30	....
Rodamco NV	154 50	....
Rolinco	291 20	....
Selpam	5 90	....
Sema Group	22 80	....
SKF Aktiebolaget	94 50	....
Tenneco Inc.	192 10	....
Thorn Electrical	76	....
Toray Ind.	22 80	....
West Rand Cons.	8	....

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	315	....
Calciphos	94 10	....
C G H Cogedhor	8	....
Coparex	649	....
Drouot Assurances	325	....
Electro-Banque	331	364 80d
Europ. Accum.	79 10	....
Europ Soutres Ind.	20 40	....
Gachot S.A.	94	....
Guy Degrenne	442	....
Lecteurs du Monde	210	....
Nicolas	1200	....
Particip. Perrier	385	....
Quadrant	16	....
Rorento N.V.	215 40	....
St-Gobain-Emballage	1711	2067 o
S.E.P.R.	761	....
S.M.T. Goupil	130	37 55o
S.P.R. act. B	296 10	....
Waterman	903	995 d

Cote des Changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 20/3	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 658	....	....	....
Ecu	6 938	....	....	....
Allemagne (100 dm)	339 560	....	....	....
Belgique (100 F)	16 491	....	....	....
Pays-Bas (100 fl)	301 510	....	....	....
Italie (1000 lires)	4 510	....	....	....
Danemark (100 krd)	87 420	....	....	....
Gde-Bretagne (1 L)	9 689	....	....	....
Grèce (100 drachmes)	2 934	....	....	....
Suisse (100 f)	375 150	....	....	....
Suède (100 krs)	93 490	....	....	....
Norvège (100 k)	86 470	....	....	....
Autriche (100 sch)	48 255	....	....	....
Espagne (100 pes)	5 370	....	....	....
Portugal (100 esc)	3 939	....	....	....
Canada (1 $ can)	4 736	....	....	....
Japon (100 yens)	4 256	....	....	....

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 20/3
Or fin (kilo en barre)	61300	.....
Or fin (en lingot)	61600	.....
Napoléon (20f)	354	.....
Pièce Fr (10 f)	449	.....
Pièce Suisse (20 f)	358	.....
Pièce Latine (20 f)	358	.....
Souverain	446	.....
Pièce 20 dollars	2085	.....
Pièce 10 dollars	1100	.....
Pièce 5 dollars	690	.....
Pièce 50 pesos	2310	.....
Pièce 10 florins	370	.....

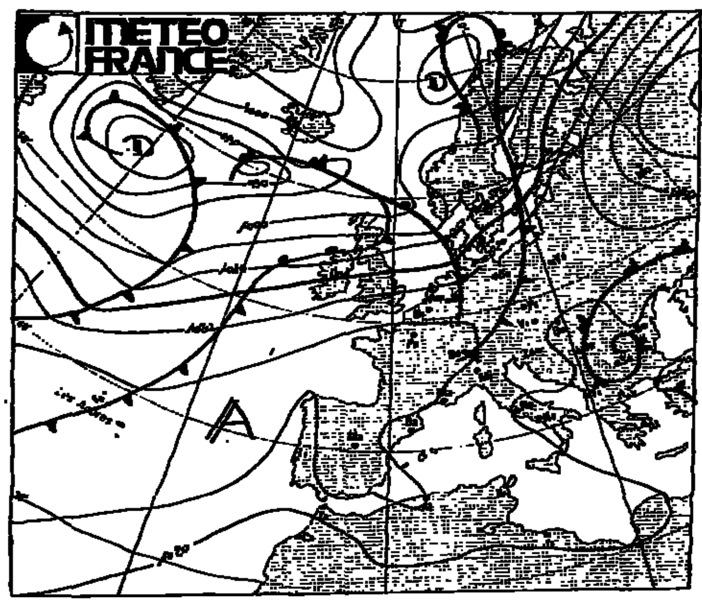
SICAV (sélection) 19/3

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Actilion	213 19	207 48
Agepargne	815 39	780 28
Améri-gan	[illegible]	7747 32
Amplia	261128 74	261128 74
Appliade	658 44	639 26
Arbitrages Court.T.	7068 87	7068 87
Associc.	1073 79	1073 79 ◆
Atout Futur	409 95	399 95
Aurecic	1182 44	1148
Avenir Alizes	1754 39	1719 99
Axa Capital	168 35	161 10
Axa Court Terme	7772 52	7772 52
Axa Croissance	990 26	947 62
Axa Europe	131 30	125 65
Axa Investissements	118 98	113 86
Axa NPI	134 03	128 26
Axa Oblig. France	150 40	143 92
Axa Première	117 12	116 77
Axa Sélection	149 10	142 68
Axa Valeurs PER	127 04	121 57
Cadence 1	1051 24	1030 63
Cadence 2	1040 48	1020 08
Cadence 3	1033 84	1013 57
Capimonétaire	6180 74	6174 57
Capioblig	6309 83	6186 11
Capitacic	1288 98	1269 93 ◆
Coexis	1296 47	1284 85
Comptavalor	3442 13	3436 97
Convertimmo	358 16	351 14
Credinter	480 52	466 52
Credit Mutuel Capital	1261 45	1236 72 ◆
Cred.Mut.Ep.Cour.T	657 37	657 37 ◆
Cred.Mut.Ep.long.T	202 34	196 92 ◆
Créd.Mut.Ep.Monde	1294 53	1259 88
Dieze	1322 76	1290 49
Drouot France	877 44	839 66
Drouot Sécurité	247 49	236 93
Ecocic	1075 38	1044 06
Ecupar	136 40	129 57
Ecureuil Capitalisation	2525 68	2500 67
Ecureuil Géovaleurs	2305 32	2238 17
Ecureuil Invest	444 88	431 92
Ecureuil Monepremière	65684 15	65684 15
Ecureuil Monétaire	38689	38689
Ecureuil Trésorerie	2386 46	2386 46
Ecureuil Trimestr.	2014 03	1994 09 ◆
Elicash	2 37060	2 737060
Energia	262 85	250 93
Eparcic	3527 34	3527 34
Eparcourt-Sicav	4560 54	4549 17
Epargne Associat.	26661 87	26437 15
Epargne Capital	10525 95	10421 73
Epargne Croissance	1772	1724 57
Epargne Industrie	98 12	95 49
Epargne J.	68232 35	68232 35
Epargne Obligat.	205 47	199 97
Epargne Premiere	14190 52	14084 88 ◆
Epargne Quatre	1086 03	1056 96 ◆
Epargne-Unie	1341 83	1309 10
Epargne Valeurs	458 28	446 01
Eufi Cash capi	8234 03	8234 03 ◆
Eufinvest capi	872	852 43 ◆
Eurocic Leaders	1108 16	1075 88
Eurodyn	1220 27	1190 51
Euro Gan	6332 39	6089 84
Europe Nouvelle	563 41	537 86
Fonsicav	14114 71	14114 71
France-gan	10058 59	9871 72
France Garantie	276 64	276 09
France Index Sicav	112 97	109 68
France Obligations	488 67	483 83
Francic	476 87	462 01
Francic Pierre	108 47	105 31
Francic-Régions	1262 27	1225 50
Fructi-Associations	34 64	34 64
Fructi-Capi	40 91	40 31
Fructidor	236 36	232 87
Fructifrance act cbd.	914 55	892 24
Gestilion	14500 64	14428 50
Gest.Associations	173 59	169 77
Horizon	1237 28	1201 24
HLM Monétaire	13645 91	13645 91
Indust.Fse.Court.T	1439 92	1439 92 ◆
Interepar	108819 45	105649 95
Interoblig	13851 22	13579 63
Intersélection Fce	533 52	523 06
Japacic	153 56	149 09 ◆
Jeunepargne	282 82	278 64
Latitude	2212 15	2208 84
Leumi C.T.	12322 01	12322 01
Leumi L.T.	8840 15	8640 92
Lion Association	11067 53	11067 53
Lion Institution	28988 20	28915 91
Lionplus	957 19	938 42
Lion Trésor	2248 37	2226 11
Lion 20 000	25773 48	25773 48
Livret Bourse Inv.	575 79	559 02
Livret Portefeuil.	733 18	711 83
Méditerranée	187 31	179 24
Mensuel CIC	10087 48	9966 81 ◆
Monedan	68813 87	68813 87
Mone.J	71271 13	71271 13
Monévalor	80398 58	80398 58
Mutualité dépôts	13181 66	13155 35
Mutuelle Unie Sel	140 60	134 55
Natio Court Terme	278418 00	278418
Natio-Epargne	17355 71	17183 87
Natio-Ep. Ret	127 64	124 22
Natio Eparg.Trésor	7641	7625 75
Natio-Imm.	1135 54	1105 15
Natio-Inter	1405 15	1367 54
Natio-Monétaire	24856 36	24856 36
Natio-Patrimoine	1366 42	1329 85
Natio-Placements	63065 70	63065 70
Natio-Revenu	1028 34	1018 16
Natio Sécurité	11848 19	11848 19
Natio-Valeurs	902 06	877 92
Nippon-Gan	5025 85	4832 55
Nord Sud Dévelop.	1563 34	1560 22
Obli-Associations	151 07	149 57
Oblicic-Mondial	2619 07	2580 36
Oblicic-Régions	1077 26	1061 34 ◆
Oblifutur	2786 58	2718 61
Oblig. tres caté.	174 32	171 74
Oblilion	1362 94	1339 54
Oblisécurité Sicav	12843 38	12843 38
Oraction	1016 70	991 90
Orvalor	6931 94	6796 02
Paribas Capitalisation	1483 72	1461 79
Paribas Opportunités	133 30	127 87
Paribas Patrimoine	594 17	569 95
Patrimoine Retraite	218 86	214 57
Pervalor	814 01	801 97
Placement A	1469 62	1440 80 ◆
Placement J	7092	7077 84 ◆
Placement M	65804 14	65473 19 ◆
Placement Nord	1014 86	994 96 ◆
Plénitude	133 99	130 40
Poste Croissance	21361 87	21340 53
Poste Gestion	64451 21	64451 21
Première Oblig.	11235 58	11224 36
Prévoy. Ecureuil	117 63	116 47
Priv'Associations	28898 70	28898 70
Proficic	991 25	967 07
Quartz	136 14	132 82
Réalvalor	826 72	810 51
Rentacic	160 83	158 45 ◆
Revenus Trimestr.	5310 96	5258 38
Revenu-Vert	1138 67	1121 84
St Honoré Bio-Alim.	1012 03	966 14
St Honoré Bons du Tr.	11016 20	10961 39
St Honoré Global	228 74	218 37 ◆
St Honoré Invest	785 58	749 96
St Honoré Mat Plac.	207 72	198 30
St Honoré Pacifique	578 47	552 24
St Honoré PME	543 20	518 57
St Honoré Real	14678 36	14619 88
St Honoré Services	459 67	441 99
Sécuricic	1711 41	1711 41
Sécuri-Gan	12568 75	12322 30
Sécuritaux	1365 87	1365 87
Sicaden	711 46	700 95
Sicav Associations	1811 26	1811 26
SFI-CNP Assur	683 68	663 77
S.G. Fr. opportunités	1191 27	1167 91
Sicav 5.000	449 55	437 52
S.I. Est	1431 40	1389 76
Sivafrance	700 30	681 56
Sivam	415 23	404 12
Sivarente	220 79	216 46
Siviinter	441 57	429 75
S.N.I.	1216 28	1180 85
Sogenfrance	1101 24	1079 65
Sogépargne	311 05	304 95
Sogever	1076 02	1056 88
Sogintar	1320 06	1294 18
Soleil Investissements	620 71	596 84
Solstice	2166 91	2161 51 ◆
State Street Act. Eur.	10193 77	9849 05 ◆
State Street Act. Frce	10805 77	10491 04 ◆
State Street Emer. Mkts	13529 97	12879 49 ◆
Stratégie Actions	809 49	776 36
Stratégie Rendement	1379 34	1335 92
Technocic	1109 05	1076 75
Techno-Gan	6085 28	5832
Thesora	851 52	845 07
Trésor Plus	1255 06	1242 63
Trésor Trimestriel	1017 62	1007 54
Trésoricic	127133 63	127133 63
Trilion	5116 99	5051 32
UAP Investissement	461	444 34 ◆
UAP Actions France	625 86	603 24 ◆
UAP Act. Select.	661 01	637 12 ◆
UAP Aedificandi	582 92	561 85 ◆
UAP Alizé	213 84	206 11 ◆
UAP Alto Sicav	168 94	162 83 ◆
UAP Moyen Terme	136 77	131 83 ◆
UAP Première Cat.	11397 24	10985 29 ◆
Uni-Associations	121 06	121 06
Uni-Foncier	1274 73	1243 64
Unifrance	604 47	589 73
Uni-Garantie	1263 18	1240 84
Uni Régions	1420 15	1385 51
Univar	232 38	232 38
Univers Actions	1279 84	1248 62
Univers Obligations	1840 45	1795 56
Valorg	2015 88	2013 87
Valrea!	52256 48	52230 36

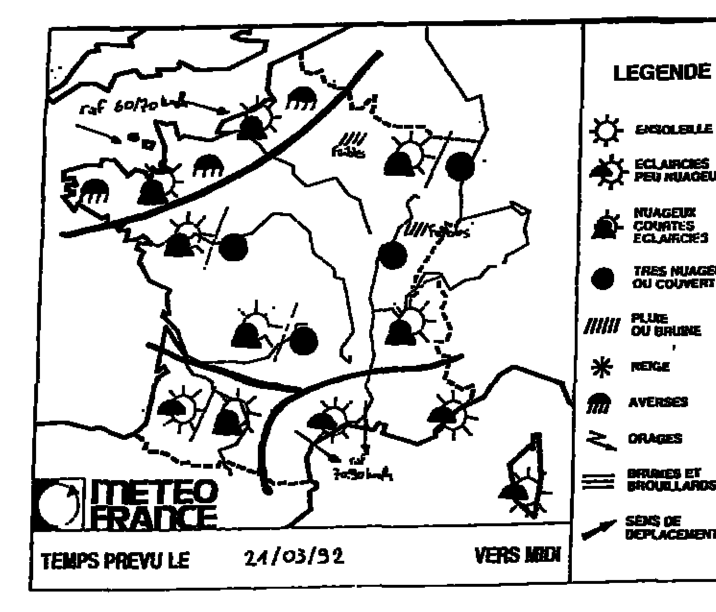
c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ◆ : prix précédent - ■ : marché continu

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 20 MARS 1992 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 21 MARS 1992



Samedi : soleil sur le Sud-Est, très *nuageux ailleurs.* – *De la Bretagne au* Nord-Pas-de-Calais, le ciel très nuageux en début de journée laissera place à de belles éclaircies. En cours d'après-midi, des averses se produiront près des côtes sur ces régions. Des Ardennes à l'Alsace jusqu'à la Franche-Comté, le temps sera gris avec des pluies faibles.

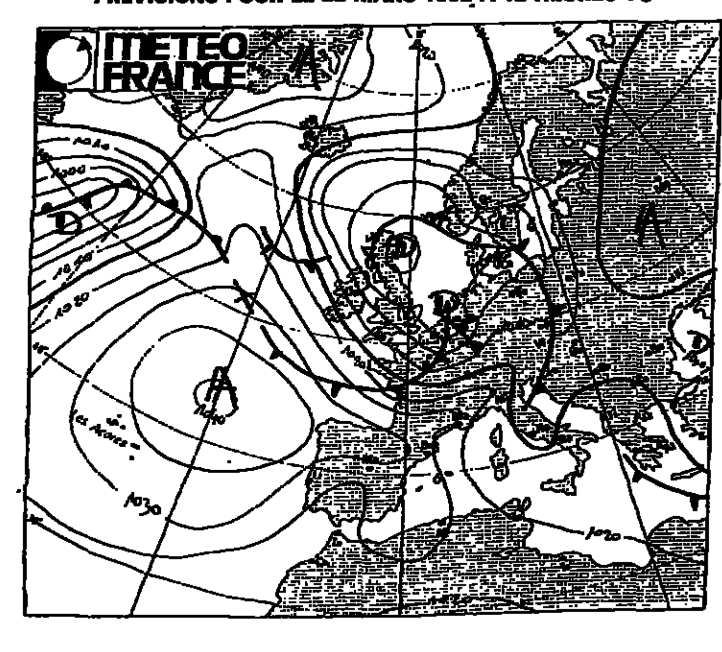
De l'Aquitaine aux Pyrénées, malgré quelques passages nuageux, le soleil l'emportera. Du Languedoc-Roussillon au Sud-Est jusqu'à la Corse, le temps sera bien ensoleillé. Mistral et tramontane souffleront à 80 km/h en rafales.

Sur le reste du pays, soit de l'Ile-de-*France aux Alpes du nord, jusqu'aux* Charentes, à la Vendée et au Centre, les nuages seront abondants et les éclaircies seront rares. Le vent d'ouest soufflera à 70 km/h en rafales sur la Manche.

Les températures minimales avoisineront 7 à 9 degrés en général, jusqu'à 11 degrés sur le pourtour méditerranéen.

L'après-midi, le thermomètre indiquera 11 à 13 degrés au Nord et 15 à 19 degrés au Sud.

PRÉVISIONS POUR LE 22 MARS 1992 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 20-3-92

Valeurs extrêmes relevées entre le 19-3-1992 à 18 heures TU et le 20-3-1992 à 6 heures TU

FRANCE											
AJACCIO	16	4	D	TOULOUSE	16	7	N	LUXEMBOURG	13	4	D
BIARRITZ	14	6	N	TOURS	16	6	B	MADRID	23	4	D
BORDEAUX	16	7	B	POINTE-A-PITE	30	21	D	MARRAKECH	27	13	N
BOURGES	16	3	N	ÉTRANGER				MEXICO	29	13	D
BREST	11	9	C	ALGER	18	9	N	MILAN	16	−1	C
CAEN	14	6	N	AMSTERDAM	10	7	C	MONTRÉAL	−2	−14	D
CHERBOURG	11	8	C	ATHÈNES	11	3	N	MOSCOU	4	−2	D
CLERMONT-FER.	15	3	D	BANGKOK	34	25	D	NAIROBI	27	19	–
DIJON	14	0	B	BARCELONE	17	7	D	NEW-DELHI	33	20	D
GRENOBLE	20	5	D	BELGRADE	7	2	C	NEW-YORK	2	0	C
LILLE	14	8	C	BERLIN	12	5	C	OSLO	–	–	–
LIMOGES	14	4	B	BRUXELLES	12	8	C	PALMA-DE-MAJ.	20	5	D
LYON	16	6	D	COPENHAGUE	10	4	P	PÉKIN	8	0	C
MARSEILLE	17	8	N	DAKAR	24	16	D	RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
NANCY	11	3	C	DJERBA	19	8	N	ROME	16	2	D
NANTES	16	7	C	GENEVE	15	4	D	SINGAPOUR	34	26	D
NICE	15	8	N	HONGKONG	21	18	C	STOCKHOLM	–	–	–
PARIS-MONTS.	16	9	N	ISTANBUL	7	2	D	SYDNEY	24	15	–
PAU	16	7	D	JÉRUSALEM	13	5	C	TOKYO	11	8	C
PERPIGNAN	19	12	N	LE CAIRE	18	–	–	TUNIS	18	4	N
RENNES	17	8	C	LISBONNE	25	11	D	VARSOVIE	8	−3	D
ST-ETIENNE	15	5	B	LONDRES	16	8	C	VENISE	14	4	D
STRASBOURG	13	5	C	LOS ANGELES	18	11	C	VIENNE	12	3	P

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CARNET DU Monde

Naissances

– **Pascale PARLANT,**
Jean-Louis GARBY et Constance,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Jean-Baptiste,

le 15 mars 1992.

75005 Paris.

– **M. Philippe BLONDEL**
et Mme, née Martine Delort,
Pierre-Edouard, Rose et Louis,

ont la très grande joie d'annoncer la naissance de

Jeanne,

le 10 février 1992.

Décès

– Mme Pierre Arbour,
son épouse,
Claude-Pierre (†) et Marie-Hélène,
ses enfants,
Colette Noël,
sa sœur,
Sa famille et ses amis de France et du Canada,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Pierre ARBOUR,
ancien diplomate,
fonctionnaire international
de l'UNESCO,

survenu à Saint-Vaast-Dieppedalle (Seine-Maritime), le 18 mars 1992.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Saint-Vaast-Dieppedalle, le lundi 23 mars, à 15 h 30.

Saint-Vaast-Dieppedalle,
76450 Cany-Barville.
Colette Noël,
749, chemin de Kilkenny,
Saint-Hyppolyte (Québec).

– Le groupe de Méribel
a l'immense chagrin d'annoncer le décès, à l'âge de trente-neuf ans, de leur ami,

Philippe BEAUJOUAN,
professeur.

La cérémonie religieuse aura lieu le 23 mars 1992, à 10 h 30, en l'église Saint-Joseph, 161, rue Saint-Maur, Paris-11e.

Patrick Auffret,
22, rue Eugène-Gibez,
75015 Paris.

– Mme Louis Fougère,
Mme Albert Dadant
et ses enfants,
M. et Mme Dominique Fougère
et leurs enfants,
M. et Mme Claude Fougère
et leurs enfants,
M. et Mme Pierre de Féligonde
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Louis FOUGÈRE,
conseiller d'Etat honoraire,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
commandeur
de l'ordre du Ouissam Alaouite,

survenu le 19 mars 1992, dans sa soixante-seizième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 24 mars, à 14 heures, en la cathédrale Notre-Dame de Paris.
L'inhumation aura lieu à Paris au cimetière du Père-Lachaise.

Mme Louis Fougère,
6, rue Chanoinesse,
75004 Paris.

– Sa famille,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Patrick GAGELIN,

mort accidentellement à Abidjan.

Les obsèques auront lieu en l'église de Cunlhat (Puy-de-Dôme), lundi 23 mars, à 15 heures.

– Catherine, Elisabeth,
Marie-Lucie, Lovely,
ses filles,
Daniel Montaut,
Marc Bied-Charreton,
Bernard Leroy,
Eric Janin,
ses gendres,
Jean-Baptiste Montaut,
Charles-Henri et Brigitte Montaut,
Mariame Montaut,
Hugues
et Véronique Bied-Charreton,
Matthieu, Alexandre, Chloé, Coline
Bied-Charreton,
Jean-Bruno, Adrienne, Pierre Leroy,
Anaïs et Simon Janin,
ses petits-enfants,
Antoine et Victor Montaut,
ses arrière-petits-enfants,
Le docteur Jean-Paul Schlegel et Mme,
ses beau-frère et belle-sœur,
et leurs enfants,
ont le chagrin de faire part du décès du contrôleur général des armées (C.R.)

Georges GÉDON,
ancien élève
de l'Ecole polytechnique (1925),
commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 18 mars 1992, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc, rue Albert-Joly à Versailles, le lundi 23 mars, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– David, Samir et Ramsey Sambar,
Gisèle Batmish et Shadia Clot,
Leurs familles,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Georgette HABIB SAMBAR,

survenu à Londres, le 15 mars 1992.

11, Chelsea Square,
SW3, GLF, London.
9, rue Maurice-Rouvier,
75014 Paris.

– Bayeux. Caen.

Mme Danielle Simon Jouvin Bessière,
Romain et Arnaud,
M. Bertrand Jouvin Bessière,
M. Rémy Jouvin Bessière,
ses enfants et petits-fils,
ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M. Edouard
JOUVIN BESSIÈRE,

survenu le 18 mars 1992, à l'âge de soixante-sept ans.

Ils vous invitent à assister à la messe d'inhumation, qui sera célébrée le samedi 21 mars, à 15 heures, en l'église-cathédrale de Bayeux.

Un registre à signatures sera ouvert à l'église-cathédrale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Lion-d'Or,
71, rue Saint-Jean,
14400 Bayeux.
Pompes funèbres Lemerre,
Villers-Bocage,
Tél. : 31-77-10-10.

– J.-B. et Brigitte Pontalis
et leurs enfants,
Christian et Jenny Chomienne
et leurs enfants,
Renée Bauche,
ont la tristesse de faire part de la mort de

Mme Henri
LEFÈVRE-PONTALIS,
née Fernande Renault,

survenue le 14 mars 1992, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

Selon son vœu, les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

34, rue du Bac,
75007 Paris.
106, rue Paulin,
33000 Bordeaux.

– Paul Loraine,
son époux,
Sonja Paul-Boncour,
sa belle-sœur,
Dominique Lafaurie,
François Paul-Boncour,
Michel Ullmann,
ses neveux et nièces,
leurs conjoints et leurs enfants,
Et tous ses amis,
ont la grande tristesse de faire part de la mort de

Catherine LORAINE,
née Paul-Boncour,

survenue chez elle, le 19 mars 1992.

Selon sa volonté, l'incinération aura lieu au Père-Lachaise, le mercredi 25 mars, à 13 h 45.

168, rue de Grenelle,
75007 Paris.

– *On nous prie d'annoncer le décès de*

Helle MIDTBY,
née Zaharoff,

survenu le 16 mars 1992, à Santa-Barbara, Californie (Etats-Unis), dans sa quatre-vingt-septième année.

De la part de

Marv Midtby,
son époux,

Guy et Martine Roux de Lusignan,
son fils et sa belle-fille, et Eleonore, sa petite-fille,

Isabelle Roux de Lusignan et Louise,
sa petite-fille et son arrière-petite-fille,

Christophe Roux de Lusignan,
son petit-fils,

Gilles Roux de Lusignan,
son petit-fils, et son épouse Sophie.

Cet avis tient lieu de faire-part.

100, rue Vieille-du-Temple,
75003 Paris.

– **Louise WEGMANN**
directrice
du Collège protestant français
de Beyrouth,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre du Cèdre
du Liban,

s'est éteinte dans sa quatre-vingt-seizième année, *le 18 mars 1992.*

De la part des familles
Bignon,
Wegmann,
Chabot,
Ecochard,
Muniglia,

568, chemin de la Calade,
83000 Toulon.

– Le président de l'université Pierre-et-Marie-Curie,
Ses collègues,
ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 13 mars 1992, de

M. Jean WYART,
professeur honoraire de cristallographie
de l'université Pierre-et-Marie-Curie,
membre de l'Académie des sciences.

(Le Monde du 18 mars.)

Remerciements

– Mme Edouard Lévy,
Mme Suzanne Wormser,

très touchées et dans l'impossibilité de répondre personnellement aux nombreux témoignages de sympathie et d'amitié qui leur sont parvenus lors du décès de

M. Edouard LÉVY,

font part de leurs remerciements émus.

Anniversaires

– *Il y a seize ans disparaissait*

Daniel PHILIPPOT.

En ce jour anniversaire, nous pensons beaucoup à lui.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Manifestations du souvenir

– **1492-1992.**

Une importante cérémonie, à la mémoire des juifs d'Espagne expulsés en 1492, aura lieu le dimanche 29 mars, à partir de 16 heures, à la synagogue Berith-Chalom, 18, rue Saint-Lazare, Paris-9e. Elle sera accompagnée de chants liturgiques en ladino et de la projection d'une évocation filmée en judéo-espagnol.

Venez nombreux.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du jeudi 19 mars :

DES DÉCRETS

– Nº 92-249 du 16 mars 1992 autorisant la fabrication de pièces de 20 F ;

– Nº 92-250 du 18 mars 1992 portant application pour l'année 1992 de l'article 9 de la loi nº 88-227 du 11 mars 1992 relative à la transparence financière de la vie politique.

DES ARRÊTÉS

– Du 28 février 1992 relatif au droit d'inscription à l'examen du permis de chasser ;

– *Du* 28 février 1992 relatif au montant des redevances cynégétiques ;

– Du 28 février 1992 relatif à la taxe due par les bénéficiaires du plan de chasse à titre de participation à la réparation des dégâts de grand gibier ;

– Du 28 février 1992 modifiant l'arrêté du 30 juin 1975 fixant la répartition des redevances cynégétiques.

PHILATÉLIE

Emission commune franco-grecque

La Poste mettra en vente générale, le lundi 6 avril, un timbre d'une valeur faciale de 2,50 F à l'occasion des prochains Jeux olympiques d'été de Barcelone (Espagne).



Ce timbre, qui représente un athlète stylisé en pleine course, est l'œuvre d'Alain Rouhier, vainqueur d'un concours auquel participaient dessinateurs grecs et français : en effet, ce timbre est émis conjointement *par les postes française et* grecque. La version hellène de ce timbre affiche une valeur de 90 drachmes. Dans un second temps, ce timbre commun participera au concours international d'art philatélique organisé par la poste américaine sur le thème des Jeux olympiques.

Le timbre français, au format horizontal 40 x 26 mm, est imprimé en offset en feuilles de cinquante.

La vente anticipée des deux timbres se déroulera les 3, 4 et 5 avril durant le Salon philatélique Touraine 92, organisé à Tours, du 2 au 15 avril, par la Chambre syndicale des négociants et experts en philatélie. Sur place, des fonctionnaires de la poste grecque assureront la vente et l'oblitération du timbre grec dont la valeur est fixée à 3,50 F. Présents également au Parc des expositions, hall nº 3, pour Touraine 92, les administrations postales islandaise et monégasque ainsi qu'une soixantaine de stands de négociants ; tandis que l'Union philatélique de Tours exposera une sélection de collections classiques et thématiques.

P. J.

► **Vente anticipée à Tours (Indre-et-Loire), les 3, 4 et 5 avril, de 9 heures à 18 heures, au bureau temporaire « premier jour » ouvert au Parc des expositions, hall nº 3, au Salon Touraine 92 ; le 3 avril, de 8 heures à 19 heures, et le 4 avril, de 8 heures à 12 heures, au bureau de poste de Tours-RP (boîte aux lettres spéciale).**

Souvenir philatélique : une pochette philatélique « mixte » sera éditée et regroupera deux blocs de quatre timbres neufs de chacun des deux pays (45 F, plus port 6 F, auprès du Service philatélique de la Poste, 18, rue François-Bonvin, 75758 Paris Cedex 15).

Rubrique réalisée
par la rédaction du mensuel
le Monde des philatélistes
1, place Hubert-Beuve-Méry
94852 Ivry-sur-Seine Cedex
Téléphone : (1) 49-60-33-28
Télécopie : (1) 49-60-33-29
Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres

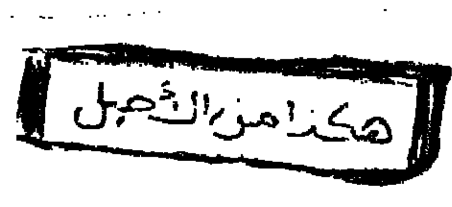
En filigrane

• **Manifestations.** – L'hôtel de ville de Cabourg (14) accueille une exposition philatélique thématique, du 23 mars au 19 avril (« La pomme » et « Je vous invite à ma table »), à l'occasion des Lauriers de la gastronomie, présidé par Philippe Boisseau-Béham. Ce concours culinaire – qui s'adresse à des journalistes et hommes d'affaires, dans le cadre du Pullman-Grand Hôtel, les 20, 21 et 22 mars – est annoncé par une flamme d'oblitération postale illustrée, en service à la poste de Cabourg du 2 mars au 30 avril. A noter l'édition, pour la circonstance, d'un pin's tiré à cent vingt exemplaires...

Exposition multicollections dans la salle Marcel-Cerdan, à Itteville (Essonne), les 28 et 29 mars. Au programme, deux cents cadres philatéliques et cartophiles, un salon du cycle et de la moto, des fers à repasser.

• **Le Vietnam en France.** – Les timbres du Vietnam sont désormais diffusés en France par l'Evénement philatélique, M. Marchand, BP 5, 80097 Amiens Cedex 3.

• **Empreintes de machines à affranchir AGF.** – Patinage, ski, hockey... Les disciplines olympiques font l'objet d'*empreintes de machines* à affranchir illustrées aux AGF, sponsor officiel des XVIes Jeux olympiques d'hiver. Quatre sites parisiens et sept en province disposent de machines à affranchir équipées de ces empreintes commémoratives. Il est possible de se procurer un jeu de onze enveloppes, revêtues chacune d'une empreinte différente, pour 100 F. Adresser commandes et règlements à : AGF, Secrétariat des services généraux, Flammes J.O., 33, rue La Fayette, 75009 Paris.



RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES DANIEL SCHNEIDERMANN

Mea culpa ?

TROP contentes, la Deux et la Cinq ont retrouvé les malades du bon docteur Sabatier et de son guérisseur-escroc, et leur ont donné la parole au journal de 20 heures. Pas encore la Une, mais elle se réserve certainement pour le prochain numéro de « mea culpa » : cette douloureuse bavure médicale paraît taillée sur mesure pour un grand numéro de repentir en direct.

Les victimes sont telles qu'on pouvait les imaginer. De pauvres gens qui souffrent d'asthme, de cancer, du sida. Le guérisseur de TF 1 les a « soignés » à distance, par intervention sur des mèches de cheveux, des photos, ou par imposition des mains. Il leur a soutiré quelques dizaines de milliers de francs dans un cas, 2 000 francs dans l'autre. Il a incité un malade du sida à interrompre son traitement traditionnel à base d'AZT. Une mère prononce la phrase que l'on attendait : *« Pourquoi j'y ai cru ? Parce que c'était passé à la télévision, évidemment. »*

« Patrick Sabatier ignorait que cet individu était de moralité suspecte », a expliqué l'avocate de l'animateur inculpé. Les avocats font un métier admirable. Ne les accablons pas. Ne soyons pas aussi persifleurs que les Guignols de l'info, sur Canal Plus, qui faisaient s'indigner une marionnette à l'effigie de Dechavanne : *« C'est un scandale. Bientôt on nous obligera à connaître le nom de ceux que nous invitons. Et pourquoi pas, à savoir ce qu'ils font ? »*

Patrick Sabatier s'était déjà signalé l'automne dernier en recevant l'ancien chef de cabinet, inculpé dans l'affaire Carrefour du développement, Yves Chalier, et en le laissant longuement présenter comme une inavouable forfaiture les traditionnels fonds secrets du gouvernement. On s'en était ému en haut lieu. Le chef de l'Etat, paraît-il, avait fait circuler en conseil des ministres le script des propos tenus. Dans les deux cas, le principe est le même : on ouvre l'antenne sans contrôle, sans vérification, au premier débiteur de sornettes venu.

Reste qu'il est trop facile d'accabler le seul animateur. Au-dessus de lui veillent théoriquement des directeurs d'antenne, un président de chaîne et même, paraît-il, un fantôme nommé Conseil supérieur de l'audiovisuel. Le catastrophique décloisonnement des variétés et de l'information, dont M. Sabatier fut un des pionniers, et qui est sans doute au moins autant cause que conséquence de l'affaissement de l'esprit civique, n'a pu s'opérer sans leur passivité, leur consentement, leurs encouragements peut-être. Où sont-ils ? Que pensent-ils ?

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.
Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 21 mars

TF 1

13.15 **Magazine : Reportages.** Nègres en toutes lettres.
13.50 **Jeu : Millionnaire.**
14.05 **La Une est à vous.**
17.15 **Divertissement : Vidéo gag.**
17.45 **Magazine : Trente millions d'amis.**
18.25 **Jeu : Une famille en or.**
18.45 **Divertissement : Les Roucasseries.**
19.15 **Jeu : La Roue de la fortune.**
19.50 **Tirage du Loto** (et à 20.40).
20.00 **Journal, Tapis vert Météo et Tiercé.**
20.50 **Variétés : Sébastien c'est fou !**
22.35 **Magazine : Ushuaïa.** En Indonésie (1re partie).
23.40 **Journal et Météo.**
23.50 **Magazine : Formule sport.** Football ; Boxe.

A 2

13.25 **Magazine : Objectif médecine.** Boulimie et anorexie ; Médecins d'artistes ; Photothérapie et dépression.
14.00 **Magazine : Animalia.** La mer Rouge du grand bleu.
14.55 **Magazine : Sports passion** (et à 16.50).Rugby : Tournoi des cinq nations ; Cyclisme : Milan-San Remo.
15.00 **Sport : Rugby.** Tournoi des cinq nations : France-Irlande.
16.35 **Tiercé en différé d'Enghien.**
18.05 **Série : ENG.**
18.50 **INC.**
18.55 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19.25 **Série : Sylvie et compagnie.**
19.50 **Trois minutes pour faire lire.** *Vita di Moravia*, par Alberto Moravia et Alain Elkann.
19.59 **Journal, Journal des courses et Météo.**
20.50 **Magazine : La Nuit des héros.**
22.45 **Magazine : Double jeu.** Invitée : Dorothée.
0.00 **Journal et Météo.**

FR 3

14.00 **Variétés : Eurotop.**
14.30 **Magazine : Mondo Sono.** Haïti ; Les Seychelles.

— De 15.00 à 17.30 La Sept —

17.30 **Magazine : L'Heure du golf.**
18.00 **Magazine : Montagne.** Les Alpes du futur.
18.30 **Jeu : Questions pour un champion.**
19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 19.12 à 19.35, le journal de la région.

— De 20.00 à 1.15 La Sept —

CANAL PLUS

14.05 **Téléfilm : K 9000.**
15.40 **Le Journal du cinéma.**
16.05 **Documentaire : Les Allumés...**
16.30 **Sport : Boxe.** Les meilleurs moments de la réunion de Las Vegas.
17.05 **Les Superstars du catch.**

— En clair jusqu'à 20.35 —

18.00 **Décode pas Bunny.**
19.05 **Dessin animé : Les Simpson.**
19.30 **Flash d'informations.**
19.35 **Le Top.**
20.35 **Téléfilm : La Rose noire.**
22.00 **Les Nuls... l'émission.**
22.50 *Flash d'informations.*
23.01 **Le Journal du cinéma.**
23.05 **Cinéma : Jeu d'enfant.** ■ Film américain de Tom Holland (1988).
0.30 **Cinéma : Mr and Mrs Bridge.** ■ Film américain de James Ivory (1990) (v.o.).

LA 5

13.20 **Série : K 2000.**
14.15 **Série : L'homme qui valait 3 milliards.**
15.10 **Téléfilm : Monsieur Muscle.**
16.40 **Série : Lou Grant.**
17.35 **Série : TV 101.**
18.30 **Magazine : Intégral.**
19.05 **Série : L'Enfer du devoir.**
20.00 **Journal.**
20.15 **Sport : Formule 1.** Grand Prix du Mexique, 2e séance d'essais.
20.50 **Météo.**
20.55 **Série : Commissaire Schimanski.**
22.35 **Série : Deux flics à Miami.**
23.30 **Série : Freddy, le cauchemar de vos nuits.**
0.20 **Journal de la nuit.**

M 6

13.55 **Série : Supercopter.**
14.50 **Série : Laredo.**
15.45 **Feuilleton : Deux ans de vacances.**
16.45 **Série : Vegas.**
17.35 **Série : Le Saint.**
18.25 **Série : Les Têtes brûlées.**
19.20 **Magazine : Turbo.** Spécial Renault.
19.54 **Six minutes d'informations, Météo.**
20.00 **Série : Papa Schultz.**
20.30 **Mode 6.**
20.40 **Téléfilm : Safari pour un diamant.**
22.35 **Téléfilm : Les Patins de la gloire.**
0.10 **Musique : Flashback.**
0.40 ***Six minutes d'informations.***

LA SEPT

14.05 **Documentaire : Boulez, XXe siècle.**
15.00 **Sait-on jamais.** 15.05 Danse : What About Ida ; 15.30 Danse : La Chambre ; 15.50 Pierre Jamet, un siècle de harpe ; 16.25 Tours du monde, tours du ciel.
17.30 **Documentaire : Les Sentiers de la réussite.**
18.00 **Avis de tempête.**
19.00 **Documentaire : Louis Sclavis.**
20.00 **Le Dessous des cartes.**
20.05 **Histoire parallèle.**
21.00 ▶ **Documentaire : Les Patients.**
22.15 **Documentaire : Comment ça va ?**
22.30 **Le Courrier des téléspectateurs.**
22.35 **Soir 3.**
22.50 **Téléfilm : Après tout ce qu'on a fait pour toi.**
0.25 **Mégamix.**

FRANCE-CULTURE

20.30 **Photo-portrait.** Hugues Weiss, peintre.
20.45 **Dramatiques.** Orénoque, d'après Emilio Carballido ; Le Regard du dandy, nouvelle de Jean Pavans.
22.35 **Musique : Opus.** Les « ezzthetics » de George Russel, compositeur, arrangeur, batteur, pianiste et chef d'orchestre.
0.05 **Rencontre au clair de la nuit.** Griséldis Real, prostituée, fondatrice du premier Centre international de documentation sur la prostitution.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 **Opéra** (donné le 14 mars, salle Pleyel) : Le Crépuscule des dieux, de Wagner, par le Chœur et l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. *Marek Janowski ; sol. :* Toni Kramer, Eva Merton, Matti Salminen, Ekkehard Wlaschiha, Linda Finnie, Jadwiga Rappe, Françoise Pollet, Julie Kaufmann, Hanna Schaer, Birgit Calm.
0.38 **Les Bruits du siècle.**
1.30 **Cabaret.** Par David Jisse. Jean Ferrat.

Vendredi 20 mars

TF 1

20.45 **Variétés : Tous à la Une.**
22.45 **Sport : Boxe.** Championnat du monde super-coq : Thierry Jacob (France) - Daniel Zaragoza (Mexique), en direct de Calais.
23.40 **Journal et Météo.**
23.50 **Série : Confessions publiques.**

A 2

20.50 **Jeu : La Piste de Xapatan.**
22.20 **Feuilleton : Camille Claudel.**
23.15 **1. 2. 3. Théâtre.**
23.20 ▶ **Cinéma : La Peau douce.** ■■■ Film français de François Truffaut (1964).

FR 3

20.45 **Magazine : Thalassa.** Jours de Venise.
21.40 **Magazine : Caractères.** Invités : Robert Darnton *(Gens de lettres, gens du livre)* ; Arlette Farge *(Dire et mal dire)* ; Guy Bechtel *(Gutenberg)* ; Sylvère Monod, à propos de Joseph Conrad.
22.45 **Journal et Météo.**
23.05 **Magazine : Musicales.**
0.05 **Magazine : Océaniques.**

CANAL PLUS

— En clair jusqu'à 20.35 —

20.05 **Sport : Football.** Montpellier-Nantes. 32e journée du Championnat de France de D1.
22.30 **Les K.O. de Canal Plus.**
22.50 **Flash d'informations.**
22.56 **Le Journal du cinéma.**
23.00 **Cinéma : Black Rain.** ■ Film américain de Ridley Scott (1989).

LA 5

20.55 **Téléfilm : La Septième Victime du tueur de Bristol.**
22.20 **Magazine : Urgences.**
23.45 **Journal de la nuit.**

M 6

20.40 **Téléfilm : Rapt à New-York.**
22.20 **Série : Equalizer.**
23.10 **Magazine : Emotions, charme et érotisme.**
23.40 **Capital.**
0.00 **Six minutes d'informations.**

LA SEPT

16.25 **Documentaire : Mister Swing.**
17.40 **Musique : Repons de Pierre Boulez.**
18.30 **Danse : Noces.**
18.55 **Flash d'informations** (et à 19.55, 20.55, 22.30, 0.05).
19.00 **Documentaire : Personne ne voulait entendre.**
20.00 **Documentaires cubains.**
21.00 **Téléfilm : Après tout ce qu'on a fait pour toi.**
22.35 **Téléfilm : La Femme de papier.**

FRANCE-CULTURE

20.30 **Radio-archives.**
21.30 **Musique : Black and Blue.**
22.40 **Les Nuits magnétiques.**
0.05 **Du jour au lendemain.** Dans la bibliothèque de notre collaborateur Edwy Plenel.
0.50 **Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 13 mars à Sarrebruck) : Cinq danses pour orchestre, de Schubert ; Hi-Kyo, de Fukushima ; Notturni trasognati pour flûte et orchestre, de Trojahn ; Symphonie n° 1 en ré majeur D 82, de Schubert, par l'Orchestre symphonique de la radio de Sarrebruck, dir. Marcello Viotti.
23.10 ***Jazz club.*** *Par Claude Carrière* et Jean Delmas. En direct de La Villa à Paris : George Coleman, saxophone, Georges Arvanitas, piano, Wayne Dockery, contrebasse, George Brown, batterie.
1.00 **Les Voix de la nuit.**

Dimanche 22 mars

TF 1

13.20 **Série : Hooker.**
14.15 **Série : Rick Hunter inspecteur choc.**
15.15 **Série : Columbo.**
16.55 **Disney parade.**
18.15 **Magazine : Téléfoot.** A 19.10, Loto sportif.
19.20 **Tiercé et Météo.**
19.30 **Elections régionales et cantonales 1992 (estimation de l'abstention) et Journal.**
20.00 **Soirée spéciale : Elections régionales et cantonales 1992.** En direct du studio 102 de la Maison de la Radio. Commentaires et débats ; présentation des résultats ; analyses SOFRES.
21.55 **Tapis vert.**
22.00 **Cinéma : Dernier domicile connu.** ■ Film français de José Giovanni (1969). Avec Lino Ventura, Marlène Jobert, Michel Constantin.
23.45 **Elections régionales et cantonales 1992.**
0.50 **Magazine : Le Vidéo club.**
1.00 **Météo.**

A 2

13.25 **Dimanche Martin.** (et à 15.50).
14.55 **Série : Mac Gyver.**
17.30 **Documentaire : L'Equipe Cousteau à la redécouverte du monde.** Cap Horn : les eaux du vent.
18.15 **1. 2. 3. Théâtre** (et à 1.20).
18.25 **Magazine : Stade 2.** Basket-ball ; Football ; Les résultats de la semaine ; Rugby : Automobile ; Cyclisme ; Ski alpin ; Voile ; Handball ; Taekwendo ; Jeux à XIII ; Equitation ; Ski.
19.30 **Journal, Journal des courses et Météo.**
19.55 **Soirée électorale.** *Résultats, analyses et commentaires.*
22.00 **Téléfilm : Vaines recherches.** *Un inspecteur de police quitté par sa compagne...*
23.25 **Soirée électorale** (suite). Débat avec des représentants des partis politiques français.
1.00 **Journal et Météo.**
5.00 **24 heures d'info.**
5.40 **Feuilleton : Amour gloire et beauté.**

FR 3

13.20 **Magazine : D'un soleil à l'autre.**
13.50 **Magazine : Faut pas rêver.** Invitée : Inès de La Fressange. Autriche : le bal des débutantes ; Pic du Midi : la tête dans les étoiles ; Portugal : les frissons du fado.
17.15 **C'est Lulo !**
18.15 **Magazine : A vos amours.** Invité : Renaud.
19.00 **Le 19-20 de l'information.** Invité : Claude Lelouch. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.00 **Elections régionales et cantonales dans votre région.** Premières estimations.
20.30 **Dessin animé : The Old Plantation.**
20.45 **Téléfilm : Braker.** *Enquête chez les stars du rock.*
22.00 **Elections régionales et cantonales dans votre région.** Des invités politiques commentent les résultats.
0.00 **Dessins animés : Spécial Tex Avery.** *Miss Glory* (1936) ; *I Love to Sing* (1936) ; *The Sneezing Weasel* (1937) ; *Little Red Walking Hood* (1937) ; *Uncle Tom's Bungalow* (1937) ; *A Day at the Zoo* (1939) ; *Believe it or Else* (1939) ; *Holiday Highlights* (1940) ; *Of Fox and Hounds* (1940) ; *Hollywood steps out* (1941) (v.o.).
1.15 **Musique : Mélomanuit.** *Le Spectre de la rose*, de Berlioz, par l'Orchestre de Montpellier, dir. Cyril Diederich ; sol. Françoise Pollet, soprano. Invité : Jacques Rigaud.

CANAL PLUS

14.00 **Téléfilm : Un mort bien vivant.**
15.30 **Magazine : 24 heures.**
16.25 **Magazine : Exploits 2.**
16.35 **Dessin animé : Les Simpson.**
17.00 **Les Nuls... l'émission.**
17.56 **Le Journal du cinéma.**
18.00 **Cinéma : Aujourd'hui peut-être.** ■ *Film français de Jean-Louis Bertucelli* (1990). Avec Giulietta Masina, Véronique Silver, Eva Darlan.

— En clair jusqu'à 20.30 —

19.35 **Flash d'informations.**
19.40 **Ça cartoon.**
20.20 **Dis Jérôme... ?**
20.25 **Magazine : L'Equipe du dimanche.** Présentation du sommaire.
20.30 **Cinéma : Les Arnaqueurs.** ■■■ Film américain de Stephen Frears (1990). Avec Anjelica Huston, John Cusack, Annette Bening.
22.15 **Flash d'informations.**
22.20 **L'Equipe du dimanche.** Football ; Actualité.
0.25 **Cinéma : Le Roi de New-York.** ■ Film italo-américain d'Abel Ferrara (1990). Avec Christopher Walken, David Caruso, Larry Fishburne (v.o.).
2.05 **Documentaire : La Réincarnation de Khensur Rinpoche.**

LA 5

13.20 **Série : L'Homme de l'Atlantide.**
14.10 **Série : Simon et Simon.**
15.10 **Série : *Lou Grant.***
16.05 **Spécial drôles d'histoires.**
16.30 **Sport : Formule 1.** Grand Prix du Mexique, séance d'essais libres en direct du Mexique.
17.05 **Série : Frog Show.**
17.20 **Feuilleton : Un Français libre.**
18.50 **Série : L'Enfer du devoir.**
19.45 **Soirée spéciale élections.**
20.25 **Météo.**
20.30 **Magazine : Le Club F1.** Grand Prix de F1 en direct du *Mexique.*
22.45 **Soirée spéciale élections.**
0.15 **Journal de la nuit.**

M 6

13.50 **Série : *L'Incroyable Hulk.***
14.45 **Variétés : Multitop.**
16.15 **Jeu : Hit hit hit hourra !**
16.20 **Série : Clair de lune.**
17.15 **Série : Le Saint.**
18.05 **Série : Tonnerre mécanique.**
19.00 **Série : Les Routes du paradis.**
19.54 **Six minutes d'informations, Météo.**
20.00 **Série : Madame est servie.**
20.30 **Spécial élections.**
20.35 **Magazine : Sport 6.**
20.45 **Téléfilm : Rock'n Roll Mom (Maman connaît la musique).** *En moins d'une semaine une mère de famille devient une star...*
22.30 **Spécial *élections.***
22.35 ▶ **Magazine : Culture pub.** Spécial Russie.
23.00 **Cinéma : Mort ou vif.** □ Film américain de Gary Sherman (1986). Avec Rutger Hauer, Gene Simmons, Robert Guillaume.
0.50 **Six minutes d'informations.**

LA SEPT

13.25 **Théâtre : Monsieur chasse !**
14.45 **Documentaire : Les Artisans de Jean Renoir.**
16.35 **Téléfilm : La Femme de papier.**
18.05 **Documentaire cubain.**
19.00 **Documentaire : Le Carré noir.**
20.00 **Documentaire : Les Sentiers de la réussite.**
20.25 **Le Courrier des téléspectateurs.**
20.30 **Cinéma : La Prodiga.** ■■ Film argentin de Mario Soffici (1946).
21.35 **Courts-métrages : Nelson Cavaquinho ; Maioria absoluta.**
22.10 **Le Dessous des cartes.**
22.15 **Cinéma : La Bête humaine.** ■■■ Film français de Jean Renoir (1938).
23.55 **Court-métrage.**

FRANCE-CULTURE

20.30 **Atelier de création radiophonique.** Comédie, par Pierre Merejkowski ; Song for a Lady, par Jean Schwarz.
22.35 **Musique : Le Concert** (donné le 13 janvier au Théâtre de la Ville) : Musique de Chine, par Li Xiangting, qin.
0.05 **Clair de nuit.**

FRANCE-MUSIQUE

20.35 **Concert** (donné le 30 juin 1991 à l'abbaye de Royaumont) : Omnium Offerentium, Incipit Missae, par l'Ensemble Organum, dir. Marcel Pérès.
22.15 **Mémoire d'orchestres.** Par Philippe Morin. Festival Honegger.
23.35 **Mère obscure père ambigu et fils accompli.** Par René Koering. Œuvres de Hiller, Reger, Berg.
1.00 **Les Fantaisies du voyageur.** Par François Picard. Chants druzes du Liban par les villageois du Djebel druze.

Le Monde

Alors que le chancelier Kohl lui rend visite

La Bundesbank critique la politique financière de Bonn

Pour la première fois depuis juillet 1988, un chancelier allemand a assisté, jeudi 19 mars, à la réunion du conseil central de la Bundesbank, au lendemain de la parution de son rapport annuel dont le contenu est particulièrement critique pour la politique financière du gouvernement. Faisant toujours preuve de sa liberté de ton, l'institut d'émission met en garde les autorités de Bonn contre un risque d'aggravation des déficits publics et de dérapage de l'inflation, qui a atteint 4,3 % en rythme annuel au mois de février.

La Bundesbank a, en outre, critiqué la forte hausse des flux de capitaux entre l'ouest du pays et l'ancienne RDA (+ 30 % prévus pour 1992 par rapport à 1991). La présence de M. Kohl n'a pas eu pour effet de l'influencer sur sa politique monétaire, qu'elle a maintenue inchangée, avec des taux directeurs à leur plus haut niveau depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Le 20 mars, les députés allemands devaient adopter le projet de réforme des structures de la Bundesbank, qui prévoit notamment la réduction du nombre des banques centrales régionales, et donc du nombre de leurs représentants au conseil central de l'institut d'émission.

Dans un entretien au quotidien *Augsburger Nachrichten*, le ministre allemand des finances, M. Theo Waigel, prévoit une stagnation des revenus des Allemands de l'Ouest dans les prochaines années. *« Ils devront se contenter de leur actuel niveau de vie (...) car il faut redistribuer la hausse du produit national brut pour financer les investissements en Allemagne de l'Est »*, a-t-il déclaré. M. Waigel a vivement critiqué son collègue de l'économie, M. Jürgen Mölleman, qui réclame des coupes dans les subventions publiques et dans les dépenses sociales.

La réforme de la politique agricole commune

La Commission européenne propose une baisse de 6 % du prix de soutien des céréales

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Le retard pris par les Douze dans la mise au point de la réforme de la politique agricole commune (PAC) risque de pénaliser les producteurs de céréales. Qu'on en juge : comme la moisson de 1991 a sensiblement dépassé la « QMG » (quantité maximum garantie) – 169 millions de tonnes produites dans la CEE pour une QMG de 160 millions de tonnes, – la Commission propose, conformément à la réglementation ancienne, de diminuer le prix d'intervention de 3 % et d'appliquer un *« prélèvement supplémentaire de coresponsabilité »* de 3 %. Celui-ci viendrait s'ajouter à la taxe de coresponsabilité de base qui resterait fixée à 5 %.

En terme de revenus, il devrait en résulter pour le producteur une baisse globale de 6 %. Or, dans son projet de réforme de la PAC qui n'a pas pu être adopté à temps, la Commission proposait, pour les céréales, 12 % de baisse par an mais très largement compensée par des aides à l'hectare...

S'agissant des produits animaux, ce que propose la Commission correspond pratiquement au *statu-quo*, même si l'idée de réduire de 1 % les quotas laitiers, qui est inclue dans le programme de réforme, reste sur la table. Le soutien dont bénéficie les producteurs de viande bovine restera pour l'essentiel inchangé.

Ph. L.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 20 mars

Attentisme

La Bourse de Paris perd à nouveau du terrain vendredi matin 20 mars et après avoir ouvert sur un recul de 0,30 %, l'indice CAC 40 accentuait ses pertes et cédait une heure plus tard 0,46 % à 1 913,20 points. Un mouvement peu significatif, compte tenu de la faiblesse des transactions. A l'approche des élections régionales de dimanche, les investisseurs se refusent à prendre le moindre risque.

Incident avant une réunion électorale

Un manifestant anti-FN blessé par balle à Bagnols-sur-Cèze

NIMES

de notre correspondant

Un étudiant nîmois de vingt ans, M. Gaël Peltier, a été sérieusement blessé par balle, jeudi 19 mars, à Bagnols-sur-Cèze (Gard), peu avant un rassemblement électoral du Front national. Selon la police, la balle aurait été tirée par un membre du service d'ordre du parti d'extrême droite. Toutefois, le frère de la victime a estimé que l'auteur du coup de feu était plutôt une des personnes se rendant au meeting.

Un groupe d'une vingtaine de manifestants hostiles au Front national s'en était pris, sur le parking proche du centre culturel de la ville, à la voiture d'un conseiller municipal de Bagnols, membre du parti de M. Le Pen. Une échauffourée entre manifestants et militants a suivi, et un membre du service d'ordre a fait feu sur M. Peltier. Blessé au poignet et dans la région du cœur, ce dernier a été opéré au centre hospitalier de Bagnols. Ses jours ne seraient pas en danger.

Quant à l'auteur du coup de feu, il était toujours introuvable vendredi matin. Le meeting, auquel participait M. Charles de Chambrun, maire de Saint-Gilles et tête de liste du Front national dans le Gard, s'est tenu sous la protection des forces de l'ordre, en grande partie acheminées de Nîmes.

O. C.

Au second tour des cantonales

Le RPR ne donnera pas de consigne de vote en cas de duel entre la gauche et l'extrême droite

Pour le second tour des élections cantonales, le RPR ne donnera pas de consigne de vote en cas de duel entre un candidat de gauche et un candidat d'extrême droite. Une note interne adressée le 18 mars par M. Alain Juppé, secrétaire général du mouvement, aux secrétaires départementaux et aux parlementaires fixe les principes généraux qui seront suivis par le RPR aux élections cantonales.

Lorsque son candidat sera éliminé au premier tour, il ne devra donner aucune consigne de vote en cas de duel entre la gauche et l'extrême droite. Lorsque son candidat sera en mesure de se maintenir face à un candidat de gauche et à un candidat du Front national, il devra rester en lice *« dans tous les cas »* et participer à une triangulaire.

La consigne de M. Juppé ne concerne pas *« les autres hypothèses de triangulaires et notamment celle dans laquelle un candidat UDF ou « divers droite » obtiendrait un meilleur résultat que le candidat RPR »*. Dans cette hypothèse, et s'il existe *« un danger d'élection d'un candidat de gauche ou d'un candidat extrémiste »*, le candidat du RPR devra se retirer en appelant à voter *« pour le candidat de l'opposition républicaine et libérale »* arrivé en tête.

On explique au RPR que la cohérence du combat politique contre le gouvernement implique de ne pas appeler à voter pour des candidats socialistes, dans quelque circonstance que ce soit. Du côté de l'UDF, on précise qu'aucune consigne générale de ce type n'a été donnée aux candidats car *« ce n'est pas dans l'esprit »* de la confédération.

Après une explosion due au gaz

Six blessés dans l'effondrement d'un immeuble à Bordeaux

Six personnes ont été blessées – dont trois grièvement – à la suite d'une explosion, vraisemblablement due au gaz, qui a provoqué l'effondrement d'un immeuble de trois étages, vendredi 20 mars vers 6 heures du matin, dans le centre de Bordeaux. Trois des blessés ont été sortis des ruines de l'immeuble qui s'est effondré, et trois autres des bâtiments voisins.

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

Bûches et embûches

ÇA chute, les personnes âgées, ça n'arrête pas de tomber. Prenez moi, je suis debout et me voilà couchée, tiens, encore pas plus tard que la semaine dernière, allongée à même la chaussée. Si je vous en parle, là, aujourd'hui, c'est parce que je viens d'assister, au CNAM, à une journée de prévention contre ça justement, contre les gadins dans la rue ou dans sa salle de bains en Ile-de-France. Suffit d'un rien, d'un pavé glissant ou d'un sol lessivé au produit miracle, pas la peine de rincer : bonsoir l'entretien, bonjour la patinoire !

Remarquez, moi, mes gamelles, je les appelle. Talons hauts, jupe entravée, parapluie en bandoulière qui se débine et s'arrange, le salaud, pour me faire un croc-en-jambe. C'est pas votre cas ? Vous, c'est plutôt le genre mocassins et pantalon ? Bon, ben, c'est la faute devinez à qui ? A votre mère. Elle a eu peur quand vous avez fait vos premiers pas : Attention, tu vas te cogner le front contre la table à café !... Et, sa crainte, elle vous l'a refilée, pareil qu'une varicelle. L'incubation, ça peut prendre jusqu'à trois quarts de siècle, les psys sont formels.

Elle est morte en couches ? Vous êtes orphelin de naissance ? Alors, cherchez pas ! C'est la trouille. La trouille de tomber pour ne pas se relever, de tomber par terre avant qu'on ne vous y mette, en terre. Tiens, à propos, l'INSERM mène une grande enquête à travers le pays sur les raisons des fractures du col du fémur auprès de six mille nanas de plus de soixante-quinze ans. On va les suivre le temps qu'il faudra pour qu'elles la prennent, leur bûche. Après quoi, on nous expliquera comment et pourquoi c'est arrivé !

En attendant, un bon conseil : nos politiciens vous couvrent de fleurs, là, en ce moment, ils sont aux petits soins, ils tambourinent à la porte des maisons de retraite : Vous ne voulez pas qu'on vous emmène voter en taxi ? Ça vous fera une sortie. Dites oui. Et avant d'entrer dans l'isoloir regardez un peu où vous mettez les pieds. Pensez aux trottoirs chausse-trappe, aux voies piétonnes casse-gueule, aux caniveaux glacés, aux nids-de-poule, aux crottes de chiens, et ne vous trompez surtout pas de bulletin. S'étalera bien qui s'étalera le dernier !

Après une campagne en faveur de la participation aux élections

France-Plus propose l'institution d'une « journée nationale de la citoyenneté »

Le mouvement France-Plus, qui milite pour la participation civique des jeunes issus de l'immigration, a achevé, mercredi 18 mars, une campagne nationale contre l'abstention avec l'arrivée à Paris de cinq « flambeaux républicains » qui avaient visité soixante-dix villes depuis le 1er mars et dont les porteurs ont été reçus à l'hôtel Matignon, à la présidence des deux Assemblées, à la mairie de Paris et à l'Elysée. M. François Mitterrand s'est entretenu avec M. Arezki Dahmani, président de l'association, laquelle propose qu'une « journée nationale de la citoyenneté », fixée au 14 juillet, permette aux nouveaux naturalisés de confirmer leur choix de la nationalité française.

Mustapha interpelle une vieille dame chargée d'un cabas, en plein quartier de la Goutte-d'Or : *« Vous allez voter, madame ? Vous allez vous rendre aux urnes dimanche ? »* A peine la passante interloquée a-t-elle eu le temps de hocher prudemment la tête qu'elle se voit gratifiée d'une brochure de France-Plus et d'un tonitruant : *« C'est très bien, madame ! Encouragez votre entourage à en faire autant ! »*

Depuis plus de deux semaines, les militants de France-Plus ont multiplié les rencontres de ce genre, généralement à la sortie de lycées, sur les marchés et dans les cités. Pour un peu, leur *leitmotiv* aurait la fadeur d'un slogan du centre d'information civique : *« Vous êtes Français ? Inscrit sur les listes ? Alors, allez voter ! »* Avec un ultime argument : *« Chaque abstention est une voix pour le Front national. »*

Nadia est partie, ainsi, à la rencontre de ses concitoyens. Elle a trouvé les jeunes *« non plus seulement déçus par la politique, mais écœurés »*. *« Ils ont l'impression que la gauche les a trahis*, dit-elle, *mais ils ne sont pas prêts à voter à droite. »* A ceux qui ne sortent leur carte d'électeur que pour la présidentielle, Nadia a tenté d'expliquer le rôle des conseils généraux et régionaux, parce que, regrette-t-elle, *« l'instruction civique est délaissée à l'école. »* Pour les sceptiques, elle évoque la déclaration des droits de l'homme de 1789, *« pour laquelle tant de gens sont morts »* ; la lutte des Noirs pour les droits civiques aux Etats-Unis et en Afrique du Sud ; enfin, le privilège que constitue toujours le droit de vote dans le monde actuel.

Catherine, rencontrée dans un bistrot turc de la rue Léon, n'a pas pris la peine de demander une carte d'électeur, car elle ne voit *« aucun discours actuel auquel adhérer »*. Mais les arguments civiques de France-Plus ne la culpabilisent pas : *« Pourquoi voulez-vous me faire voter pour la grippe contre le cancer ? »*, rétorque-t-elle. Alors, elle milite à sa manière, *« en discutant avec mes voisins, qui ont des sympathies pour Le Pen, pour les faire changer d'avis »*. Car elle tient par-dessus tout à pouvoir continuer à habiter dans ce quartier où le vieux Paris se mêle à l'Afrique et au Maghreb.

L'artisan-tapissier croisé un peu plus loin ne se démonte pas non plus devant la leçon de civisme de Mériem. Jamais, au grand jamais, il ne votera pour l'extrême droite. *« Trop c'est trop »*, répète-t-il pourtant, en évoquant la délinquance maghrébine et le commerce florissant de la drogue dans le quartier. Lui, l'ancien d'Algérie, semble fasciné par cette « beurette » débarquée dans son magasin pour lui parler des *« droits et devoirs du citoyen »* et qui n'a, apparemment, aucun candidat particulier à lui recommander.

Le discours de France-Plus se heurte, cependant, à une sérieuse limite, celle de la nationalité. Que proposer au patron du « bar-couscous », qui a gardé la nationalité algérienne. *« Si tu étais français, tu voterais ? »*, tente Fabienne, sans obtenir autre chose qu'un grand sourire d'impuissance. Et lorsque les militants des droits civiques demandent à des Turcs héberlués s'ils ont bien leur carte d'identité, ces derniers ont du mal à ne pas les prendre pour des policiers. *« Nos parents n'ont jamais eu le droit de vote, ni en Algérie ni en France. Je crois que c'est pour ça que nous sommes très mobilisés là-dessus »*, explique Nadia. Déjà, elle tend sa brochure et un pin's à un jeune Antillais qui a avoué ne pas posséder de carte d'électeur, mais qui s'en sort en lançant : *« Un jour, je voterai... »*

PHILIPPE BERNARD

SOMMAIRE

La télématique du *Monde* : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 20 mars 1992 a été tiré à 512 682 exemplaires.

Demain : « le Monde-l'Economie »

En raison de la publication dans notre édition du lundi 23 mars, datée 24, des résultats des élections cantonales et régionales, notre supplément hebdomadaire « le Monde-l'Economie » sera publié demain sur huit pages dans notre édition datée 22-23 mars.

Le Monde

SANS • VISA

Soleil noir sur Gorée


SOPHIE ELBAZ

Quel destin doit-on espérer pour cet endroit maudit à jamais ? Ici, l'esclavage a vécu son siècle d'or et l'Afrique son calvaire. Gorée, en face de Dakar, est une île réservée aux visiteurs et interdite aux touristes ; une île à protéger et à montrer à tous. Dilemme.

TOUS ceux qui ont, un jour, laissé derrière eux le castel rose, le port et la ligne basse de maisons au crépi ocre, reprenant au couchant le bateau pour Dakar après une longue promenade dans Gorée, ont dû se demander ce qu'il allait advenir de cette île trop belle pour être à la fois de ce temps-ci sans danger et le musée maudit des siècles passés, voué au souvenir de la déportation de plus de deux millions de Noirs contraints à l'esclavage.

Le dilemme était, lors de la visite précédente, plus perceptible encore à bord, cabotant vers la grande ville, sur ce navire ventru *et toujours* plein comme un œuf qu'on appelle *« la chaloupe »*, où touristes, commerçants, guides, familles, vendeurs de gris-gris ou *fonctionnaires se* regardent toujours, dans les ronronnements ralentis des moteurs à l'approche des quais de la capitale sénégalaise, *comme* s'ils partageaient un secret bien difficile à protéger : Gorée était décidément trop proche de Dakar, tout juste à trois kilomètres cinq cents à en croire un jeune champion qui participe à la course annuelle à la nage. Pile dans l'axe du meilleur côté de la presqu'île du Cap-Vert, plein ouest dans le soleil déclinant, et tous les regards, à terre, se tournaient à un moment ou à un autre, comme une prière et la promesse du soir vers ce filament d'argent qui scintille dans les brumes jaunes de l'harmattan, le vent de Mauritanie. Rivé à la corniche, le palais blanc des anciens gouverneurs devenu palais présidentiel paraissait ne surveiller qu'elle, au large. Les embarcadères du port et les restes d'un projet de pont, heureusement abandonné, dans les années 60, semblaient dessiner des bras cherchant à capturer, encore une fois, Gorée.

De Dakar, l'îlot était une tentation. Sur place, une énigme. Une incroyable harmonie habillant une mémoire de lèpre, un décor de petit paradis balnéaire, envoûtant et serein, où il devenait, à chaque nouvelle heure passée, plus improbable que le pire ait pu être ici sciemment, innocemment commis. Ecolo, puisque les voitures y étaient proscrites. Ibizienne ou cycladique, comme l'on voudra, tant l'ombre et la lumière jouaient sur la chaux et la brique, tant les maisons, méditerranéennes, construites à partir du dix-huitième siècle par des armateurs français ou des « traitants » noirs, étaient parfaites de proportion et de goût pour le bonheur de vivre dans les patios, de frais jardins ou sur des terrasses de bois peint.

Il y avait un port, hier, pour les goélettes chargeant, à pleine cale, *jusqu'à huit cents* esclaves triés et pré-vendus aux Amériques ; désormais pour la chaloupe et les voiliers de plaisance. La meilleure, la *plus agréable* des auberges, l'Hostellerie de Bufflers, tenue par un Français, qui aurait fait fortune sur la Côte d'Azur. Des ruelles, des venelles, des bancs et des bistrots sous les bougainvillées, tout, absolument tout, pour que Gorée échappe à l'abandon, plus sûr moyen d'effacer un crime universel, par un présent de station « top ». Ibiza, ou plutôt Egine, en face d'Athènes, Capri pour Naples, ou n'importe quel autre coin de moderne misanthropie de week-end.

Alors, revenir à Gorée, c'est forcément s'attendre au pire. S'inquiéter. Leopold Sedar Senghor, Aimé Césaire, les écrivains noirs américains, avaient assez milité pour que Gorée demeure un symbole à une encablure du continent martyr, du sort fait à près de deux cents millions d'Africains arrachés à coups de chicote, par l'ouest ou l'est, à la terre de leurs ancêtres. L'oubli, les conquêtes immobilières, et le charme de cet îlot avaient-ils pu parer ce mausolée désigné des atours de Saint-Tropez ?

L'appréhension reflue un peu à l'embarcadère du port de Dakar. Gorée possède le sien propre, un enclos où bat un autre rythme. Les Goréens et leurs hôtes, dans la douceur du matin, tiennent à leur différence insulaire. Ailleurs, autour, des cargos se chargent d'hommes et de marchandises pour la Casamance, l'Afrique équatoriale ou le reste du monde. L'aire de départ pour l'île tient en quelques mètres carrés. Il y a bien un marchand de cartes postales, mais il n'ouvre son échoppe que dix minutes avant l'embarquement ; un bar, mais qui limite son ambition à deux tables sous parasol. Si vous arrivez énervé, l'indolence, la patience de vos futurs compagnons savent vous gagner d'un sourire. L'instituteur débouchera de la rue bien après vous, à pas lents. Ils sont simples et tranquilles, employés de l'administration, qui vont regagner un poste *dans l'une des commanderies de* Gorée, faute de place en ville. Femmes chargées de cotonnades. Hommes sérieux, qui lisent l'édition matinale du *Soleil*. Rien de très m'as-tu-vu, si ce n'est la première poignée de touristes, qui paraissent toujours se croire à Mykonos.

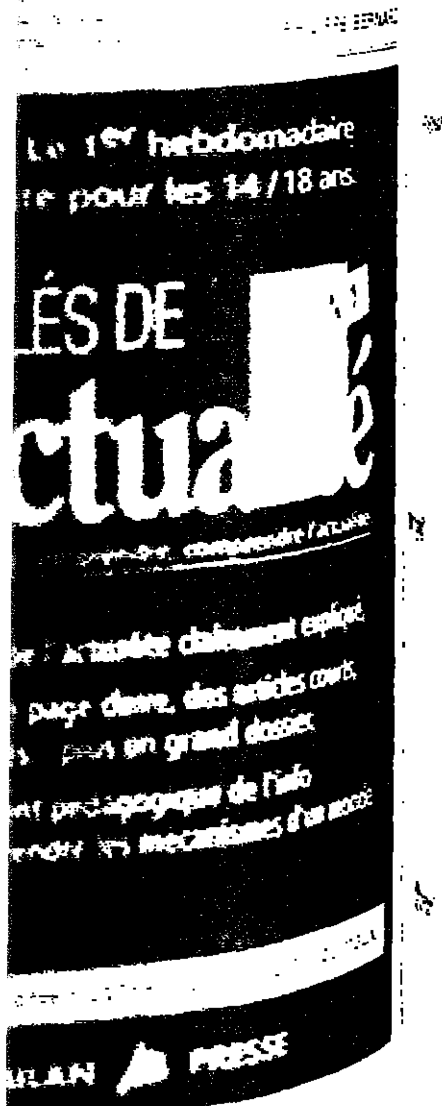
Dix minutes plus tard, la bouée signalant l'échouage d'un bateau de guerre coulé en 1940 contournée à bonne distance, le castel rose dépassé, apparaît le port. Les enfants sautent toujours sur le bateau, en signe de bienvenue, comme par le passé, avant même l'accostage. *Rien* n'aurait-il changé ? Au bout du quai, entre deux murets *de pierre hostiles, la même pancarte* prévient : « Ce lieu est placé, par l'intermédiaire de l'UNESCO, sous la protection de la communauté internationale. » L'avertissement est-il resté suffisant ? Le quai des Boucaniers, enfoui sous le sable doux, maintient sa préférence pour sa circonférence d'arbres. Les bars, les deux restaurants, les premiers essais matinaux de palabre sont toujours à l'ombre, dessinant une large piste de cirque, bien dégagée, d'où ne se regardent que la mer et les rassurantes manœuvres de la chaloupe.

Chez Khaware, le bistrot aux tables de bois et de mosaïque, rien n'a bougé. Le garçon ne se précipite pas. Mais il avoue, plus tard, tout de même sa crainte. Le plan de sauvetage de Gorée a permis la rénovation de plusieurs bâtiments. Le palais du gouverneur, où Anglais et Français, après l'abolition, se querellaient encore, les premiers reprochant aux seconds de poursuivre la traite en fraude. Le commissariat de police, premier édifice construit en dur, dès le dix-septième siècle, par les Portugais, inventeurs de la traite sur les côtes occidentales d'Afrique, qui fut chapelle et cimetière pour marins portugais, puis hollandais, anglais, français ou suédois, enfin esclaverie, hospice, presbytère, maison d'officiers.

D'autres encore, au hasard des ruelles ensablées, la mosquée et l'église. Quelques maisons de Signares, ces métisses qui prenaient les hommes européens pour *« maris à la mode du pays »*, et qui, enrichies, collaborèrent ardemment à la déportation de leurs frères. Toutes ces restaurations, comme celle de la maison de la belle signâre Victoria Albéris, dont la terrasse fait étrave à un carrefour, rappellent à qui veut bien le voir que ces messieurs-dames du commerce et des marines royales surent vivre, à l'heure du thé ou du rhum, donner fêtes et spectacles au premier étage, pendant que des dizaines d'esclaves s'entassaient, fers aux pieds, dans les cellules du rez-de-chaussée.

De notre envoyé spécial
Philippe Boggio

Lire la suite page 27



COUP D'ŒIL

Les tatiphiles

LORSQU'EN 1948 Jules Ouaki s'avisa d'acheter des articles de lingerie en lots, de les regrouper en trousseaux et de les solder, qui aurait donné cher de sa peau de petit (1,68 m) débrouillard tragi-comique d'après-guerre ? En ce temps-là, le quartier de Barbès était Montmartre. Le monde y était divisé en « caves » et en « affranchis » (l'argot de la pègre au tournant de l'année 1945). L'univers qui allait inspirer à Simonin le roman *Touchez pas au grisbi !* C'est-à-dire, comme on disait encore : à l'oseille, à l'osier, à l'artiche. La brique valait 1 million, et le barbeau en bada (chapeau) qui se faisait balancer par une môme envapée pouvait finir sa vie sous surveillance policière chez Cusco, cette salle de l'Hôtel-Dieu réservée aux truands revolvérisés, autant dire en terre d'exil.

Bref, l'emplacement d'une soixantaine de mètres carrés que choisit Jules Ouaki, trente-trois ans, français d'origine tunisienne, ancien radio dans un sous-marin des FFL en Méditerranée, démobilisé au sortir de la guerre, pour poser les bases de ce qui allait devenir, il n'en sait alors rien, les grands magasins Tati, cet emplacement n'est pas exactement ce qu'on peut appeler un cadeau.

Quarante-quatre ans après, de péripéties avec son associé d'alors (dont Jules Ouaki se sépare en 1955) en rachats (les hôtels de passe qu'on ferme progressivement), Tati-Barbès occupe deux bonnes centaines de mètres du boulevard Rochechouart, le fleuron du groupe qui compte désormais sept grands magasins à travers la France, emploie mille sept cents salariés, attire vingt-cinq millions de clients par an et réalise 1,7 milliard de francs de chiffre d'affaires.

Le « paysan de Paris » qui débarque aujourd'hui du métro aérien, par un bel après-midi d'hiver, découvre cet ensemble disparate d'immeubles, avec lesquels quelque main magicienne aura manifestement triché, en vue de leur assurer un semblant de cohérence : vitrines en hauteur, sous les toits dénivelés, surmontées de stores en imprimé vichy rose, l'emblématique signe de Tati.

Topographie idéale pour une consommation caractérisée. Le formidable souk commence sur les trottoirs. Extérieur jour : il faut respirer, prendre son élan, s'engager dans le grouillement d'humains qui farfouillent, palpent, se déplacent plus vite que leurs ombres, s'interpellent ; maman en djellaba craignant de perdre bébé déjà assez grand pour cavaler tout seul ; Japonais risquant d'égarer le reste de son groupe, et ces nouveaux tatiphiles, les Européens de l'Est d'après l'effondrement du mur de Berlin et la perestroïka, qui viennent ici remplir des voitures avec 1 000 francs.

Intérieur jour : il faut pénétrer plus avant dans la tour de Babel, le fouillis des mille langues connues et inconnues, la frénésie de cette galerie des glaces, où se reproduisent à l'infini, rayon femme, les collants à 2,90 francs, les maillots de bain à 49 francs, les pulls à 59 francs, les robes de mariée à 295 ; ou rayon homme, cette chemise de bûcheron des neiges du Canada à 20 francs, une veste en lin à 119... Le grand vertige du popu-chic. Les vendeuses en blouses bleu et rose, plutôt là pour le réassort, fichent une paix royale aux clients.



QUI parle de fauche ? En son temps, le père Ouaki disait : *« Laissez venir à moi les voleurs, ce sont mes clients. »* Au vrai, la « démarque inconnue » (vols) n'est pas ici supérieure à celle des autres grands magasins parisiens. Ce qu'un Aristide Boucicaut, l'inventeur d'*Au Bon Marché* au milieu du dix-neuvième siècle, avait commencé à comprendre, dans le monde du Zola d'*Au Bonheur des Dames*, l'inventeur du libre-service textile l'aura poussé à son terme logique. Neutralisation de tous les facteurs intimidants : suppression de la vitrine classique, mise à l'écart de la vendeuse pousse-au-crime, et « les plus bas prix ». Du discount considéré comme l'un des beaux-arts. Nous sommes en 1957.

Les sociologues sont marrants, parfois. On échafaude des théories sur le goût, on classe Tati sur l'échelle des tremblements du sol kitsch, et l'on se rend compte, à explorer ces travées étroites de Tati-Barbès, que la réalité est à la fois plus complexe et plus simple.

Tout n'y est pas du meilleur goût. Encore faut-il savoir de quel goût on parle. Et, de toute façon, contre le « peu » où la valeur se crée par la rareté (*« une petite ceinture en croco de toute beauté, mon chéri, mais une, la dernière, vite, est-ce bien raisonnable ? vite »*), Tati a opté pour le « trop », l'excès, l'embarras du choix. A distance respectable du choix de l'embarras. Tati procure l'envie d'embarquer la moitié du magasin, y compris les articles moches. La tatiphagie n'est jamais loin.

L'an dernier, Julian Schnabel, peintre new-yorkais fort coté, un de ces malins habitués à un marché de l'art où la valeur se crée par le culot, où la valeur se crée toute seule par la valeur, en dehors de toute autre considération, sauf guerre du Golfe, Schnabel donc s'avise de réaliser une série (*Tati Painting*), à la suite d'un coup de foudre pour le désormais célèbre imprimé vichy (Brigitte Bardot, Guerlain). Il finit par convaincre Azzedine Alaïa de réaliser une collection sur le même motif. Ce qui fut fait. Ainsi qu'une ligne d'objets à prix Tati : Un T-shirt (19,90 francs), un sac (29,90 francs), des espadrilles (49 francs). Gros succès. Notamment à Tati-rive gauche (rue de Rennes) où la clientèle diffère un peu de celle de Barbès.

Aujourd'hui, Fabien Ouaki, fils du père, trentaine dynamique et calme, assure que cette nouvelle race de *happy few* ne représente après tout que 1 % de la clientèle et ne constitue pas une cible. Le groupe parie sur l'implantation de nouveaux établissements dans les métropoles régionales. Aux tapageuses opérations de prestige, il préfère une philanthropie discrète (aide régulière à l'Institut Weismann, 3 millions de francs de vêtements au Secours populaire), du parrainage sportif (soutien de l'équipe de football du Havre), un mécénat occasionnel (aide au cinéma africain).

PHÉNOMÈNE unique sans doute, cette maison que des bandes dessinées, des vidéoclips, des films (le dernier Mocky, *Ville à vendre*, le prochain Beineix avec Yves Montand) mettent en avant, d'une manière ou d'une autre, n'a pas besoin de dépenser un seul sou de publicité. Le secret de Polichinelle de ses petits prix n'a pas changé : *« Entre 50 % et 80 % de fabrication au Sentier ; des commandes massives en Extrême-Orient, en Europe du Sud, en Allemagne, entre autres ; une rotation rapide des stocks ; et une fidélité à la pensée de papa, dans ce métier séculaire où il n'y a pas d'autre baromètre que l'acte d'achat. »*

Entre crises réelles et reprises promises, le snobisme et la mode venant à la rescousse des comptes en banque au rouge, et de toute façon le chaland ordinaire que l'on a coutume d'enfermer dans des formules (« bourse modeste », « faible pouvoir d'achat », « près de ses sous », « mal à joindre les deux bouts ») ne risquant guère de s'orienter ailleurs, vers les plus chers, gageons que Tati a encore du chemin à faire et du monde à habiller.

Jean-Claude Charles

ESCALES

Venise en musique

Une salle à l'ovale parfait, une harmonie de bleu et or où, au cours d'une même soirée, se produiront de grandes voix de sopranos et de ténors : Katia Ricciarelli, Marilyn Horne, Mariella Devia, Raina Kabaivanska ainsi que Samuel Ramey, Neil Shicoff et Francisco Araiza. Ils seront entourés par l'orchestre et les chœurs de la Fenice dirigés par Georges Prêtre. Le 16 mai prochain, jour pour jour, l'Opéra de Venise aura deux cents ans. Un bicentenaire célébré par cette distribution exceptionnelle. La Fenice – le phénix – porte un nom symbolique. Ravagé par un incendie en 1836, le théâtre ne tarda pas à renaître de ses cendres. Pour Athenaeum (6, rue Quentin-Bauchart, 75008 Paris, tél. : 47-23-65-94), cette soirée sera au cœur d'un voyage musical et pictural dans la Cité des doges. Deux autres concerts concluront des journées consacrées aux visites rituelles à Venise ainsi qu'à l'église de la Pietà, où Vivaldi enseigna le violon, aux collections de l'Accademia, du Musée Correr et de la Scuola di San Rocco. Du 14 au 17 mai, 13 900 F tout compris. Deux autres programmes musicaux figurent au répertoire d'Athenaeum : Prague, du 28 au 31 mai (11 700 F), une autre ville d'art et d'histoire, pour des concerts du quatuor Juilliard (Haydn, Beethoven, Dutilleux), de l'Orchestre symphonique de Berlin (Brahms, Chostakovitch) et de l'ensemble Nash, de Londres ; le Festival de Vérone, du 6 au 10 août (14 800 F), avec *Aïda, la Bohème, Don Carlos* et *Nabucco* dans les mises en scène grandioses que permettent les arènes.

Les voyages en vitrine

Ce pourrait être une simple rencontre entre l'offre et la demande. Une de plus. Un Salon, comme on dit. C'est d'ailleurs comme cela qu'il s'appelle. Seulement voilà, ce qui se trouve ainsi rassemblé à Paris, porte de Versailles, du 20 au 25 mars, ce ne sont ni des tracteurs, ni des meubles, ni des outils, mais des voyages. Ce qui change tout.

Faire du lèche-vitrine au Salon mondial du tourisme, c'est en effet s'offrir, au cœur de la ville, la plus belle des évasions. Celle qui consiste à rêver mais aussi à comparer, à choisir et, éventuellement, à boucler l'affaire en attendant de boucler ses valises. Car c'est à cette époque que se décident les vacances de printemps et d'été. Si, cette année encore, l'offre a mis les petits plats dans les grands avec la présence de six cent quatre-vingts exposants, représentant l'ensemble des secteurs du tourisme, les organisateurs ont, de leur côté, particulièrement soigné la scénographie de ce spectacle mondial, confiée pour la première fois à un directeur artistique. Résultat : une animation originale assurée par des comédiens professionnels, une succession de villages, correspondant chacun à une zone géographique et un thème, « Festivals d'ici et d'ailleurs », illustré par diverses troupes, groupes musicaux, compagnies de danse, de théâtre et de mime, françaises et étrangères. De quoi informer mais aussi distraire les quatre-vingt mille visiteurs attendus. Sans oublier, côté restauration, une sélection de plats originaux des régions françaises et de différents pays du monde. *SMTV, porte de Versailles, hall 7-2, porte A, allée centrale. Du vendredi 20 au mercredi 25 mars, de 10 heures à 19 heures avec une nocturne le vendredi jusqu'à 21 heures.*

Sélection établie par
Patrick Francès
et Danielle Tramard.

Course de bosses

Sauvagement concurrencé, depuis une trentaine d'années, par le transport mécanique, asphyxié, périodiquement, par la poussière soulevée par les concurrents casqués des raids qui sillonnent les déserts africains, le dromadaire, animal placide par excellence, connaît des jours difficiles. Aussi a-t-il vu d'un bon œil la création d'une association baptisée « Camélomane » et regroupant « les amis du dromadaire, du chameau et du lama », dont le professeur Théodore Monod, camélomane d'honneur. Ces derniers participent activement à la revalorisation du dromadaire et à la protection du patrimoine culturel et économique des pays qui en pratiquent l'élevage.

Ils élèvent même des dromadaires à Essaouira, au Maroc, veulent y créer une école de méharistes, éditent *l'Echo de la Bosse* et sont ouverts aux adhésions. Leur grand rendez-vous est incontestablement le Marathon mondial de dromadaires de Douz, ancienne ville étape des caravanes transsahariennes, dans le Sud tunisien, dont la 2e édition aura lieu le 3 mai. Il s'agit d'une course d'endurance de 42 kilomètres, à travers dunes, steppes et palmeraies, où s'affrontent les meilleurs méharistes du Sahara : Tunisiens, Libyens, Marocains et Algériens. Une centaine de dromadaires (dromadaire vient du grec *dromaes*, le coureur) sont attendus cette année pour une initiative qui contribue, à sa façon, à la relance du dromadaire de race méhari, la plus belle parmi les trente-cinq variétés existantes. A ceux qui se sentent des affinités avec les dromadaires ou qui, plus simplement, souhaitent assister à cette course spectaculaire, Camélomane (12, rue Pavée, 75004 Paris, tél. : 40-29-92-21) propose de vivre pendant neuf jours en leur compagnie, de parcourir l'erg oriental tunisien sur le dos de la plus sobre conquête de l'homme, d'apprendre à la faire trotter et s'agenouiller, de siroter le thé à la menthe et de savourer le pain « made in désert », cuit sous la braise. Confortablement installés à l'Hôtel Sahara (deux piscines dont une d'eau sulfureuse), à Douz. Du 26 avril au 4 mai, 6 500 F par personne en chambre double et pension complète, Paris-Tozeur A/R, initiation à la méharée, Marathon en 4 x 4 et fête finale. Renseignements auprès de Déserts (6-8, rue Quincampoix, 75004 Paris, tél. : 48-04-88-40).



F. BREY

TELEX

L'Auvergne au quotidien, de 1911 à 1917. Une exposition du Musée Albert-Kahn, en collaboration avec le Musée national des arts et traditions populaires, présente les autochromes du premier et les costumes et objets du second. Jusqu'au 11 septembre au Musée Albert-Kahn (14, rue du Port, 92100 Boulogne-Billancourt, tél. : 46-04-52-80), tous les jours sauf le lundi, de 11 heures à 18 heures.

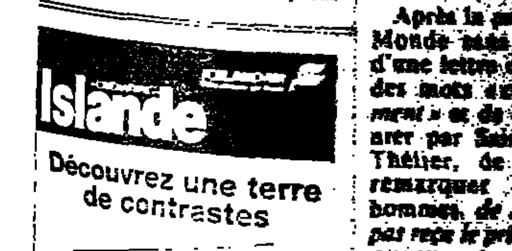
America, l'épouse du Soleil. Une exposition anversoise illustrant la confrontation des cultures européenne et latino-américaine et leur influence sur l'art, la science et la vie quotidienne. Quatre cents objets provenant des musées d'Europe et d'Amérique du Sud. Jusqu'au 31 mai prochain au Musée des beaux-arts d'Anvers. Tous les jours sauf le lundi, de 10 heures à 17 heures. Renseignements : office du tourisme belge, 21, boulevard des Capucines, 75002 Paris, tél. : 47-42-41-18.

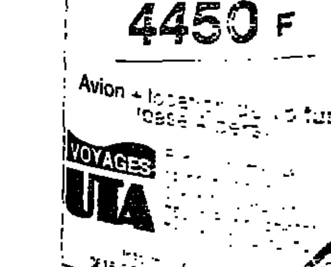
Baisse de la TVA suédoise, de 25 à 18 %, notamment sur les notes d'hôtel, de restaurant et les transports. Une incitation à se rendre dans ce pays réputé cher, d'autant plus que l'Office du tourisme suédois (146-150, avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris, tél. : 42-25-65-52) vient de publier une brochure *Suède* très complète.

Un compagnon pour aller en pays touareg. C'est l'enquête approfondie menée au Niger par notre consœur Sylvie Ramir, et racontée dans *les Pistes de l'oubli* (préface de Théodore Monod, éd. du Felin, 180 p., 145 F, avec 30 photos couleur). Des pages indispensables pour cesser de voir les Touaregs (et les Touarègues) avec les vieilles lunettes humanitaro-coloniales.

Fêtes et spectacles historiques, le guide national 1992 recense les principales manifestations de l'été (thème, dates, prix des places, moyens d'accès) : fête du Grand Fauconnier à Cordes, de la Renaissance à Salers, bataille de Roscaquen à Quimperlé notamment. Disponible (20 F) à la Fédération nationale (Hôtel de ville, 60000 Beauvais, tél. : 44-79-40-09.

Soleil noi
sur Gorée





Soleil noir sur Gorée

Suite de la page 25

Gorée a retrouvé son paysage de petite France, avec ses toits de tuiles plates, ses *crépis* jaunes ou terre de Sienne. On dirait même un écomusée de l'habitat hexagonal, plutôt basque ici, provençal plus bas, maure des *colonies*, ou breton, tout au bout du môle. Gorée ne s'enfonce plus dans le sable, mais on ne sait toujours pas, comme le raconte le garçon de chez Khaware, si ce n'est qu'un bienfait. Ces sauvetages publics ont éveillé l'appétit du privé, et, malgré l'interdiction sénégalaise et internationale, il se vend, sous le manteau, d'autres maisons aussi charmantes, d'autres esclaveries de vacances.

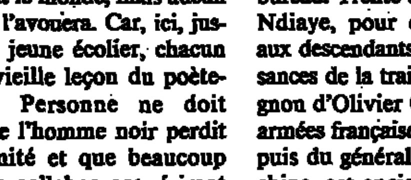
Il y a dix ans, les Goréens, constitués en comité de défense, ont réussi à empêcher que l'Espadon, gros bâtiment fortifié qui renferma, quatre siècles durant, à peu près tout ce qu'il fallut, poudre ou bimbeloterie, pour persuader les *chefs de tribu* d'abandonner leurs fils, ne soit racheté par un groupe spécialisé dans les vacances sous les tropiques. Des particuliers, *plus* discrètement, sont cependant parvenus à prendre pied dans l'île, louant à des familles africaines la masure construite par l'aïeul *libéré. Ils* sont dakarois, souvent français, s'empressent, après quelques mois de silence, de rejoindre les rangs du comité de défense.

Les week-ends, surtout, sont prisés à Gorée. L'administration française y possède toujours la Maison de la marine. Les Etats-Unis, eux, avaient revendu leur pied-à-terre aux douces vérandas à l'Aga Khan. Les Goréens, qui sont douze cents au dernier recensement, dont une poignée de Français devenus Sénégalais, assurent que *« le problème est là »*, entre leurs besoins de commerce et de services, la recette des échoppes, la survie des deux écoles et ce trop-plein qui se ferait immédiatement sentir. Les baobabs de l'île n'offrent guère d'ombre et les « figuiers étrangleurs », qui mangent les murs de basalte des bâtisses ne peuvent en fournir qu'à quelques privilégiés.

Chaque jour, Gorée vit de la même manière. Sort prendre le frais et faire ses emplettes au marché ou sur la place de l'hospice, cédé à l'ordre de Malte, puis retourne s'enfermer dans ses cellules de réclusion, à l'heure des *arrivages de touristes. Ceux-ci* montent au fort où s'exhibent encore deux canons de 240 pris aux Allemands en 1924. Les vendeurs de *souvenirs sont partout*, dans la chambre de refroidissement des canons ou sur le chemin de ronde. Contre quelques CFA, de jeunes guides expliquent que sur les falaises abruptes du promontoire furent tournées les scènes finales du film *les Canons de Navarone*. Tous les jours, un jeune Talibé de la confrérie mouride, occupé à planter ses pousses sur le plateau du fort, s'approche pour une obole à sa cause de piété et de sagesse. Appuyé aux fûts des canons, il raconte l'histoire d'Amadou Bamba, cheikh fondateur du mouridisme, qui créa la ville sainte de Touba, au centre du Sénégal et fut, pour cela, déporté par les Français dans une île au large du Gabon, en 1895.

Sous le soleil, les visiteurs, encore français dans leur majorité, prennent d'autres coups à refroidir leur *chauvinisme. A la Maison des* esclaves, restaurée en 1990 avec le concours de l'association France-Libertés de Mme Danielle Mitterrand. *Le plus beau crépi pour le* plus beau double escalier de cour intérieure de l'île. En haut, se tenaient l'acheteur et le traitant, en bas un Wolof, un Mandingue ou un Floup, expulsé de ce qui deviendrait beaucoup plus tard le Sénégal indépendant, et qui prenait son tour pour la pesée.

Sans doute l'un des plus terribles musées du monde. Rien au mur que cette *« couleur sang caillé d'angoisse »*, comme l'écrivait Senghor dans ses *Lettres d'hivernage* (1). Quelques étiquettes, à l'entrée de la cellule des *« récalcitrants »* ou des *« inaptes temporaires »*. L'horrible dortoir des enfants et, tout au fond, la porte de l'exil, une simple porte donnant directement sur la mer. La goélette venait se ranger au flanc de la maison. Les hommes d'armes tiraient sur ceux qui tentaient de s'enfuir. Les requins attendaient patiemment l'heure du repas. Oui, terrible musée! Il *calme les touristes, leur donne* l'envie de fuir Gorée, ce qui arrange tout le monde, mais aucun Goréen ne l'avouera. Car, ici, jusqu'au plus jeune écolier, chacun répète la vieille leçon du poète-président. Personne ne doit oublier que l'homme noir perdit ici sa dignité et que beaucoup d'Africains collabos acquérirent dans ces commerces de la chair leurs lettres de bourgeoisie noire. Alors, les visiteurs s'en vont, après une dernière collation à l'un des estaminets du quai des Boucaniers. Et Gorée revient prendre le soleil. Seul, dans sa Maison des esclaves, le conservateur en chef *Jo Ndiaye demeure, comme il le* dit, *« un esclave modèle »* à son bureau. Trente ans qu'il se bat, Jo Ndiaye, pour donner la nausée aux descendants des grandes puissances de la traite. Ancien compagnon d'Olivier Guichard dans les armées françaises de la Libération, puis du général Bigeard en Indochine, cet ancien sous-officier ne s'arrête plus de parler des Nègres envoyés dans les plantations d'Amérique. Il peut dénoncer l'œuvre des Blancs, et la complicité de certains Noirs, pendant des heures, sous les souvenirs qu'il a conservés de ses visiteurs. Le pape Jean-Paul II, Jacques Delors, ou Jean-Paul Belmondo. Il a recopié les messages laissés par ses hôtes dans son grand livre d'or, et les affiche. Jusqu'à cette pensée molle d'Hervé Bazin : *« On ne se sent pas fier en sortant d'ici. »* Il en est d'autres plus fortes, de Jean-Jacques Goldman ou de l'écrivain Breyten Breytenbach, mais Jo doit préférer les siennes, qu'il colle sur le crépi rouge. *« L'homme qui souffre n'a qu'une patrie, la douleur... »*



RENAUDEAU/M. HOAQUI

Surtout, ce conservateur, membre, aussi, du comité de défense de l'île, s'inquiète de sa précarité environnante. Son œuvre manque de moyens financiers et ses lettres restent souvent sans réponse. Et puis, Gorée, à ses yeux, dérive lentement vers une envie de paradis. Impossible de faire payer aux estivants potentiels le prix de la mémoire douloureuse : ils y verraient leur viatique pour une installation à demeure. Jo aimerait que les Goréens s'entraident dans la consolidation du souvenir et *que les pays africains en fassent*, matériellement, une affaire personnelle. Le castel n'a pu être transformé en musée historique que grâce au dévouement d'un passionné belge de Gorée. Lui-même demande la charité, pour sa Maison.

A l'en croire, les officiels africains, redoutant surtout que Gorée ne se mette à la mode tropézienne, font mine d'oublier que cette petite île a encore bien des besoins de restauration. Oui, mais, à trop en faire, le risque existe d'attirer ici trop de voiliers, d'estivants. Un jour, une moto. Pourquoi pas un 4×4? Une boîte de nuit, comme autrefois, quand les Européens se défoulaient, dans les salles du fort, avec de jeunes esclaves pubères, et que leur ripaille s'entendait jusqu'à la presqu'île du Cap-Vert? *Longtemps sans doute,* Gorée demeurera fragile, entre un mal et un bien, un manque et un autre. Gardienne solitaire de la mémoire collective et de sa destinée tâtonnante.

De notre envoyé spécial

Philippe Boggio

(1) *Œuvre poétique.* Nouvelle édition. Editions du Seuil. Collection « Points ».

▶ **Lire aussi :** ***Gorée, six siècles d'histoire,*** **par Jean Delcourt, aux éditions Clairafrique ; le *Grand Guide du Sénégal.* Bibliothèque du voyageur. Gallimard.**

COURRIER

Faux Goncourt

Après la publication dans « le Monde sans visa » du 7 mars d'une lettre de lecteur à propos des mots *« crash »* ou *« écrasement »* et de l'emploi de ce dernier par Saint-Exupéry, M. A. Thélier, de Paris, nous fait remarquer que « Terre des hommes, *de Saint-Exupéry, n'a pas reçu le prix Goncourt en 1937 ni son auteur en quelque autre année. Saint-Exupéry,* précise-t-il, *a obtenu un autre prix, autrement plus prestigieux, en 1939 (à la veille de la guerre, donc), le Grand Prix du roman de l'Académie française. C'est Charles Plisnier qui a reçu le prix Goncourt en 1937. Qu'il ne m'en veuille pas s'il lit par-dessus mon épaule, mais ses* Faux Passeports *ont-ils encore aujourd'hui des lecteurs ? »*

Brest sous les bombes

A la suite de l'article « Brest soude le Charles » publié dans « le Monde sans visa » du 1er février, M. Maurice Thepot, de Saint-Gratien, nous apporte la précision suivante.

« Dans le numéro du 1er février du « Monde sans visa », votre envoyé spécial Régis Guyotat affirme que les Alliés ont détruit tout Brest sans jamais atteindre la base sous-marine de la Kriegsmarine. Cette façon de voir les choses mérite d'être quelque peu nuancée. C'est en effet considérer comme de piètres viseurs les aviateurs d'abord anglais, sans oublier les Français libres qui servaient dans la RAF, puis américains qui ont effectué des raids sur Brest.

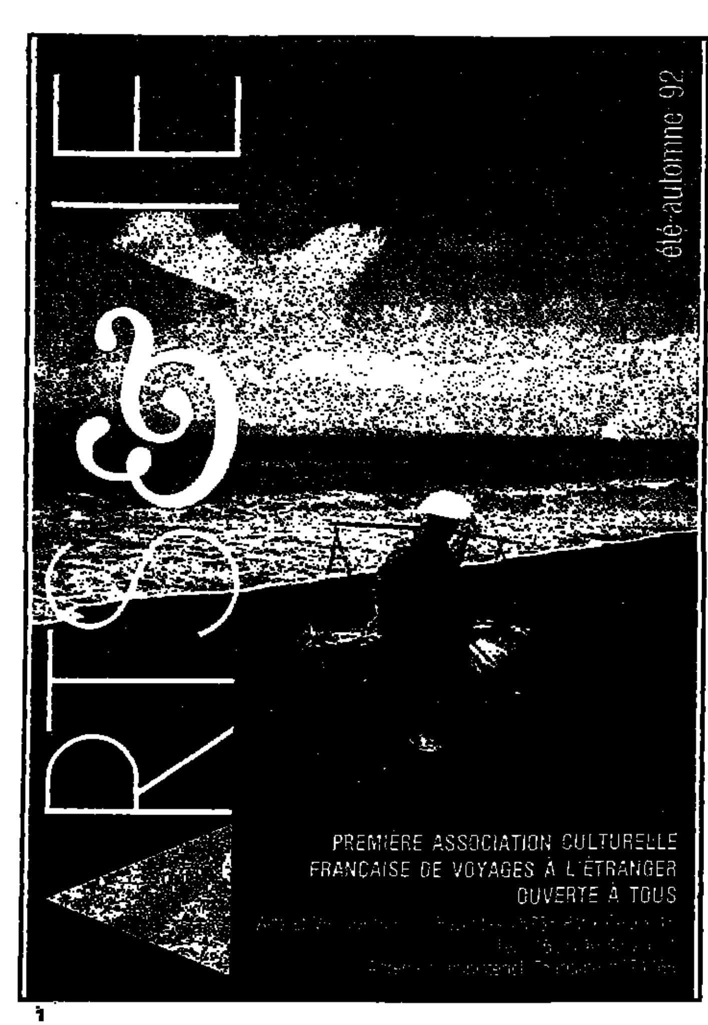
» Tout d'abord, la cible. La base sous-marine, fort éloignée du centre-ville, n'a pu devenir l'objectif des bombardiers alliés qu'à partir de sa construction en 1942. Or les bombardements avaient commencé dès le mois d'août 1940 et s'étaient accentués avec l'arrivée des premiers grands vaisseaux de ligne en décembre de la même année (1), et surtout celle, le 22 mars 1941, des deux croiseurs *Scharnhorst* et *Gneisenau*, bientôt suivis du *Prinz-Eugen*. Et ces navires n'étaient pas, eux, basés à Lannion, mais presque en pleine ville, dans le port de commerce. Il faut rendre hommage aux aviateurs alliés, qui, malgré un pilonnage incessant capable de clouer sur place ces navires pendant près d'un an, n'ont infligé à cette époque que relativement peu de destructions à la ville, en dépit d'une défense antiaérienne particulièrement dense. On a d'ailleurs dit à l'époque qu'un des rares bombardements meurtriers pour la population civile, celui du lundi de Pâques 1941, était le fait des Allemands, en guise de représailles après la destruction de l'Hôtel Continental, siège de la Kriegsmarinekommandantur, destruction à laquelle la Résistance n'était probablement pas étrangère, soit directement, soit par l'intermédiaire de ses réseaux de renseignement. La joie des Brestois aurait été trop visible !

» L'année 1942 est marquée par une accalmie après le départ des croiseurs, mais les bombardements reprennent à la fin de l'année, cette fois contre la base sous-marine. Pour le coup, les dégâts sont plus importants, car il n'est plus question de traiter un tel objectif avec des bombardiers légers. La puissance de feu des forteresses volantes, qui n'avait à l'époque d'égale que son imprécision, provoque des dégâts importants dans les quartiers avoisinants. Mais on est loin du centre-ville et l'habitat y est beaucoup plus dispersé. Quant à dire que la base n'a jamais été atteinte, je ne sais à quelles sources a puisé M. Guyotat, mais je me souviens, moi, d'avoir visité la base après la guerre. On voyait encore dans la voûte, au-dessus d'un des bassins, *le trou produit par une torpille*. Et ce n'était sûrement pas la seule qui avait atteint l'objectif, ce qui se voyait d'ailleurs à l'œil nu de la route de la corniche.

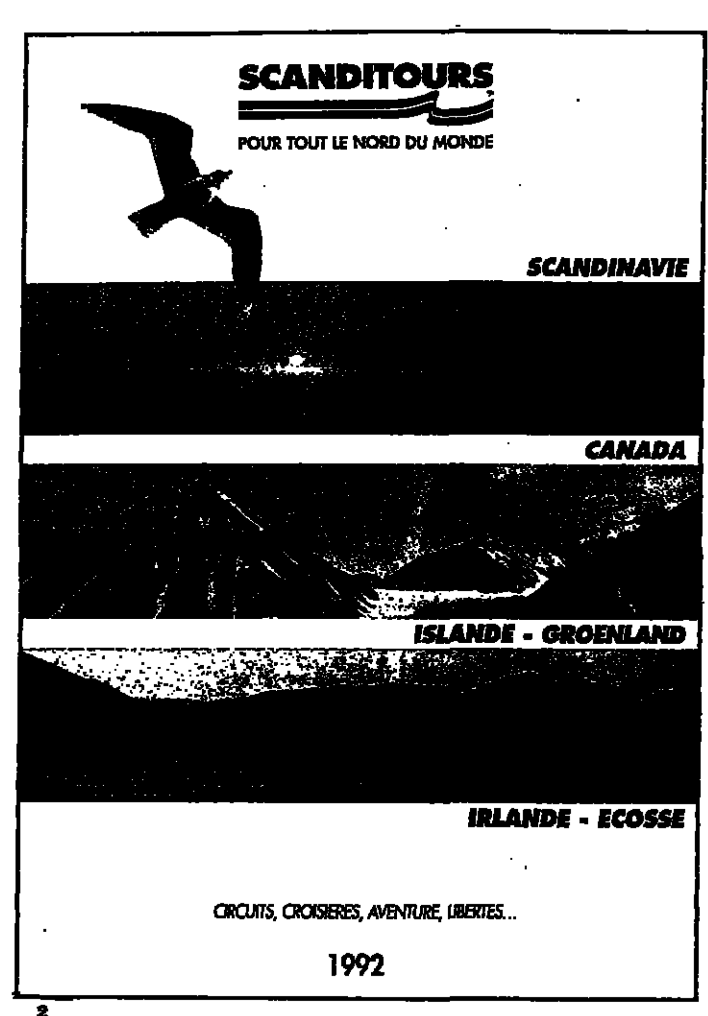
» Venons-en maintenant à la destruction complète de la ville. *J'ai quitté Brest le 15 août 1944.* Les Allemands avaient décidé que les bouches inutiles devaient quitter la ville. Etait-ce un sentiment *humanitaire qui guidait le* commandant de la place ou le désir des troupes SS du général Ramke, qui souhaitaient avoir le champ libre ? Toujours est-il que, ce 15 août, je prenais, avec mes parents, la direction de Plougastel. Je n'avais que treize ans à l'époque, et la fidélité de mes souvenirs peut s'en ressentir. Je peux cependant témoigner qu'à ce moment le centre de la ville avait encore peu souffert. Les destructions qui étaient survenues jusque-là n'avaient rien à voir avec celles qui ont en quelques jours transformé Brest en un amas de ruines. Et je ne pense pas que ce sont les combats sporadiques que nous entendions la nuit précédente à l'autre bout de la rue de Lyon, où j'habitais, ni le vol de bombardiers que nous avons croisé à notre départ qui ont pu amener un tel résultat.

» Il est donc probable que la plus grande partie des dégâts subis par le centre-ville soit le fait des SS de la division parachutiste du général Ramke, qui auraient mis volontairement le feu aux maisons après les avoir pillées. C'était d'ailleurs la version communément admise après guerre par la majorité des Brestois. »

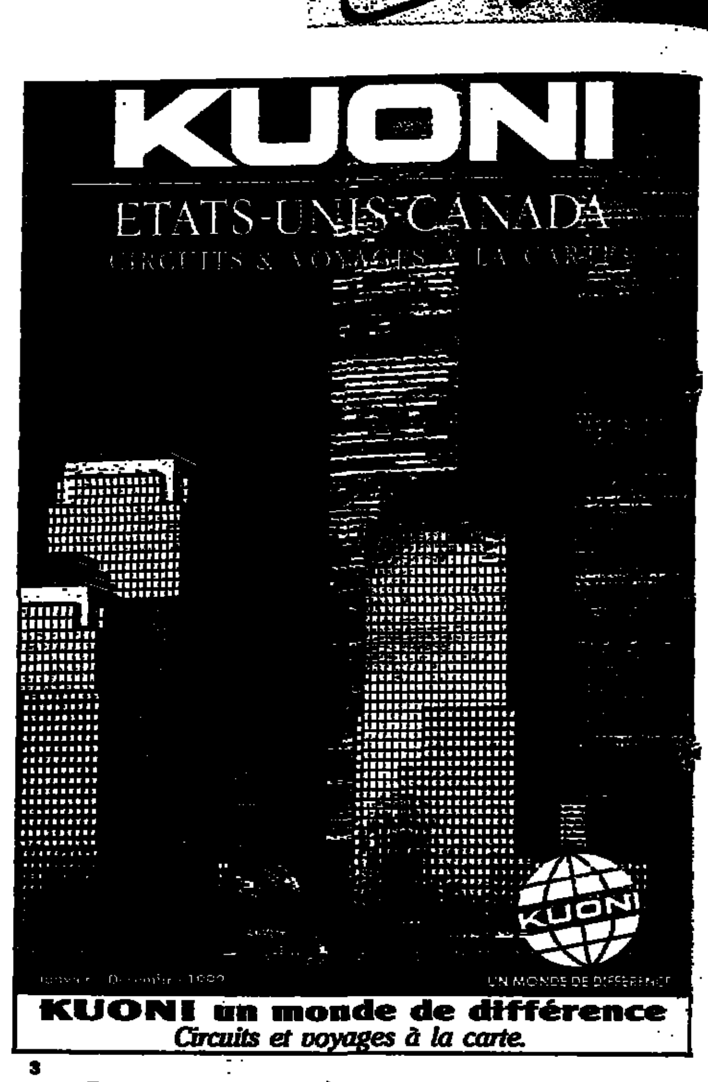
(1) Jacques Néré, dans un rapide survol de la période de la seconde guerre mondiale (*Histoire de Brest*, sous la direction d'Yves Le Gallo, éditions Privat, 1976), parle du *Hipper*.



1



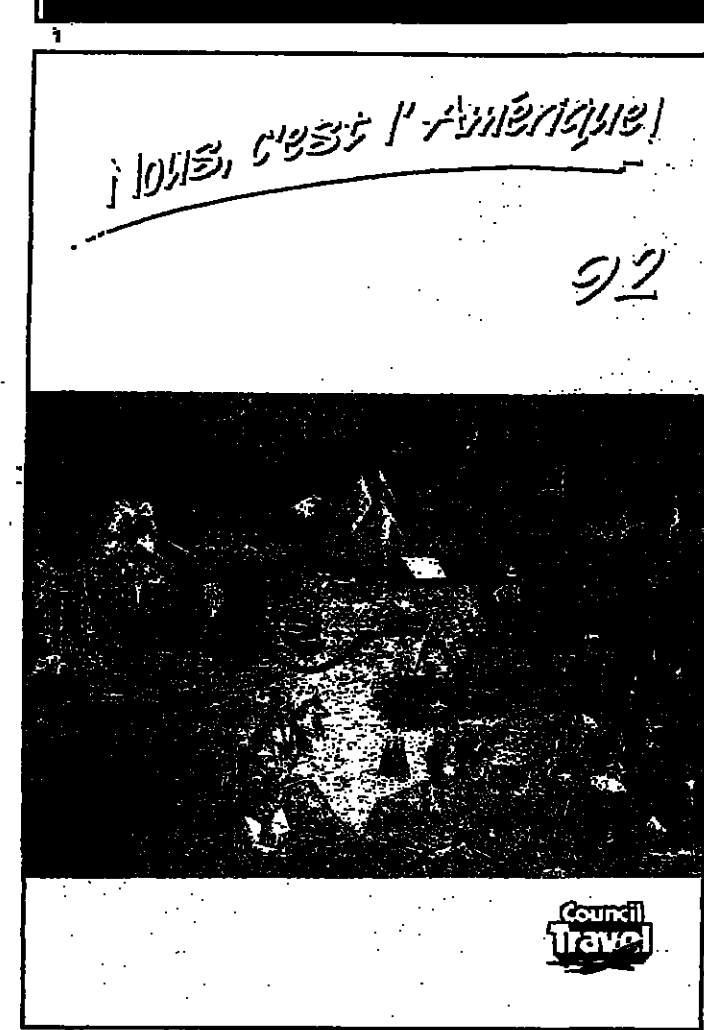
2



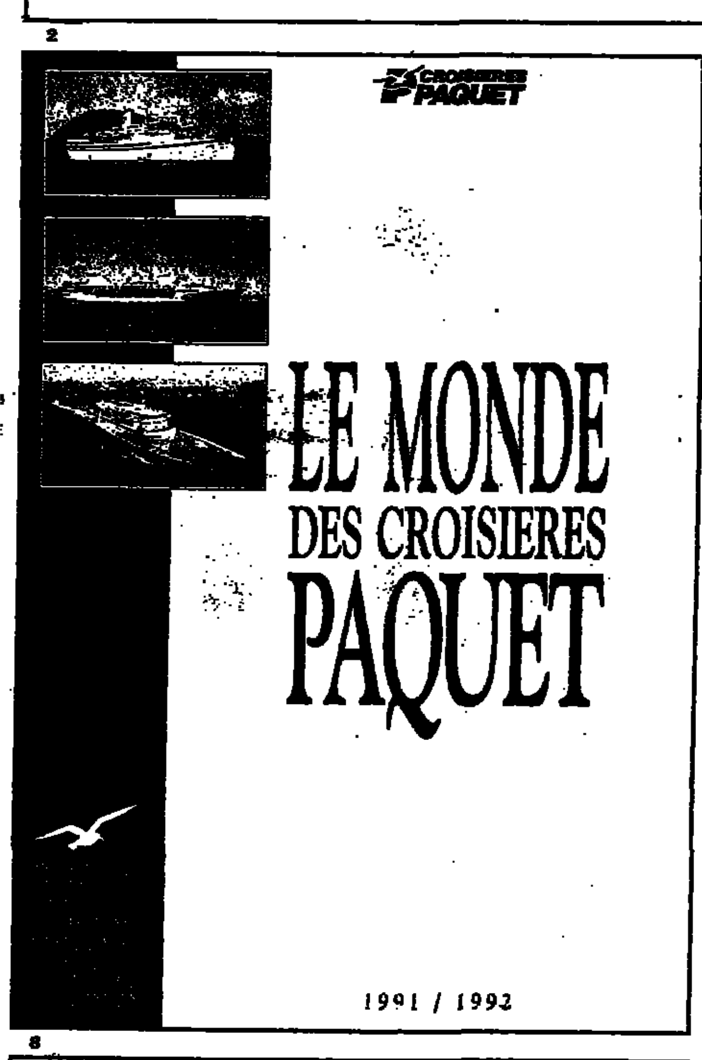
3



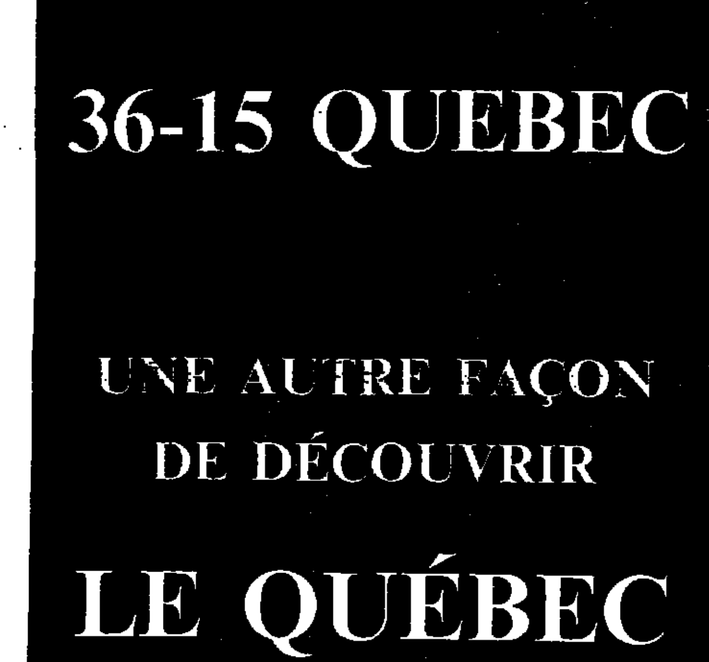
4

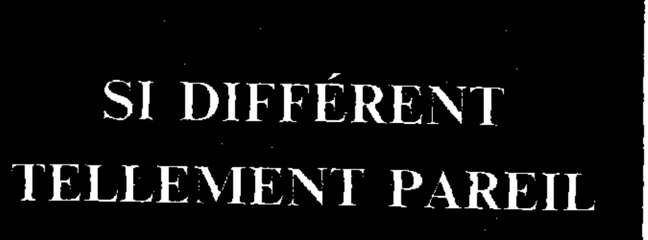


7



8





9

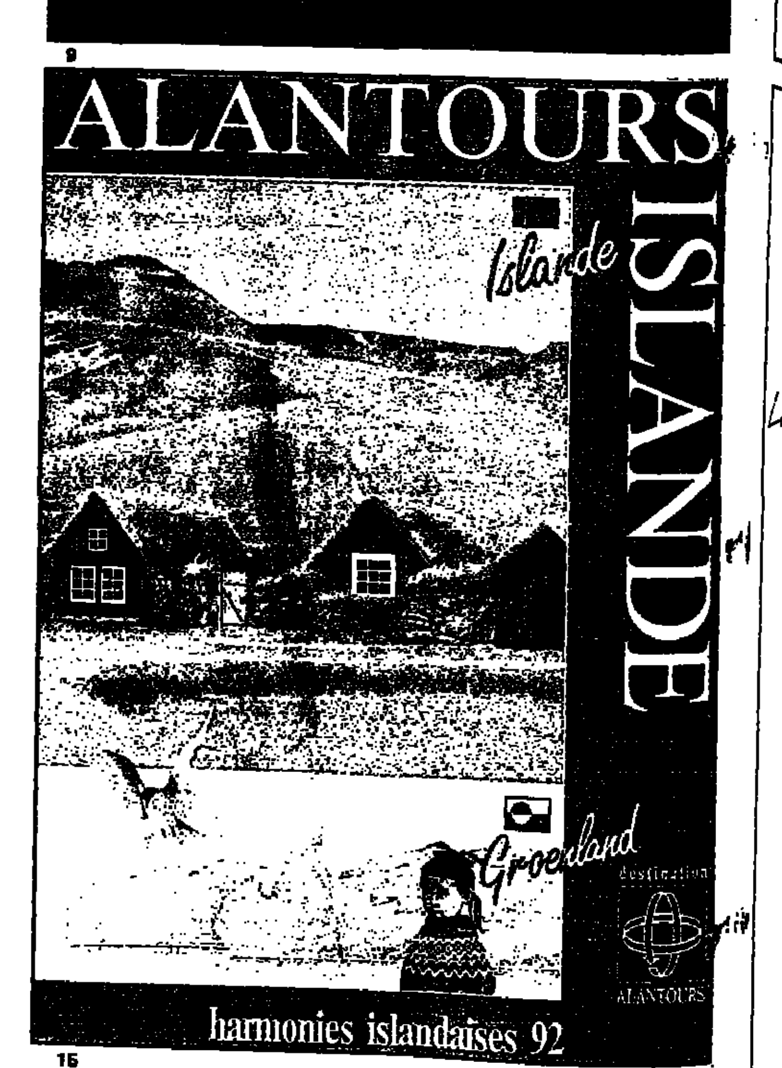




13



14



15



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

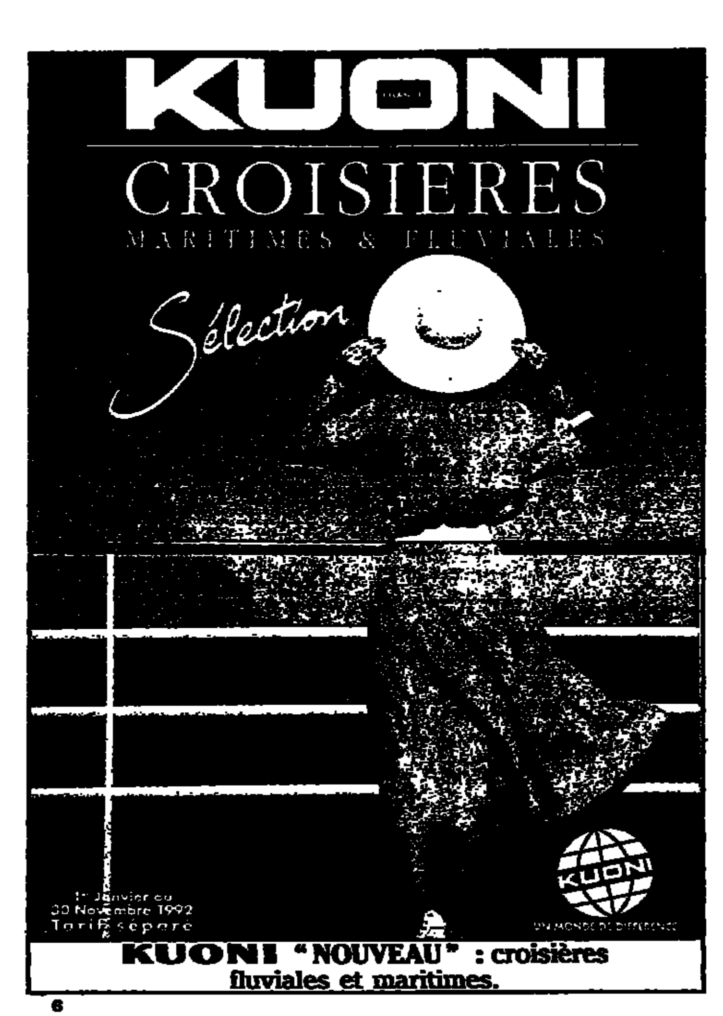
Evasion



4

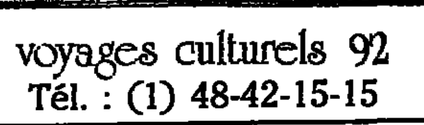


5



6





10



11



12



16

Découvrez l'ivresse du marcheur.



Montagnes de France et du monde entier. Sahara et grands déserts, haute montagne et ski d'aventure avec les meilleurs guides et les plus beaux itinéraires de randonnée. Pour tous niveaux, même débutant et à tous les prix. Brochure sur demande.

Terres d'aventure
LE VOYAGE A PIED

16, rue Saint-Victor 75005 PARIS. Tél.: 43.29.94.50. Minitel 3615 Terdav
9, rue des Remparts-d'Ainay 69002 Lyon. Tél.: 78.42.99.94. Licence A 1148

17

Le Monde *Evasion*

Je désire recevoir les brochures suivantes :

☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4 ☐ 5 ☐ 6 ☐ 7 ☐ 8
☐ 9 ☐ 10 ☐ 11 ☐ 12 ☐ 13 ☐ 14 ☐ 15 ☐ 16 ☐ 17

A retourner à : **IDA LEFEBVRE**
LE MONDE PUBLICITÉ
15/17, rue du Colonel-Avia, 75902 Paris Cedex 15

NOM : ____________________
Adresse : ____________________
Ville : ____________________
____________ Code postal : ____________

Vous connaissez une personne susceptible d'être intéressée par l'envoi de documentation, remplissez pour elle le coupon ci-dessous
Merci d'écrire lisiblement
offre valable jusqu'au 22 avril 1991

Le Monde *Evasion*

Je désire recevoir les brochures suivantes :

☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4 ☐ 5 ☐ 6 ☐ 7 ☐ 8
☐ 9 ☐ 10 ☐ 11 ☐ 12 ☐ 13 ☐ 14 ☐ 15 ☐ 16 ☐ 17

A retourner à : **IDA LEFEBVRE**
LE MONDE PUBLICITÉ
15/17, rue du Colonel-Avia, 75902 Paris Cedex 15

NOM : ____________________
Adresse : ____________________
Ville : ____________________
____________ Code postal : ____________

Bridge

n° 1477

CORDE RAIDE A MEXICO

Les systèmes d'enchères trop perfectionnés arrivent à localiser avec précision tous les contrôles pour un grand chelem, mais il manque parfois la treizième levée ! C'était le cas dans cette donne d'un championnat du Mexique de 1988. Mais, heureusement, la technique du déclarant combla cette lacune.

Ouest		Est
	♠ V 7 6 2 ♡ A 8 7 ◇ 7 ♣ A R 9 7 2	
♠ D 8 4 ♡ 4 2 ◇ V 10 8 3 ♣ D 10 8 4	N O E S	♠ 10 5 3 ♡ V 9 5 ◇ R D 9 4 2 ♣ V 6
	♠ A R 9 ♡ R D 10 6 3 ◇ A 6 5 ♣ 5 3	

Ann. : S. don. Pers. vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
1 ♡	passe	2 ♣	passe
2 SA	passe	3 ♡	passe
3 ♠	passe	4 ♣	passe
4 SA	passe	5 ♡	passe
5 SA	passe	6 ◇	passe
7 ♡	passe	passe	passe

Ouest ayant entamé le Valet de Carreau, *comment Herrera en Sud a-t-il gagné* le GRAND CHELEM A CŒUR contre toute défense, les atouts étant 3-2 ?

Réponse :

Il est logique de couper deux Carreaux avec les deux petits atouts du mort, mais, faute de communication, il n'est pas possible de se servir des Trèfles, même s'ils sont partagés 3-3. Il reste heureusement la possibilité de trouver *la Dame de Pique seconde* afin de réaliser au total trois Piques, cinq Cœurs de la main, trois Carreaux (dont deux coupes du mort) et les deux gros Trèfles.

Mais n'y a-t-il pas une possibilité de gagner, même si la Dame de Pique ne tombe pas au second tour ? Oui, elle existe, et Herrera a compris qu'il suffisait que l'adversaire, qui détenait la garde à Pique, ait également quatre Trèfles car *il pourrait être squeezé.*

Voici comment il a joué : entame prise avec l'As de Carreau, un Carreau coupé, le Roi de Pique et *la coupe du dernier Carreau.* Le déclarant a alors tiré l'As de Cœur et est revenu chez lui grâce à l'As de Pique. La Dame de Pique n'étant pas tombée, il a joué ses quatre derniers atouts et *a squeezé Ouest :*

♠ D ♣ D 10 8 — (Nord) ♠ V ♣ A R 9 / (Sud) ♠ 9 ♡ 3 ♣ 5 3

Sur le 3 de Cœur, Ouest est sans défense, mais, si Est avait eu D 10 X à Pique (ou quatre Piques) et quatre Trèfles, c'est lui qui aurait été squeezé...

GRAND CHELEM A LA BBC

Les émissions de bridge à la télévision n'ont jamais obtenu un réel succès, sauf sans doute « Lumières sur le Bridge » dans les années 50, avec Catherine Langeais sur la Une, la seule chaîne qui existait alors.

Il y a eu plusieurs tentatives plus ou moins réussies en Grande-Bretagne, et voici notamment la donne présentée par l'Anglais Patrick Jourdan. La ligne de jeu gagnante n'est évidemment pas difficile.

Ouest		Est
	♠ A 9 ♡ R V ◇ A R 7 3 ♣ R 7 6 5 4	
♠ D 10 4 ♡ 3 2 ◇ D V 10 6 ♣ D 10 8 2	N O E S	♠ R V 7 6 2 ♡ 7 6 ◇ 9 8 5 4 2 ♣ 9
	♠ 8 5 3 ♡ A D 10 9 8 5 4 ◇ – ♣ A V 3	

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
1 ♡	passe	2 ♣	passe
3 ♡	passe	4 SA	passe
5 ♡	passe	7 ♡	passe...

Ouest entame la Dame de Carreau, *comment Jourdain propose-t-il de gagner* le GRAND CHELEM A CŒUR contre toute défense ?

Note sur les enchères

Quand Sud a pu faire un saut au second tour, Nord n'a plus de problème pour dire « 7 Cœurs » si Sud a deux As, comme il l'a indiqué par sa réponse au Blackwood.

Philippe Brugnon

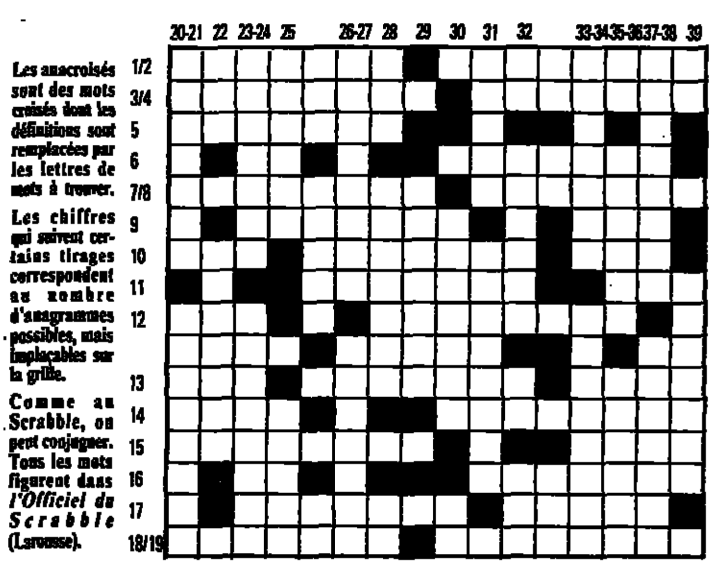
Anacroisés (R)

n° 708

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implaçables sur la grille.

Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans *l'Officiel du Scrabble* (Larousse).



HORIZONTALEMENT

1. AEFGRTU. – 2. ADDEIILP. – 3. AACEEHNR. – 4. AEINSST (+ 6). – 5. AFIIRTU. – 6. BCIILMO. – 7. CEINNOPS. – 8. EILOSSV. – 9. EERRRTU. – 10. CEEENRS (+ 3). – 11. DDEENTU. – 12. AAEEPRTT. – 13. DEEOPSS (+ 1). – 14. AELORRST. – 15. EFIINNTV. – 16. IIILMSS. – 17. ACEISTT (+ 3). – 18. AEEERTT (+ 1). – 19. EEENRRRS.

VERTICALEMENT

20. AEFFGRU. – 21. EEILOPPT. – 22. BHLNOOU. – 23. EHIINRT. – 24. EEIINRTV (+ 1). – 25. AEFINR (+ 2). – 26. CEINNORU. – 27. FIOORTU. – 28. ACENRST (+ 8). – 29. EERSSTU. – 30. EENRRRT. – 31. DDEENORS. – 32. ABOSSU (+ 2). – 33. AEILNPU. – 34. EEEIPRRV. – 35. EIIORV (+ 1). – 36. ABELLR. – 37. CDDEEENS. – 38. AAEILMS. – 39. EGLNSTU.

SOLUTION DU N° 707

1. BESTIOLE. – 2. GERCURE. – 3. ALTERAIT (TALERAIT...). – 4. REVULSIF. – 5. RECLOUA (CLOUERA ECROULA COULERA). – 6. TUYERES. – 7. MAINMISE (ANIMISME). – 8. ANIMES (ENSIMA...). – 9. NERVEUSE (REVENUES). – 10. TRAITAT (ATTIRAT ATTRAIT ATTITRA). – 11. ANDINE (DANIEN). – 12. CASERNER (SANCERRE...). – 13. MODERATO. – 14. BIBERON (BOBINER). – 15. RALENTIS (TRENAILS...). – 16. CENACLES. – 17. RECUIRE. – 18. ORPHELIN. – 19. TAPEUSE (TAUPEES PATEUSE). – 20. SUCRASE (CASSURE...). – 21. ORGANEAU, mar., anneau de câble. – 22. BARATINA. – 23. MICRONS. – 24. ENTOLEUR (LOUERENT RELOUENT). – 25. SAVOYARD. – 26. ENVIDERA (DEVINERA VEINARDE). – 27. ILLYRIEN. – 28. RACLERA (CARRELA). – 29. ALLELES. – 30. LAISSES (LIASSES SALISSE SILASSE). – 31. SECHONS (ESCHONS). – 32. GERFAUTS. – 33. BIROTOR. – 34. REMISERA (AMERRIES ARRIMEES REMARIES). – 35. RACONTAR. – 36. MAINTENU. – 37. UTOPISTE. – 38. RUINURE, entaille dans un poteau. – 39. ARMOIRES (ARMORIES MOIRERAS). – 40. ECALENT (LATENCE).

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Dames

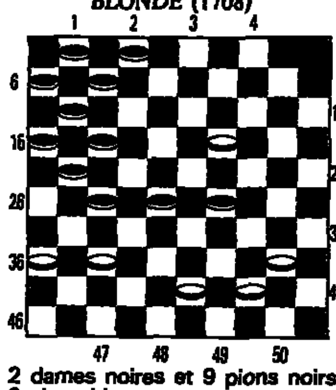
n° 427

LE COIN DU DÉBUTANT

● **Coup de l'Africain :** ce thème consiste à prendre appui sur une pièce adverse, alors que l'adversaire doit prendre avec une autre pièce, en application de la règle de la prise majoritaire prioritaire. Au coup suivant, dans le « Simple Africain », la pièce en appui exécute la rafle. Dans le « Double Africain », après le premier appui, on prend à nouveau appui sur une autre pièce adverse.

● **Schéma:**

BLONDE (1708)



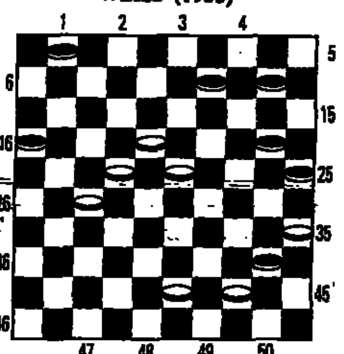
2 dames noires et 9 pions noirs. 6 pions blancs.

Les Blancs jouent et gagnent. Un problème célèbre, étonnant, bien que sommaire.

● **Solution:** 36-31 ! (27×36) 19-13 ! [mise à profit d'un temps de repos] (21×49) 40-34 !! [l'appui sur une pièce adverse] (49×8) 34×3 !, + sur cette surprenante rafle de cinq pièces sur le thème du « Simple Africain ».

● **Exemple d'application:**

WEISS (1935)



7 pions noirs et 7 pions blancs.

Les blancs jouent et gagnent. Sur le thème du « Double Africain ».

● **Solution:** 27-21 ! [premier appui] (40×38) 18-13 ! [deuxième appui] (16×29) 13×42 !, rafle cinq pions et + par opposition sur le pion à 1.

SOLUTION DU PROBLÈME n° 426

RISO (1962)

Blancs : pions à 24, 33 et dame à 39.

Noirs : pions à 13, 14, 22, 29.

39-25 (29×20*) 33-29 (13-18, A) 25-39 !! (22-27, B, C) 39-28 !! (14-19*) 28×25 (27-32) 25-20 (18-22*) 20-9 (22-28) 9-14 !, +.

A) (13-19) 25-39 !! (22-27) 29-23. (19×28) 39×31, etc., +

B) (20-25) 39×17 (25-30, a, b) 29-24 ! (30×19) 17-3 (18-22, m) 3×20 (22-27) 20-9 [les attaques à distance] (27-32) 9-4 ! [pour reprendre les attaques à distance] (19-23, m) 4-15 suivi de 15-10 ou 15-42, etc., +.

a) (14-20) 17-39, etc., +

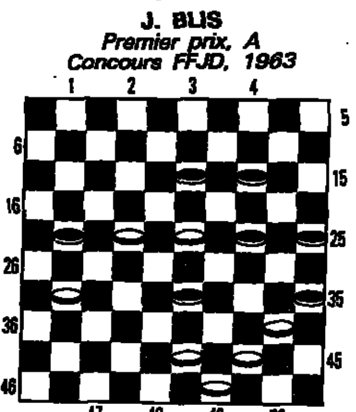
b) (14-19) 17-28, etc., +

c) (14-19) 39×11 (20-25) 11-28 ou 11-39, +.

PROBLÈME

J. BLIS

Premier prix, A Concours FFJD, 1963



7 pions noirs et 7 pions blancs.

Les Blancs jouent et gagnent. Solution dans la prochaine chronique.

Jean Chaze

LES TOURNOIS DE PARIS

Espace Jemmapes, 116, quai de Jemmapes (X°).

TOURNOI INTERNATIONAL

Du 2 au 8 mai

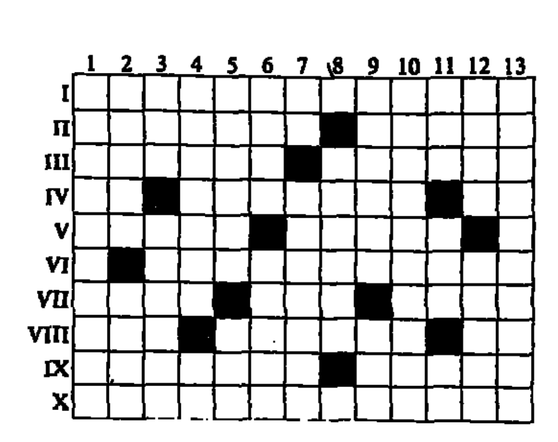
Organisé avec la collaboration de la Mairie de Paris, l'Office municipal des sports, le Paris Aérospatiale Club, la Compagnie des eaux de Paris, sous le patronage de la Fédération française du jeu de dames et de la Fédération mondiale.

Des séries pour tous niveaux de force. Participation, dans la série des maîtres, de vingt-cinq grands maîtres internationaux de seize pays.

S'adresser, de la part du *Monde*, à M. Almanza. **Date limite des inscriptions : 28 mars.** Nombreux prix.

Mots croisés

n° 707



HORIZONTALEMENT

I. A Tarascon elles ne s'appellent pas comme ça. – II. Trop intéressé. C'est la dernière. – III. Rarement régulière. Vieille pièce. – IV. Pronom. Il peut devenir soporifique. Note inversée. – V. Ne trouve pas de réponses. Pour un bébé. – VI. Son honorabilité n'est pas contestée. – VII. Heureux quand ils sont mûrs. Est heureux. Il doit consentir. – VIII. Roue. Dans les bordures. Un brin d'émotion. – IX. Doit être bien sensible. Donne une vocalise plutôt courte. – X. Manifestent avec ardeur.

VERTICALEMENT

1. Une blague qui sent la suie. – 2. Doit vous recevoir. Quaker. – 3. Plus que mauvais. Se juge au premier regard. – 4. Marques d'abandon. Interjection. – 5. Appâts. Connaît la musique. – 6. N'offre pas de quoi rêver. Programmé. – 7. Conjonction. Font partie des huiles. – 8. Rapidement distribués, vite lus. – 9. A eu sa Dame. Sera-ce l'ESA ? – 10. Mises dans le même sac. – 11. Article chez nos voisins. Au Japon, dans le bon sens. Note. – 12. Mer. Etaye le raisonnement. – 13. Zygomorphes odorantes.

SOLUTION DU N° 706

Horizontalement

I. Autorisations. – II. Usages. Rancio. – III. Ducales. Accru. – IV. If. Karts. Ilos. – V. Traita. Otsu. – VI. Our. Annuaire. – VII. Rirai. Etuvent. – VIII. Itinéraire. Ci. – IX. Etna. Ei. Nom. – X. Munitionnaire.

Verticalement

1. Auditorium. – 2. Usufruit. – 3. Tac. Arrien. – 4. Ogaki. Anti. – 5. Relataient. – 6. Iseran. Rai. – 7. St. Nea. – 8. AR. Soutien. – 9. Taa. Taurin. – 10. Incisive. – 11. Occlure. Ni. – 12. Niro. Encor. – 13. Sous-estimé.

François Dorlet

Echecs

n° 1480

SUPER-TOURNOI DES GRANDS MAITRES

Linares, 1992.
Blancs : G. Kasparov.
Noirs : A. Karpov.
Défense Caro-Kann.

1. é4	ç6 (a)	22. g5! (q)	Ff8 (r)
2. d4	d5	23. Th4!! (s)	Rb8
3. Cç3	dxé4	24. a4 !	Fé7
4. Cxé4	Cd7	25. a5 !	Cd5
5. Cg5 (b)	Cg-f6	26. Rb1 (t)	Fd8 (u)
6. Fç4 (ç)	é6	27. a6 !	Da5
7. Dé2	Cb6	28. Dé2 !	Cb6 (v)
8. Fb3 (d)	h6	29. axb7	Fxg5
9. Cg5-f3	ç5 (é)	30. Cxg5	Dxg5
10. Ff4 (f)	Fd6 (g)	31. Th5 !! (w)	Df6 (x)
11. Fg3!	Dé7 (h)	32. Ta5 !	Fç6
12. dxç5	Fxç5	33. Cç5 !	Fxb7
13. Cé5 !	Fd7	34. Cxb7	Rxb7
14. Cg-f3	Ch5 (i)	35. Da6 +	Rç6 (y)
15. 0-0-0	Cxg3	36. Fa4 +	Rd6
16. hxg3	0-0-0 (j)	37. Dd3 +	Cd5
17. Th5 !! (k)	Fé8 (l)	38. Dg3 +	Dé5
18. Txd8 + !	Rxd8 (m)	39. Da3 +	Rç7
19. Dd2 + ! (n).	Fd6 (o)	40. Dç5 +	Rd8
20. Cd3! (p)	Dç7	41. Txa7	abandon
21. g4 !	Rç8		

NOTES

a) A. Karpov renonce, dans cette cent soixante et unième rencontre avec G. Kasparov (!), au pion-R et à la Partie écossaise qui lui fut défavorable et choisit le solide système Nimzovitch de la « défense Caro-Kann ».

b) Les suites usuelles sont 5. Cf3, Cg-f6 ; 6. Cxf6+ ou 5. Cf3, Cg-f6 ; 6. Cg3 ou 5. Fç4, Cg-f6 ; 6. Cg5, é6 ; 7. Dé2. Le coup du texte, relativement récent, est souvent joué en liaison avec 6. Fd3 avec quelques menaces à ne pas négliger sur les cases noires é6. et f7 ; par exemple, 5. Cg5, Cg-f6 ; 6. Fd3, h6 ? ; 7. Cé6! ou 6. Fd3, é6 ; 7. Cg1-f3, h6 ? ; 8. Cé6! (Geller-Medina, Sotchi, 1986).

c) Mais non, le champion du monde faisait seulement semblant d'entrer dans la variante 6. Fd3 qui lui avait permis de remporter une nette victoire contre Karpov à Amsterdam en 1988. Nous retrouvons maintenant, par interversion de coups, la variante classique 5. Fç4, Cg-f6 ; 6. Cg5, é6 ; 7. Dé2 (menaçant 8. Cxf7!).

d) 8. Fd3 est le plus souvent joué avec la suite 8..., h6 ; 9. Cg5-f3, ç5 ; 10. dxç5, Fxç5 ; 11. Cé5.

é) L'avance ç6-ç5 est quelquefois précédée de l'attaque 9..., a5.

f) Ou 10. Fé3 aussi 10. ç3.

g) Et non 10..., çxd4 ; 11. 0-0-0, Fç5 ; 12. Db5+, Cb-d7 ; 13. Cxd4 avec avantage aux Blancs. La suite de la partie Short-Speelman (Hastings 1988-1989) 10..., Cb-d5 ; 11. Fé5, Da5+ ; 12. Cd2, b5 ; 13. ç4, bxç4 ; 14. Fxç4, Cb6 ; 15. b4! donna l'initiative aux Blancs.

h) 11..., 0-0 semble meilleur, même si, après 12. dxç5, Fxç5 ; 13. Cé5 les Blancs ont un léger avantage. Karpov se souvient peut-être d'une partie Mih. Zeitlin-Lutz (Budapest, 1989) (avec a4 et a5) : 12. Fg3, 0-0 ; 13. Td1!, Cb-d5 (et non 13..., Dç7 ? ; 14. dxç5!) ; 14. Cé5 ! çxd4 ; 15. Cg-f3, Fb4+ ; 16. Rf1, Cd7 ; 17. Cxd4, Cxé5 ; 18. Fxé5, Fd7 ; 19. h4!, Dé8 ; 20. Cb5, f6 ; 21. Fg3!, Td8 ; 22. Cç7 !, Dé7 (22..., Cxç7; 23. Fxç7, Tç8 ; 24. Txd7 !, Dxd7 ; 25. Fxé6+) ; 23. Cxd5, éxd5 ; 24. Dxé7, Fxé7 ; 25. Txd5, Rh7 ; 26. Fç7, abandon.

i) Douteux. Les Noirs s'emparent ainsi de la paire de F tout en éliminant le dangereux contrôle de la diagonale h2-b8 s'ils roquaient du grand côté. Peut-être craignent-ils, sur 14..., 0-0 la réponse 15. Fh4?

j) Les Blancs ayant donné leur adresse, les Noirs roquent du même côté. 16..., 0-0 serait suicidaire en raison de la colonne h ouverte et de la suite 17. g4! et 18. g5.

k) Une idée profonde, non seulement au plan tactique (en raison de la menace 18. Cxf7, Dxf7 ; 19. Txç5), mais surtout en raison de la vision du combat décisif qui se jouera sur la cinquième traverse.

l) Une défense qui semble astucieuse : les Noirs défendent le pion f7 tout en menaçant 18..., f6. Une autre possibilité est 17..., g6 mais après 18. Th4 les Blancs menacent Td-h1 et les Noirs doivent défendre le pion h6 dont l'avance en h5 ne règle rien à cause de l'attaque g4!

m) Et non 18..., Dxd8 à cause de 19. Cxf7!, Fxf7 ; 20. Txç5.

n) Les inconvénients de 17..., Fé8 apparaissent : le R noir est ballotté alors que les Blancs ont amélioré la position de leur D.

o) Forcé. Si 19..., Rç8 ; 20. Cd3!, Fd6 (ou 20..., Cd7 ; 21. Dç3, b6 ; 22. Dxg7) ; 21. Dç3+ et 22. Dxg7. Si 19..., Cd7 ; 20. Cxd7, Fxd7 ; 21. Cé5!. Enfin, si 19..., Fd7 ; 20. Cxf7. Le travail de la Th5 est étonnant.

p) Pare la menace 20..., f6 en récupérant la case ç5 et surtout en rendant possible le passage de la Th5 sur l'aile-D, tout en menaçant Cç5 et Cé4 comme Da5 et Ta5. Les Noirs sont déjà dans une situation très difficile. Le R noir ne peut revenir en ç8 à cause de 21. Dç3+ avec gain du pion g7.

q) Une nouvelle utilisation de la Th5 mais maintenant dans sa verticalité.

r) Une nouvelle défense apparemment subtile, ce retour du F-R qui menace 23..., g6 et 24..., Fg7.

s) Non seulement une parade mais une nouvelle exploitation de la force horizontale de la T qui permet la violente attaque a4-a5-a6.

t) A noter la magnifique organisation des forces blanches qui contrôlent toutes les bonnes cases centrales.

u) Sûrement une grave imprécision mais il est vrai que 26..., Fç6 ; 27. Cd-é5, Tf8 ; 28. Tç4 n'était pas agréable aux Noirs non plus.

v) Dans cette partie, les défenses des Noirs paraissent excellentes mais sont toutes réfutées. Si 28..., Dxa6 ; 29. Dé5+ et 29. Dxg7.

w) La conquête de la cinquième traverse ! Les Noirs sont perdus.

x) Ou 31..., Dxg2 ; 32. Ta5!

y) Résistant jusqu'au contrôle du temps avant d'abandonner. Une sévère défaite devant un champion du monde déchaîné.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1479

M.S. LIBURKINE (1932)

(Blancs : Rd8, Tb4, Pb6. Noirs : Ra8, Fé2 et f2, Pb2 et d3. Nulle.)

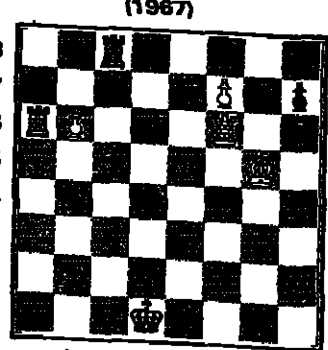
1. Rç8, Fg4+ ; 2. Txg4, Fxb6 ; 3. Ta4+, Fa7 ; 4. Tb4, d2 ; 5. Txb2, d1=D ; 6. Tb8+! ; Fxb8. Pat.

Ou 1..., Fxb6 ; 2. Txb6, d2 ; 3. Txb2, Fa6+ ; 4. Rç7, d1=D ; 5. Tb8+, Ra7 ; 6. Tb7+!, Fxb7. Pat.

Joli.

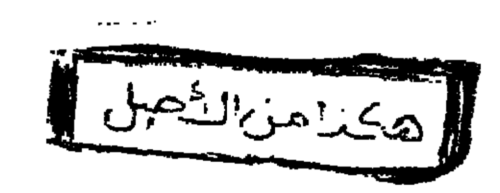
ÉTUDE N° 1480

V. KALANDADZE (1967)



Blancs (4) : Rg5, Tf6, Pb6 et f7.
Noirs (4) : Rd1, Ta6 et ç8 et Ph7.
Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

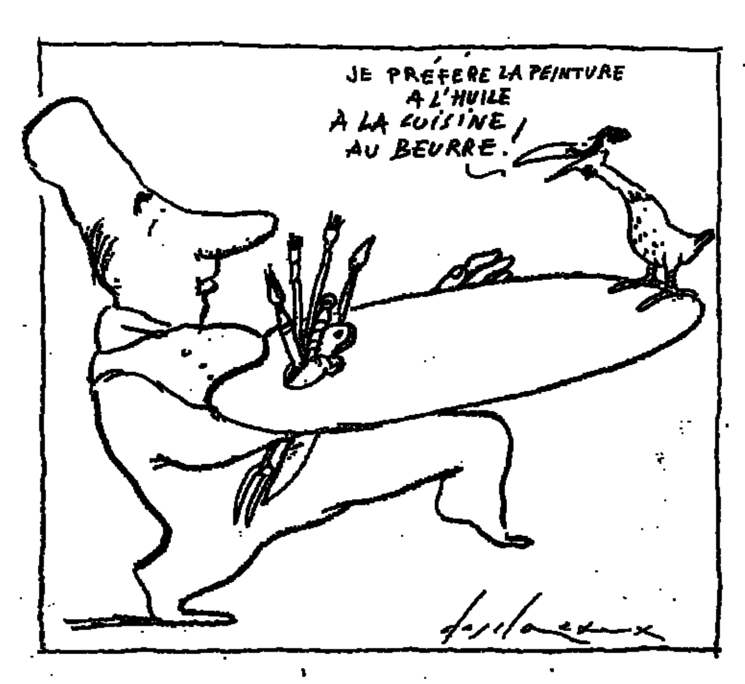


Le poulet Père Lathuile

C'EST le type même du plat « régalant » que l'on aimerait trouver sur la carte d'une auberge banlieusarde. Du plat « à histoire », comme disait Francis Amunategui.

Car sa recette, oubliée des chefs, est historique en quelque sorte. Il existe près de la place de Clichy un passage Lathuille (certains écrivent Lathuile, avec un seul « l » !). C'était, à cette barrière du Paris d'autrefois, d'abord l'emplacement d'une ferme dont l'exploitant ne refusait pas de vendre un verre de lait et quelques assiettes *de fraises, voire de fricoter* ses poulets et ses lapins pour les promeneurs du dimanche. L'ébauche d'une guinguette et qui allait devenir célèbre le 30 mars 1814 lors du combat de l'ultime défense parisienne contre les « alliés ». L'aubergiste, le Père Lathuille, avait *vidé sa cave du vin* d'Argenteuil pour les soldats du maréchal Moncey et distribué ses dernières victuailles. Un obus russe écorna ses murs et quelques balles trouèrent son enseigne.

Horace Vernet immortalisa celle-ci : « Au bon poulet sauté – chez le Père Lathuille » (le tableau est au Louvre) et l'auberge devint à la mode. On y vit Alexandre Dumas, Béranger, et plus tard Zola, les Goncourt, Maupassant (qui y conduira son « Bel-Ami »), Cézanne, Renoir, Degas, Claude Monet, Manet (qui, en 1860, enverra au Salon un *Jardin du restaurant Lathuille*, actuellement au Musée de Tournai). Léautaud racontera qu'après le discours de Mallarmé sur la tombe de Verlaine, en 1896, ils allèrent tous *« dans une sorte de restaurant de la rue de Clichy qui avait une certaine réputation : chez le Père Lathuille. »* Et Toulouse-Lautrec y emmenait souvent son modèle, la belle Jane Avril.



Le restaurant Lathuille devait mourir tout doucement de la mort des choses qui s'éteignent après avoir fait leur temps. En 1906, selon Pierre Andrieux. En était resté le fameux poulet.

La recette ? Elle est bien simple : découper la volaille en morceaux. Dans un sautoir juste assez grand pour contenir poulet et garniture, chauffer fortement 100 g de beurre puis y ranger les morceaux de volaille assaisonnés de sel et de poivre, en ajoutant par dessus 250 g de pommes de terre *et 150 g de fonds* d'artichauts émincés. Lorsque la coloration est assurée par-dessous, retourner le tout d'un bloc et compléter la cuisson de l'autre côté. Pour servir, retourner d'une seule pièce sur un plat chaud et arroser de beurre noisette. Garnir d'oignons *frits et de persil à l'huile.*

Mais le poulet Père Lathuille est devenu introuvable. Il y a des lustres, alors que Raymond Oliver était installé à la défunte Grenouillère de Bougival, il nous servit un soir, avec Curnonsky et quelques amis, ce plat inconnu ! *« Surprise, émerveillement, émoi de la découverte »,* devait s'écrier Francis Amunategui. Et, sans doute sur sa suggestion, quelques mois plus tard, un restaurateur de la rue Damrémont le devait mettre à sa carte. La clientèle le bouda. *Le poulet Père Lathuille* fut remplacé par un lapin en gelée. Le restaurant a disparu depuis. Aussi bien le paysan-aubergiste avait-il lui aussi depuis longtemps cédé la place (retraité millionnaire selon *la Semaine des familles*) à son fils puis à son gendre Gauthier-Lathuille.

Plat de guinguette, plat un peu canaille mais délicieux et délicat en fait, il mériterait d'être remis à l'honneur. Et si le vin d'Argenteuil est devenu trop rare, pourquoi pas un blanc de Suresnes ? Michel Moisan, qui en a en cave (Les Vieux Métiers de France, 13, boulevard Auguste-Blanqui, tél. : 45-88-90-03), aura peut-être l'idée de l'accueillir, entre sa salade de langoustines à l'oreille de porc et artichauts et sa « savoureuse » aux griottines ?

La Reynière

P.S. – Des dizaines de lettres à propos de mon « papier » sur les bistrots. Pour me rappeler que le mot vient peut-être des soldats russes de l'occupation de 1814 pressés de se voir servir à boire : *« Bistro ! bistro ! »,* c'est-à-dire « vite, vite ». Le Larousse gastronomique l'indique. Un lecteur m'adresse même photo d'une enseigne de là-bas « Bistro ». Le Petit Robert n'en semble point convaincu. Non plus que Gaston Esnault dans son Dictionnaire des argots, qui voit le mot venir de bistringue (cabaret au Canada).

Les restos du routard

Qu'est-ce qu'un routard ? A défaut d'une réponse de Littré disons qu'il s'agit ici du voyageur moyen (voyager en France avec 350 F par jour, gîte et couvert compris ?) qui ne prétend pas aux étoiles (bonnes ou discutables).

C'est pour ce « routard », fan de la re-découverte de son terroir, que Philippe Gloaguen publie ce *Guide du routard* (Hachette éditeur), quatre mille adresses sélectionnées par une équipe de vingt-cinq « fureteurs ». C'est beaucoup ! Encore en manque-t-il peut-être. Regardons Paris.

On aime trop la chère Adrienne pour s'étonner des éloges faits ici pour *Chez la Vieille,* mais avec des additions de 300-400 F qui peuvent choquer ledit routard. On se réjouit par contre d'y trouver *L'Emile* de la rue J.-J.-Rousseau, *Lescure* (rue de Mondovi), *Paul* (place Dauphine, où le commissaire Maigret avait ses habitudes), *Les Charpentiers* (de la rue Mabillon), *Les Bacchantes* (de la rue Caumartin). Mais alors pourquoi pas *La Ferme des Mathurins* (rue Vignon ?) Et pourquoi *La Coupole* ou *Le Virgin* Café des Mégastores ?

Aurait-on pensé que, à l'ombre de Paul Bocuse, Lyon abrite tant de « restos » pouvant vous régaler, modestement, pour moins de 100 F ? Que Nice, gastronomiquement disgraciée, hors l'illustrissime *Negresco,* puisse vous servir en de nombreux bistrots des plats « niçards » à petits prix ?

Certes, même en s'y mettant à vingt-cinq, on ne saurait tout connaître. C'est ainsi qu'à Beaulieu, *La Chicorée* (rue du Lieutenant-Colonelli) mériterait pour ses menus à 60 F de figurer parmi les quatre mille adresses de ce *monument*. Car il s'agit là d'un travail monumental invitant à rêver ! Ces adresses sans toques ni étoiles ont quelquefois les éclats du mérite. Et tel quel, ce *Guide du routard* semble plus intéressant que bien d'autres.

Courtine

▶ **« Le Guide du routard. Hôtels et restos de France ». Quatre mille adresses commentées. 604 pages. 89 francs.**

Miettes

***Du neuf chez Flo** : toutes les maisons du groupe, de La Coupole au Bœuf sur le toit,* du Vandeville à *Chez Flo,* lancent un menu « Faim de nuit », 7 jours sur 7 et à partir de 23 heures : un plat, fromage ou dessert, 1/4 de vin ou demi de bière *pour 109 F.*

Le Caroubier. Chez Albert, vieille enseigne de l'avenue du Maine, devient *Le Caroubier,* de cuisine maghrébine et féminine.

Dernière heure : Jean Delaveyne *« pour des raisons personnelles d'esthétique professionnelle »* quitte *Le Regain* de la rue Saint-Dominique.



Carnet de route en Libye

« La Libye est un sablier », rappelle un dicton. Turcs, Italiens, Anglais, Français, les conquérants successifs, n'ont jamais réussi à venir à bout de cette farouche patience du bédouin, le *sabr*, qui permet de tout supporter sans jamais rien concéder. Cette apathie douchera plus facilement encore la curiosité du visiteur. Pour approcher une esquisse du pays et de ses hommes, le voyageur devra plutôt procéder par touches, par accumulation de scènes de la vie quotidienne d'un peuple qui semble avant tout aspirer à la paix et à un semblant de confort.


SAMPIERO/ERNOULT FEATURES

Jeunes rappers dans les ruines du théâtre romain de Sabratah.

CE n'est pas d'aujourd'hui que cette terre prise entre Maghreb et Machrek se dérobe au visiteur en imposant des images trop évidentes pour n'être pas des leurres. Longtemps l'immensité et l'austérité de son désert ont rebuté le curieux qui s'y aventurait. Ce n'est qu'un *« bac à sable » (cassa di sabbia)*, affirmaient les Italiens qui « pacifièrent » avec une violence méprisante ces arpents de regs que leur avaient abandonnés sans regret en *1911* les autres nations occidentales. *« On ne pourra jamais rien faire de ce pays »*, lançait au siècle passé le baron de Kraft. Peut-être. Ne reste plus qu'à le regarder vivre.

Sur une de ces longues lignes droites qui percent le désert libyen, une cabane en préfabriqué sur le bas-côté de la route. Sortie de l'horizon, une 404 break surchargée s'en approche et, à bout de souffle, s'arrête devant les bidons rouillés qui barrent le passage. A côté de la baraque, trois hommes boivent du thé, assis près d'un feu. Dans le froid du petit matin, le premier a revêtu un burnous, le deuxième une couverture blanche enroulée à la manière d'une toge romaine, le *krem*, et le troisième un blouson de cuir et un jean neuf. Sur le mur, Mouammar Kadhafi sourit derrière d'épaisses lunettes fumées, sanglé dans son uniforme d'apparat.

Avec une infinie lenteur, l'homme en blouson se lève et s'avance. D'une phrase sèche appuyée d'un geste désabusé, il donne l'ordre aux six occupants de décharger le véhicule. Les bagages tassés dans le coffre et amoncelés sur la galerie sont sortis un à un et étalés sur le sol. L'homme en blouson jette un œil blasé sur l'impressionnant déballage. Sans prendre la peine d'en examiner le contenu, d'un mouvement agacé, il fait signe aux passagers de remballer leur bric-à-brac. Il rejoint sa place et se ressert une tasse de thé. Le chargement refait, la voiture repart péniblement et s'évanouit dans le désert. Le prochain poste de police est à moins de 50 kilomètres. Contrôleurs et contrôlés y joueront le même jeu, empreint de la même lassitude. La routine de l'intimidation. Ainsi l'a voulu Kadhafi en Libye.

A Ghat, au sud du pays, la vieille ville est déserte, abandonnée. En 1978, le parpaing a chassé le torchis. Un grand programme a relogé la population, à côté, dans une ville nouvelle aux larges rues, aux demeures confortables et fonctionnelles. Même les plus vieux ont dû s'en aller et ne restent là qu'une poignée d'immigrés philippins qui vivent de façon précaire. Dans cette absence, le silence est encore plus impressionnant que le vide. Les maisons en pisé, avec leurs portes basses et leurs minuscules fenêtres, sont muettes. Les cours intérieures se sont murées dans leur secret. Les ruelles qui montent en entrelacs vers le château ottoman dominant la cité se sont tues. Seul le minaret, dernier édifice régulièrement blanchi à la chaux, chante toujours : en écho à la nouvelle mosquée de la ville moderne, il invite régulièrement à la prière les « infidèles » qui l'ont quitté.

Une femme passe furtivement. Surprise par la rencontre, elle se dissimule le visage au plus vite. Un homme se promène avec ses souvenirs. Il revient voir la maison de sa mère, la terrasse où il passait ses journées, la place où il jouait. Il ne doit pas être le seul puisqu'un musée a été créé récemment qui livre des bribes de mémoire. Toutes les villes du désert ont connu le même sort. A Ghadamès, les murs s'écroulent déjà, faute d'entretien. A Nalout, les greniers troglodytes n'abritent plus de récolte mais des monceaux d'ordures. Du passé faisons table rase. Ainsi l'a voulu Kadhafi en Libye.

Sur la place du marché de Ghat, Joseph est accroupi, prostré. Le Camerounais n'a pas bougé de là depuis deux jours, sans visa, sans argent, sans même un balluchon, à bout de fatigue. Joseph vient de Douala : il a traversé le Sahara à pied pour trouver du travail, attiré par les pétrodollars. Juste avant la frontière, des pillards l'ont attaqué et dépouillé de ses biens et des 120 000 francs CFA (2 400 francs français) qu'il avait sur lui. Toutes ses économies. Depuis il attend, avec quelques autres. Hier, un de ces compagnons d'infortune, un Ivoirien, est parti. Un homme a arrêté sa voiture, l'a fait monter et l'a emmené à 500 kilomètres de là. Logé, nourri et 80 dinars (1 590 francs au taux officiel, 400 francs au marché noir) par mois, trois fois moins que le salaire minimum officiel.

Dans cette sinistre loterie, d'autres ont plus de chance. Ousmane, le « gérant de la boulangerie » d'Idri, une petite oasis du Fezzan enserrée dans un écrin de dunes, ne se plaint pas. Il gagne bien sa vie : trois fois plus que s'il était *resté électromécanicien* au Sénégal. Mais Ousmane se languit de son pays et attend avec impatience de compléter son pécule. Il se promet une belle bringue à son retour à Dakar. En attendant, il joue au foot pour tuer le temps. Aucune statistique fiable ne circule sur le nombre de ces immigrés qui sont souvent en situation irrégulière : on estime qu'ils sont aussi nombreux que les Libyens, soit environ quatre millions. On leur reproche ce que l'on reproche partout aux étrangers : l'insécurité, la saleté, le désordre. Ces expatriés doivent aussi souffrir des à-coups de la politique étrangère. Que les relations se tendent avec l'Egypte (1974) ou avec la Tunisie (1980) et ces nationalités sont brutalement expulsées aussitôt. Au premier réchauffement, ils reviennent, plus nombreux encore, accueillis au nom de la « solidarité » arabe ou africaine.

A Zouara, près de la frontière tunisienne, les maisons de ce lotissement sentent encore la peinture fraîche. Elles jouxtent un stade ultramoderne, taillé pour les exploits. Le village olympique. C'était l'époque où l'*« opposant à l'échelon mondial »* postulait à la présidence de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) : en gage de ses bonnes intentions, le pays avait décidé d'accueillir des Jeux olympiques d'Afrique. Des installations à la hauteur de l'événement furent édifiées. Mais le colonel ne fut pas élu et les Jeux n'eurent pas lieu. Les maisons blanches sont restées en grande partie inoccupées. Au début de cette année, un bruit a couru les quartiers populaires de la ville. Dans un discours, le « Guide de la révolution » aurait critiqué le nombre de logements inoccupés quand trop de Libyens étaient encore démunis. A Zouara, l'interprétation de cette nouvelle a été vite faite. Sans mot d'ordre apparent mais sûr de son bon droit, la foule a investi les installations sportives, forçant les serrures, squattant les logements et lançant des pierres sur les pompiers qui tentaient d'éteindre les grands feux allumés pour les réjouissances. Le chaos a duré vingt-quatre heures. Jusqu'à ce que l'armée tire. La rumeur fit état de trois morts. La foule est repartie, incrédule, persuadée de n'avoir fait que suivre les vœux de son chef.

A Tripoli, dans le quartier populaire de Bab-Gurgi, une ménagère en robe de chambre sur le pas de sa porte avec deux voisines. Un vieillard s'approche et insulte vertement l'impudente qui doit se replier dans sa cuisine. L'émancipation de la femme, proclamée dans les textes, a encore du mal à passer dans la vie quotidienne. Dans le bled, rien n'a évolué, et l'avenir des petites filles est toujours aussi hermétiquement clos. Dans les quartiers aisés de la capitale, de jeunes bourgeoises travaillent, se promènent tête nue, conduisent des voitures, flirtent avec leur fiancé dans les jardins publics du bord de mer et affrontent courageusement les regards. Les autres préfèrent porter le foulard, parfois sciemment mal noué pour laisser échapper une boucle, une mèche rebelle. Ici, la fille peut traîner devant un tribunal un père qui voudrait lui imposer un mariage. Mais cette tolérance semble fragile et le poids de l'islam pèse toujours sur la femme. Kadhafi ne peut pas tout en Libye. Vingt-deux ans après, la population considère toujours avec détachement le grand destin que veut lui faire partager à toute force l'auteur du *Livre vert*. Impossible, bien sûr, de ne pas sentir dans la Jamahiriya (« l'Etat des masses ») arabe, populaire et socialiste, la poigne du gardien d'une révolution qui se veut planétaire grâce à la provende des pétrodollars.

Kadhafi et le pétrole, les deux produits d'exportation du pays, ont donné aux yeux du monde sa personnalité à cet immense – trois fois et demie la surface de la France – et austère désert. *« Aujourd'hui s'est réalisé votre rêve socialiste, votre rêve de liberté et d'union »*, proclamaient les insurgés du 1er septembre 1969. Deux décennies plus tard, le colonel ne cesse de critiquer à longueur de harangues ce peuple rétif pour sa *« mollesse »* et son *« hypocrisie »* (*« Vos applaudissements ne construisent pas les usines »*). Les admonestations n'y ont rien fait, le leader s'est finalement résolu à relâcher l'étreinte. Et la population a retrouvé ses habitudes.

Le souk de Tripoli. De la sortie des bureaux jusqu'à la tombée de la nuit, un flot continu arpente ces rues commerçantes. On trouve ici un peu de tout et beaucoup de petits riens : contrefaçons, or, parfums, cassettes, bimbeloterie ; le déballage classique d'un marché méditerranéen. Son activité déborde jusque sur la place Verte et des vendeurs se sont installés au pied de la tribune utilisée lors des cérémonies officielles. Il y a seulement deux ans, le souk était fermé et la population devait obligatoirement se rendre dans de grands magasins d'Etat qui géraient la pénurie. La liberté de commercer est aujourd'hui rétablie, à tout le moins acceptée, et des centaines d'échoppes ont relevé leur rideau. Les produits arrivent essentiellement de Tunisie et d'Egypte, le plus souvent en contrebande. *« Tous les jours, je vois deux ou trois nouvelles boutiques ouvrir »*, confie un voisin que réjouit la renaissance de son quartier. Même les voleurs sont de retour et les badauds se promènent avec la hantise du pickpocket. Un mendiant tend la main. L'autre est coupée. Il y a dix ans, la *charia* était appliquée. Les esprits frileux regrettent cette période, plus préoccupés de la montée actuelle de la délinquance que de la cause palestinienne.

A l'approche de Sebha, capitale du Fezzan et ville de garnison aux airs de Bronx, les contrôles routiers sont plus serrés et les fouilles plus strictes qu'ailleurs. Les bérets rouges des milices populaires donnent de la gravité à ces arrêts intempestifs : armés de kalachnikovs, la dégaine hautaine dans leurs uniformes règlementaires, certains de ces soldats sont encore des gamins devant lesquels les vieux policiers dépareillés sont obligés de s'incliner. Un immigré togolais donne la raison de cet apparent état de siège. Des bandits auraient intercepté la paye des fonctionnaires, tué un convoyeur et fait main basse sur 350 000 dinars, plus de mille mois de salaire. Cette attaque audacieuse a surpris un pays jusque-là à l'abri du grand banditisme. Le braquage a surtout accru la grogne des militaires qui n'ont pas touché leur solde depuis trois mois. *« Si les voleurs sont retrouvés, je ne donne pas cher de leur peau »*, explique le Togolais.

Ici la justice est expéditive. Les automobilistes le savent. Dans le pays le plus motorisé d'Afrique, marcher est une tare, écraser les chiens sauvages un jeu mais faucher un enfant une faute mortelle. Les lynchages ne sont pas rares. En Libye, l'enfant est sacré. Tout le monde le sait. A commencer par les intéressés qui n'interrompent qu'après force coups de klaxon une partie de billes ou de ballon pour laisser passer une voiture. Les dessins d'Ali Fahmi Khechine, un caricaturiste qui a récemment échappé à la censure, croquent à l'envi les insolences de ces gosses, tyranniques avec leurs professeurs et insupportables avec leurs parents.

Sur la scène du théâtre romain de Sabratah, à 50 kilomètres de la capitale, quelques-uns de ces jeunes dansent en faisant hurler leur radio-cassette. Du rap américain. Casquette de base-ball vissé sur le crâne, épaisses lunettes noires, tee-shirt et blouson bariolé, la panoplie US est complète. C'est le début des vacances, et la future élite s'amuse dans les ruines antiques, sous le regard de femmes voilées et d'adultes interloqués. La Libye change, avec la permission de Kadhafi.

Rue du 1er-Septembre et rue de la Révolution, des couples à l'allure aisée flânent devant les boutiques de luxe. Ces « yuppies » voyagent, roulent en Mercedes, font de l'import-export et vivent dans les quartiers cossus qui se multiplient à côté des cités à loyer plus que modéré. En face du Palais du Peuple, des cafés « branchés » se sont ouverts sous les arcades pompeuses et les colonnes bouffies héritées de l'Italie fasciste. Point de cinéma le soir. Alors les magasins de vidéo fleurissent : ils proposent la cinématographie complète de Sylvester Stallone, d'Arnold Schwarzenegger, de Bruce Lee, plus un film de Claude Lelouch. Sur un mur, une affiche de promotion pour une série B américaine. Le film s'intitule *Get the Terrorist* (Attrapez le terroriste). Tout un programme.

Deux tentes sont plantées sur le bitume, à Bab-Gargaresh. Une pour les hommes, une pour les femmes. Un mariage. Un invité qui est peintre mais, ne sachant dire ce mot en anglais, ne cesse de répéter *« je suis... Picasso »*, présente l'hôte. C'est l'homme qui apporte la dot – souvent considérable – à la famille de sa future épouse et c'est au père du marié qu'incombe les frais de la cérémonie. Pour fêter dignement l'événement, ce dernier a investi une bonne partie de ses économies pour régaler ses convives. Dans la cuisine à ciel ouvert mijote la *chorba* – une soupe rouge, épicée, à base de viande et de pâtes – et le couscous.

Ce campement bédouin en pleine ville n'est pas incongru. Toute la population est sédentarisée mais les occasions, familiales ou officielles, sont nombreuses de ressortir la tente. Les virées « campings » au bord de la mer ou dans le désert sont un passe-temps apprécié. A côté des indispensables télévision, magnétoscope et radiocassette, les appartements restent souvent aussi dépouillés que les campements du passé : une paillasse et un mobilier rudimentaire. Fils du désert ils étaient, fils du désert ils restent.

De notre envoyé spécial

Benoît Hopquin

